

Le Monde

idées

LES ARCHIVES ALGÉRIENNES

L'éventualité du transfert en Algérie des archives de la colonisation a soulevé une certaine émotion en France, et pas seulement chez les « nostalgiques de l'Algérie française ». C'est sans doute parce que la question touche au vécu des hommes et à l'histoire des peuples. Guy Porte dresse un bref mais indispensable inventaire de ce secteur, dont on parle beaucoup mais qu'on connaît mal. Paul Balta se fait l'écho des voix algériennes, tandis que Pierre Boyer et Bruno Delmas donnent le point de vue de deux experts français.

Les arguments d'Alger

par PAUL BALTA

S'il est un domaine délicat, épineux, toujours long et difficile à régler, c'est bien celui des archives, surtout lorsqu'il oppose deux États. Chaque fois que le problème s'est posé, il l'a été dans un contexte différent, qu'il s'agisse de la sécession des États-Unis d'Amérique, du rattachement de Nice à la France, de l'éclatement de l'empire austro-hongrois, ou du Canada, partagé entre ses origines françaises et britanniques, pour ne prendre que ces exemples.

Ce sujet, à bien des égards rébarbatif, n'intéresse apparemment que les spécialistes et les historiens, et pourtant il lui arrive de déchainer les passions, car il touche, en réalité, au vécu des hommes et à l'histoire des peuples. Que la question de la restitution des archives de la période coloniale en Algérie (5 juillet

1980-1^{re} juillet 1982) ait soulevé une certaine émotion en France, et pas seulement chez les nostalgiques de l'Algérie française, n'a donc rien de surprenant.

Le débat d'idées doit contribuer à clarifier les positions des uns et des autres, car cette affaire soulève des questions de droit et de des incertitudes pratiques. Aussi, mise à part la conférence de presse tenue à Alger par M. Mohamed Touli, directeur du Centre national des archives (le Monde du 28 octobre), peut-on regretter que les voix algériennes ne se soient pas fait entendre en France au niveau des médias, même quand elles étaient sollicitées. Si l'on a d'autant plus regrettable que depuis 1980 l'Algérie a fait de nombreuses démarches diplomatiques pour récupérer ce qu'elle estime être son patrimoine, et qu'elle ne manque pas d'arguments.

Sur le plan des principes, elle souligne que le nouvel État qui a accédé à l'indépendance en 1962 avait une vie et un passé : légitime successeur de la puissance coloniale, il a le droit de disposer de ce qui constitue son patrimoine. Sur le plan technique et juridique, les Algériens se fondent sur les recommandations de diverses instances internationales (1) pour souligner que les archives forment un tout. « Le problème n'est pas seulement quantitatif, disent-ils. Les archives qui nous ont été laissées sont comme des épaves sans cohérence entre elles. » Ils soulignent aussi qu'il n'est pas toujours facile de distinguer entre les archives dites de souveraineté et les archives administratives, et ne manquent pas d'exemples pour étayer leur argumentation.

Ainsi, la série P, rapatriée à Aix-en-Provence et concernant les domaines (communal, départemental et d'État) de l'Algérie, a-t-elle fait défaut aux autorités pour le partage des terres au moment de la révolution agraire. De même, comment peut-on

imaginer que l'État ne soit pas intéressé par la série N sur la « priorité indigène », traitant en particulier des terres « arch » attribuées aux tribus ? Les documents concernant l'hydraulique (2), le séisme d'El-Asnam, la construction de monuments anciens, le tracé des frontières avec les États voisins ne seraient-ils pas plus utiles à Alger qu'à Aix-en-Provence ?

Sur un plan pratique, les Algériens font observer que la France n'a guère formé d'archivistes algériens pendant la colonisation, ce qui peut expliquer, sans les justifier, certaines lacunes, en particulier dans le secteur de la conservation. On comprend mieux aussi, dès lors, que ce ne soit qu'en juin 1971 qu'ait été créé le Fonds national des archives à Alger et qu'il ait fallu attendre décembre 1972 pour que soit instituée la direction nationale des archives.

Sur un pied d'égalité

Inversant l'ordre des facteurs et s'insurgeant contre les formes déguisées de néo-impérialisme culturel, les Algériens se demandent si la notion de « patrimoine commun » défendue par la France à propos des archives n'implique pas une conception renouveau de la coopération. Et de poser une série de questions : pourquoi faudrait-il partir du principe que les originaux devraient rester chez l'ancien colonisateur ? Pourquoi l'ex-puissance coloniale n'aurait-elle pas le jeune État à conserver et à restaurer son patrimoine ? Pourquoi aucun archiviste algérien faisant un stage pratique en France n'a-t-il jamais été envoyé à Aix-en-Provence ? Pourquoi des Algériens ne seraient-ils pas associés, sur un pied d'égalité, aux travaux de classement et de tri de ces archives ? Pourquoi, au-delà des archives, la coopération ne s'étendrait-elle pas à l'archéologie, aux musées et aux bibliothèques ?

En fait, ce sont des questions que le gouvernement socialiste commence à se poser en France et auxquelles il a le mérite de vouloir apporter des réponses équitables. Y parviendra-t-il avant la visite de M. Mitterrand à Alger, fin novembre ?

(1) Ils se réfèrent, notamment, aux « tables rondes » de Varsovie, en 1963, et de Cagliari, en 1977, à la réunion du groupe d'experts de l'UNESCO en 1977 à Paris, aux résolutions de la vingt-troisième conférence générale de l'UNESCO en 1978, et aux autres rapports sur le sujet, tels que le national publié entre 1972 et 1980 par les Nations unies.

(2) Des documents concernant ce secteur se trouvent, apparemment, dans les deux pays.

Un indispensable inventaire

par GUY PORTE

UN bâtiment massif de cinq étages percé d'étroites ouvertures et habillé de pierres de pays : le dépôt des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence évoque une sorte de bastion moderne campé face à la faculté des lettres de l'université de Provence dans les quartiers sud de la ville. Inauguré en octobre 1966, il regroupe la plus grande partie des archives des anciennes colonies françaises de l'île Bourbon à Djibouti, des Indes à l'A.E.F. et à l'Indochine, sauf celles des anciens protectorats, conservées par le Quai d'Orsay. Le fonds de l'Algérie représenté à lui seul près de la moitié des documents rassemblés à Aix-en-Provence : deux cents tonnes de cartons, de registres et de liasses occupant 7 kilomètres de rayonnages. N'ont été transférées que les archives dites « de souveraineté », c'est-à-dire celles possédant un caractère politique, créées par la haute administration durant les cent trente années de présence française en Algérie et auxquelles se sont ajoutés les papiers du consulat de France à Alger sous l'ancien régime. Les documents de gestion courante, eux, ont été laissés sur place.

Selon le premier inventaire publié par les Archives nationales en 1980 (1), elles sont réparties en trois grandes catégories : celles provenant des ministères ayant eu à connaître des affaires algériennes (intérieur et production industrielle), du gouvernement général et des trois départements d'Alger, d'Oran et de Constantine. Elles recouvrent, à travers une quarantaine de séries, un vaste ensemble de questions concernant l'implantation française, la conquête, les affaires indigènes locales, le maintien de l'ordre, etc. Plusieurs de ces séries, bien qu'elles soient parfois disparates, présentent un vif intérêt économique ou historique comme, par exemple, le versement du ministère de la production industrielle relatif aux mines et aux recherches d'hydrocarbures à partir de 1896 ou de la correspondance politique provenant des cabinets des gouverneurs, complétée par les fonds Bugeaud et de Gueydon. Certaines sources importantes font cependant défaut : manquent notamment les archives des tribunaux et de la sûreté, dont une partie a été brûlée, celle du rectorat d'Alger ou encore les archives hypothécaires et territoriales qui n'ont pas franchi la

Méditerranée. L'état civil a été partiellement rapatrié à Nantes. Quant aux archives de l'armée, elles sont pour l'essentiel cadastrees au fort de Vincennes.

Le dépôt d'Aix-en-Provence est géré par une équipe de dix-sept personnes appartenant au cadre des Archives de France. Mais le personnel scientifique ne comprend que trois conservateurs chartistes — dont un conservateur en chef et trois documentalistes de catégorie A — qui sont loin de suffire à l'immense travail de classement. De ce fait, la moitié seulement des archives de l'Algérie ont pu jusqu'ici être classées et inventariées. Une infime partie a été microfilmée en fonction des demandes extérieures ou pour sauvegarder les documents les plus fragiles. Un microfilmage systématique, dans le cas où les autorités algériennes renonceraient à exiger la remise des pièces originales, demanderait des moyens et des délais importants (2).

Les archives conservées à Aix sont accessibles dans les conditions légales de communication qui protègent, en particulier par des délais spéciaux allant de soixante à cent cinquante ans, la vie privée des personnes (3). Elles sont, au demeurant, largement consultées par des chercheurs universitaires ou des étudiants des deux communautés française et algérienne, et par des Français rapatriés qui sont, surtout, des généalogistes. Les Algériens se félicitent de l'accueil qu'ils reçoivent à Aix, tout en se plaignant de leurs frais de déplacement.

Les autorités algériennes auront-elles la même attitude ? En 1973, M. Valéry Giscard d'Estaing avait autorisé, lors de son voyage à Alger, la restitution des registres de la période turque. Or le chercheur tunisien qui les avait rapatriés, M. Abdeljelil Termini, s'en est vu, par la suite, refuser l'accès dans leur nouveau lieu de conservation. Faut-il y voir un fâcheux précédent ? (4).

(1) État général des fonds, tome 3, *Mémoires et outre-mer*.

(2) Le dépôt d'Aix-en-Provence ne dispose actuellement que d'un seul opérateur et d'une seule caméra.

(3) Loi sur les archives du 3 janvier 1979.

(4) N.D.L.R. — M. Termini a raconté sa mésaventure dans la Revue *Archives* n° 107, paru à Tunis, dans le numéro de juillet 1980. M. Touli, directeur des Archives algériennes, nous a déclaré qu'il s'était agi d'un regrettable malentendu.

La souveraineté de la France

par PIERRE BOYER (*)

Le transfert à Aix-en-Provence d'une partie des archives d'Algérie fut organisé, dès 1961, par la direction des Archives de France avec l'accord personnel du général de Gaulle. Le fait d'avoir pris, à cette époque, pareille décision laisse penser qu'il n'entrerait pas, dans l'esprit des responsables, que ces archives pussent faire l'objet d'un quelconque marchandage dans les négociations en cours. Effectivement, les accords d'Évian seront muets sur ce point.

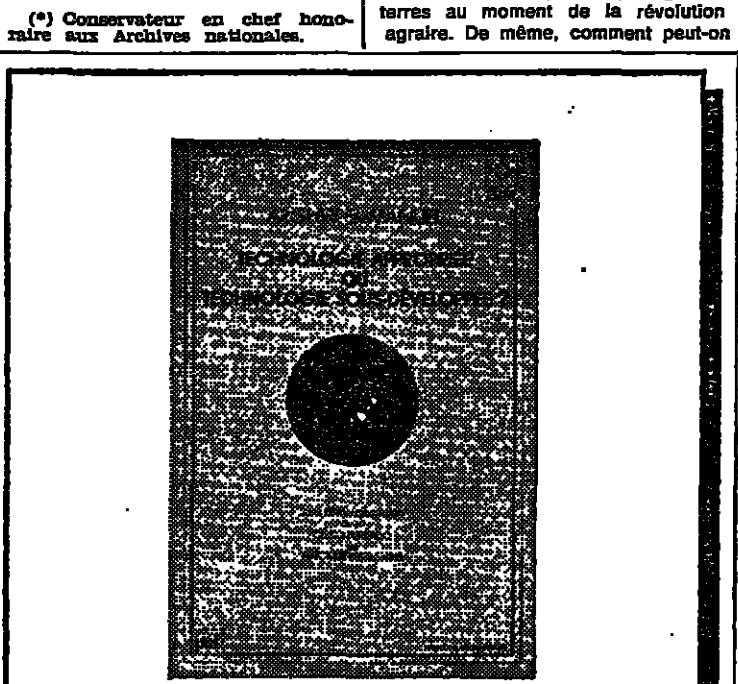
Les archives de souveraineté, faisant partie des archives de l'État, relèvent de l'exercice du pouvoir central à son niveau local le plus élevé, en pratique à celui des cabinets des gouverneurs et des préfets. Les plus récentes sont dites politiques, les plus anciennes historiques. Le caractère « réservé » des premières ne peut guère être contesté : rapports des renseignements généraux, de la D.S.T., voire du SDECE, sur des personnalités locales, spécialement celles de l'opposition (nationalistes, communistes et, à l'occasion, syndicalistes et socialistes). Mais on aurait tort de croire qu'elles n'intéressent que les Algériens, européens ou musulmans. Les cabinets des gouverneurs recevaient, par exemple, les notices confidentielles établies par nos consuls en pays d'Islam sur les affaires de leur ressort.

Le temps a, certes, atténué la virulence des archives historiques, dont la nature est identique. On y découvre, par exemple, les dossiers des déportés du Second Empire, ceux des troubles anticoloniaux de 1901, des rapports des partis politiques qui, jusqu'en 1919, ne concernent que la minorité européenne. Les partisans de l'indépendance de l'Algérie ont assez reproché à la haute administration locale de s'être souciee en priorité des intérêts de cette minorité pour ne pas convenir que ses archives intéressent au premier chef celle-ci.

A ces papiers ont été joints les dossiers de colonisation qui touchent encore plus directement les rapatriés. Ils y trouvent à la fois les origines de leurs familles et le témoignage d'un siècle de peines et de joies.

De toute façon, l'éventuelle soustraction de ces archives à l'autorité française paraît poser un problème de droit. Dans quelle mesure ces documents, émanant de fonctionnaires français servant dans des départements français, peuvent-ils échapper à la loi qui en affirme l'imprescriptibilité (loi du 3 janvier 1979, articles 3 et 5). L'argument fondé sur les résultats du référendum d'avril 1962 ne peut être retenu. Les départements d'Algérie ont bien cessé, à cette date, de faire partie du territoire français, mais ce vote n'a en rien affecté leur appartenance à ce dernier, antérieurement à cette date.

Les gouvernements précédents avaient proposé à l'Algérie le microfilmage des archives de souveraineté susceptibles d'intéresser le nouvel État. C'était là une mesure méritant d'être retenue qui avait l'avantage de faire tomber les objections quant à la politique des autorités algériennes face à leurs propres archives. Sur leur ordre, en effet, le vaste bâtiment construit par la France pour abriter les archives régionales d'Alger fut transformé, dans les années qui suivirent l'indépendance, en annexe de la préfecture de police, à l'exception de deux étages. De ce fait, des cinq étages de dossiers laissés sur



Une technologie sur mesure pour les pays en voie de développement n'est qu'une technologie appauvrie, affirme Arghiri Emmanuel, l'auteur du célèbre « Échange Inégal ». Elle accroît le retard et la dépendance de ces pays. Ce qui contribue à leur bien-être social et à leur autonomie, c'est le montant des biens produits et non pas le nombre d'emplois créés pour les produire. Un objectif qui nécessite le recours à la technologie la plus avancée.

Son utilisation exige l'emploi de techniciens qualifiés. Or, les techniciens d'une profession déterminée n'existent pas sans qu'il y ait des débouchés préalables pour eux. Ainsi, estime Arghiri Emmanuel, les firmes multinationales, détentrices d'une technologie avancée, favorisent par leur présence et par leur recrutement, la formation d'une telle main-d'œuvre. Elles seraient donc le véhicule privilégié du raccourci technologique pour le Tiers-Monde. Idées que conteste l'ancien ministre brésilien du Plan, Celso Furtado. Pour lui, Emmanuel néglige les structures sociales qui conditionnent les choix économiques.

Quant au professeur Elsenhans de l'université de Constance, il enrichit cette réflexion en montrant que seul un marché de masse — dépendant de l'action des gouvernements et non des multinationales — peut favoriser le développement. Des arguments provocants et nouveaux pour relancer un débat toujours d'actualité...

ARGHIRI EMMANUEL
Technologie appropriée

ou
Technologie sous-développée ?

Collection « Perspective Multinationale »
IRM/Presses Universitaires de France

Les exigences de la recherche historique

par BRUNO DELMAS (*)

LES Algériens réclament les archives rapatriées en France en 1962 pour les raisons suivantes : les sources algériennes antérieures à 1962, sans sources, les services publics algériens ne pourraient fonctionner, ni l'histoire de l'Algérie s'écrire ; leur rétrocession ne serait que la juste réparation d'un abus de l'État français. Que valent ces arguments ?

Le compte rendu des chroniques de l'Algérie, contenues dans les ressortissants français, telles que l'état civil européen, sont restées sur place. Sont également restées les archives municipales (délibérations, gestion, services techniques, état civil musulman et européen), les archives des conseils généraux et des préfectures, des services extérieurs de l'État (archives techniques, économiques et financières telles que travaux publics, hydraulique, enseignement, santé...), les archives des établissements et services publics.

Il faut souligner que les traités qui ont été opérés ne sont pas le fait d'un choix arbitraire. La doctrine contenue dans les instructions de M. André Chamson, directeur des Archives de France en 1962, et approfondie par le Conseil international des archives de l'UNESCO (1), peut se résumer, dans le cas de l'Algérie, de la façon suivante : les documents réunis par une personne physique ou morale dans l'exercice de son activité forment une entité unique : le fonds d'archives de cette personne. Ce fonds ne doit pas être dispersé. Doivent être rapatriés les fonds d'archives dans lesquels s'inscrit la souveraineté de la France et les séries qui concernent les personnes rapatriées.

Pour fonder leurs revendications des archives de souveraineté

françaises, les Algériens invoquent le principe de sécession d'État. Mais, pour qu'il y ait sécession, il faut qu'il y ait mort : l'État français n'est pas mort en 1962. Il y a eu, en fait, partition d'État. Le nouvel État algérien a hérité d'une fraction du territoire, de la population et de la souveraineté de la France sur ce territoire, et sur cette population à partir du 1^{er} juillet 1962. Mais il n'a pas hérité de la souveraineté française : celle-ci est indivisible, elle demeure entière.

Les archives de la souveraineté française en Algérie, rapatriées à Aix-en-Provence, sont indiscutablement la propriété de la France, de même que les archives de la gestion française en Algérie, restées sur place, sont indiscutablement la propriété de l'Algérie.

Reste le problème de la recherche historique. Elle ne peut être le monopole d'aucun pays et aucun pays ne peut en être exclu, conformément à l'esprit des recommandations de l'UNESCO qui évoquent le droit pour chaque pays à la continuité historique. La nouvelle loi sur les archives, votée le 3 janvier 1979 à l'unanimité par le Parlement, a aboli toute discrimination entre chercheurs français et étrangers : ceux-ci jouissent d'une égalité absolue pour la communication des documents. Qui plus est, l'état général des fonds des archives nationales (2) et la collection des guides d'archives des services d'archives départementales, fournissent à tous le recensement des archives françaises. Cependant, il est légitime que, s'ils le désirent, des pays étrangers puissent disposer chez eux des sources normalement accessibles en France qui les intéressent. Depuis plu-

sieurs années, par exemple, le Canada organise des campagnes de microfilmage.

Les Algériens reprochent aux Français leur mauvaise volonté. Mais sait-on seulement, en France, que pour conserver et exploiter les mille six cents ans d'archives qui représentent le patrimoine du peuple français, pour gérer les 2500 kilomètres linéaires de documents d'archives publiques, satisfaire quatre-vingt mille lecteurs, communiquer un million de dossiers par an, la direction des archives de France dispose seulement de deux cent quarante conservateurs et, au total, de mille agents environ ? Sait-on que le budget du seul Théâtre national de l'Opéra de Paris est le double de celui de toute la direction des archives de France ?

En dépit de ces moyens, la France a construit en 1966 un dépôt d'archives à Aix-en-Provence. Plusieurs centaines de lecteurs différents, en provenance d'une quarantaine de pays, fréquentent chaque année la salle de lecture. Pourquoi, en ce qui concerne l'Algérie, l'État ne déciderait-il pas de donner des moyens les plus importants pour accéder à la microfilmage des fonds pour lesquels les Algériens souhaitent disposer en priorité d'une copie chez eux et réciproquement le microfilmage des fonds restés en Algérie intéressant nos compatriotes ? Et, pourquoi, pour les autres fonds, ne pas instituer des bourses d'études afin de faciliter encore davantage le séjour à Aix-en-Provence des chercheurs algériens et même des chercheurs français en Algérie ?

(1) Conseil international des archives, table ronde de Cagliari, 1971, vingt-troisième session de l'UNESCO, 1978.

(2) Les Archives nationales, état général des fonds, quatre tomes publiés de 1978 à 1980. En vente à la Documentation française, quai Voltaire, 75007 Paris.

سكذا من الأصل

AFRIQUE

Zimbabwe

UN AN ET DEMI APRÈS L'INDÉPENDANCE

La réconciliation entre Noirs et Blancs demeure problématique

De notre envoyé spécial

Salisbury. — La plus coquette capitale d'Afrique n'est jamais si belle qu'en ce début de printemps austral, lorsque les jacarandas en fleurs lui offrent leur parure violette. Le dimanche après-midi, l'accent algérien des cornues s'échappe lentement du kiosque à musique. De jeunes gosses s'essouffent en mesure devant un parterre attentif, mi-blanc, mi-noir. C'est l'orchestre de l'école Churchill, « le seul du genre à Salisbury », précise fièrement une élégante « lady » aux joues poudrées. Images paisibles d'une réconciliation nationale réussie ? Fraternité dominicale en trompe-l'œil ? Cette scène anachronique et idéologique est le reflet d'une réalité ou simple illusion ? Comme souvent dans ce pays complexe et déconcertant, la réponse se situe sans doute quelque part, à mi-chemin.

Mieux vaut poser d'emblée une certitude : un an et demi après l'indépendance, le Zimbabwe achève de l'indépendance. L'héritage de la guerre, le décalage des trois anciennes forces militaires — la ZANLA de M. Mugabe, la ZIPRA de M. Nkomo, et les forces rhodésiennes — a été effectué sous la houlette de cent cinquante instructeurs britanniques. Londres consacre à cet exercice la moitié de son aide militaire globale à l'étranger. Une partie des conseillers seront maintenus pendant deux ans à des tâches d'enseignement.

Le gouvernement a démobilié vingt mille gendarmes et s'efforce de favoriser leur réinsertion sociale. La nomination, à la tête de la nouvelle armée, du général Maclean, geste politique visant à rassurer la minorité européenne, s'est accompagnée d'une vaste africanisation de la hiérarchie galonnée. Une trentaine d'anciens responsables de la guérilla occupent maintenant les principaux postes de commandement, à la place d'officiers blancs, relégués à des fonctions administratives ou tâches de sécurité.

En arrivant au pouvoir, M. Mugabe avait promis d'oublier un long passé de violence et de haine. Mais pas un procès, nulle représaille, aucun prisonnier politique. Et pourtant, les Blancs quittent le Zimbabwe à un rythme croissant. L'émigration connaît cette année son taux record : 21 000 départs. En quatre ans, un tiers de la main-d'œuvre qualifiée a choisi l'exil. Deux mille employés sur un total initial de 6 000 ont démissionné de la seule administration des chemins de fer, vitale pour l'économie. Pour compenser cette déperdition, le gouvernement recrute prochainement 300 techniciens indiens et pakistanais.

La communauté blanche, à son tour, se dépeuple. En 1978, elle comptait 275 000 personnes (soit légèrement plus de 2 % de la population globale). Le moral des Blancs s'est surtout dégradé au cours des derniers mois, observe un journaliste d'« Umtali » : « Avant, ils se demandaient : pourquoi partir ? Maintenant, ils disent : pourquoi rester ? »

bitante ? Les rares pénuries provoquées par une demande intérieure en forte hausse consolident leurs préjugés et attisent leur inquiétude. Ils y voient une atteinte intolérable à leur « way of life ».

Les Blancs redoutent surtout que la démocratisation, en matière d'enseignement et de santé, n'entraîne une dégradation de la qualité de ces services. Cette double crainte revient sans cesse au fil des conversations. Ils s'alarment aussi du projet d'abolition de la double citoyenneté qui les privera, souvent, de leur passeport britannique, critiquant la pression fiscale croissante et dénonçant les velléités de politisation des écoles.

Hyper-sensibles aux mises en garde officielles, comme au moindre écart de langage fut-il autorisé, ils appréhendent et respectent M. Mugabe, mais font rarement l'effort de s'imaginer à la place de ce premier ministre trop soucieux de satisfaire l'immense et légitime attente de la majorité noire pour pouvoir prendre des gants avec la minorité. Les cinq mille fermiers blancs, eux-mêmes, pourtant choqués par le régime et gâtés par une récolte exceptionnelle sont en proie au doute.

Les candidats au départ ne peuvent emporter avec eux qu'une mince allocation en devises — sommes — une voiture usagée et quelques meubles. Ils tiennent ces restrictions pour des « mesures vexatoires », se considèrent comme les « prisonniers économiques » du régime et s'estiment lésés par rapport aux exilés de la première heure qui, refusant l'avènement de la majorité, purent pourtant s'en aller dans de meilleures conditions. L'attitude des Blancs va de pair avec la déception qu'ils inspirent à M. Mugabe. Celui-ci attendait, de la minorité européenne, qu'elle modérât ses comportements politiques. L'espoir perdu.

Le raidissement du pouvoir

Le Front rhodésien de M. Ian Smith est devenu Front républicain, tout en conservant ses initiales (R.F.). C'est plus qu'un symbole. Comme l'ont montré deux scrutins partiels, les électeurs blancs restent massivement fidèles au Front, à leurs yeux « parti refuge » apte à défendre au mieux leurs intérêts menacés. Un fermier libéral, M. André Holland, avait créé en avril, avec la bénédiction du régime, le Parti démocratique. Son aventure électorale a tourné court au dam de M. Mugabe qui vit dans cet échec le signe d'une obstination inéluctable. Le ralliement à la ZANU-P.F. de quelque trois cents Blancs et métis dans les zones rurales de Quê-Quê et Fort-Victoria n'a sans doute pas suffi à atténuer la défection du premier ministre. Celui-ci s'accommoderait volontiers d'une communauté blanche à la fois moins nombreuse et plus loyale.

Quantité de paix et de réconciliation n'ayant plus sa place dans un Zimbabwe indépendant, le Front républicain n'est pas la seule cible de M. Mugabe. Depuis plusieurs mois, le pouvoir s'est raidi envers toutes les formations minoritaires. On a retiré leurs gardes du corps à l'évêque Muzorewa, chef de l'U.A.N.C., comme à M. Smith. On leur reproche des « déclarations subversives » et des « rencontres secrètes ».

On dit l'évêque « rendu à Pretoria ». Le ralliement à la ZANU-P.F. n'est pas la seule cible de M. Mugabe. Depuis plusieurs mois, le pouvoir s'est raidi envers toutes les formations minoritaires. On a retiré leurs gardes du corps à l'évêque Muzorewa, chef de l'U.A.N.C., comme à M. Smith. On leur reproche des « déclarations subversives » et des « rencontres secrètes ».

ministre et chef de parti à la fois, ce double rôle l'oblige à se corriger, voire à se contredire. Ces impératifs entraînent d'une nervosité croissante. Réintroduisant des pratiques policières inaugurées par la Rhodésie blanche, le gouvernement vient de réglementer sévèrement la tenue des réunions politiques. Tout meeting doit être désormais annoncé une semaine à l'avance, et la ministre de l'Intérieur s'est octroyé un pouvoir d'interdiction. Frieses au nom de l'« ordre public », ces restrictions draconiennes ont pour principale victime l'U.A.N.C. de l'évêque Muzorewa. Coïncidence ? Nul doute que le gouvernement s'inquiète d'un regain d'activité — et d'audace — de l'U.A.N.C. Celui-ci peut cristalliser et récupérer à son profit le mécontentement d'une petite partie de la population urbaine.

Le thème du parti unique émaille de plus en plus souvent les discours officiels, ce qui n'est rien de surprenant. La formation idéologique de M. Mugabe, son souci de consolider l'unité nationale, l'influence de l'« environnement » politique africain, socialiste ou non : tout concourt à hâter l'avènement d'un monopartisme qui, de surcroît, a tous les jours ses faveurs — avoués — du premier ministre.

Dans la plupart des villages, où la ZANU-P.F. règne sans rival la question ne se pose plus. Juridiquement, l'affaire prête à controverse. Pour les minoritaires Noirs et Blancs, la Constitution du Zimbabwe, en garantissant la liberté d'association, exclut le parti unique. Toute modification de la déclaration des droits contenue dans la loi suprême requiert, selon eux, à la Chambre des députés, un vote unanime, dans par définition le nombre de députés. La presse gouvernementale déplore cette vague contestataire qu'elle assimile à une « maladie contagieuse ». Il règne en désaccordement certain parmi une population qui attend du gouvernement plus que celui-ci ne peut offrir. Certains Africains ne surmontent pas le désenchantement urbain, aggravé par l'évolution politique et sociale en cours. Selon une enquête d'une organisation catholique d'entraide, les Noirs du Zimbabwe, à quintuplé en un an.

tauration du monopartisme avait pour principal effet de révéler les rivalités tribales ? Tel est notamment l'avis de M. Joshua Nkomo, président du Front patriotique (F.P.) et chef de l'ethnie minoritaire des Ndebele (18 % de la population). « On déstabiliserait le pays », a-t-il mis en garde.

« Nous aurons un parti unique », assure M. Zogbo. Au fond, qui en doute ? Tout dépend de quand et de comment. M. Nkomo n'est pas hostile, en principe, au monopartisme, à condition qu'il soit l'aboutissement d'une négociation permettant de préserver l'influence et la personnalité du F.P. Dans cet esprit, une commission bipartite fut mise sur pied il y a un an. Elle est aujourd'hui en sommeil. « Nous ne sommes pas pressés », affirme M. Mugabe. De fait, il ne semble pas accorder une priorité absolue à ce projet. Une chose est sûre : le parti unique ne pourra être imposé à M. Nkomo, sans à risque de crise aux conséquences incalculables.

Le gouvernement et la ZANU-P.F. subissent l'usure du pouvoir. Trop de dirigeants du parti avaient promis des changements radicaux « en une nuit ». La population n'eut que le tort de les prendre au mot. Ses espérances ne sont pas comblées et sa patience s'épuise. Les citoyens souffrent de l'inflation et du chômage. Les grèves se multiplient. Des manifestations spontanées, parfois dispersées par la police, éclatent ici et là pour protester contre tel cas de favoritisme ou de corruption. On assiste à la naissance d'un phénomène de népotisme. La presse gouvernementale déplore cette vague contestataire qu'elle assimile à une « maladie contagieuse ». Il règne en désaccordement certain parmi une population qui attend du gouvernement plus que celui-ci ne peut offrir. Certains Africains ne surmontent pas le désenchantement urbain, aggravé par l'évolution politique et sociale en cours. Selon une enquête d'une organisation catholique d'entraide, les Noirs du Zimbabwe, à quintuplé en un an.

JEAN-PIERRE LANGELE.

Marxisme nouvelle histoire nouvelle philosophie le lacanisme les nouveaux libertaires la sociobiologie le systémisme

Enquête sur les idées contemporaines

au Seul

Tunisie

DEVANT LE CONGRÈS DES JOURNALISTES FRANCOPHONES

M. M'Zali justifie les efforts de défense du pays par l'aggravation de la menace extérieure

De notre envoyé spécial

Tunis. — « Notre espace aérien est constamment violé, nos frontières sont des passoirs, nos côtes ne sont pas protégées », a déclaré le premier ministre tunisien en recevant, mercredi 11 novembre, une centaine de participants du congrès de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, réuni à Tunis. M. M'Zali entendait expliquer la récente visite d'une délégation militaire américaine conduite par M. West, sous-secrétaire à la Défense. La Tunisie a délibérément consacré l'essentiel de ses ressources à l'éducation, mais « nous sommes dans un monde où il y a beaucoup de loups ». La Tunisie a donc besoin — elle s'en est aperçue après l'affaire de Gafsa — d'un minimum de moyens de défense qui lui impose une charge écrasante. Pour l'essentiel, la Tunisie, après avoir passé des contrats avec la France, négocie l'achat de fournitures militaires avec les États-Unis.

Interrogé sur sa position dans la phase actuelle du conflit du Proche-Orient, M. M'Zali a d'abord rappelé que le président Bourguiba avait été le premier chef d'État arabe à reconnaître, dès 1965, l'établissement dans l'ancienne Palestine de deux États, un juif et l'autre arabe, ce qui lui avait valu à l'époque « d'être considéré comme un traître à la cause arabe ».

« Certains événements irréversibles ont eu lieu », a poursuivi le premier ministre, « comme la séparation signée par Sadat et Begin, qui a beaucoup affaibli la position arabe (...). Aujourd'hui, nous sommes en présence du plan séculier du prince Fahd, point de vue pertinent, prometteur et qui sera encore plus consistant après son éventuelle acceptation par le processus sommet arabe de l'après-midi, tel qu'il est ou amendé, le plan Fahd sera adopté par consensus. Ce sera là alors une plate-forme de négociations ou de conversations ». Cette appréciation rejoint celle de M. Mitterrand, qui avait estimé, après son voyage en Arabie Saoudite, que le plan Fahd n'était pas à prendre ou à laisser, mais se présentait comme une « base de discussions ».

Enfin, M. M'Zali a estimé que l'essor de l'intégrisme religieux est un phénomène mondial résultant de la faillite des idéologies ainsi que de la crise. Celle-ci a été aggravée en Tunisie, a-t-il dit, par « dix ans de socialisme pseudo-romantique, de coopérativisme effréné et d'un système étouffant qui a laissé la jeunesse en désarroi », et, à propos de cette crise, le premier ministre « fait son autocritique ».

Quant à l'avenir, si le régime actuel « arrive à être un modèle pour nos enfants (...) peut-être le dialogue (avec cette jeunesse) sera-t-il repris, à condition toutefois que nous arrivions à gagner la bataille du développement, c'est-à-dire à créer tous les ans cinquante mille à soixante mille emplois ».

MAURICE DELARUE.

Tchad

De vifs combats ont lieu dans l'est du pays

(Suite de la première page.)

A ce sujet, on parle du Kenya, qui préside actuellement l'O.U.A. et du Nigeria, principal participant et maître d'œuvre de l'opération.

N'Djamena même, on affirmait mercredi que l'arrivée de la force interafricaine était retardée en raison de la présence libyenne sur l'aéroport de la capitale tchadienne. Cinq cents soldats libyens étaient attendus, rappelle-t-on de même source, dimanche soir à bord de deux transferts et d'un DC-8 de l'armée française. Trois chambres ont été réservées à partir de cette date pour l'état-major saoudi dans les deux hôtels de N'Djamena, apprend-on par ailleurs. Mais ceux-ci restent inoccupés mercredi.

Depuis quarante-huit heures, les rotations d'avions libyens sur l'aéroport de N'Djamena sont de plus en plus fréquentes, et ont lieu aussi bien de jour que de nuit. Pour la première fois, mardi, sept avions libyens (deux Hercules 76, deux autres Hercules C-130 et trois DC-8) embarquant du matériel militaire, se trouvaient en même temps sur la piste. Dans une déclaration à la presse, le commandant en chef des forces armées libyennes à N'Djamena, le colonel Radouane

Salah Radouane, a indiqué que le départ des Libyens serait « définitif dans deux jours ».

Le colonel Radouane Salah Radouane a précisé que « dans une première phase d'évacuation », le matériel libyen était acheminé du Tchad vers Sabha, en Libye, et dans la bande d'Aozou, dans l'extrême nord du territoire tchadien. « Cet équipement sera, ensuite, définitivement rapatrié en Libye », a-t-il laissé entendre. Le colonel Radouane a dit toutefois refusé à indiquer si la bande d'Aozou sera totalement évacuée par les forces libyennes. Cette bande de désert, le long de la frontière tchado-libyenne, réputée riche en minerais, appartient au Tchad, mais est convoitée et partiellement occupée par la Libye depuis près de dix ans.

À la suite du retrait des troupes libyennes, la Communauté économique européenne envisage l'envoi d'une aide sociale au Tchad, et à Bruxelles, de hauts fonctionnaires des États membres et de la Commission européenne ont tenu leur première réunion dans ce but, mardi 10 novembre, dans la capitale belge, avant de se rencontrer, à nouveau, la semaine prochaine pour organiser l'envoi d'une mission d'étude au Tchad.

Ph. B.

A TRAVERS LE MONDE

Danemark

VERS DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES ? À quelques jours des élections municipales du 17 novembre, M. Joergensen a mis en jeu l'existence de son gouvernement minoritaire social-démocrate lors de la discussion par le Parlement, à partir du jeudi 12 novembre, d'un projet de loi sur l'utilisation du capital des caisses de retraite et d'assurances pour la relance de l'industrie. S'il démissionnait, des élections anticipées pourraient avoir lieu en décembre. — (Corresp.)

Irlande du Nord

PLUSIEURS MEMBRES DE L'ULSTER DEFENCE REGIMENT (U.D.R.), corps auxiliaire de l'armée britannique,

ont été tués ces derniers jours par l'I.R.A. Le dimanche 8 novembre, un adolescent a été tué dans une explosion qui visait son père, membre de l'U.D.R., deux autres agents de l'U.D.R. sont morts dans des attentats lundi et mardi. — (A.F.P.)

Luxembourg

LA PRINCESSE MARI-TERESA, épouse du prince Henri, héritier du trône grand-ducal du Luxembourg, a donné naissance, mercredi 11 novembre, un fils prénommé Guillaume. D'autre part, la princesse Marie-Astrid, sœur du prince Henri, a annoncé son prochain mariage avec l'archiduc autrichien Christian de Habsbourg-Lorraine. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

SELON UN DOCUMENT INTERNE

Le département d'Etat reconsidère sa politique des droits de l'homme

De notre correspondant

Washington. — Un changement très net au moins verbal — se manifeste à Washington à propos de la défense des droits de l'homme. Dans un premier temps, l'administration Reagan a tourné complètement le dos à la politique activiste de M. Carter, au point de confier le poste de secrétaire d'Etat adjoint chargé de ces questions à un conservateur notoire, M. Ernest Lefever, qui ne croyait ni possible ni même souhaitable un rappel à l'ordre des pays concernés. Les protestations ont été si vives qu'il a fallu inviter M. Lefever à remettre sa démission, en juin dernier, avant même le vote de confirmation du Sénat. Un homme « plus présentable » a été trouvé en la personne de M. Elliott Abrams, un avocat âgé de trente-trois ans qui passe pour un modéré (le Monde daté 1^{er}-2 novembre).

Mais on ne s'est pas contenté de changer de responsable. Tirant la leçon des derniers mois, le département d'Etat a changé aussi d'orientation comme le montre un document interne, approuvé par M. Haig et publié intégralement dans le New York Times du 5 novembre.

Il s'en dégage une idée essentielle, à savoir que la défense des droits de l'homme doit être au centre de la politique extérieure américaine. M. Lefever affirmait exactement le contraire. Ce n'est pas pour autant un retour aux méthodes de M. Carter, qui, dans ses relations avec certains pays d'Amérique latine, attachait une importance primordiale à la question des libertés.

Si les droits de l'homme ne sont pas « au cœur de notre politique étrangère », celle-ci ne sera jamais « crédible », affirme le texte du département d'Etat. « La défense des droits politiques et des libertés civiles est d'ailleurs ce qui distingue le bloc libre... »

(...) Notre aptitude à résister aux

Soviétiques dans le monde dépend en partie de notre capacité à établir cette distinction. Un échec, affirme le document, encouragerait le neutralisme en Europe, car on se demanderait : Pourquoi s'opposer, pourquoi combattre si les deux superpuissances sont moralement égales ?

Le département d'Etat estime qu'une politique de défense des droits de l'homme « est essentielle, malgré son coût ». Elle peut conduire à des « choix difficiles, susceptibles d'affecter défavorablement certaines relations bilatérales ». En disant cela, les auteurs du texte pensent aussi bien à l'Union soviétique qu'à certains pays alliés des Etats-Unis.

Le document envisage des déclarations publiques de l'attitude de Moscou devant des instances internationales, comme les Nations unies. Washington pourrait également « cesser de soutenir des pays amis ou même voter contre eux » dans des organisations comme la Banque mondiale. Cela dit, il faut que cette politique tienne compte des intérêts économiques, politiques et stratégiques des Etats-Unis. « Les droits de l'homme ne peuvent pas être une fin en soi », déclare le département d'Etat, « lorsqu'on remplace un mauvais régime par un autre pire encore, ou un dictateur corrompu par un politicien corrompu ». Les préférences de l'administration Reagan va toujours, semble-t-il, aux protestations discrètes : le document évoque le rôle que pourraient jouer certains secteurs des relations militaires américaines en poste dans telle ou telle capitale.

S'agit-il d'un réel changement de cap ou d'un simple maquillage pour calmer certains secteurs de l'opinion publique en Europe et aux Etats-Unis ? La réponse sera donnée par les actes de l'administration Reagan.

ROBERT SOLÉ

Cuba

LE POÈTE ARMANDO VALLADARES EST EMPRISONNÉ DEPUIS PLUS DE VINGT ANS

L'enfer des géolés castristes.

L'écivain espagnol Fernando Arrabal qui vit à Paris, vient d'écrire au président de la République française pour lui demander de recevoir la femme du poète cubain Armando Valladares, en prison depuis plus de vingt ans, et de lui faire passer des lettres. Arrabal — qui est lui-même l'expérience — « n'approchait ni de près, ni de loin, la barbarie » avec laquelle est traité Valladares.

La femme du poète, Maria, parcourt les capitales européennes pour tenter d'alerter l'opinion internationale. De passage à Paris, elle relate avec une dignité exemplaire les souffrances endurées par celui qu'elle connaît en prison, alors qu'elle rendait visite à son père, également incarcéré comme « anti-révolutionnaire », et qu'elle épousa peu de temps après.

« Mon mari a été arrêté en décembre 1960, dit-elle. Il avait vingt-trois ans. Quatre jours après, il était condamné à trente ans de prison. Au départ, il était un sympathisant de la révolution, comme la majorité d'entre nous, mais il était dressé contre le communisme progressiste du régime. »

« En 1961, il a été transféré à l'île des Pins, baptisée l'île de la Jeunesse et a fait l'objet d'un fusil parce qu'il avait tenté de fuir. Trois ans après, il a été astreint aux travaux forcés dans une carrière de marbre. Quand il parlait le matin, il ne savait jamais s'il rentrerait le soir. Beaucoup de ses compagnons sont morts, tués par leurs gardiens. »

« En 1968, nouveau transfert, cette fois à la prison de la Cabana, à La Havane, une forteresse de l'époque coloniale, située au bord de la mer. Armando, qui est asthmatique, a beaucoup souffert de l'humidité des « josses » — c'est ainsi qu'on les appelle — où il a dû vivre en compagnie d'autres prisonniers politiques. C'est là que je l'ai connu, en 1969. Ses parents et moi nous pouvions le voir en principe une fois par trimestre, pendant deux heures. Mais souvent les visites étaient supprimées. »

« Il a été frappé, humilié sans cesse. Il fait partie des rebelles, de ceux qui n'acceptent pas le programme de rééducation communiste. S'il avait signé un document pour se rendre, et proclamer les mérites de la révolution, suivi ensuite des cours d'endoctrinement marxiste, il aurait pu obtenir un allègement de ses conditions de détention. Mais il ne l'a jamais fait. »

« Il a été également enfermé pendant trois ans dans une pri-

son de la province de l'Orientale, où il vivait dans une cellule complètement hermétique, sans notion du jour et de la nuit. En 1974, de nouveau à la Cabana, il a été laissé, comme les prisonniers rebelles, plus de quarante jours sans manger. Six d'entre eux sont restés invalides, dont mon mari. Depuis, il se déplace sur une chaise à roulettes. »

Maria Valladares nous a écrit des poèmes, qu'il fait parvenir clandestinement à l'extérieur. Depuis que son premier recueil a été publié, en 1977, ses conditions de détention ont empiré. Il a été condamné plusieurs fois à la « solitaire ». Depuis deux ans, les visites et le courrier lui sont interdits. Il ne peut rien lire. La bible que je lui avais fait parvenir a été confisquée. La dernière lettre datée du 28 juin dernier.

Maria Valladares nous la montre. Comme les poèmes, elle a été écrite en lettres microscopiques, au microcristal, sur du papier hygiénique. Dans la nouvelle prison de la Havane, le Combinate de l'Est, où il est incarcéré, ils sont plus de trois cents prisonniers « historiques » comme lui, des rebelles, que M. Fidel Castro a refusé de libérer en même temps que les centaines de milliers de détenus amnistiés à la fin des années 70. On a voulu les obliger à porter l'uniforme des droits communs, ils ont refusé. Ils doivent vivre en duo.

Le poète raconte qu'il doit dormir sur du béton, dans la dureté à l'ouvert des oléaux sur son corps. Sa cellule est privée d'air et de lumière, c'est de lui se trouve un tiroir de bois percé d'un trou : son toit de chambre. Il passe ses journées sur sa chaise d'infirmité. Les autorités de la prison ne lui ont jamais donné de nourriture, que lui avait envoyée un groupe hollandais d'Amnesty International.

Saint en 1978, quand il a été hospitalisé pendant plusieurs mois à la Havane. Il n'a jamais reçu d'assistance médicale. Sa femme, et lui-même, se sont vu proposer le marché suivant : en échange d'une rééducation politique — de tout ce qu'il a été dit et écrit sur les épreuves subies — le prisonnier pourrait être libéré, et ses parents autorisés à quitter Cuba. Le poète a refusé ce « suicide moral ».

Dans son cachot, il a dessiné un homme minuscule sur une chaise roulante, devant le mur gigantesque d'un pénitencier, survolé par des oiseaux, au milieu des fleurs. Et il a écrit : « Plus mon corps s'effondre rétréci, et plus mes horizons spirituels s'étendent. Plus la répression et la torture sont intenses, plus ma charnante interne devient ferme et résistante. Je suis un homme libre. » — C.V.

EUROPE

Espagne

La crise au sein du P.C.E.

M. Carrillo fait expulser six membres du comité central

De notre correspondant

Madrid. — La lutte entre le secrétaire général du parti communiste espagnol (P.C.E.), M. Santiago Carrillo, et les « euro-communistes rénovateurs », qui avait dominé, en juillet dernier, le dixième congrès de la formation et n'avait guère cessé depuis, a connu son épilogue, ce jeudi 12 novembre à l'aube. Après deux jours et une nuit de débats agités, le comité central a décidé d'expulser de son sein les six représentants du courant « rénovateur » (1). Parmi eux se trouvent notamment M. Manuel Azco, chargé des relations internationales et membre du comité exécutif (bureau politique), ainsi que Mme Pilar Brabo, députée de Valence. Le vote a été acquis par soixante-sept voix contre vingt-quatre et trois abstentions.

Cette mesure était attendue. Les « rénovateurs » avaient organisé à Madrid une réunion publique d'appui à l'ex-secrétaire général du parti communiste basque, M. Roberto Lertxundi, en faveur de la direction du P.C.E., et dont l'expulsion du parti vient d'être confirmée (le Monde daté 8-9 novembre).

M. Carrillo et la majorité des membres du comité central exigent une rétroaction publique de la part des promoteurs de cette réunion, qu'ils considèrent comme un véritable défi à leur égard.

Les débats ont été particulièrement durs. Les « rénovateurs » ont affirmé que le coût politique de la mesure prise à leur encontre serait énorme car elle montrerait que le P.C.E. était incapable d'appliquer chez lui les principes de l'eurocommunisme qu'il prône pour l'extérieur. Une fois dans les relations de la direction avec les intellectuels du parti apparaît maintenant inévitable, ont-ils dit, ce qui mettra à mal cette « force du travail et de la culture » qui constitue pourtant un des fondements officiels de la stratégie actuelle du P.C.E. Les rénovateurs ont par conséquent l'expulsion controversée de M. Fernando Claudin et Jorge Semprun, déclarés « coupables », en mai 1980, d'avoir défendu des positions proches de l'eurocommunisme à une époque où M. Carrillo ne les avait pas encore assumées.

(1) Ils ne sont toutefois pas exclus du parti pour le moment.

Les décisions du congrès

Le secrétaire général, au contraire, a fait valoir que, pendant son dernier congrès, le parti avait démontré qu'il fonctionnait de façon démocratique. Les « rénovateurs » ont pu librement y faire entendre leur voix, a-t-il affirmé, mais leurs propositions, y compris celle de la reconnaissance des tendances, ont été rejetées par la grande majorité des délégués. Soutenir de manière systématique une thèse contraire à celle de la majorité, a-t-il conclu, revient en fait à essayer d'obtenir de manière indirecte le droit de fonctionner comme tendance organisée, a-t-il conclu, ce qui est contraire à la discipline sans remettre en cause toutes les conclusions du 10^e congrès. Pré-

Finlande

● L'ELECTION PRESIDEN-
TIELLE. — En dépit de la ferme opposition des communistes orthodoxes, l'Union démocratique populaire (Union de Finlande) a obtenu la présidence de la République.

Le Monde

Au sommaire du prochain numéro :

VOYAGE CHEZ LES CHARGÉS DE SÉDUCTION PUBLIQUE

Utilisant la conviction, la répétition, la séduction, les spécialistes des relations publiques assiegent la presse. Et remportent quelques victoires.

Une enquête de Daniel Schneider

ELIE WIESEL ET LE SILENCE DE DIEU

Pourquoi Dieu a-t-il abandonné son peuple à l'holocauste ?

Une interview de Guitta Pessis-Pasternak

(Publié)

A L'APPEL DES COMITÉS DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION AU MAROC

Francesca SOLLEVILLE (France), KARAXU (Chili), BONGA (Angola)

SHARIF ALAOUI (Tunisie)

GALA DE SOLIDARITÉ

AU RENFORCEMENT DE TOUTES LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION

Samedi 14 novembre. 19 h. - 24 h. - Salle de la Mutualité, 24, rue St-Victor, PARIS. Entrée 30 F

A L'APPEL DES FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES MAROCAINS

NOUS SOUSSEIGNES demandons aux autorités marocaines :

- Le respect des libertés d'opinion et d'expression,
- La libération de tous les prisonniers politiques,
- La rétroaction de tous les exilés.

Guy Auzanne, avocat, président de l'ACAT, membre du Mouvement des Juristes catholiques Pax Romana ; Pierre Barbier, universitaire ; Michèle Beauvillat, avocate ; Simone de Beauvoir, écrivain ; Paul Blanchard, journaliste ; Jacques Chastagnier, directeur de la « Lettre » ; Alain Chénal, universitaire ; Jeanne d'Arc, universitaire ; Claude Duchet, écrivain ; Bernard Jakobik ; Pierre Kienast, universitaire ; Georges Labrie, universitaire ; André Lacroix, doyen honoraire de l'université ; Thierry Lebas de Boudans, médecin ; Henri Leclerc, avocat ; Francelyne Lepany, avocate ; Harry Magdoff, éditeur de Monthly Review ; Louis Maurin, conservateur de musée ; Henri Meschonnic, écrivain ; Paul Milieu, professeur à la Faculté de médecine ; Jean-Pierre Mignard, avocat ; Alexandre Minikowski, professeur à la Faculté de médecine ; André Prost, universitaire ; Jo Nordmann, président de l'Association internationale des Juristes démocrates ; Claude Ollier, écrivain ; Lucien Pélissier, journaliste ; Robert Rosta, universitaire ; Ghislain Ripault, écrivain ; Antoine Spire, universitaire ; Pierre Toulet, poète.

Plusieurs milliers de signataires dont cinq mille au Maroc et des milliers d'autres d'Algérie, de Belgique, de Grande-Bretagne, de Suède, des Etats-Unis, d'Italie.

Soutenez notre action, nous vous remercions

République fédérale d'Allemagne

De nouvelles « révélations » contre M. Brandt

« IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE... »

M. Willy Brandt n'a évidemment pas de chance avec les affaires d'espionnage, qu'elles soient bien réelles ou nées de l'imagination d'informateurs qui ne lui veulent pas nécessairement du bien.

En 1974, l'affaire Guillaume l'avait contraint à démissionner de ses fonctions de chancelier, lorsque furent confirmées les soupçons du contre-espionnage ouest-allemand à l'encontre de son homme de confiance, identifié comme un agent de la R.D.A.

En 1977, le reporter américain Bob Woodward, l'un des « tombeurs » du président Nixon, avait publié des révélations fracassantes sur les présumées activités d'espionnage de M. Brandt. Au profit, cette fois-ci, de la C.I.A., qui lui aurait versé des fonds secrets, ainsi qu'à d'autres chefs d'Etat et de gouvernement. La Maison Blanche avait démenti catégoriquement.

Aujourd'hui, c'est un autre journaliste américain, Jack Anderson, qui assure que l'ancien chancelier a confié « des informations sensationnelles » sur l'Allemagne de l'Est à l'époque de la guerre froide « aux services de renseignement améri-

cains, mais qu'il aurait également vendu des informations sensibles au K.G.B., à Berlin, dans les années 60. La tache de M. Anderson est longuement citée et analysée dans l'hebdomadaire Stern de ce jeudi 12 novembre.

Sa publication provoque une certaine effervescence à Bonn. Non que l'on y accorde en général le moindre crédit à ces nouvelles « révélations » sur les activités d'espionnage, aussi mystérieuses qu'électriques, de M. Brandt — qui en a été, jusqu'à preuve du contraire, victime plutôt qu'auteur. Mais on remarque que c'est au moment où l'on envisage un retour à de hautes responsabilités de l'homme d'Etat ouest-allemand que sort un « dossier » de nature à ternir son image dans l'opinion et chez les alliés de la R.F.A. Le propre de ce genre d'opérations est que les preuves, lorsqu'elles sont produites, sont elles-mêmes suspectes ; mais le « si » et le « peut-être » de M. Brandt, s'il se confirme qu'il s'agit avant tout d'une manœuvre dirigée contre l'éventuel retour au pouvoir de l'ancien chancelier, est probablement qu'il « en restera toujours quelque chose ».

B. B.

Grande-Bretagne

Une quarantaine d'agents des services secrets auraient trahi au profit de l'U.R.S.S. pendant et après la guerre

De notre correspondant

Londres. — Le roman d'espionnage à épisodes qui passionne le public britannique depuis des années, vient de s'enrichir d'un nouveau chapitre. Un membre

du réseau de M. Anthony Elmt, cet ancien conseiller pour les arts de la Reine, qui il y a deux ans, a reconnu avoir travaillé pour les services secrets soviétiques pendant et après la guerre, s'est découvert, plongé dans l'embarras le gouvernement.

M. Leo Long, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, qui pendant la guerre, était membre du M.I. 14, chargé de recueillir des renseignements sur les armées allemandes, a admis, lors d'une conférence de presse, avoir fourni des informations à l'Union soviétique par l'intermédiaire d'un dirigeant du parti communiste britannique. M. Long avait été recruté par M. Elmt. Il a été interrogé en 1964 comme son ancien patron, par les services de contre-espionnage britanniques qui avaient promis l'impunité à M. Elmt s'il fournissait des informations sur ses anciens compagnons. A M. Long, ils avaient laissé entendre que des poursuites étaient « improbables » s'il se montrait coopératif. L'affaire a été restée secrète pendant une quinzaine d'années jusqu'à ce que des journalistes se lancent sur cette piste.

On recherche maintenant un troisième homme qui, dans le réseau Elmt, a travaillé avec M. Long et qui a bénéficié jusqu'à présent de l'impunité.

Une quarantaine d'agents britanniques auraient ainsi trahi au profit de l'U.R.S.S. Beaucoup, dans les années 30, ont appartenu à l'université de Cambridge, à une société savante à moitié secrète baptisée les « épîtres ». Les renseignements qu'ils ont fournis à l'Union soviétique le dernier rempart contre le fascisme et il ne les considéraient pas comme une trahison la fourniture, à un pays allié dans la guerre, de renseignements sur l'ennemi commun.

Mais leur activité ne s'est apaisée que peu après la guerre. Parmi les « épîtres » se trouvaient aussi de « gros poissons » comme M. McLean, Philby et Burgess, qui se sont réfugiés à Moscou.

Pressé de questions par les députés, M. Thatcher a mis en garde, le mardi 10 novembre, contre une solution aux problèmes qui créerait un « climat de culpabilité par association », à propos d'événements « appartenant au passé ».

L'affaire peut ébranler les services secrets britanniques dans leur ensemble, non parce qu'ils seraient encore aujourd'hui indésirables d'espionnage du K.G.B. mais parce que leurs responsables ont agi à l'insu des autorités politiques et judiciaires, en promettant l'impunité à quelques agents doubles. Plusieurs députés travaillistes les accusent de s'être placés ainsi au-dessus des lois et de tout contrôle ministériel. Mme Thatcher a refusé toute nouvelle enquête — la dernière sur les services de renseignements britanniques ne date que de quelques mois — mais elle partage de toute évidence le mécontentement des parlementaires envers des hauts fonctionnaires qui, pendant des années, ont été jugés d'informez les premiers ministres successifs.

DANIEL VERNET.

Moscou rejette la note sur l'affaire



TWA vers et à l'im Boston

مكتبة الأصل

U.R.S.S.

Moscou rejette la note de protestation suédoise sur l'affaire du sous-marin

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a « rejeté catégoriquement », mercredi 11 novembre, comme « dénuée de tout fondement juridique et factuel » la protestation que lui avait adressée la Suède après la violation de ses eaux territoriales par un sous-marin soviétique.

Dans une déclaration remise à l'ambassadeur de Suède à Moscou, l'U.R.S.S. réaffirme la thèse de la panne d'instruments, rappelle qu'elle a exprimé ses regrets au gouvernement suédois et que « dans un esprit de bonne volonté » elle a « accepté qu'un titre d'exception les autorités suédoises enquêtent sur les circonstances de la panne ». Elle estime que ces autorités ont ainsi pu « se rendre à l'évidence que la sous-marin soviétique s'est trouvé accidentellement dans les eaux territoriales de la Suède et que sa présence ne lèse en rien les intérêts de la sécurité de la Suède ».

Si la note ne fait pas mention de la présence d'armes nucléaires à bord du sous-marin, l'agence Tass se charge de répondre à cette accusation dans un commentaire publié quelques heures avant la déclaration officielle. Tass fait observer que l'uranium 238 décelé par « certains spécialistes de l'OPAN » ne sert pas à la fabrication de l'arme nucléaire (1), et affirme d'autre part que de nombreux scientifiques « doutent de l'authenticité des « preuves » présentées par les autorités suédoises ». Le commentaire de l'agence qualifie les réactions occidentales d'« ébranchements de la fin politique ».

L'attitude des dirigeants soviétiques témoigne de l'embarras dans lequel les a mis cet événement, dont les possibles répercussions sur l'opinion occidentale les inquiètent. Alors qu'ils plaident avec constance pour la création d'une zone démilitarisée dans le nord de l'Europe et que leurs arguments commencent à porter sur une partie de la population de ces pays, le soupçon que cette histoire fait peser sur eux porte un coup sérieux à leur propagande. A la veille du voyage de M. Brejnev à Bonn, il leur fallait tenter de désamorcer cette affaire.

La façon dont la presse d'Europe de l'Ouest a rendu compte des faits a irrité particulièrement le Kremlin. Tass reproche aux médias occidentaux d'avoir profité de l'incident pour « attiser

les sentiments antisoviétiques et la psychose militaire ». On observe avec quelque aigreur, à Moscou, que l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, une semaine après avoir publié l'interview de M. Brejnev qui couronnait une vaste campagne de séduction entreprise à l'intention du public allemand, a traité longuement de l'accident du sous-marin en mettant l'accent sur l'invraisemblance de la version soviétique. Les Soviétiques craignent ainsi d'avoir compromis stupidement en quelques jours un effort engagé de longue date et cela au moment même où les déclarations américaines sur la guerre nucléaire « limitée » semblaient les favoriser.

THOMAS FERENCZI.

(1) Les experts suédois qui l'ont détecté ont précisé que ce minerai est souvent utilisé pour former l'enveloppe des ogives, car sa densité empêche le ruissellement de plutonium ou d'uranium 235.

Pologne

A L'OCCASION DU 11 NOVEMBRE

Des milliers de manifestants ont exalté l'indépendance nationale

De notre correspondant

Varsovie. — Il y a trois ans, quelques centaines de militants de l'opposition démocratique s'étaient silencieusement réunis devant le tombeau du soldat inconnu pour célébrer un anniversaire interdit, celui de l'indépendance nationale, recouvrée le 11 novembre 1918 après cent trente années de partition du pays entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. Mercredi, c'est au bas mot vingt mille manifestants qui se sont trouvés au rendez-vous.

Parti de la vieille ville vers 19 heures, le cortège remonte lentement la grande avenue Krakowskie Przedmiescie, applaudit par une foule de badauds. Des scouts en uniforme ouvrent la marche, suivis des survivants de l'Armée du pays, le mouvement de résistance lié pendant la guerre au gouvernement de Londres et dont les membres avaient été systématiquement persécutés

par le régime jusqu'en 1956. Puis viennent les dirigeants varsoviens de Solidarité, les délégués d'usines, les étudiants, les lycéens qui se sont dotés récemment d'une organisation « indépendante et autogérée » et enfin, particulièrement nombreux, les militants de la Confédération de la Pologne indépendante. Le procès de leurs dirigeants, emprisonnés depuis un an, n'en finit plus de finir. Ce mouvement, auréolé par la répression et sans concurrence depuis l'antodissolution du KOR, est maintenant devenu une force politique non négligeable.

Sous les premières neiges de l'hiver commence un long appel des morts ponctué de la réponse incantatoire des manifestants : « Ils sont tombés au champ d'honneur ». C'est, en quelque

sorte un Livre blanc sur les relations de la Pologne avec la Russie tsariste ou soviétique qui vient d'être lu.

Puis, M. Jaworski, dirigeant de Solidarité, explique qu'il faut « rester unis sous la bannière de Solidarité et ne pas se diviser en groupes opposés. Aujourd'hui, le temps du trépas est venu et même si nous devons organiser de nouvelles grèves, elles seront actives, afin que le travail ne s'arrête pas. Nous allons prendre sous notre pouvoir les entreprises et, de cette façon sauver la patrie, garantir l'existence de nos concitoyens. Nous ne nous soumettrons plus à qui que ce soit que nous ne jugerions pas dignes de nous gouverner ».

Très applaudi, un représentant de la Confédération de la Pologne indépendante lance : « Le dictat

de Yalta a spolié notre pays du fruit de sa victoire. Mais, comme le disait le cardinal Wyszyński, notre nation est un arbre robuste ; quand on coupe ses racines, il sait en faire pousser de nouvelles ». Puis il donne lecture d'un message écrit en prison par M. Moculski, le président du mouvement : « Tout est possible, dit ce texte, si nous avons la volonté d'agir (...) l'indépendance dure depuis un an en Pologne. Il faut qu'elle continue d'être une révolution sans révolution, sans affrontement, sans épanchement de sang. Mais il faut que la Pologne devienne un État indépendant et juste ».

Enfin, le président du comité d'organisation, M. Ziembinski, ancien combattant de l'Armée du pays, vieille figure de l'opposition, conclut en rappelant que « deux dictateurs ont fait périr six millions de Polonais. Quand Varsovie s'est insurgée, elle a combattu seule, abandonnée par ses alliés ». Le programme de l'Armée du pays, dit-il, était la démocratie et la démocratie, c'est la liberté de vivre sans peur, d'avoir un gouvernement librement désigné et l'égalité en droit de toutes les nations, « afin que soit mis un terme aux tendances hégémoniques de certains pays ». Les applaudissements éclatent. « Dans les relations avec la Russie, poursuit M. Ziembinski, la nation polonaise ne réclame rien d'autre que la reconnaissance des droits de la démocratie : le respect de l'héritage des combattants qui ont péri dans les ruines de Varsovie ».

De semblables manifestations ont lieu dans toutes les grandes villes. Le soir même, le dernier journal télévisé en diffusera des images déplorant seulement que des extrémistes aient pu pendre part à la cérémonie et lui aient donné une tournure « antisoviétique et antigouvernementale ».

D'ailleurs, le 11 novembre n'est plus un sujet tabou. Le matin, la presse avait largement évoqué cette date historique, et le chef d'Etat, M. Jablonski, était allé s'incliner, à midi, accompagné de quelques centaines d'officiers, devant le tombeau du soldat inconnu.

« Rencontre de travail »
Un communiqué a fait savoir, mercredi, que le gouvernement était disposé à procéder à une « rencontre de travail » avec les dirigeants de Solidarité. Il semble s'agir là d'une réponse à l'offre faite lundi par le président du syndicat d'entamer vendredi les négociations sur l'ouverture des quelles le général Jaruzelski, Mgr Glemp et M. Walesa s'étaient mis d'accord la semaine dernière. Ce rendez-vous n'est toujours pas officiellement pris (1).

La propagande, pendant ce temps, fait tout pour présenter le président de Solidarité comme un homme de bonne volonté, paralysé par les extrémistes de son mouvement. On voudrait susciter un climat de médiance au sein de la direction syndicale qu'on ne s'y prendrait pas autrement. En attendant, le parti communiste a bûlé, sans Solidarité ni l'Eglise, cette « entente nationale » dont il a fait son slogan depuis la rencontre historique de la semaine dernière. Les dirigeants du POU et ceux des deux autres partis officiels, démocrate et paysan, viennent de se mettre d'accord sur la « convocation d'un groupe d'initiative représentant toutes les forces politiques, sociales et syndicales et dont l'objectif serait de préparer la création d'un conseil de l'entente nationale ».

Le pouvoir tente ainsi de se donner le beau rôle, et si les négociations avec Solidarité, quand elles auront commencé, n'aboutissent pas, il sera toujours temps d'accuser les « extrémistes » d'avoir refusé la main qui avait été tendue. Déjà, M. Olasowski, le secrétaire à la propagande et membre du bureau politique, a précisé que ce projet d'entente nationale « n'a rien à voir avec l'idée d'un gouvernement de coalition lancée par les extrémistes de Solidarité et qui ne pourra jamais recevoir l'accord du POU ». Le parti a ajouté M. Olasowski, « ne peut pas reculer » sur la question de l'accès syndical aux mass media, car « la propagande en système socialiste est partie intégrante du pouvoir ».

BERNARD GUETTA.

(1) Mgr Glemp ne rentre que le 14 novembre d'un voyage à Rome et à Paris.

AVIS IMPORTANT
destiné aux collectionneurs de monnaies et médailles en métaux précieux.



Cette médaille de collection à l'effigie du PRÉSIDENT de la RÉPUBLIQUE est susceptible d'acquérir de la valeur.

Edition en métaux précieux strictement limitée à :

- 5.000 "MITTERRAND" en OR PUR 24 carats
- 8.000 "MITTERRAND" en ARGENT 1^{er} titre *

Comme la plupart des objets de collection en métaux précieux, la valeur de cette édition de médailles pour collectionneurs est en grand accroissement. L'élection de François MITTERRAND à la PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE, est susceptible d'augmenter avec les années.

Nous avons en effet réuni les conditions qui - selon les collectionneurs - contribuent généralement à valoriser les monnaies et médailles :

1 Un événement exceptionnel

Ce chef-d'œuvre de gravure commémore un événement capital de l'Histoire de France : pour la première fois, un président socialiste est élu par le peuple français.

2 La qualité la plus cotée et le poinçon officiel de garantie.

La frappe de cette précieuse édition numismatique est exécutée, pour nos souscripteurs, dans les ateliers mêmes de l'ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES en OR PUR 24 carats, ainsi qu'en ARGENT premier titre. Chaque exemplaire (diamètre : 2,1 cm ; poids : 6,45 g) est frappé à cadence réduite, hors du circuit industriel, en qualité Fleur de Colne. Cette qualité est la plus cotée aux yeux des collectionneurs, la seule digne de figurer dans une collection de prix. Sur chaque exemplaire, le poinçon officiel de l'Etat garantit le titre du métal précieux.

3 Une édition à tirage restreint à ne pas manquer.

Nous avons tenu à ce que le tirage de cette édition (garanti par un Certificat individuel) soit

Vente exclusive aux Editions Numismatiques : JEAN-MARCO LALETA, 8, rue d'Anjou - 75008 PARIS

strictement limité à 5.000 ex. en OR PUR (24 carats) et à 8.000 en ARGENT 1^{er} titre. Ces tirages, qui en raison de l'événement risquent d'être très vite épuisés, ne pourront jamais être augmentés. Il faut surtout noter que ces tirages sont peu élevés si on les compare aux dizaines de milliers de collectionneurs du monde entier qui constituent notre clientèle potentielle.

4 Un chef-d'œuvre numismatique pour diversifier votre patrimoine.

En plus de son tirage très limité, de son contenu de métal précieux, du poinçon officiel, du certificat de garantie et de ses qualités techniques, cette édition est un véritable chef-d'œuvre de l'art numismatique particulièrement digne de l'anniversaire exceptionnel que nous commémorens aujourd'hui.

CETTE SOUSCRIPTION SERA CLOSE SANS PREAVIS

BON DE SOUSCRIPTION

Vente exclusive aux Editions J.-M. LALETA, 8, rue d'Anjou - 75008 PARIS
Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément à vos conditions de souscription) à votre édition du "MITTERRAND" frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Veuillez donc m'adresser dès sa sortie, par colis postal assuré à vos frais et risques :

- ☐ Exemplaire(s) en OR 24 carats au prix unitaire de 1.964 F
- ☐ Exemplaire(s) en ARGENT 1^{er} titre au prix unitaire de 248 F

Je réglerai le montant de cette souscription, avant l'envoi du colis, dès réception de votre facture :
- en ☐ un seul versement,
- en ☐ 4 mensualités égales, (pour commande de plus de 1.000 F).

M., Mme, Mlle
Adresse complète
Code postal _____ Ville _____ Diamètre réel : 2,1 cm

● Troubles ethniques dans le Caucase — Ils ont eu lieu la semaine dernière dans la ville d'Ordjonikidze, capitale de la République autonome d'Ossétie, dans le nord du Caucase, entre les populations ossète et ingouche, à la suite de l'assassinat d'un chauffeur de taxi ossète par un élève ingouche. Des affrontements ont eu lieu au moment des funérailles. Des troupes et des véhicules blindés sont apparus dans la ville et le couvre-feu a été instauré. A présent, le calme serait revenu. — (A.F.P.)

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) MINCE OU FORT JOHN RAPAL Grandes tailles prêt-à-porter 40, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS 11^e PARKING GRATUIT COSTUMES, PANTALONS, VESTES, PANTALONS, CHEMISES (4 long. manches)

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.

Boston: cinq jours sur sept - 2 570F*

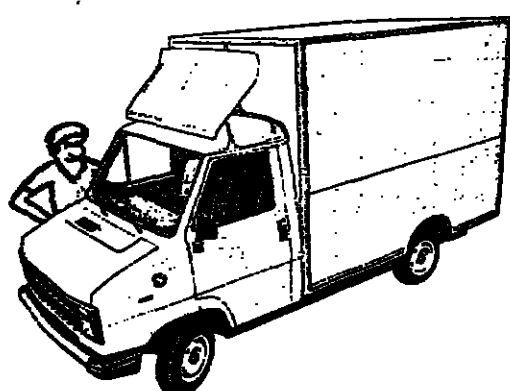
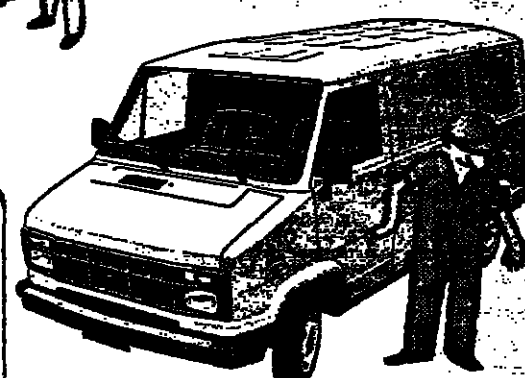
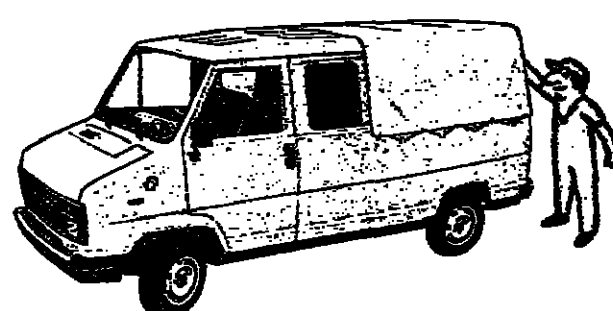
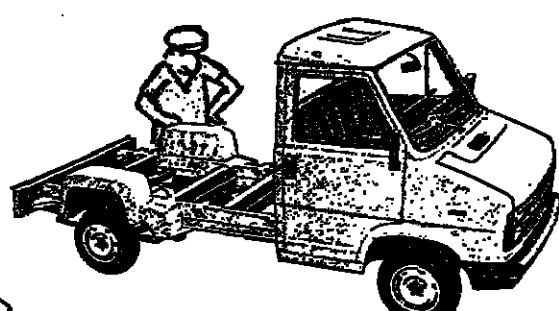
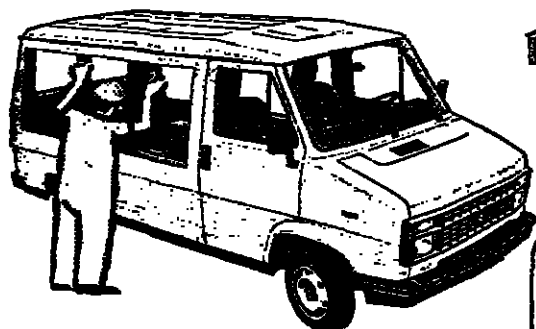
Liaison sans escale de Paris en gros porteur. Ce vol continue sans escale jusqu'à Washington. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Super Apex aller/retour.

Vous plaire, ça nous plaît



Les outils utiles.



Les nouveaux C 25.

Tôlés ou vitrés, châssis courts ou rallongés, fourgons de base ou surelevés, motorisations essence ou diesel: les C25 comprennent plus de 40 modèles de base. Ça, c'est vraiment nouveau et c'est vraiment utile.

En plus, ils ont tous les avantages des camions-outils : robustesse, traitement anticorrosion mais surtout chargement facile, volume optimum, grande surface au plancher (traction avant et moteur transversal).

Mieux, ils ont toutes les qualités utiles des véhicules légers : maniabilité, nervosité, freinage assisté, confort.

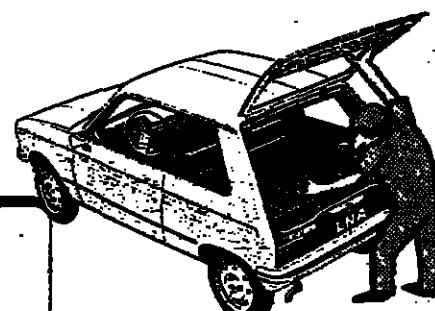
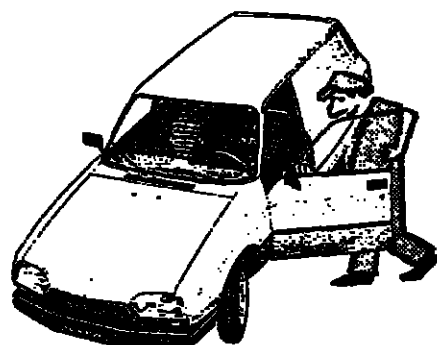
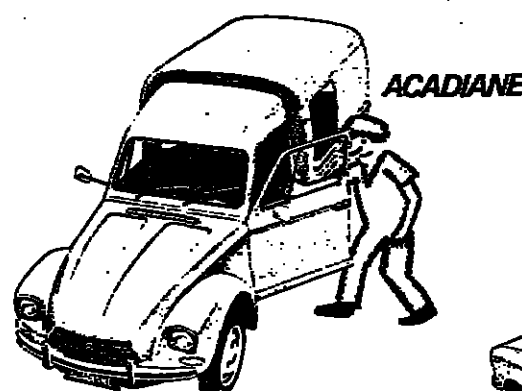
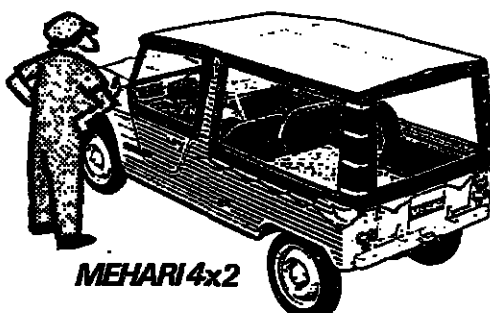
Les C25 sont de véritables outils utiles, prêts à rouler. Avec eux, une nouvelle génération d'utilitaires est arrivée. Une nouvelle génération qui vient s'ajouter à toute la gamme des "Autos Utiles" chez Citroën.



C25 Essence: 10 ou 11 CV. Diesel: 10 CV.
Traction avant, moteur transversal, cabine
semi-avancée, freinage assisté.
Fourgon de base:
Volume de base utile en m³: 6,5.
Poids total en charge en kg: Essence: 2900.
Diesel: 2900.
Charge utile en kg: 1050 avec moteur
Essence 10 CV ou Diesel 10 CV.
1405 avec moteur Essence 11 CV ou
Diesel 10 CV.
Le C25 existe également en versions fourgon
rallongé, surélévé, vitré, châssis-cabine, etc.
(Plus de 40 modèles de base, adaptations sur
mesure).

CITROËN

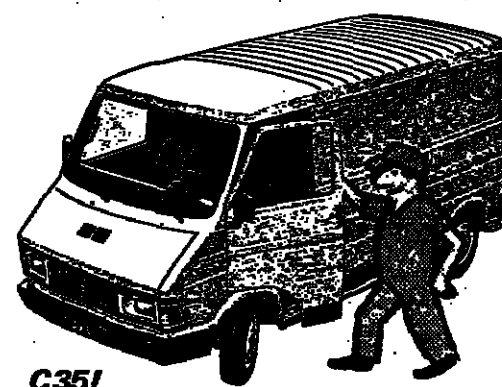
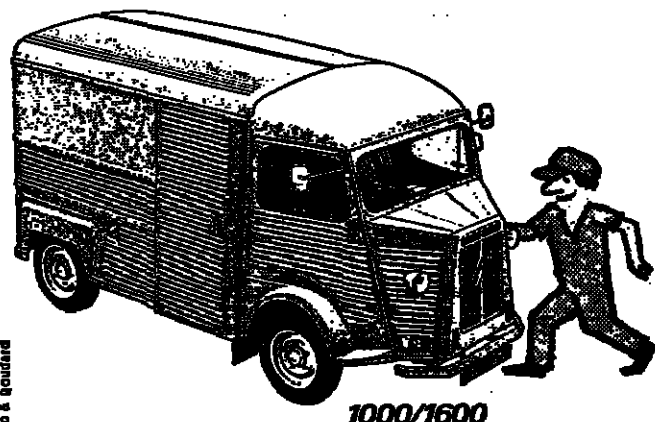
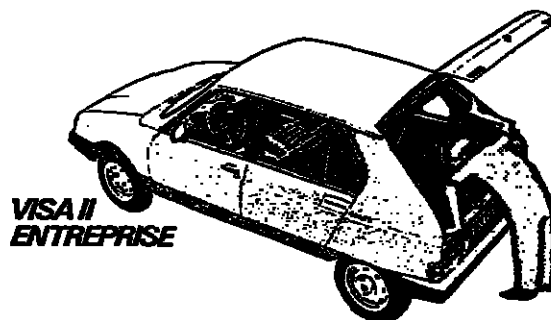
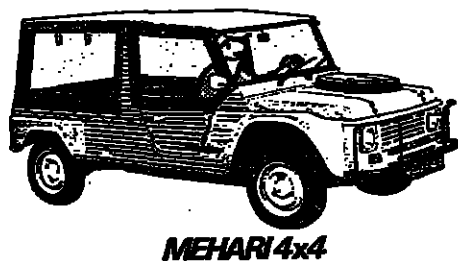
C25: PLUS DE 40 MODÈLES DE BASE!



Les autos utiles.

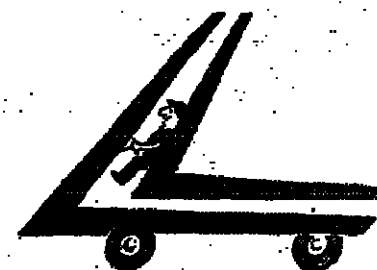
Elles sont infatigables, robustes, pratiques, économes: aucun métier ne leur fait peur! Modernes, sympathiques, originales, elles

Joindre l'utile à l'agréable, joindre l'auto à l'utile, une tradition qui vient de loin, chez Citroën.



Roulez utile.

C 35 et 1000/1600: chargez tranquille, roulez utile. Ils ont fait leur preuve dans tous les métiers, par tous les temps. Chargement, endurance, tous les records leur appartiennent. Économiquement forts, ce sont les plus infatigables travailleurs de la route.



CITROËN préfère TOTAL

En avant Citroën!

هكذا من الأمل

EUROPE

La Hongrie vingt-cinq ans après

IV. - Les yeux fixés sur la Pologne

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Depuis quatorze ans, les dirigeants hongrois se sont efforcés d'asseoir leur système économique en y introduisant les mécanismes du marché. Ils ont réussi à créer une « société de consommation socialiste » où chacun se débrouille pour compléter ses revenus officiels. Grâce à l'économie parallèle, la plupart des Hongrois sont à la fois des employés de l'Etat et des travailleurs indépendants (le Monde, des 10, 11 et 12 novembre).

Budapest. - Le lundi, à Budapest, c'est le jour de l'« université volante ». L'opposition se réunit dans l'appartement d'un ami pour s'informer de ce qui n'est jamais dit. Ce soir, un cinéaste raconte son voyage en Pologne. Il y a là, assis par terre, un homme qui a fait cinq ans de prison après 1956, des contestataires connus et une majorité de jeunes, dont quelques-uns prennent des notes.

L'idée qui s'est répandue parmi les Hongrois, sur la foi des informations officielles, c'est que les Polonais sont des êtres insensés qui « veulent tout, tout de suite, sans travailler ». L'auditoire n'attend pas qu'à la propagande soit opposée une contre-propagande. Il veut d'abord des « faits réels ». Les historiens et les sociologues qui ont participé depuis trois ans à l'« université volante » se sont surtout attachés à présenter de tels faits lorsque le régime les avait travestis ou cachés.

En ce soir d'octobre, comment ne pas parler de la Pologne ? Ce qui s'y passe alimente tous les espoirs et toutes les craintes. L'opposition se reconnaît dans le combat de Solidarité, car il consiste à conquérir des « zones de liberté ». Elle sait aussi, comme la majorité des Hongrois, que si les choses tournent mal, les répercussions, ici, seraient immédiates.

La réforme économique

Au siège du P.C. - un bâtiment gardé comme une forteresse, sur les quais du Danube, - on se montre rassurant. « Nous poursuivons la réforme, quoi qu'il se passe en Pologne », dit M. Janos Berecz, du comité central. Celle-ci est née de nécessités internes. Elle ne peut dépendre de la situation internationale. Mais M. Berecz parle de la réforme économique, dont personne ne discute plus le bien-fondé. Les réformateurs ont réduit facilement leurs adversaires en disant : « Si nous n'avons pas modifié la gestion de notre économie, nous en serions au même point que les Polonais ».

Mais l'intelligentsia a en tête une autre réforme : celle des institutions politiques. Comment le libéralisme hongrois pourrait-il prendre corps, si les revendications de Solidarité débouchaient sur un drame ? Les plus lucides savent, en effet, qu'un tel libéralisme est précaire. Certes, il a le mérite d'exister. Pas de prisonniers politiques, du moins connus, pas d'arrestations, pas de tortures. Fait

significatif pour un journaliste : aucun de nos interlocuteurs ne nous demande de taire son nom.

« Pourquoi aurais-je peur ? s'exclame un jeune historien rencontré par hasard. Même si on m'espionnait, qu'est-ce que ça changerait ? »

Il est vrai qu'il ajoute aussitôt : « Je peux dire ce que je veux. Mais je ne peux pas écrire ce que je veux ».

C'est la définition la plus brève possible du libéralisme hongrois.

« La censure existe dans notre tête »

Les rédacteurs en chef des journaux, les directeurs de maisons d'édition, les responsables d'« unités culturelles » sont tous nommés, directement ou indirectement, par le pouvoir. Cela signifie que pour être publié, montré, produit, il faut admettre certaines règles du jeu. Tout le monde connaît les sujets tabous - le rôle dirigeant du parti, l'occupation soviétique, - ceux, aussi, qui recouvrent une voile officielle (les pauvres, le sort des minorités hongroises dans les autres pays socialistes). Et chacun sait qu'il doit accepter, à l'occasion, d'« arrondir les angles ».

« La censure existe déjà dans la tête des gens », dit l'écrivain György Konrad. Elle a été si bien assimilée qu'elle n'est plus consciente.

Ceux qui ne l'ont pas assimilée ne vont plus en prison, certes. Mais ils risquent leur emploi. Des philosophes ont perdu leur poste à l'université pour avoir relu le Capital à leur manière. D'autres pour avoir écrit une lettre à M. Janos Kadar pour la défense d'intellectuels tchécoslovaques condamnés. Certains contestataires ont été contraints à l'exil, tel le sociologue Ivan Szelenyi, en 1975.

Chaque Hongrois peut avoir deux passeports, l'un, de couleur rouge, pour les pays socialistes, l'autre, de couleur bleue, pour les pays de l'Ouest. Le voyage à l'Ouest est autorisé tous les trois ans. Le retrait du passeport fait partie des moyens de pression, discrets et quelquefois efficaces, dont disposent les autorités.

Non seulement les Hongrois n'écrivent pas ce qu'ils veulent, mais ils ne lisent pas non plus ce qu'ils voudraient. Ils ne trouvent pas les journaux étrangers dans les kiosques, ni certains livres politiques ou sociologiques dans les librairies. La « langue de bois » reste de rigueur dans les textes officiels.

L'idéologie reste très rigide, remarque M. Andras Hegedus. Ses points essentiels ne sont pas remis en question, à l'inverse de ce qui s'est passé en 1968, au début de la réforme. Nous vivons une période de réformisme honteux !

C'est un avis différent qu'exprime un éditorialiste de la capitale : « On s'exprime plus facilement qu'avant dans la presse. En littéra-

ture, d'autres options que le marxisme sont possibles. Les livres d'histoire et de sciences sociales sont plus proches des réalités. Le rôle de la social-démocratie dans notre histoire est réexaminé. Il y a une certaine compréhension à l'égard d'hommes comme Willy Brandt ou Mitterrand ».

Autre signe favorable, selon certains observateurs : la latitude laissée à M. Reszo Nyerz, l'un des promoteurs des réformes, d'écrire dans les revues officielles que les changements économiques doivent s'accompagner de transformations politiques.

« Il est difficile de prévoir un retour au système multipartite, dit-il. En revanche, les syndicats, le Parlement, les comités municipaux, les organismes professionnels pourraient devenir autant de forums démocratiques, capables de présenter des contre-projets. Les réformes vont engendrer de nouveaux rapports sociaux, qui devraient revêtir une forme politique. Mais cela ne dépend pas seulement de nous ».

Selon M. Andras Hegedus, les tendances réformatrices et dogmatiques s'équilibrent au sein du système : si la première l'emporte chez les économistes, c'est l'inverse chez les « politiques » du parti. Depuis des années, le libéralisme s'est imposé, mais « le régime garde toujours la possibilité de revenir en arrière ».

Le consensus

Pour l'instant, il n'a aucune raison de changer : de l'avis général, il bénéficie du consensus de la population. « On fait des comparaisons avec nos voisins, nous dit un journaliste de Budapest, et on trouve que ce qui a été acquis, en fait de bien-être et de libertés, même relatives, vaut d'être conservé ».

Un tel pragmatisme est parfois présenté comme une caractéristique nationale. Pour György Konrad, il est plutôt le fruit de l'histoire : « Depuis quatre siècles, notre pays n'a été indépendant que durant de très courtes périodes. L'idée s'est répandue, parmi l'élite et les classes moyennes, que la Hongrie n'était pas assez forte pour être libre, qu'elle était obligée de s'inféoder à un pouvoir extérieur en comptant sur sa bienveillance ».

On pourrait s'expliquer de cette façon la fidélité inconditionnelle de M. Kadar et des autres dirigeants à l'égard de Moscou si l'on ignorait ce que M. Hegedus appelle leur « attachement sentimental à l'Union soviétique ». Attachement sentimental qui ne les empêche pas, parce qu'ils sont intellectuellement, spirituellement émancipés, de chercher une « voie autonome » pour leur pays.

Le même pragmatisme, on le retrouve chez ceux qui ne se sont ni intégrés ni résignés au système : quelques centaines d'opposants dont les

autorités se gardent bien de faire des martyrs.

En voici quelques-uns qui défilent dans un studio du centre de Budapest, chez un jeune architecte, qui a placé côte à côte sur son mur une affiche de Lénine et une autre de Superman. Tous les mardis soirs, pendant deux heures, l'architecte vend 1 forint la page des textes dactylographiés, qui constituent ce qu'on appelle le « samizdat » hongrois : un samizdat qui n'est guère clandestin, car il fonctionne au su et sans doute au vu des autorités. Son responsable s'appelle László Rajk, tout comme son père, victime, en 1949, d'un des procès staliniens les plus célèbres de l'après-guerre : ministre des affaires étrangères dans le régime Rakosi, il avait été pendu pour « trahison ». Or que dit son fils ?

« Je n'éprouve aucune haine contre le régime. Ce qui s'est passé avec mon père n'est pas le point de départ de ma réflexion ».

Les controverses sur le socialisme et le capitalisme n'agitent guère l'opposition, comme en témoignent un de ses leaders, M. György Bence :

« Même en 56 on ne pensait pas rétablir le capitalisme, dit-il. Nous partons du principe que le socialisme est un fait irréversible. Comme les Polonais, nous nous battons pour des choses concrètes : les droits des ouvriers, un Parlement véritable ».

Ce qui exaspère les opposants, c'est qu'aucun changement ne puisse venir de la base.

« Le parti admet qu'il peut commettre des erreurs, dit l'un d'entre eux, M. Sandor Szilagy, mais il se dit seul habilité à les corriger ».

A propos de la « bienveillance » du régime à leur égard, ils rappellent volontiers cette histoire, apparemment très connue à Budapest : « Une institutrice parle de Lénine à ses écoliers et, pour leur prouver sa gentillesse, elle raconte qu'un jour celui-ci se promenait près d'une cour où des enfants jouaient au ballon. Le ballon était tombé aux pieds de Lénine, qui l'avait ramassé. Avec un bon sourire, il l'avait rendu aux enfants ».

« En quoi cela prouve-t-il sa gentillesse ? » demandent les écoliers. « Et la maîtresse de répondre : « Il aurait pu tirer sur eux ».

FIN

Demain, quels syndicats ?

Hubert Landier

LEQUEL CHOISIR ?

un inédit de

Pluriel

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

Grandes tailles prêt-à-porter.

COSTUMES, PARDESSUS, CASHMERE, LODEN, VESTES SPORT, BLAZERS, BLOUSONS, IMPERMÉABLES, CUIR, PEAUX, DAIM, EXCLUSIVITÉ MAC DOUGLAS PANTALONS, VELOURS, JEANS, CHEMISES ET PULLS (4 longueurs de manches)

40, av. de la République 75001 PARIS. Tél. 355.66.00. Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h. Sans interruption. Métro : République - Parking gratuit.

Le loisir Franck et Fils : sportif, actif, imaginaire.

3-17 novembre.



Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Franck et Fils Footing, 91, avenue Paul Doumer, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muette.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire - spécimen sur demande

Copies
Couleurs
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

VOIR AU BUREAU

READY
MADE
SPÉCIALISTE DE RÉCARRAGE
38 et 40, rue Jacob - 75006
PARIS. Tél. 240.84.25

MULTI-PROPRIÉTAIRE

PIERRE ET VACANCES
AVEC 290 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

AVORIAZ
MULTI-PROPRIÉTAIRE

540 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en mars/avril. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 6.810 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9 %, soit un coût total de 26.250 F. Prix au comptant : 22.700 F.

CHAMONIX-SUD
MULTI-PROPRIÉTAIRE

290 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un studio 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 3.650 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9 %, soit un coût total de 14.310 F. Prix au comptant : 12.300 F.

TIGNES
MULTI-PROPRIÉTAIRE

420 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un studio 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 5.340 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9 %, soit un coût total de 20.460 F. Prix au comptant : 17.800 F.

REBERTY
LES MENUIRES
MULTI-PROPRIÉTAIRE

560 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en mars. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 5.340 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9 %, soit un coût total de 27.300 F. Prix au comptant : 23.800 F.

LE BALCON DE
VILLARD
MULTI-PROPRIÉTAIRE

370 F PAR MOIS
PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 4.650 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9 %, soit un coût total de 18.000 F. Prix au comptant : 15.600 F.

PIERRE & VACANCES

Merci de m'envoyer des informations complémentaires :

☐ Avoriaz ☐ Chamonix-Sud ☐ Tignes ☐ Reberty-les-Menuires ☐ Le Balcon de Villard.

Nom _____ Tél. _____

Profession _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

Pierre et Vacances, 54, avenue Marceau 75008 Paris. Tél. 720.70.87

Officiers ministériels et ventes par adjudication

UNE PROPRIÉTÉ A MONTERMEIL (93)
RUE DU GÉNÉRAL-LECLERC n° 17
Comprendant : UN BATIMENT élevé d'un rez-de-chaussée divisé en bail d'exposition et bureau et d'un étage d'habitation de trois pièces principales. L'ensemble d'une superficie de 309 mètres carrés.
MISE A PRIX : 250 000 F
Fr. renseignements, s'adresser à M^{rs} STENNELER-LEBOY, avocats à BOBIGNY, 26, rue du Chemin-Vert, T. 24, n° 21 (Tél. 551-10-23). M^{rs} BRIGITTE MARSTENY, avocats à NOISY-LE-GRAND (93), 3, allée du Clos-Gagnier. Au greffe du T.G.I. de BOBIGNY où le cahier des charges est déposé. S'inscrire pour visiter.

PROPRIÉTÉ AUX LOGES-EN-JOSAS (78)
formant le n° 10 du lotissement « MIDORI » pr contenance tot. 1 ha 16 a 30 ca
MISE A PRIX : 800 000 F
Pour tous renseignements, s'adresser à M^{rs} HADENGUE, avocat à VERSAILLES (Téléphone : 950-00-23)

PAVILLON D'HABITATION à HERBLAY (95)
24, rue J.-J. Rousseau
MISE A PRIX : 100 000 F
Consig. pour enchérir 25 000 F (ch. cert.). - Pour renseignements : M^{rs} BUISSON, avocat à Pontoise (95), - Tél. : 033-31-62, 25, rue Pierre-Surtis

MAISON D'HABIT. Type à COURBOURNONNES (91)
24, rue J.-J. Rousseau
Comprendant : UN BATIMENT à PIERRES PRINCIPALES au rez-de-cha. et au-dess. un COMBLE qui peut être aménagé. CONTENANCE 123 m². CHAUFFAGE, GARAGE attenant sur PARCELLE DE TERRAIN avec JOURNÉE PRIVATIVE 406 m² situé 5, allée HENRI DUNANT
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{rs} CHALARD, Consig. préalable obligatoire pour enchérir (ch. cert. ou espèces), avocat à Evry (91), - Tél. : 077-15-57, Le Manoir, 2, rue des Mâchères.

UNE PROPRIÉTÉ ET DEUX TERRAINS
RUE DE POISSY numéro 229
Conten. des 2 terrains 62 ARES 50 CENTIAIRES et 2 ARES 20 CENTIAIRES
VILLENES-SUR-SEINE (78)
MISE A PRIX : 1 300 000 F
S'adresser à M^{rs} PIERRE COURTAIGNE, 32, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES. Tél. 950-02-28. - Et à tous avocats postulant près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES.

APPARTEMENT 4 PIÈCES à NEUILLY (92)
5, SQUARE PERONNET
avec 2 CHAMBRES DE SERVICE - CAVES
MISE A PRIX : 250 000 F - S'adresser à M^{rs} BOUDRIOT, avocat, 55, bd Malesherbes, PARIS (8^e) - Tél. : 522-04-36
VISITES s/ place, les 16 et 26 novembre 1981, de 17 h. 30 à 18 h. 30

PAVILLON avec JARDIN
30, RUE DE LA JUSTICE
CONFLANS-SAINTE-HONORINE (78)
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adresser à M^{rs} JOHANET, avocat à VERSAILLES, 21, rue des Etats-Généralx (Téléphone : 950-03-23).

UN PAVILLON avec DÉPENDANCES
RUE GUY-MOQUEUX, numéro 23 A
CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
MISE A PRIX : 150 000 F
S'adresser pour renseignements à Maître WISLIN, avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92300), avenue de Madrid, numéro 7.

UN TERRAIN DE 5 000 M²
GOUSSAINVILLE (Val d'Oise)
SIS ZONE INDUSTRIELLE - RUE ROBERT-MOINON
Letté à la société ACTIBAIL propriétaire des constructions édifiées sur ce terrain suiv. bail pour 30 ans du 13/12/71 moyen loyer annuel 17 000 F
MISE A PRIX : 400 000 F
M^{rs} Yves TOUBAILLE, anc. av. avocat, PARIS, 48, rue de Cligny, 874-45-85
M^{rs} CHEVRIER, syndic à PARIS, 18, rue de l'Abbé-de-l'Épée

UN STUDIO
5, rue de NEMOURS
M.A.P. : 22 000 F. S'adresser à M^{rs} BETHOUT et LÉOPOLD-CONTIER, avoc. associés, 14, r. d'Anjou, PARIS-8^e. M^{rs} Pinot, hds. Paris, 12, r. Bayen, 75 av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, hds. Paris, 12, r. Bayen. - 75 avoc. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pr visiter.

DIVERS ÉLÉMENTS D'UN FONDS DE COMMERCE DE PRESTATION D'ASSURANCE
21, rue de Malte, à PARIS (11^e) (Constat. ch. cert.). Mise à Prix : 15 000 F (no p. ét. b.). Consig. 15 000 F
S'adresser à M^{rs} DUBAND et JOUVON, not. ses. 10, r. Danielle-Casanova, PARIS (Tél. 281-56-80). M^{rs} MEILLE, syndic, 70, rue de Temple, à PARIS.

APPART. LIBRE, PARIS-12^e
3 pièces Cuisine
70, avenue du Gal-M.-Bizot
MISE A PRIX : 50 000 F
S'adresser à M^{rs} Régis, 15, r. de Surène

PROCHE-ORIENT

Les négociations égypto-israéliennes

DES DÉSACCORDS SE MANIFESTENT SUR LA COMPOSITION DU CONSEIL AUTONOME PALESTINIEN

Le Caire (A.F.P.). - Les conversations sur l'autonomie palestinienne se sont ouvertes mercredi 11 novembre en début de soirée à l'hôtel Mena House, dans la banlieue ouest du Caire, dans une atmosphère cordiale, mais sans que les parties concernées se fassent trop d'illusions.
M. Kamal Hassan Ali, chef de la diplomatie égyptienne, a exprimé l'espoir en accordant la délégation israélienne qu'il y aurait une « percée » tandis que M. Burg, ministre de l'intérieur et chef de la délégation israélienne, souhaitait que les entretiens soient « utiles et fructueux ».

Alors que les Israéliens sont représentés à un très haut niveau - MM. Ariel Sharon et Yitzhak Shamir, respectivement ministre de la défense et des affaires étrangères accompagnés M. Burg - et les Égyptiens d'une façon « normale », la délégation israélienne a exprimé son appréhension de voir les Égyptiens laisser « traîner les choses en longueur », alors qu'Israël souhaiterait en finir rapidement avec le problème de la composition du conseil autonome palestinien, ses pouvoirs et ses prérogatives, qui devrait être la question principale abordée au cours des prochains jours. Les Égyptiens ont balancé entre un conseil qui serait presque un Parlement, la partie israélienne préconisant, au contraire, une sorte de petit gouvernement pour gérer les affaires locales.

Par ailleurs, le parti du Rassemblement progressiste unioniste (R.P.U.) égyptien, dirigé par M. Khaled Mohamedine, a exprimé son soutien à la politique intérieure et économique du président Hosni Moubarak, tout en réitérant son rejet des accords de Camp David.

Le tribunal militaire israélien, siégeant à Naplouse, a reconnu coupable, mercredi 11 novembre, quatre Palestiniens accusés d'avoir commis le 2 mars 1980, l'attentat de Hébron, qui avait fait six morts et seize blessés parmi des colons israéliens. Le procureur militaire, le commandant Haim Greenwald, a causé une surprise en requérant la prison à perpétuité et non la peine de mort pour les quatre accusés, Adnan Jaber, Tawfik Mahmoud, Tawfik Yasser Hussein El Zayadat et Mohammed Abdel Rahman Shoubaki, membres du Fatah, âgés de vingt à trente ans. Au président du tribunal, qui lui demandait ses raisons, le procureur militaire a répondu qu'il avait eu « des instructions ». Le verdict devrait être connu le 17 novembre. - (A.F.P., A.P.)

Syrie

LE PARTI COMMUNISTE N'A PLUS D'ÉLU AU PARLEMENT

Damas (Reuter, A.F.P.). - La totalité des 185 sièges du Conseil du Peuple (Parlement syrien) mis en jeu lors des élections qui se sont déroulées lundi et mardi ont été remportées par les candidats du Front national progressiste d'avis réunis, le parti légal au pouvoir à Damas. Le ministre de l'intérieur, le général Nassefeddin Nassef, mercredi 11 novembre.
Le Bas contrôle 60 % des sièges, le solde étant réparti entre ses partenaires au sein de la coalition gouvernementale (socialistes unionistes socialistes arabes, et Union socialiste) à l'exception notable du parti communiste, qui ne compte plus d'élu.
Ayant décidé de ne pas présenter de candidats sur les listes de la coalition pour la première fois depuis la création du F.N.P. en 1972, le P.C. de M. Khaled Bagdache a vu ses six candidats, portant l'étiquette « indépendants », battus aux élections.

Les chefs d'État du Golfe soulignent la nécessité de maintenir la région à l'écart des rivalités étrangères

Le deuxième sommet du Conseil de coopération du Golfe a achevé ses travaux, mercredi soir 11 novembre, au terme de deux jours de délibérations entre le roi Khaled d'Arabie et les souverains des cinq émirats de la péninsule Arabique (Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis et Oman). Un communiqué précise que les participants ont approuvé le plan Fatah pour un règlement du conflit du Proche-Orient et sont convenus de le soumettre à l'ordre du jour du sommet arabe qui se tiendra à Fes, à partir du 25 novembre, « dans le but de définir une position arabe commune sur le problème palestinien ».

Les dirigeants du C.C.G. se sont engagés à déployer « des efforts intensifs pour parvenir à l'unité des rangs arabes », sans faire toutefois allusion à l'Égypte, dont la participation à la Ligue arabe a été suspendue depuis qu'elle a signé un traité de paix avec Israël. Le communiqué souligne qu'il ne saurait y avoir de paix équitable au Proche-Orient tant qu'Israël n'aura pas évacué les territoires occupés et que les colonies juives qui y ont été implantées n'auront pas été démantelées.

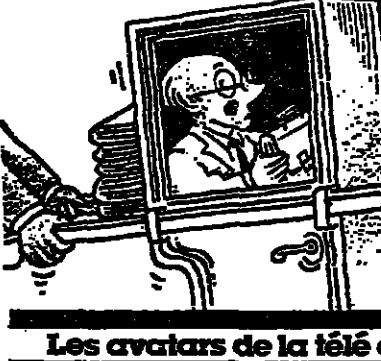
Les dirigeants du Golfe ont également signé un accord économique qui couvre une grande variété de domaines allant du pétrole aux facilités de voyage en passant par l'unification des lois qui régissent les investissements et les réglementations du commerce extérieur entre leurs pays et le reste du monde.

En ce qui concerne les questions militaires, qui figuraient en bonne place à l'ordre du jour, le communiqué précise que les ministres de la défense du C.C.G. se réuniront pour définir les priorités garantissant l'indépendance et la souveraineté de chaque pays membre. Le communiqué rejette « toute tentative de la part de puissances étrangères pour se créer des bastions dans la région ».

Ainsi, la visite de Mme Gandhi à Paris ne semble devoir accoucher d'aucun « projet-phare » de l'ampleur de celui qui avait été décidé au terme de la visite de M. Giscard d'Estaing à Delhi, en janvier 1980, et qui concernait la mise en œuvre, par l'Inde, d'un vaste programme de production d'aluminium dans l'Orissa.
En fait, il faudra sans doute attendre encore un peu pour pouvoir apprécier les fruits de la nouvelle « ère franco-indienne » annoncée par M. Chirac. Il y a de « bons dossiers », entend-on ici, mais ils ne sont « pas encore tout à fait mûrs ». En attendant, on se contentera donc de signer des accords plus limités, sur le charbon (la France se verra notamment confier l'exploitation d'un gisement minier dans l'Orissa) et sur l'électricité. Paris étant chargé de la mise en œuvre d'un projet de 250 millions de roupies (2) à Bangalore. Il est également question d'un accord sur l'environnement et de la mise en place d'un groupe de haut niveau sur l'énergie.

Enfin, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a juré « regrettable » la déclaration faite mardi par le président Reagan en faveur du plan Fatah (le Monde du 12 novembre), tandis qu'une mission parlementaire israélienne a entamé, mercredi, des entretiens avec les autorités américaines pour les dissuader de soutenir le projet saoudien. - (Reuter, A.F.P.)

DANS SON NUMÉRO DE NOVEMBRE

Le Monde DE L'ÉDUCATION
LES ENSEIGNANTS SONT-ILS DES PRIVILÉGIÉS ?

Les avatars de la tête à l'école
Le renouveau du compagnonnage

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ ?

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 129 F).

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

ASIE

LA VISITE DE MME GANDHI A PARIS

(Suite de la première page.)

On ne peut pas non plus attendre de résultats concrets en ce qui concerne l'important projet automobile, envisagé depuis maintenant plus d'un an par le gouvernement indien, bien que deux firmes françaises, Renault et Peugeot, soient sur les rangs (1). Ce dossier illustre fort bien la patience requise de tout partenaire étranger qui entend collaborer avec l'Inde.

Ainsi, la visite de Mme Gandhi à Paris ne semble devoir accoucher d'aucun « projet-phare » de l'ampleur de celui qui avait été décidé au terme de la visite de M. Giscard d'Estaing à Delhi, en janvier 1980, et qui concernait la mise en œuvre, par l'Inde, d'un vaste programme de production d'aluminium dans l'Orissa.
En fait, il faudra sans doute attendre encore un peu pour pouvoir apprécier les fruits de la nouvelle « ère franco-indienne » annoncée par M. Chirac. Il y a de « bons dossiers », entend-on ici, mais ils ne sont « pas encore tout à fait mûrs ». En attendant, on se contentera donc de signer des accords plus limités, sur le charbon (la France se verra notamment confier l'exploitation d'un gisement minier dans l'Orissa) et sur l'électricité. Paris étant chargé de la mise en œuvre d'un projet de 250 millions de roupies (2) à Bangalore. Il est également question d'un accord sur l'environnement et de la mise en place d'un groupe de haut niveau sur l'énergie.

Enfin, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, a juré « regrettable » la déclaration faite mardi par le président Reagan en faveur du plan Fatah (le Monde du 12 novembre), tandis qu'une mission parlementaire israélienne a entamé, mercredi, des entretiens avec les autorités américaines pour les dissuader de soutenir le projet saoudien. - (Reuter, A.F.P.)

Coopération d'égal à égal

Côté indien, on aurait ressorti un vieux dossier concernant la création d'un port à Nhava-Sheva, près de Bombay, projet dont l'ampleur (5,5 milliards de roupies) exigerait un examen approfondi. La partie française place de grands espoirs dans la coopération en matière de télécommunications, domaine où la technologie pourrait permettre à l'Inde de faire le bond en avant qui l'impose. Une offre globale serait avancée à ce sujet par la France, qui estime pouvoir répondre aux énormes besoins des Indes.

Enfin, il aurait été décidé de créer un institut franco-indien pour les études avancées (Indo French Institute for Advanced Studies), destiné à promouvoir, au plus haut niveau, des recherches conjointes dans des secteurs tels que l'électronique, l'informatique, l'espace, la physique, la biochimie et l'énergie solaire. Cet institut, que l'on compare ici à ce que fut Princeton avant la guerre, constituerait ainsi une structure d'accueil pour les efforts français en Inde dans le domaine de la recherche.

Une initiative à laquelle la France attache une grande importance, dans la mesure où elle illustre cette coopération d'égal à égal, que Paris entend également mener avec un pays qui, rappelle-t-on, dispose de la troisième communauté scientifique et technique du monde. Reste l'effort financier que la France serait prête à consacrer à cette coopération. On l'annonce « important », sans vouloir en dire davantage. Toutefois, il sera difficile de faire moins qu'en janvier 80, époque à laquelle la France avait mis à la disposition de l'Inde, il est vrai « à titre exceptionnel », une somme de 1 milliard de francs, dont 400 millions destinés au financement de projet de l'Orissa.

Dans le domaine international, les rôles complémentaires joués par les deux pays dans leur zone d'influence respective - l'Asie et le tiers-monde pour l'Inde, l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique pour la France - pourraient leur permettre de favoriser la détente et le dialogue Nord-Sud.

Mais reste aussi, sur un tout autre plan, la constatation d'un journaliste indien qui relevait, mercredi, combien la France et l'Inde contemporaines étaient peu informées l'une sur l'autre et se demandait comment une coopération technique et durable pouvait être bâtie sur « une telle ignorance mutuelle ».

PATRICK FRANCES.

(1) Selon un quotidien indien, la firme Citroën aurait également proposé à l'Inde une association en vue d'installer une usine automobile dans un pays africain.
(2) Une roupie = environ soixante centimes.

Vietnam

● L'U.R.S.S. va allouer au Vietnam une aide d'urgence en produits de première nécessité. Cette assistance exceptionnelle porte sur « des céréales, des denrées alimentaires, des produits pétroliers et biens de consommation courante pour la période de la fin de l'année 1981 ». Elle a pu être décidée à la suite de la visite au Kremlin, au début de septembre, de M. Le Duan, secrétaire général du P.C.V., et de M. Huu, premier vice-premier ministre ; cette visite semble par ailleurs confirmer le rôle important joué par M. Le Duan dans l'équipe gouvernementale en place.

30%
TAPIS D'ORIENT
Atighetchi

LE LIEU PRÉFÉRÉ POUR LES AMOUREUX
CARRÉ DE LI
15 JUS DE NOUVEAU PARIS
RETOURAGES DE DÉTAIL POUR DE
2.790 F

L'INDE en développement

PARCE qu'elle est la fille de Jawaharlal Nehru, idéaliste brillant qui gouverna l'Inde pendant quinze ans, après l'indépendance, en 1947, et contribua à la dotation de structures modernes, parce qu'elle dirige depuis douze ans (après un effacement de 1977 à 1979) avec autorité, voire autoritarisme, un pays de 680 millions d'habitants, dont la plupart sont très pauvres, parce que, enfin, c'est une femme, Mme Gandhi jouit, à l'étranger, d'une popularité indiscutable quoique, parfois, controversée. Elle a fait, en janvier 1980, un retour triomphal au pouvoir, dont elle avait été chassée par une coalition hétéroclite, en mars 1977. Le parti gouvernemental, le Congrès (Indira) dispose de la majorité absolue dans la Chambre du peuple et, malgré les luttes de factions, semble assuré d'une certaine pérennité. Il contrôle aussi les principaux États de l'Union et obtiendra sans doute les deux tiers des sièges dans la Chambre haute, en avril 1982. Le premier ministre pourra dès lors, s'il le souhaite, amender la Constitution et instaurer un régime présidentiel.

Mais Mme Gandhi en a, depuis longtemps, épousé le style ; elle « règne » à nouveau souverainement. Sa force, c'est, en somme, la faiblesse et les divisions de ses adversaires. L'opposition modérée — conservateurs, hindouistes, libéraux, agrariens, socialistes — commence seulement à tirer le leçon de son échec de 1980 et de resserrer ses rangs. Les deux grands P.C., le pro-soviétique et celui indépendant de Moscou et de Pékin (marxiste), parlent d'union, mais ont bien entendu du mal à passer aux actes. Ils ne peuvent en aucun cas menacer l'hégémonie du Congrès. Actuellement d'ailleurs, seul le P.C. marxiste « tient » l'important bastion du Bengale, en étant, en outre, si l'on peut dire, d'une situation sociale « explosive ». Cependant, le Congrès accepte mal d'autres formations qui lui à la tête des États fédérés et cela réduit considérablement la liberté

d'action, y compris dans le domaine économique, du gouvernement communiste de Calcutta. Durement réprimé, en 1971, le mouvement d'inspiration révolutionnaire maoïste qui avait pris naissance dans cette partie de l'Inde a fait long feu et certains de ses membres sont même, aujourd'hui, parlementaires...

Ni idéologue ni socialiste, avant tout praticienne de la politique, pragmatique rompue à l'exercice du pouvoir, mais quelque peu usée par lui, Mme Gandhi prépare-t-elle, à soixante-six ans, sa succession, avec des arrière-pensées de dynastie ? Après la mort accidentelle de son fils cadet Sanjay, l'ainé Rajiv s'est lancé, à son tour, en politique un peu contraint et forcé. Les médias indiens ont imposé de lui l'image d'un homme acceptable. Sous prétexte d'aider sa mère, il assure dans l'ombre, depuis son élection à la Chambre du peuple, un pouvoir occulte et se familiarise avec les dossiers.

Dans la mesure où ni l'opposition ni les syndicats ne sont menaçants, l'Inde est peut-être pour quelque temps à l'abri d'un nouveau régime d'urgence, comme entre 1975-1977. Cependant, le gouvernement et l'administration comptent des partisans de la manière forte. L'interdiction des grèves dans les services essentiels risque de provoquer des réactions violentes. Les cultivateurs, choqués par la précédente coalition, ont eu l'occasion de manifester contre une politique des prix agricoles qu'ils ne jugent pas suffisamment encourageante. Mme Gandhi réclame des chefs des gouvernements locaux et des hauts fonctionnaires une loyauté inconditionnelle... Un système peu à peu s'impose, qui n'est pas tout à fait la démocratie dont se réclame l'Inde.

Cartes, malgré la place qu'elle occupe dans la nation (un million de soldats de métier) et l'importance de son budget, l'armée, formée encore aux traditions britanniques et mobilisée à

toutes les frontières du pays, n'aspire apparemment pas à prendre le pouvoir. Autre singularité : la complexité de la vie politique nationale et provinciale, qui intègre différents facteurs antagonistes : castes, religions, langues, régionalisme, etc. Ces facteurs et les disparités économiques et sociales énormes alimentent des tensions, campagnes d'agitation, qui sont autant de soupapes de sûreté. L'Inde tolère ainsi une forte dose d'instabilité sans que le gouvernement central ne s'en émeuve ou ne soit menacé. Il dispose de moyens répressifs étendus et n'hésite pas, le cas échéant, à appeler l'armée à la rescousse.

On ne peut nier que l'Inde ait fait dans le domaine économique et même social des progrès, ni que les inégalités, entretenues par le système, ne se soient aggravées. Avec un P.N.B. de 190 dollars par habitant, l'Inde demeure un grand pays sous et très inégalement développé. Elle est néanmoins au treizième rang des pays industrialisés, compte une classe d'entrepreneurs très actifs, des agriculteurs qui ne craignent pas d'innover. Longtemps compromises par des goulots d'étranglement, les industries de base commencent à se redresser depuis le début de l'année. Le nouveau gouvernement de Mme Gandhi met en place une politique économique un peu plus libérale, à grands renforts d'emprunts et d'aides extérieures. La production agricole continue de subir les contrechocs de l'irrégularité de la mousson, mais progresse en moyenne, sans toutefois permettre un accroissement de la consommation individuelle de céréales et légumineuses. Le fait que la croissance de la population ne s'est pas ralentie autant qu'espéré y est, bien entendu, aussi pour quelque chose. L'Inde prévoit, pour le proche avenir, le même taux de progression de l'économie qu'au cours des trois années précédentes : 3,5 %. Elle a déjà montré son niveau technique en fabriquant des fusées spatiales et des satellites,

et en faisant exploser un engin atomique en 1974. Mme Gandhi a dit qu'elle jugeait nécessaire pour le développement de son pays de poursuivre ces efforts.

La politique extérieure de l'Inde est dominée pas sa volonté de se poser en puissance locale dominante et les séquelles de conflits avec ses deux voisins, le Pakistan et la Chine. Les contentieux, notamment territoriaux, constituent évidemment des obstacles à toute amélioration des rapports avec eux.

Les Indiens se sont montrés préoccupés par l'intervention soviétique dans leur zone d'influence, en Afghanistan, mais, plus encore, par le fait que l'administration Reagan l'a prise pour prétexte pour voler au secours du Pakistan, devenu à nouveau l'allié privilégié des États-Unis en Asie méridionale. Les deux pays du sous-continent se trouvent de ce fait à nouveau lancés dans une course aux armements à laquelle la France prête de part et d'autre main-forte. Les relations de New-Delhi avec Washington manquent actuellement pour le moins de confiance, mais elles ne sont pas pour autant très chaleureuses avec l'U.R.S.S. Les Indiens ont tenu, par exemple, à ne pas célébrer avec éclat, en août, le dixième anniversaire du traité d'amitié et de coopération qui lie les deux pays. La sympathie, voire la compréhension, que l'Inde a manifestée à l'égard de la présence soviétique en Afghanistan et vietnamienne au Cambodge, même si ses sentiments s'expliquent par le souci de contenir l'impérialisme américain et l'action de Pékin, altère quelque peu l'image de l'Inde pays non aligné. Et si elle porte haut sa volonté d'indépendance, elle s'accommode tout compte fait d'une assez forte dépendance économique à l'égard du monde occidental, y compris des États-Unis.

GERARD VIRATELLE

La coopération franco-indienne : des possibilités sous-exploitées

EN visite officielle à New-Delhi, en août dernier, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, évoquant l'état des relations bilatérales franco-indiennes, n'avait pas ménagé ses mots. « Sans vouloir critiquer personne, avait-il alors déclaré, il faut reconnaître que l'état de nos relations était, encore récemment, presque incroyable, compte tenu de la dimension de l'Inde. »

Les chiffres, il est vrai, parlent d'eux-mêmes. Publiée au printemps dernier, une note des services d'expansion économique français en Inde relevait, par exemple, qu'en cinq ans, la progression du commerce bilatéral n'avait atteint que 40 % (en valeur), soit une moyenne annuelle de 7 %. Elle constatait également que nos importations s'étaient accrues plus rapidement que nos exportations (1) et que, traditionnellement déficitaires, nos échanges avec ce pays n'avaient été rééquilibrés, en 1980, qu'à la suite de nos ventes d'Airbus — dix appareils vendus jusqu'à présent — et de produits métallurgiques.

Ainsi, en 1979 (2), la France ne figurait qu'au onzième rang des fournisseurs de l'Inde, derrière, notamment, l'Irak, l'Iran, le Canada et la Malaisie, et au huitième rang de ses clients, derrière la Belgique et les Pays-Bas. En termes de part de marché, les chiffres illustraient encore mieux la faiblesse de notre présence en Inde, nos ventes ne représentant que 3,3 % de ses importations totales et nos achats que 3,1 % de ce qu'elle vendait à l'étranger. Quant à la place du commerce franco-indien dans nos

échanges extérieurs, elle était encore bien plus faible, puisque l'Inde n'était que le quarante-septième fournisseur de la France avec une part de marché de 0,26 %, et que nos ventes à l'Inde ne représentaient que 0,31 % de nos exportations, ce qui plaçait ce pays au quarante-cinquième rang de nos clients.

En matière de coopération technique et industrielle, la situation n'est guère plus brillante, surtout si on la compare à celle de nos principaux concurrents (les États-Unis, le Japon, la R.F.A. et la Grande-Bretagne). Si dans les années 50 l'industrie française a participé à la mise en place de l'infrastructure indienne de base (sidérurgie, électronique, nucléaire, notamment), les hommes d'affaires français ont ensuite délaissé quelque peu un pays qui reste, certes, l'un des plus pauvres du monde mais qui n'en est pas moins la treizième puissance industrielle du globe avec la troisième communauté scientifique et technique.

On note, cependant, depuis quelques années, une recrudescence de l'activité des sociétés françaises en Inde. Ce regain d'activité se concrétise, notamment, par des accords de coopération industrielle, constitués par des contrats de cession de licences et de savoir-faire, qui doivent être approuvés par le gouvernement indien en fonction de sa politique industrielle. Ce dernier protégeant avec minutie l'industrie locale contre les importations concurrentes, de tels accords sont, en fait, le principal, voire, dans certains cas, le seul moyen d'accéder au marché indien. On peut regretter, dans ces

conditions, que seuls 270 contrats de ce type (5 % du total) aient été conclus, de 1967 à 1980, entre industries françaises et partenaires indiens, ce qui situe la France au sixième rang des fournisseurs de technologie de l'Inde, loin derrière le Royaume-Uni (1.345), les États-Unis (1.086) et l'Allemagne fédérale (998), qui fournissent à eux trois près des deux tiers du total. Loin aussi du Japon (602) et de la Suisse (328). En 1980, vingt-quatre accords de cession de licences ont été conclus entre firmes françaises et indiennes.

A noter que ces contrats, outre des créations d'emplois, génèrent des dépenses sous forme de versements de redevances ou de sommes forfaitaires, comportant, presque toujours, une clause d'assistance technique en personnel. Enfin, une trentaine de collaborations incluent également une participation financière dans le capital du partenaire indien. Tel est le cas, par exemple, de Cramix, Lohr, de Pechiney, de Rhône-Poulenc et d'Ugine-Acier.

Reste que très rares sont les entreprises françaises qui vont jusqu'au bout de la logique industrielle et commerciale en acceptant d'investir en Inde, étant bien entendu que ce pays n'accepte d'investissements étrangers que s'il y a un transfert de technologie (3). D'où la modestie des investissements français en Inde qui, en 1980, s'élevaient à environ 20 millions de francs (sur un total de quelque 10 milliards de francs) contre 4,5 milliards de francs pour les Britanniques, 3 milliards de francs pour les Américains et un demi-milliard de francs pour les Allemands.

PATRICK FRANCES.

(Lire la suite page 10.)

UN LIEU PRIVILÉGIÉ POUR LES AMOUREUX DE L'INDE

CARREFOUR DE L'INDE

15, rue des Ecoles
75005 PARIS - 634.03.20

DES VOYAGES, DES EXPOSITIONS
DES VOIS POUR DELHI OU BOMBAY

2.790 F A.R.*

* Val hebdomadaire pour Delhi.

(1) Les importations françaises sont constituées pour l'essentiel de produits textiles, de matières premières agro-alimentaires, d'outils pour animaux, de pierres précieuses et de bijoux. Les exportations sont constituées essentiellement de chaudrons et machines de fonte, de fer et d'acier, d'avions et de produits du verre. Les produits à forte valeur ajoutée (biens mécaniques et électriques) représentent plus de la moitié de ces ventes.

(2) On ne dispose pas de statistiques douanières plus récentes. Cette année, nos exportations totales s'élèvent à 1.472 milliards de francs, nos importations à 1.472 milliards de francs. Pour le premier semestre de 1981, les ventes se sont élevées à 761 milliards de francs et nos achats à 766 milliards de francs.

(3) Sauf pour les pays en voie de développement et exportateurs de pétrole qui, ayant de larges ressources financières mais pas de technologie à transférer, sont autorisés, sous certaines conditions, à effectuer des investissements dans les sociétés indiennes.

La révolution verte : une croissance aux fruits mal répartis

par JACQUES POUCHEPADASS (*)

progrès n'est pas exceptionnel, mais il n'en est pas moins supérieur, par exemple, à celui de l'agriculture japonaise avant son démarrage du dernier après-guerre.

Ce progrès pendant les années 1960 a été obtenu en grande partie par l'augmentation de la surface cultivée, mais celle-ci, au cours de la décennie suivante, ayant atteint ses limites, c'est l'augmentation du rendement et de la productivité qui a permis de poursuivre la croissance.

La révolution verte, lancée au milieu des années 60, était un

programme de substitution de variétés de céréales à haut rendement aux variétés traditionnelles robustes mais moins productives. Les nouvelles variétés exigeaient beaucoup d'engrais et d'eau, une culture très soignée, des traitements efficaces contre les maladies, auxquelles elles sont plus vulnérables. Pour atteindre rapidement le rendement le plus élevé, le programme fut appliqué dans les régions les plus fertiles et les moins vulnérables aux irrégularités de la mousson, c'est-à-dire bien irriguées. Il concernait avant tout le riz et le blé et, secondairement, le maïs et certains millets. En 1973-1975, les nouvelles variétés couvraient 22 millions d'hectares, soit près du quart de la surface totale affectée à ces cultures.

(*) Chargé de recherche au C.N.R.S.

(Lire la suite page 15.)

LA BANQUE FRANÇAISE AUX QUATRE COINS DU MONDE

BNP

présente dans 77 pays et en INDE depuis 1860, la BNP offre à sa clientèle son expérience et ses services. Elle est aussi en mesure de faciliter les contacts avec les autorités indiennes et les entreprises locales.

BOMBAY

• BNP Succursale
French Bank Building
Hornby Street, tél. 25.58.22

CALCUTTA

• BNP Agence
Stephen House
4 A Benoy Bodoi Dinesh Bag East, tél. 23.98.41

NEW DELHI

• BNP Bureau de Représentation
«Surya Kiron» Building
Flat 203, 2nd floor
19, Kasturba Gandhi Marg, tél. 35.26.56



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, bd des Capucines 75009 Paris. Tél. 244.45.48. Tél. 280605

La coopération franco-indienne

(Suite de la page 9.)

Les participations françaises se concentrent dans trois secteurs (acier, chimie et mécanique de précision) auxquels on pourrait ajouter la construction mécanique et électrique et la pharmacie.

La quasi-totalité des investissements français ayant été réalisés sous formes d'apports en nature (ce qui explique qu'il s'agit, le plus souvent, de participations nettement minoritaires), les intérêts français n'ont guère été concernés jusqu'ici par la législation indienne de 1973 sur les investissements étrangers, qui plafonne à 40 % la part maximale des capitaux de non-résidents dans une société locale. Un régime particulier est toutefois réservé aux entreprises portatrices (la part peut alors aller jusqu'à 100 %) et aux projets faisant appel à des technologies très avancées et permettant d'approvisionner le marché intérieur indien, et pour lesquels la limite est portée à 74 %.

D'une manière générale, les firmes indiennes entendent conserver la maîtrise des projets réalisés en collaboration avec des partenaires étrangers. Reste que le manque d'agressivité des firmes françaises en matière d'investissements ne facilite pas leur conquête de nouveaux marchés, cette forme d'implantation, associée à un contrat de cession de licence, étant en effet la seule qui garantisse une certaine pérennité de la présence étrangère en Inde.

D'une part, parce que les ventes au coup par coup sont systématiquement découragées. D'autre part, parce que les accords de

coopération industrielle sont limités à huit ans. De plus, investir, c'est se permettre d'avoir une connaissance précieuse des milieux industriels indiens, et, aussi, de pouvoir apprendre à travailler avec un partenaire indien, ce qui peut être la clé de succès futurs.

Compte tenu du poids industriel et politique de l'Inde dans certaines régions du globe, notamment dans les pays du tiers-monde, la présence de l'industrie et de l'ingénierie indiennes, sur le marché mondial, déjà relativement importante, ne peut en effet que s'accroître dans l'avenir. Il est donc tout à fait possible d'envisager que des firmes françaises soient associées à des projets en pays tiers confiés à des entrepreneurs indiens. Une telle coopération peut être, pour une firme étrangère, un moyen d'accéder ensuite au marché indien. Or la filière de la « joint venture » (collaboration conjointe) avec des firmes indiennes est aujourd'hui très peu utilisée par des sociétés françaises.

Le dynamisme dont fait preuve en ce domaine l'industrie indienne explique qu'elle y ait remporté d'impressionnantes succès, notamment dans les pays du golfe Persique. Or, à l'exception de la construction de l'aéroport d'Abu Dhabi, la France n'est pratiquement

ment associée à aucune firme indienne pour des projets en pays tiers.

Pourtant, les industriels indiens paraissent très bien informés des possibilités techniques françaises. Ainsi s'agit-il moins pour les industriels français de faire connaître leurs produits ou leur technologie que de savoir les proposer et de chercher, sur le marché indien, d'éventuels partenaires. D'où l'insistance avec laquelle une note du poste d'expansion éco-

nomique de New-Delhi, consacrée aux « moyens de nature à élargir la présence française en Inde », préconise-t-elle la participation de firmes françaises aux foires locales ou à l'organisation de missions sectorielles et de semaines techniques (4). L'objectif étant de favoriser, d'une manière ou d'une autre, « la venue d'industriels décidés à consacrer à l'Inde le temps et les moyens nécessaires pour nouer des relations d'affaires avec ce pays ».

Logistiques et financements

Dans cette conquête du marché indien à laquelle ils sont désormais invités de manière pressante, les industriels français peuvent, d'ores et déjà, compter sur une logistique non négligeable, qui contribue de plus en plus au développement de la coopération franco-indienne. Au niveau public d'abord, avec un comité mixte franco-indien qui se réunit chaque année à l'échelon des ministères du commerce, et tous les six mois au niveau de hauts fonctionnaires. Dans le domaine de la coopération scientifique, technique et culturelle, des commissions franco-indiennes existent également. Enfin, un organisme dépendant du ministère français des finances, l'ACTIM, association pour la coopération technique et industrielle, organise des stages de formation technique au profit d'ingénieurs et techniciens indiens.

Au niveau privé, il existe, depuis 1976, une chambre de commerce et d'industrie indo-française, dont le siège est à Bombay et qui regroupe essen-

tiellement les exportateurs indiens vers la France. Une chambre de commerce franco-indienne a été constituée récemment à Paris (5). Enfin, la Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes, la FICCI, qui représente environ cent mille entreprises et cinq millions de personnes, et le Centre national du patronat français (C.N.P.F.) ont décidé de créer, en juillet 1980, une entité commune, le Comité franco-indien, destiné à être un forum régulier et reconnu pour les discussions sur le commerce, l'investissement et les relations commerciales entre les secteurs privés et publics des deux pays (le Monde du 22 juillet 1980).

En ce qui concerne la structure bancaire, la Banque d'Indochine et de Suez vient d'ouvrir une agence à Bombay, où le Crédit lyonnais aura désormais un bureau de représentation qui viendra s'ajouter à ceux de la Société générale et de la B.N.P. (cette dernière a également des guichets à Bombay et à Calcutta) situés à New-Delhi. Plus

ieurs firmes ou organismes ont par ailleurs des délégués dans la capitale indienne, notamment l'OFSEMA, Thomson, Renault, la Compagnie générale de radiologie et bientôt Pechiney.

Reste, bien entendu, le nerf de la guerre, c'est-à-dire l'argent. Depuis 1971, la France participe au consortium d'aide à l'Inde. Depuis cette date elle a déboursé plus de 4 milliards de francs, contribuant ainsi pour 2,1 % au total de l'aide reçue par ce pays, contre 7,7 % pour la R.F.A. et 7,5 % pour la Grande-Bretagne. Les protocoles financiers annuels constituent la majeure partie de cette aide qui prend la forme de crédits privilégiés (prêts du Trésor et crédits commerciaux) destinés à l'achat de matériel français et comporte un « dément-don » de l'ordre de 30 %.

Aux termes du plus récent protocole, signé le 5 juin 1980, la France a mis à la disposition de l'Inde une somme de 1 milliard de francs, dont 400 mil-

lions pour le financement de la construction, par Pechiney, d'un complexe aluminium dans l'Orissa, 300 millions pour des projets industriels divers et 240 millions au titre de l'aide à la balance des paiements. A noter que des projets particuliers peuvent également être financés hors protocole.

Le milliard débloqué lors de la visite de M. Giscard d'Estaing en janvier 1980 risquant fort d'être rapidement croqué, notamment si des firmes françaises sont associées au projet d'usine sidérurgique de Paradip (Orissa), un nouveau protocole devrait être signé prochainement et pourrait être annoncé lors de la visite de Mme Gandhi à Paris. Ce n'est qu'à ce moment que l'on saura si la France, ainsi que l'avait laissé entendre M. Chevesson à Delhi, entend réellement « faire plus » en faveur de la coopération franco-indienne.

PATRICK FRANCES.

Réussir en Inde

L'ECOLE supérieure de commerce de Paris a sorti récemment un cahier d'études et de recherche intitulé *Réussir en Inde : les facteurs explicatifs de succès*. Ce cahier a pour objectif d'identifier les facteurs explicatifs de succès et des échecs en matière de collaboration économique et industrielle franco-indienne. Il décrit la réalité économique industrielle indienne, explique le fonctionnement de deux grands groupes du secteur privé indien (Birla et Tata), analyse les modalités de collaborations étrangères en Inde et le rôle des principaux interlocuteurs dans les deux pays, présente les collaborations franco-indiennes existantes, enfin, expose les facteurs clés de succès pour des entreprises françaises qui désirent développer leurs échanges et leurs investissements dans ce pays.

Selon cette étude, les reproches les plus fréquents énoncés par les firmes françaises à l'égard de l'Inde seraient les suivants :

- L'administration y serait trop lente, lourde, complexe, autoritaire, voire opposée au progrès ;
- Complexité des circuits de paiement, retards de paiement du secteur public, montant des royalties limité à 5 % du chiffre d'affaires du partenaire indien ;
- Nécessité de respecter et d'utiliser la technologie locale avec la recherche simultanée d'une technologie très sophistiquée, alors qu'il y a en Inde un manque de maintenance des équipements ;
- Lenté et complexité des négociations, contrats pas tou-

jours honorés, coûts élevés, prix offerts très bas ;

— Retenue pur et simple des projets clés en main.

Du côté des partenaires indiens, on reprocherait aux Français :

- De ne pas répondre aux appels d'offres ou d'être trop cher par rapport à la concurrence (de 30 à 40 % parfois) ;
- De vouloir placer des contrats d'usines clés en main ;
- De ne pas avoir de technologies nouvelles disponibles ;
- De ne pas savoir négocier, accorder des conditions spéciales, rechercher la satisfaction de l'autre partie ;
- De ne pas être accueillants, notamment en France, d'être trop conservateurs, peu flexibles, de ne pas comprendre que le français reste insuffisant pour faire des affaires ;
- De ne pas être des commerciaux, mais plutôt des bureaucrates ;
- De méconnaître la puissance et le « boom » économique indiens.

En fait, observent les auteurs de l'étude, c'est surtout le manque d'information et de compréhension du fait indien qui complique les négociations. Pour aboutir à des contrats satisfaisants, il faut donc avoir une bonne compréhension des mentalités et des intérêts indiens. Aussi est-il pratiquement indispensable d'avoir une représentation locale ou d'être associé avec une entreprise indienne bien implantée.

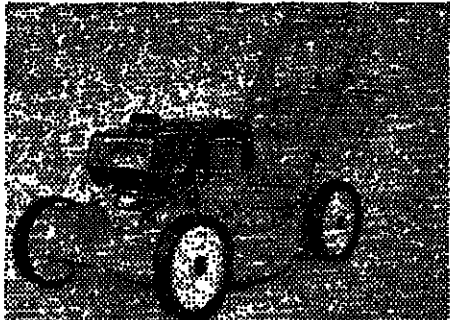
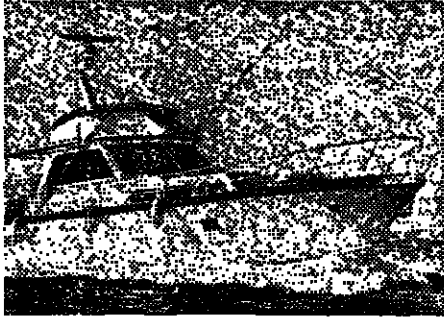
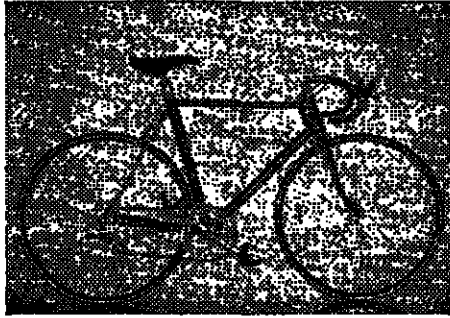
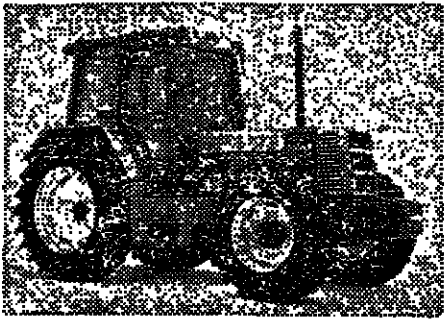
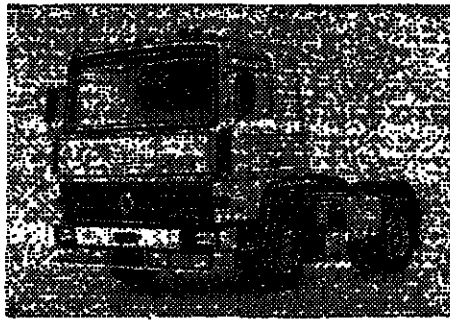
Sur le même thème, une journée d'étude est organisée le 19 novembre à Paris.

* E.S.C.F., 79, avenue de la République, 75011 Paris, tél. 355-30-05. Cahier d'études, n° 81-23.

Le vrai sens du mot Renault

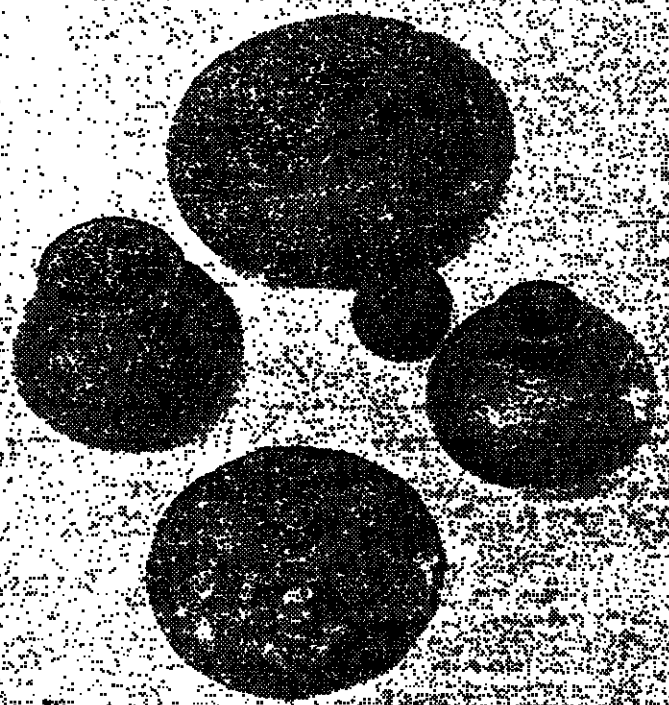
Renault désigne d'abord le premier groupe industriel français. Largement en tête de la production des automobiles, de camions, de cars et d'autobus, nous fabriquons aussi des tracteurs, des moteurs marins, des bicyclettes, des tondeuses à gazon...

Notre diversité recouvre un autre sens du mot Renault : la qualité, sans laquelle nous n'aurions pas conquis une place enviable dans plus de 150 pays où nous vendons nos produits. Mais s'il est un sens du mot Renault qui nous tient le plus à cœur, c'est celui de Service, omniprésent et amical, que chacun de ceux qui fait confiance à notre marque est en mesure d'apprécier chaque jour.



SONA
LA MAISON DE L'INDE

400 rue St-Hippolyte 75018-97



Boutique officielle du
Gouvernement de l'Inde
chargée de promouvoir en
France l'artisanat indien

Actuellement un choix très
nouveau de productions
artisanales réalisées dans
les traditions ancestrales

سونا من الأصل

PORTRAIT

Mme Gandhi: une force de caractère

par CHRISTINE HURTIG (*)

P EU d'hommes d'état auront vu leurs contemporains leur consacrer autant d'honneurs : Mme Gandhi fascine amis et ennemis par les contrastes d'une histoire personnelle indissociable de celle de l'Inde, d'un personnage complexe élevé aux dimensions d'un mythe franchissant les frontières. S'identifiant à son pays depuis le jour où, enfant grave et précoce, la petite Indira fit un autodafé de ses poupées importées en réponse au mot d'ordre nationaliste « achetez indien », elle a si bien persuadé l'Inde de cette consubstantialité que des adultes sursuivaient, en 1975, lancé avec succès le slogan « Indira est l'Inde et l'Inde est Indira ».

Ecartée du pouvoir en 1977, apparemment terrassée en 1979, Indira Gandhi redevient premier ministre en 1980. On pourrait la croire invincible : elle n'est qu'invulnérable, tirant de sa force de caractère sa capacité de surmonter les pires revers de la fortune.

Née le 19 novembre 1917, deux ans avant le premier mouvement de masse lancé par le mahatma Gandhi, qui, sans être un parent, fut un peu un parrain pour elle, elle est la fille unique de Jawaharlal Nehru et de sa femme Kamala, emportée en 1936 par une longue maladie. Son enfance est donc tout entière marquée par les épreuves des dirigeants nationalistes, dont son grand-père Motilal Nehru et son père, plusieurs fois incarcérés. Très tôt aguerrie, elle se forge un caractère que ses biographes décrivent comme volontaire, méfiant et plutôt introverti. Plus tard, sa formation devra beaucoup à ses études à Shantiniketan, le collège du poète Tagore, puis en Suisse, où elle prend le goût de la culture française, à Oxford enfin, d'où elle est rappelée en Inde par la seconde guerre mondiale. En 1942, peu après son mariage avec le responsable nationaliste Feroze Gandhi, elle connaît à

son tour la prison. L'indépendance venue, le couple sera tiraillé par le rôle d'hôtesse discrète, mais omniprésente, de la maison du premier ministre qu'elle assumera bientôt, après la mort de son mari, elle devient pendant un an la présidente du parti du Congrès, et se signale à ces fonctions par l'impulsion décisive qu'elle donne au renversement de la coalition de gauche, à direction communiste, qui est parvenue au pouvoir dans l'Etat du Kerala, à l'extrême sud du pays, deux ans auparavant.

Nehru disparaît en 1964, miné par le choc de la guerre sino-indienne de 1962 autant que par la maladie. Son successeur, Lal Bahadur Shastri, homme modeste dont les qualités se révèlent cependant lors de la guerre indo-pakistanaise de 1965, meurt à Tachkent, en janvier 1966, après y avoir signé un règlement provisoire du problème du Cachemire. Homme de confiance de Nehru, il a le premier appelé Mme Gandhi au gouvernement comme ministre de l'information. Après lui, plusieurs vétérans du

parti, dont Morarji Desai, briguent les fonctions de premier ministre. Mais un « syndicat » des dirigeants locaux du parti groupé autour de Kamraj, le président du Congrès, préfère un premier ministre plus malléable : par deux fois, en 1966 et au lendemain des élections de 1967, il impose le choix de Mme Gandhi, considérée comme plus faible, pour diminuer l'emprise du premier ministre sur le parti. Mais, en 1967, après des élections qui ont vu un recul important du Congrès à la Chambre basse du Parlement fédéral et dans les Etats, un accord est nécessaire, qui fait de Morarji Desai un vice-premier ministre détenteur du portefeuille-clé des finances. Ce compromis désastreux prépare la reprise en main du Congrès par le premier ministre des reclassements politiques qui, souvent artificiels, faciliteront une concentration et une centralisation du pouvoir et provoqueront une érosion du consensus national.

Les années de mutation

Le tempérament de Mme Gandhi, sa promptitude à passer aux attaques avant qu'elles ne prennent corps, contribuent aux incertitudes rapides du système. Mais, au-delà des questions de personnes, le problème essentiel de l'Inde est celui du choc de la modernité. C'est en 1966 que commence la « révolution verte », qui va permettre un accroissement notable de la production céréalière ; les années suivantes, l'Inde développe sa capacité industrielle et technologique, comme en témoigne l'explosion souterraine d'un premier engin nucléaire en 1974.

Les premiers acquis du mieux-être créent des aspirations qui traversent la société de courants contradictoires, en une politisation intense, souvent violente. Effet de la démocratie, l'explo-

sion de revendications souvent particularistes en ébranle la légitimité. Sous la pression d'une gauche interne et externe au Congrès comme d'une droite qui relève la tête, Mme Gandhi cherchera souvent à concilier l'inconciliable pour manifester sa extrême rare détermination dans l'adoption des réformes. Ce faisant, elle sacrifiera plus d'une fois les cadres institutionnels à l'efficacité.

En juillet 1969, reprenant à son compte une partie du programme de radicalisation du Congrès que les « jeunes Turcs » socialistes du Congrès — dont M. Chandra Sekhar, l'actuel président du Janata — la pressent d'adopter, elle prend de vitesse ses adversaires au sein du parti : sur le point de se voir imposer l'actuel président de l'Union, M. Sanjiva

Reddi, comme candidat à l'élection présidentielle du mois d'août, elle fait tout à coup voter une proposition de nationalisation des banques qui lui permettra d'écartier M. Morarji Desai du gouvernement. Puis elle se rallie à la candidature de M. Sanjiva Reddi pour favoriser ensuite celle, indépendante, du syndicaliste V. V. Giri et organiser son élection. Le parti se divise en un Congrès « O » (organisation) et un Congrès « R » (ruling) qui, dirigé par Mme Gandhi, pourra se targuer de la nationalisation des banques, effectuée en juillet, et du soutien d'une majorité de parlementaires congressistes mais qui restera néanmoins minoritaire au Parlement.

Pendant un peu plus d'un an, Mme Gandhi gouverne avec le

Le fait de la gloire et l'usage du progressisme

Fin 1971, la guerre de libération du Bangladesh, permise par le traité indo-soviétique du 9 août et gagnée après un défi lancé à la puissance américaine, renforce la popularité de Mme Gandhi. Des années de sécheresses, puis les premières hausses pétrolières, en grossiront les conséquences économiques. L'inflation, la montée de la corruption, dénoncée comme liée aux ressorts du système populiste qui s'instaure, ébranlent un mouvement libéraliste bientôt dirigé par le vieux gandhien socialisant Jaya Prakash Narayan. Le mouvement obtient la démission d'un gouvernement corrompu au Gujarat, prend forme au Bihar, mais s'épuise. C'est alors que l'élection de Mme Gandhi est invalidée pour une irrégularité mineure et que l'opposition l'emporte au Gujarat.

Des conseillers suggèrent à Mme Gandhi de promulguer, en

soutien des gauches avant de faire dissoudre la Chambre basse sur l'échec d'une réforme que sa gauche réclame depuis 1967 — l'abolition des pensions et privilèges princiers. La révision constitutionnelle nécessaire n'ayant pas abouti, un décret présidentiel tourne la difficulté. La Cour suprême le déclare inconstitutionnel, mais, entre-temps, l'Assemblée a été dissoute, et Mme Gandhi réplique au « chasser l'Indira » de la « grande alliance » des partis de l'opposition non communiste par un « chasser la pauvreté » qui lui assure le soutien des masses et trois cent cinquante sièges sur cinq cent quinze dans la Chambre. Diverses réformes tendront à restreindre la garantie judiciaire des libertés constitutionnelles, provoquant un conflit des pouvoirs qui dure encore malgré de récents accommodements avec l'inamovibilité des magistrats du siège.

riposte, l'état d'urgence. Déclaré le 26 juin 1975 et justifié par un programme de réformes, cet état d'exception comporte l'incarcération des principaux parlementaires de l'opposition, des « jeunes Turcs » du Congrès, la censure de la presse, la suspension de toutes les libertés, des révisions constitutionnelles sur lesquelles un autre Parlement reviendra. Propagandiste de la « nouvelle discipline », Sanjay Gandhi, second fils du premier ministre, devient, sans mandat, une personnalité politique de premier plan. Des erreurs, des excès de zèle administratif et policier, des campagnes de stérilisations massives, feront cependant perdre les élections législatives de 1977 au parti de Mme Gandhi.

Personnellement battue, elle oppose la raison d'Etat aux commissions d'enquête sur l'état d'urgence du nouveau gouvernement. Devenue victime, elle se fait réélire triomphalement, fin 1978, mais est émise du

Parlement. Elle parvient bientôt à redevenir l'arbitre d'une situation politique bloquée en jouant des divisions d'une coalition gouvernementale. Après l'éclatement de celle-ci, l'inévitable dissolution du Parlement prépare son retour au pouvoir. Elle y revient en janvier 1980, avec le concours de Sanjay, qui est, lui aussi, élu triomphalement et qui, ayant impulsé un renouvellement du personnel parlementaire, parachèvera son œuvre en faisant élire, en juin, dans les assemblées de neuf Etats, beaucoup de jeunes connus pour leur dévouement à sa personne. Devenu l'un des secrétaires généraux du Congrès Indira (ainsi appelé depuis la scission de 1978), Sanjay cumule honneurs et succès jusqu'à tragique accident d'avion dans lequel il trouve la mort en fin juin 1980.

Cependant, l'Inde a changé et la mystique de Mme Gandhi, figure maternelle souvent comparée à l'incarnation de l'ambivalente déesse hindoue, à la fois Lakshmi nourricière et implacable Kali, n'opère plus de miracles. Devant toutes les formes graves d'atteintes à l'ordre public qui paralysent les Etats du Nord-Est et secouent de part en part un pays divisé contre lui-même par des heurts entre communautés de plus en plus nombreux et violents, la répression demeure impuissante. En même temps, la présence armée soviétique en Afghanistan a créé une situation incertaine aux frontières. La politique étrangère requiert toute l'attention du premier ministre. Il faut à Mme Gandhi, qui est souvent desservie par des fidèles à la réputation controversée, un appui fiable et dévoué : au départ réticent, son fils Rajiv s'est fait allier au Parlement. Il n'a pas l'impétuosité cassante de son frère et est bien guidé par une « servante de son pays » qui oppose aux tempêtes la sérénité d'un délicieux sourire et le front d'airain d'une moderne Jeanne d'Arc. Les débats politiques de Rajiv méritent l'attention.

(*) Chercheur au C.N.R.S. (Centre d'études et de recherches internationales de la P.N.S.P.).

Notre premier livre de comptabilité... une vraie pièce de collection

STATE BANK OF INDIA a été fondée en 1906. Et depuis 175 ans n'a pas cessé de se développer et de diversifier ses activités traditionnelles. STATE BANK OF INDIA opérant dans les secteurs clés des banques d'affaires a su acquérir une structure internationale. Son activité s'étend aujourd'hui sur 25 pays comprenant les grandes places financières. STATE BANK OF INDIA est la première banque internationale de l'Inde, traitant plus de 55 % du commerce extérieur du pays, et offrant aux banques et aux hommes d'affaires désireux de travailler en Inde des services bancaires de la plus haute qualité.

STATE BANK OF INDIA
Succursale de Paris
12-14, rond-point des Champs-Élysées
75008 PARIS

Bahrein • Beyrouth • Bristol • Le Caire • Les Canaries • Chicago • Colombo • Dacca • Dar es-Salam • Dubai • Frankfurt • Hong Kong
Jakarta • Kuwait • Lagos • Londres • Los Angeles • Malé • Manille • Nassau • New York • Nottingham • Panama • Paris • Singapour
Téhéran • Tokyo • Toronto • Vancouver • Washington

State Bank of India

Chaussures et cuirs

de TAFCO
une des plus grandes sociétés d'export

Notre réputation internationale pour les meilleurs modèles de chaussures et les meilleures qualités de cuir a pris naissance à Kanpur en Inde où nous avons fabriqué des chaussures et des peaussières depuis 100 ans. Nos marques de fabrique « Flex » et « Gold Mohur » sont synonymes de ce qui se fait de mieux du point de vue qualité, confort et durabilité.

Flex
TANNERY & FOOTWEAR CORPORATION OF INDIA LIMITED
13/400 Civil Lines, Hazari Bungalow, Post Box No. 329, Kanpur 208 001 (U.P.) INDIA

STC
porte le sceau de la qualité partout dans le monde.

Il y a quelque trois cents ans un premier vaisseau français accostait sur la terre indienne. En dehors d'un commerce de troc, les deux pays partagèrent une similitude de conception de l'humanisme qui dure encore. Un exemple typique de cette vocation commune a été l'amitié qui s'est développée entre le mahatma Gandhi et le grand écrivain français Romain Rolland. Il s'ensuivit une interaction fertile entre l'Inde et la France, francs contre roupies; ballets contre bharanatyam (1).

Dans les forums internationaux, les deux pays ont toujours exprimé un point de vue identique sur leur désir de paix dans le monde.

Parallèlement les échanges commerciaux se sont aussi développés.

Aujourd'hui S.T.C., la plus grande société de négoce international indienne, exporte en France de l'huile de ricin, des cotonnades, du prêt-à-porter, des oléagineux, des cuirs et peaux, des chaussures, des produits de la pêche, de l'argent, des articles de sport, etc., et elle importe de France des machines pour la transformation du cuir, de l'huile de soja, de l'huile de colza, des tissus de laine et autres produits pour alimenter les besoins grandissants de l'industrie indienne.

(1) Danse traditionnelle de l'Inde.

Bureau de Paris : 2, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris
Tél. : 742-35-62. Telex : 230516 F.

STC
THE STATE TRADING CORPORATION OF INDIA LTD.

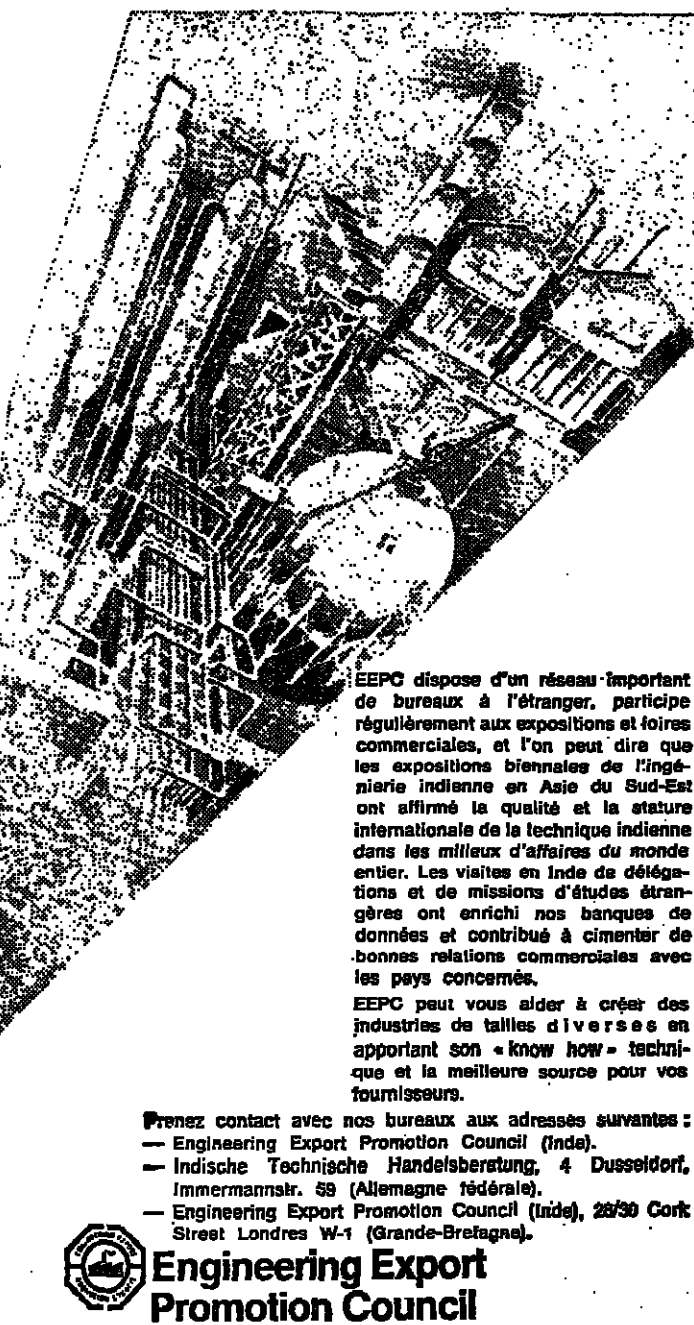
De la vis la plus fine à l'usine clé en main, le nouveau visage de l'ingénierie indienne à l'exportation

Qui aurait pensé en 1955 date de la création de l'EEPC, que l'Inde se compterait aujourd'hui parmi les grandes nations industrielles ? Que l'ingénierie indienne serait mondialement respectée pour la qualité de ses services et de ses produits ? Cependant tout cela s'est réalisé.

Les ingénieurs indiens et les sociétés d'ingénierie réalisent maintenant des complexes industriels clé en main aussi bien chez eux qu'à l'étranger, tels que réalisations en urbanisme, conception et fabrication des raffineries de sucre, d'usines textiles, de centrales électriques et d'usines d'engrais.

Cela prouve au reste du monde que l'ingénierie indienne a atteint une renommée internationale aussi bien dans le degré de sophistication que dans l'ampleur des réalisations.

EEPC, après 25 ans d'existence, est fier d'admettre que son rôle de catalyseur a largement contribué au succès des exportations indiennes.



EEPC dispose d'un réseau important de bureaux à l'étranger, participe régulièrement aux expositions et foires commerciales, et l'on peut dire que les expositions biennales de l'ingénierie indienne en Asie du Sud-Est ont affirmé la qualité et la stature internationale de la technique indienne dans les milieux d'affaires du monde entier. Les visites en Inde de délégations et de missions d'études étrangères ont enrichi nos banques de données et contribué à cimenter de bonnes relations commerciales avec les pays concernés.

EEPC peut vous aider à créer des industries de tailles diverses en apportant son « know how » technique et la meilleure source pour vos fournisseurs.

Prenez contact avec nos bureaux aux adresses suivantes :

- Engineering Export Promotion Council (Inde).
- Indische Technische Handelsberatung, 4 Dusseldorfer, Immermannstr. 68 (Allemagne fédérale).
- Engineering Export Promotion Council (Inde), 29/30 Cork Street Londres W-1 (Grande-Bretagne).



Engineering Export Promotion Council

SIEGE SOCIAL :
World Trade Centre, 4/1 B Ezra Street, Colouita (700 001) (Inde).

AUTRES BUREAUX :
Chicago (U.S.A.), Dubai (U.A.E.), Djakarta (Indonésie), Los Angeles (U.S.A.), Manille (Philippines), Nairobi (Kenya), Singapour (Malaisie), Vienne (Autriche).

Services de la
protection toujours
extension

THE STATE TRADING CORPORATION OF INDIA LTD.

هكذا من الأصل

PRESSE

Des journalistes courageux qui dénoncent les tares de la société

La presse indienne est l'une des plus intéressantes et des plus libres du tiers-monde. Certains grands journaux se contentent de refléter avec complaisance les points de vue officiels ; d'autres exercent un vif esprit critique ou même en rapportant simplement des faits, attirent l'attention sur diverses tares de la plus grande démocratie du monde, et font réellement figure de « quatrième pouvoir ».

Arun Shourie, quarante ans, est entré à l'Indian Express en janvier 1979. Du néophyte, il a la ferveur et le zèle. Et la foi, bien ancrée, en quelques principes simples. Adversaire déclaré de la corruption, de l'inégalité et de l'injustice. Il est entré dans le journalisme comme on entre en religion ou comme on part en croisade. Mais avec la solide bagarre d'un économiste de formation — c'est un maniaque des faits — et l'expérience de plusieurs années passées au service de la Banque mondiale, aux États-Unis, et de la Commission indienne de planification.

Son engagement remonte à l'état d'urgence, imposé en 1975 par Mme Gandhi. Aujourd'hui, il est de nouveau, avec l'affaire Antulay, l'homme par qui le scandale arrive. Avant, il y avait eu la dénonciation de la situation faite aux personnes qui, en attendant d'être jugées, croupissent dans les prisons et, surtout, des sévices que des policiers du Bihar avaient fait subir à des suspects dont les yeux avaient été délibérément crevés (le Monde du 9 décembre 1980). Maintenant, il instruit certes le procès d'un homme mais, là

encore, son « J'accuse » s'adresse à la société indienne dans son ensemble. « Mon journal, explique-t-il, je m'en sers comme d'un miroir dans lequel se reflète la réalité. Et ce miroir je le tends aux gens pour qu'ils constatent que, en dépit des preuves accumulées contre lui, Antulay est toujours en place, que, en dépit de l'arrestation des crimes commis au Bihar, les policiers responsables sont toujours en poste et que, malgré notre campagne contre le maintien de milliers de suspects en prison, malgré la libération supposée de quarante mille d'entre eux, la situation n'a pas vraiment changé ».

Inutile de dire qu'un homme comme Arun Shourie n'a pas que des amis. Surtout dans un pays où la presse se voit constamment reprocher, par les principaux dirigeants, de brosser de l'Inde un tableau trop noir et d'insister davantage sur ses tares que sur ses réussites. Mais là réside peut-être le principal mérite d'Arun Shourie : faire en sorte que la presse indienne, s'interrogeant sur elle-même, décide, malgré pressions et critiques, de poursuivre son chemin.

Depuis quelques temps, l'Indian Express, le quotidien de langue anglaise ayant la plus grande circulation nationale, publie des témoignages accablants, lance des défis aux autorités, qu'il insulte au respect de leurs engagements.

L'affaire Antulay, du nom du premier ministre de l'État du Maharashtra, région de Bombay, protégé de Mme Gandhi, soupçonné d'avoir détourné des fonds, n'a pas, au demeurant, un caractère

route. De par sa propre faute. D'abord, elle a affaibli tout le monde autour d'elle. Aujourd'hui chacun est trop faible pour lui nuire mais aussi trop faible pour l'aider. Ensuite, elle a toujours privilégié les médiocres, ceux qui lui étaient avant tout loyaux. Aujourd'hui, elle est entourée de gens qui ne sont rien sans elle mais qui sont si médiocres qu'ils ne peuvent l'aider à diriger le pays. Enfin, elle a choisi des gens qui avaient des points faibles, sachant qu'ainsi ils la trahiraient constamment. Résultat : elle est entourée de gens corrompus et, face à la situation actuelle, elle est impuissante.

Son seul rôle est de créer l'illusion qu'il y a un gouvernement là où, en fait, il n'y en a pas.

— Elle n'en a pas moins été reconduite au pouvoir par la volonté populaire !

— C'est vrai. Et les électeurs disposaient pourtant de tous les éléments de connaissance. Ils étaient au courant des abus de pouvoir, de la corruption, de l'état d'urgence. Et, malgré cela, ils l'ont réélue, en chassant, il est vrai, une équipe incapable. A présent, ils vont en payer le prix, et les leçons de l'histoire sont toujours douloureuses.

— L'avenir, aujourd'hui, c'est peut-être le fils aîné,

titre exceptionnel (le Monde des 29 et 30 octobre). Mais elle attire singulièrement l'attention sur certains aspects de la société politique indienne. Considérée comme incorruptible, Mme Gandhi n'en accorde pas moins sa confiance à des hommes parfois corrompus.

Le témoignage ci-dessous montre la liberté de ton d'un des « redresseurs de torts » indiens, qui dresse un réquisitoire contre le régime de New-Delhi, en « tendant un miroir aux gens ».

Rafiq. L'« honnête Rafiq », « Mr. Clean », ainsi qu'on l'appelle. N'assiste-t-on pas à son irrésistible ascension ?

— Il n'y a aucune ascension. Ce pilote [avant d'entrer en politique, il exerçait le métier de pilote de ligne] ne décollera pas.

De plus, le fait qu'on insiste tant sur son image d'honnête homme est, en soi, un déclinant aveu.

— Si les choses sont telles que vous les décrivez, que reste-t-il de la plus grande démocratie du monde ?

— Le simple fait que je puisse écrire librement ce que je dis prouve qu'il reste encore quelques plaques de démocratie. Dans le

monde, il y a une vingtaine de pays seulement où je pourrais m'exprimer ainsi. Et si l'on ne considère que les pays en voie de développement, alors l'Inde doit être le seul. D'autre part, il y a des tribunaux, et le système électoral fonctionne encore relativement bien. Mme Gandhi a gagné en 1980 mais, en 1977, alors qu'elle disposait de tous les pouvoirs, elle a connu la défaite. Le problème, c'est que, si nous pouvons nous débarrasser d'un mauvais gouvernement, nous n'avons aucune assurance d'en mettre un meilleur à sa place.

(Propos recueillis par PATRICK FRANCES.)

Un seul recours, la justice

« M. Antulay, dont vous avez mis en cause les agissements dès le 31 juillet, est toujours premier ministre du gouvernement du Maharashtra. N'avez-vous pas l'impression d'avoir échoué ?

— Absolument pas. Le sort de M. Antulay ne m'intéresse pas. D'autant que, s'il part, il sera remplacé par quelqu'un de semblable. En fait, s'il reste en place, ma démonstration n'en sera que plus éclatante. Ainsi, si Mme Gandhi le garde, je gagne. Si elle le chasse, elle perd, car, ce faisant, elle se coupe une main. Là est en effet son dilemme. Les premiers ministres sont ses hommes, ses mains, au niveau des différents États. Mais la gangrène est dans les mains. Si elle les chasse, elle se retrouve sans mains. Si elle les garde, la gangrène s'étend au reste du corps. Ce n'est pas facile de se débarrasser de tels gens. Ce sont presque tous des criminels mais, d'une certaine manière, ils sont protégés, car ils en savent aussi beaucoup sur elle.

— Si Antulay ne vous intéresse pas, que voulez-vous prouver ?

— Savoir si le système, tel qu'il est aujourd'hui, offre encore des recours contre de tels forbanes. Dans le cas présent, les faits parlent d'eux-mêmes, les délits étaient patents. Or, qu'avons-nous vu ? Une Assemblée régionale en fureur pendant une semaine. Pour quel résultat ? Le Parlement central en émoi pendant deux semaines. Pour quel résultat ? En fait, chacun attend le verdict de Mme Gandhi. Et elle, qu'attend-elle ? De trouver enfin un honnête homme ? De trouver un moyen de récupérer l'argent impliqué dans cette affaire ? Ou d'apprendre de la bouche d'un astrologue la date la plus propice pour sa décision ? L'Inde,

aujourd'hui, c'est six cent quatre-vingts millions de personnes qui se tournent vers Mme Gandhi au moindre problème, tandis qu'elle, elle consulte des astrologues. La réalité, c'est que toutes les institutions sont disqualifiées, à commencer par le Parlement, qui a été incapable d'agir. Il ne reste plus qu'un seul recours : la justice. Les tribunaux obligeront-ils Antulay à rendre des comptes ? Les délits sont clairs, la loi aussi. Il y a fraude, abus de pouvoirs, concussion, trafic d'influences. Autant de délits sanctionnés par le code pénal, le code de procédure civile, la loi contre la corruption ou celle qui réglemente la distribution des denrées essentielles (1).

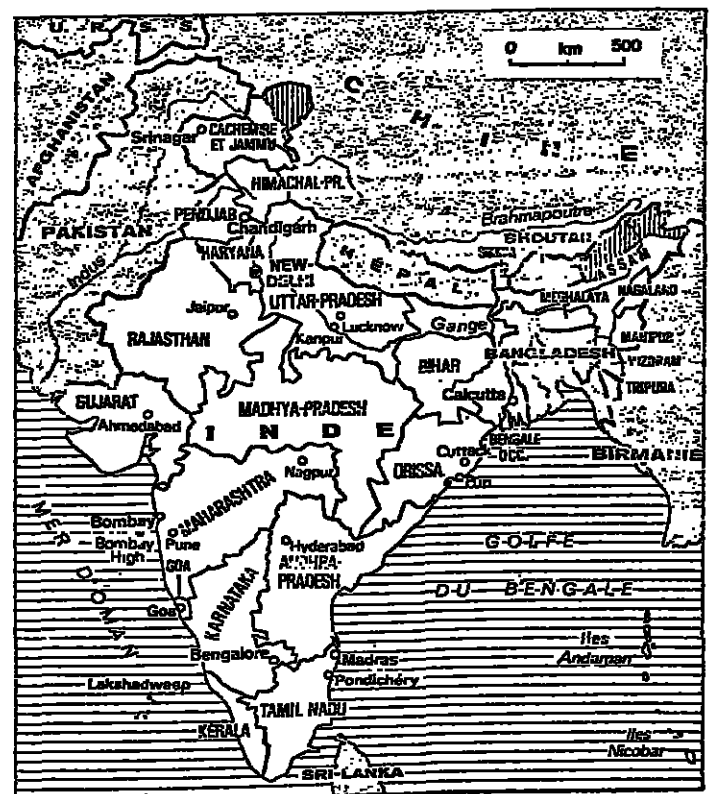
— Il semble que votre cible réelle, ce soit Mme Gandhi ?

— L'État est devenu la propriété privée de criminels. Mon rôle est d'apporter le plus d'éléments possibles sur cette situation. Dans ce contexte, Mme Gandhi n'est qu'un symbole. Le plus visible et le plus puissant des symboles. Je me contente de montrer Mme Gandhi du doigt.

— Mais chacun toi semble s'accorder pour reconnaître qu'il n'existe pas d'alternative à Mme Gandhi.

— Il est vrai qu'elle est le seul leader de dimension nationale, le seul véritable homme politique du pays. Les autres, tous les autres, ne sont que des écoliers, des enfants de chœur. Mais elle n'est plus en mesure de diriger le pays. Quelqu'un a dit un jour : « Mme Gandhi nous a appris qu'elle n'était pas la solution, il nous faut maintenant nous consacrer à ce qu'elle n'est pas non plus un problème, à ce qu'elle arrive au bout de sa ».

(1) Plusieurs plaintes ont été déposées contre M. Antulay, tant devant les tribunaux de Bombay que devant la Cour suprême.

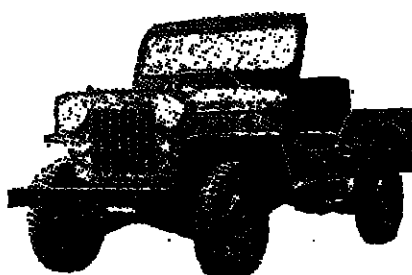


Deux grands fabricants de l'industrie automobile mondiale se sont liés : Peugeot pour la France et Mahindra pour l'Inde... La Liaison Magnifique... Le célèbre moteur Diesel Peugeot XDP. 4.90 est fabriqué actuellement par Mahindra.

C'est la première fois que ce moteur silencieux et très performant sera construit hors de France en vue d'actionner les véhicules Mahindra par toute l'Inde...

Des souvenirs roulants de robustesse et de sécurité.

Dans 81 pays du monde, les véhicules Mahindra font preuve de qualité, sans laisser aucun doute possible, plaçant ainsi fièrement l'Inde sur la carte du monde dans le domaine du transport efficace et digne de confiance.



PEUGEOT

Mahindra and Mahindra Limited
Gateway Building, Apollo Bunder,
Bombay 400 029, India.



DÉVELOPPEMENT

New-Delhi fait un appel massif aux concours extérieurs

LES pays occidentaux, le Japon et les institutions membres du consortium fournissant une assistance au développement ont déjà accordé à l'Inde, en juin, une aide s'élevant à 3,45 milliards de dollars (dont un peu plus de 2 milliards de dollars seront attribués par la Banque mondiale et sa filiale l'Association internationale de développement (AID) qui accorde des prêts sans intérêt et à très long terme. L'Inde a été jusqu'à maintenant le principal bénéficiaire des crédits de ces deux organismes : elle absorbe 40 % de ceux de l'AID. La visite d'adieu faite, en mars, par M. McNamara à New-Delhi, avait montré que les Indiens continuaient à compter, sans

Alors qu'elle avait élevé à la hauteur d'un article de foi l'autosuffisance et traditionnellement refusé de recourir au marché financier, faisant reposer son développement seulement sur l'effort interne et l'aide extérieure, l'Inde a fait, depuis le retour de Mme Gandhi au pouvoir, un appel mas-

sif à des emprunts extérieurs. Cette évolution répond non seulement au souci de compenser la réduction croissante de l'excédent de la balance des paiements, conséquence notamment de l'augmentation de la facture pétrolière, mais aussi à un choix délibéré : financer 10 % des dépenses publiques prévues dans le cadre du VI^e Plan

(1980-1985) — lancé en avril, l'année dernière — par des ressources extérieures (aide et prêts commerciaux à parts sensiblement égales). Cela s'accompagne d'une inflexion très sensible de la politique de développement économique dans le sens d'un libéralisme « tout relatif ».

1980 et 1981, des licences pour étendre leurs activités.

New-Delhi a également libéralisé certaines importations afin de stimuler les industries locales, mais restreint parallèlement les importations de sucre, d'aluminium, de produits pétroliers pour limiter le déficit commercial et encourager les industries de substitution des importations pour les engrais, le ciment, l'acier, les huiles comestibles. Le développement de ses ressources énergétiques traditionnelles ou nouvelles et renouvelables entre, bien entendu, dans le cadre de cette politique. Enfin, les Indiens s'emploient à promouvoir leurs exportations (voir « L'Inde industrielle, dans le Monde du 23 novembre 1980 »). Mais cette politique se heurte au fait que, en dehors de quelques secteurs, les productions indiennes destinées d'abord à un marché intérieur peu exigeant ont des difficultés à affronter celles des pays riches et même des pays nouvellement industrialisés.

De nombreux emprunts

L'Inde est l'un des pays les plus endettés au monde, après le Brésil et le Mexique. Les concours de sa dette publique extérieure se montaient à 15,5 milliards de dollars en 1979 ; les remboursements en principal et intérêts à 12,3 % du P.N.B. Mais la ponctualité avec laquelle elle s'acquittait traditionnellement de ses créances lui a permis de faire, sans difficulté majeure, appel ces derniers mois au marché des capitaux.

En dépit du coût élevé de l'emprunt, l'Inde a emprunté 400 millions de dollars à la Banque mondiale et pour la première fois, 200 millions d'euro-dollars, pour financer l'exploitation du champ pétrolier de Bombay High, au large de la capitale du Maharashtra, et 23 millions de dollars auprès de l'Exim Bank américaine. Mais ces emprunts sont considérés comme des broutilles par les responsables indiens, au regard des investissements estimés à 8 milliards de dollars, nécessaires pour atténuer la dépendance de l'étranger en matière énergétique et la note pétrolière. La volonté de réduire cette dépendance conduit généralement les pays en développement à se placer plus largement sous la dépendance... d'organismes financiers internationaux. L'Inde entend, d'une part, diminuer autant que possible sa

consommation d'énergie pétrolière et, d'autre part, elle intensifie la recherche d'hydrocarbures sur son territoire et surtout en mer car les réserves y sont actuellement plus prometteuses. Pour cela, et après avoir jugé que la coopération avec l'U.R.S.S. lui avait sans doute fait perdre du retard, l'Inde a finalement fait appel aux compagnies — et donc aux technologies plus avancées — occidentales, et notamment françaises, pour l'exploration et l'exploitation. Certaines sociétés se sont cependant désistées car les conditions qui leur ont été proposées pour exploiter les concessions, et en particulier partager la production, ne leur ont pas semblé satisfaisantes.

Le pétrole et les produits pétroliers comptent pour près de la moitié de la valeur des importations (16 milliards de tonnes) et représente 73 % de celles des exportations. La grosse pitié de Bombay High est considérée comme la plus importante : sa production, actuellement de 8 millions de tonnes, pourrait être portée à 19 millions de tonnes en 1985. Ainsi seraient freinées les importations, qui seront cependant encore nécessaires pour couvrir une consommation intérieure de 31 millions de tonnes et devant atteindre 42,6 millions de tonnes en 1985.

Les investissements prévus par le Plan, pour le seul secteur public, doivent s'élever à 122 milliards de dollars (au prix de 1980) : une large part est consacrée à l'industrie lourde, l'énergie, d'abord hydro-électrique, occupant la première place. Somme toute, l'Inde envisage d'emprunter un peu plus de 1 milliard de dollars par an, au cours des cinq prochaines années, sur le marché international. Elle a emprunté 680 millions de dollars auprès de banques européennes pour financer l'installation d'une usine d'aluminium dans l'Etat de l'Orissa, avec la collaboration française. Elle s'est tournée, pour financer d'autres investissements publics mais aussi privés, vers la filiale de la Banque mondiale, la Société financière internationale, et la Banque asiatique de développement — qui, l'une et l'autre, prêtent à des conditions commerciales — et leur a emprunté plus qu'elle n'avait fait au cours des vingt-cinq dernières années puisqu'elle recherchait alors les sources de financement les plus avantageuses. D'autres prêts en eurodollars sont à l'étude.

Le prêt demandé au F.M.I. a été soumis dans le même esprit. Il est, de loin, le plus important jamais accordé par cette institution (New-Delhi en avait déjà obtenu un de 1 milliard de dollars en 1980).

Cette situation est, certes, principalement la conséquence des hausses pétrolières, mais elle est entretenue aussi par la détérioration des termes de l'échange, un tassement des transferts des travailleurs migrants au Proche-Orient — 3,4 milliards de dollars par an, actuellement — et l'augmentation des achats d'armes. Bien qu'elle demeure largement repliée sur elle-même, l'économie indienne est, ainsi, vulnérable à plusieurs facteurs externes. Le déficit de la balance commerciale, en hausse, atteint un niveau élevé : 6,1 milliards de dollars pour 1980-1981. L'Inde pensait, d'autre part, drainer une partie des excédents financiers de pays pétroliers du golfe Arabique — Mme Gandhi en a visité plusieurs — mais les résultats, à ce sujet, ne sont pas, pour le moment, à la hauteur des espoirs ; quelques branches seulement (hôtellerie, hôpitaux...) attirent ces capitaux.

Le plus important prêt du F.M.I. important de la balance des paiements puisse être réduit en diminuant la demande nationale. Au-delà de ces arguments, il est de fait que les besoins de l'économie — mixte — indienne sont très élevés et que l'Etat, qui en contrôle les grands secteurs, peut d'autant moins couvrir toutes les charges d'investissement que certaines activités sont déficitaires.

L'Inde s'est tournée résolument vers la Banque mondiale et le F.M.I. parce qu'elle a craint que l'adhésion de la Chine à ces deux institutions ne lui enlève des possibilités d'emprunts... Elle aurait cependant reçu l'assurance qu'elle continuerait à bénéficier d'un régime de faveur. L'Inde compte parmi les pays du tiers-monde qui invitent régulièrement les pays riches à accroître leur aide au développement. Il s'agit de transferts productifs, a encore dit le premier ministre à Cancun, car les sommes ainsi investies contribuent à améliorer les productions alimentaires et énergétiques. Non sans cynisme et raison, le ministre indien des finances est allé jusqu'à déclarer : « Si les pays développés n'octroient pas d'aide aux pays pauvres, ils ne pourront pas vendre leurs produits. C'est leur propre intérêt d'accorder une assistance ». West-ce pas une autre manière de dire, comme la France aujourd'hui : « Aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même ».

Plus par pragmatisme que par conviction politique, le nouveau gouvernement de Mme Gandhi vient de prendre un « usage » économique notable. Le *Financial Times* ne s'y est pas trompé et a souligné dans un éditorial, le 2 octobre, la « *changement significatif* » dans la politique économique indienne sur les plans intérieur et extérieur et « la pas vers une politique commerciale et industrielle plus ouverte ». Encore une fois, on voit la distance qui sépare les manifestes vagues socialistes dont se réclame le Congrès, le parti au pouvoir, et sa pratique politique.

Les prêts du F.M.I. notamment sont assortis de critères et de contraintes que Mme Gandhi a dénoncées — en termes très modérés — à Cancun, mais auxquels son gouvernement a bien été obligé de se soumettre après avoir longuement négocié sur certains points. (Un « adoucissement » de ces conditions de crédits est l'un des thèmes de revendications de la plupart des pays en développement, y compris ceux qui sont les mieux dotés à l'égard de l'économie de marché). Dans le cas présent, le gouvernement indien a dû accepter d'abord de supprimer les subventions dont bénéficiaient les engrais, l'acier et certains produits pétroliers, et en conséquence, une hausse de leur prix. Poussant plus avant la libéralisation de l'économie, il

à quelque peu assoupli les dispositions concernant les investissements étrangers. Le nombre des opérations conjointes (joint ventures) montées entre compagnies indiennes et étrangères est passé de 280 en 1979 à 526 en 1980.

Les grandes sociétés indiennes — publiques ou privées — sont généralement peu favorables à l'entrée des multinationales sur leur vaste territoire national, qu'elles souhaitent voir autant que possible maintenu à l'abri de la concurrence internationale. Les filiales d'une douzaine de ces multinationales se sont tout de même vu octroyer, en

« Climat » plus favorable aux investissements

Au chapitre des contraintes imposées par les institutions bancaires internationales, on peut noter aussi la politique qui oppose l'Inde à la Banque mondiale à propos d'un prêt de 700 millions de dollars — le plus important qu'elle accorderait à New-Delhi — pour moderniser et électrifier les chemins de fer indiens. La Banque mondiale aurait voulu, d'une part, imposer un système informatique, de préférence I.B.M. Or cette société a préféré cesser ses activités en Inde plutôt que de se soumettre à la réglementation sur les investissements étrangers sous le précédent gouvernement de Mme Gandhi. Les scientifiques indiens estiment, eux, qu'ils seront, dans quelque temps, en mesure de fournir des ordinateurs. D'autre part, la Banque mondiale souhaite voir adopter des mesures (relèvement des tarifs ferroviaires, réformes administratives...) très impopulaires, que pour cette raison, les autorités ne peuvent s'engager à adopter. L'opposition a accusé aussi le gouvernement d'hypothéquer l'avenir en souscrivant à un prêt d'une telle ampleur auprès du F.M.I., et de s'être condamné, suivant ses suggestions, à dévaluer tôt ou tard la monnaie nationale.

C'est également à la lumière de ces « contraintes » qu'il faut voir la décision prise, fin juillet, par l'Inde de fermer dans les services essentiels : chemins de fer, industries minières, ports, aéroports, banques, industries pétrolières et d'armements, postes et services de santé (voir le *Monde* du 27 juillet 1981). Certes les autorités ont avancé, pour justifier cette mesure exceptionnelle — toute incitation à la grève est justiciable de peine d'emprisonnement — la nécessité d'en finir avec les conflits du travail entraînant des pertes parfois considérables de production (certaines branches fonctionnaient à la moitié de leurs capacités ; 43 millions de journées de travail avaient été perdues en 1979). Certes, les 21 millions d'ouvriers et d'employés du secteur public et du secteur privé « organisés » bénéficient d'une protection salariale et sociale et font figure de privilégiés, en particulier par rapport aux sans-travail. Mais le gouvernement a voulu aussi couper court à toute revendication de salaires, alors que l'inflation atteint 16 % par an. Sous l'état d'urgence aussi, la même libéralisation économique s'était accompagnée d'appels à la « discipline » et d'un « tour de vis » social.

L'ensemble de ces mesures financières, économiques et sociales ont été, bien entendu, accueillies favorablement par les milieux industriels. Ils voient se créer ainsi un « climat » plus favorable aux investissements, encore que les pesanteurs bureaucratiques, les charges fiscales, le lent processus de décision et le caractère des relations entre le gouvernement central et les Etats de la fédération ne soient pas des facteurs très stimulants. Mais, parce que le recours massif à des financements extérieurs (aide ou prêts commerciaux) accroît l'endettement du pays, l'initiative privée peut se trouver stimulée. Pour les firmes indiennes dynamiques et compétitives, ces sources extérieures accrues — même si elles ont pour conséquence des transferts de technologie — peuvent engendrer de nouveaux marchés. Aussi bien le gouvernement pourrait-il être conduit à faire des concessions et à accorder une plus grande liberté d'action aux milieux d'affaires pour qu'ils contribuent au

remboursement de la lourde dette nationale grâce à un effort d'exportations. Or ces milieux exportent déjà une pression importante sur les orientations économiques et le système politique, par le jeu notamment de la corruption, et cette pression pourrait être appelée à devenir plus forte encore. Aucun gouvernement n'a vraiment lutté avec détermination contre le fléau qu'est la spéculation sur les biens alimentaires, immobiliers, et sur les devises, ni contre l'évasion fiscale, qui entretiennent l'inflation, accroissent les inégalités et les distorsions économiques. Aucun gouvernement, non plus, n'a voulu taxer le revenu agricole, car les riches ruraux constituent traditionnellement avec les milieux d'affaires les principaux bailleurs de fonds du Congrès. Les cultivateurs relativement prospères, usuriers, notables qui « tiennent » les campagnes indiennes, ne trouveront rien à redire au fait que leur pays devient plus dépendant de l'étranger dans la mesure où cela ne leur impose aucun sacrifice et peut, au contraire, contribuer à dégager des ressources nationales pour l'agriculture.

Les dirigeants indiens pourrout-ils désormais tenir, comme auparavant, un langage ferme et moralisateur vis-à-vis des Etats-Unis ? Mme Gandhi ne va sans doute pas cesser de dénoncer — parfois avec quelque excès — la politique américaine au Pakistan ou dans l'océan Indien. Le trésor américain, principal bailleur de fonds du F.M.I., avait exprimé des réserves devant l'ampleur d'un prêt qui, de surcroît, doit faciliter des investissements publics. Mais, dans une certaine mesure, l'orientation prise par le gouvernement indien correspond mieux à l'esprit de la nouvelle politique américaine à l'égard du tiers-monde. Certains observateurs de New-Delhi estiment que l'aide de la Banque mondiale et du F.M.I. ne sont, somme toute, que le pendant de l'assistance accordée par ces institutions à Islamabad, ainsi que celle, économique et militaire — 3,2 milliards de dollars en cinq ans — que l'administration Reagan a décidé, en juin, d'apporter au régime du général Zia Ul Haq. A la vérité, la balance pèche nettement en faveur de l'Inde. Celle-ci prend toujours pour prétexte le « réarmement » de son rival qui, dans le cas présent, ne fait que moderniser quelque peu des équipements largement obsolètes pour faire face à la présence soviétique à sa frontière, en Afghanistan) pour pournaivre son propre effort de défense, autrement dit d'armement. Le VI^e Plan prévoitrait d'engager, à cette fin, 8 milliards de dollars de dépenses en cinq ans, à compter de mai 1980. L'U.R.S.S. doit livrer pour 1,6 milliard d'armements divers ; le contrat de Mirage 2000 portait sur une valeur de 3,3 milliards de dollars. L'aide du F.M.I. vient donc compenser les ponctions que ces achats font, autant que ceux du pétrole, dans les recettes extérieures.

Actuellement l'Inde consacre près de 17 % de son budget total à ses dépenses militaires (le Pakistan 25 %). Et ces dépenses continuent d'augmenter. Ce sont autant de dépenses imprudentes sur des ressources qui, ainsi, ne peuvent être mobilisées pour atténuer la pauvreté de la population. Il est vrai que la priorité est, pour l'heure, d'étendre l'infrastructure industrielle, fût-ce au prix d'une plus grande dépendance à l'égard des institutions financières occidentales.

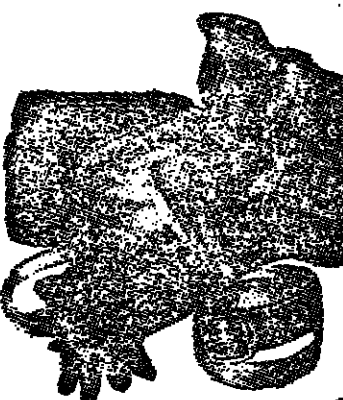
GÉRARD VIRATELLE.

Emportez l'Inde dans vos valises

Les bagages en cuir véritable fabriqués en Inde vous vaudront des compliments... et vous coûteront très peu. En fait, leurs prix rivaliseront avec ceux des bagages synthétiques faits en Europe et en Amérique donc pourquoi vous en priver ?

Tous les bagages, valises, sacs, portefeuilles, portefeuilles, ceintures, porte-documents sont des créations indiennes ou d'inspiration européenne.

L'EXPORT DE L'INDE
MAROQUINERIE
DE PRESTIGE



Export Promotion Council for
Finished Leather & Leather Manufactures
15/46 Civil Lines, P.O. Box No. 198 Kanpur, U.P. - 208001 (INDIA).
Telex : KEPC KP - 325 286 IN Gram : 'LEXPORT' Phone : 62464

مركز من الأصل

Une croissance aux fruits mal répartis

(Suite de la page 9.)

Les résultats, il faut bien le dire, ont été inférieurs aux espérances. La croissance de la production alimentaire s'est incontestablement poursuivie, mais son rythme n'est pas plus élevé qu'avant 1966-1967, date des premières récoltes des nouvelles variétés : si n'y a pas eu de bond en avant. Le succès a été impressionnant pour le blé, culture dominante du Pendjab, de l'Haryana et de l'ouest de l'Uttar-Pradesh. Il a été sensible pour le riz dans le Sud, mais insignifiant dans la grande ceinture rizicole de l'Inde orientale (Uttar-Pradesh oriental, Bihar, Bengale, Orissa), où les densités démographiques sont parmi les plus élevées de l'Inde. Alors que la production de blé a doublé entre 1964-1965 et 1971-1972, la production de riz n'a augmenté que de 10 %. Les résultats sont encore peu importants pour le maïs et les millets ; or le riz, de loin la principale céréale de l'Inde, et les millets tiennent une grande place dans la production vivrière.

Cette relative déception, dont les causes sont multiples et complexes, tient notamment à l'existence de certains goulets d'étranglement : avant tout, les nouvelles variétés vont nécessairement de pair avec l'irrigation. Or la surface cultivée indienne n'est irriguée que pour un tiers. Dans les zones non irriguées, le paysan se refuse, avec raison, à engager les frais élevés qu'impliquent les nouvelles cultures, car le facteur de risques est trop élevé. D'autre part, l'offre d'engrais, malgré des importations accrues, s'est révélée insuffisante pour faire face à la nouvelle demande. Le crédit, indispensable à la mise en œuvre de la nouvelle technologie, est insuffisant et trop cher. Il faut aussi, pour soutenir une croissance continue de la production, une croissance continue de la demande, c'est-à-dire une amélioration du niveau de vie de la masse de la population pauvre, car la population aisée consomme déjà toutes les céréales qu'elle requiert : on est loin du compte dans la plupart des régions. En fin de compte, pour expliquer en profondeur la réussite inégale des nouvelles variétés, il faudrait faire intervenir l'ensemble des caractéristiques socio-économiques propres à chaque région agricole : types traditionnels d'associations des cultures, répartition et mode d'appropriation de la terre, etc. Economistes et ethnologues ont ici fort à faire pour tirer les choses au clair, car la lumière est loin d'être

faite. Le Pendjab, qui est abondamment irrigué depuis un siècle, où le blé est la culture dominante, était déjà en hausse avant l'introduction des nouvelles variétés, réunissant le maximum de conditions favorables à la réussite du programme : il est devenu la vitrine de la révolution verte indienne. Mais par le fait même

Le paysan riche principal bénéficiaire

C'est précisément dans le domaine social que la nouvelle stratégie pose, depuis son lancement, les questions les plus sérieuses. Il n'est pas naïf, en effet, qu'une telle politique, qui mise sur le développement intensif d'une culture coûteuse dans les régions les plus favorisées, est plus productiviste que soucieuse de la diffusion équilibrée du mieux être. Il faut voir là, entre autres raisons, un effet du désenchantement suscité par l'effacement de la réforme agraire, lancée dans l'enthousiasme vers 1950, et de la volonté de relancer la production après la crise agricole catastrophique de 1965-1967. La thèse la plus courante est que la révolution verte a accentué dans le monde rural la tendance à la polarisation entre riches et pauvres, que la politique de réforme agraire avait déjà développée. Celle-ci, tout en débarrassant les campagnes des grands landlords absents et parasitaires, a fait renforcer dans chaque village la position dominante des exploitants aisés. Voilà que la révolution verte est venue offrir un surcroît de bénéfices à ceux qui avaient assez de sur-

face économique pour investir aux moindres risques, assez de crédits pour emprunter à bon compte aux coopératives, assez d'autorité pour acquiescer en priorité les engrais et pesticides disponibles.

La réalité, en fait, est sans doute plus nuancée. Dans la zone du blé au moins, bon nombre de petits exploitants ont adopté la nouvelle technologie, même si les gros, en pourcentage, sont plus nombreux à le faire. Et la valeur produite par hectare est sensiblement la même chez les uns et les autres. Le profit augmente donc dans toutes les catégories, mais il est naturellement d'autant plus élevé que les coûts de production sont réduits sur une plus grande surface. Avec le temps, les petits exploitants n'en sont pas moins plus nombreux à faire le pas, après une phase d'expectative, qu'ils ne l'étaient au départ. Seules des enquêtes locales précises, portant sur des durées assez longues, permettront de trancher. Pour le moment, les données disponibles montrent le paysan riche comme le principal, sinon le seul, bénéficiaire de la nouvelle stratégie.

Énergie chère et engrais rare

L'incidence sociale de la révolution verte est, en revanche, plus franchement négative à l'échelon le plus bas de la société rurale, celui des tenanciers pauvres et des ouvriers agricoles sans terre. La rentabilité accrue de la terre a poussé beaucoup de propriétaires à expulser les petits tenanciers, qui sont ainsi rejetés dans le prolétariat, pour passer à l'exploitation directe. Par ailleurs, un gros surcroît de main-d'œuvre, exigé par la nouvelle technologie, a converti les exploitants riches à la mécanisation. Le mouvement était d'ailleurs bien amorcé dans l'Inde du blé dès avant la révolution verte. La mécanisation est naturellement progressive et la révolution verte améliore l'emploi dans l'intervalle. D'autre part, toutes les machines ne sont pas destructrices d'emplois. Mais moissonneuses et batteuses constituent, à terme, des concurrents redoutables. Du point de vue des salaires, le lancement de la révolution verte a déclenché une hausse rapide, non seulement des salaires nominaux, mais des salaires réels. Mais la hausse a rapidement faibli en raison de la croissance continue de l'offre de main-d'œuvre sur le marché du travail, et elle sem-

ble bien avoir été rattrapée par l'inflation dès le début des années 70.

Il n'a pas manqué de commentateurs qui, en schématisant les effets sociaux de la révolution verte, la présentaient comme une source potentielle de conflits sociaux : la polarisation croissante des campagnes entre paysans riches d'un côté, paysans pauvres et prolétaires de l'autre, la destruction des emplois ruraux par la mécanisation agricole, les hausses de salaires dévorées par l'inflation, l'absence de perspectives d'emplois hors de l'agriculture, auraient fait de la révolution verte un facteur inductible de déstabilisation sociale. Ce qu'on observe aujourd'hui dans les campagnes, près de quinze ans après le lancement du programme, ce sont toujours, notamment au Bihar, des éclats de violence dispersés, qui opposent les dominants locaux et les déshérités, souvent intouchables. La géographie de cette agitation ne coïncide qu'accidentellement avec celle de la révolution verte. De tels incidents sont rares dans l'Inde du blé, où elle a revêtu la plus grande ampleur : ils sont nombreux dans l'Inde du riz, où elle n'a guère réussi. La révolution verte ne semble toujours

pas près, pour reprendre l'expression consacrée, de virer au rouge.

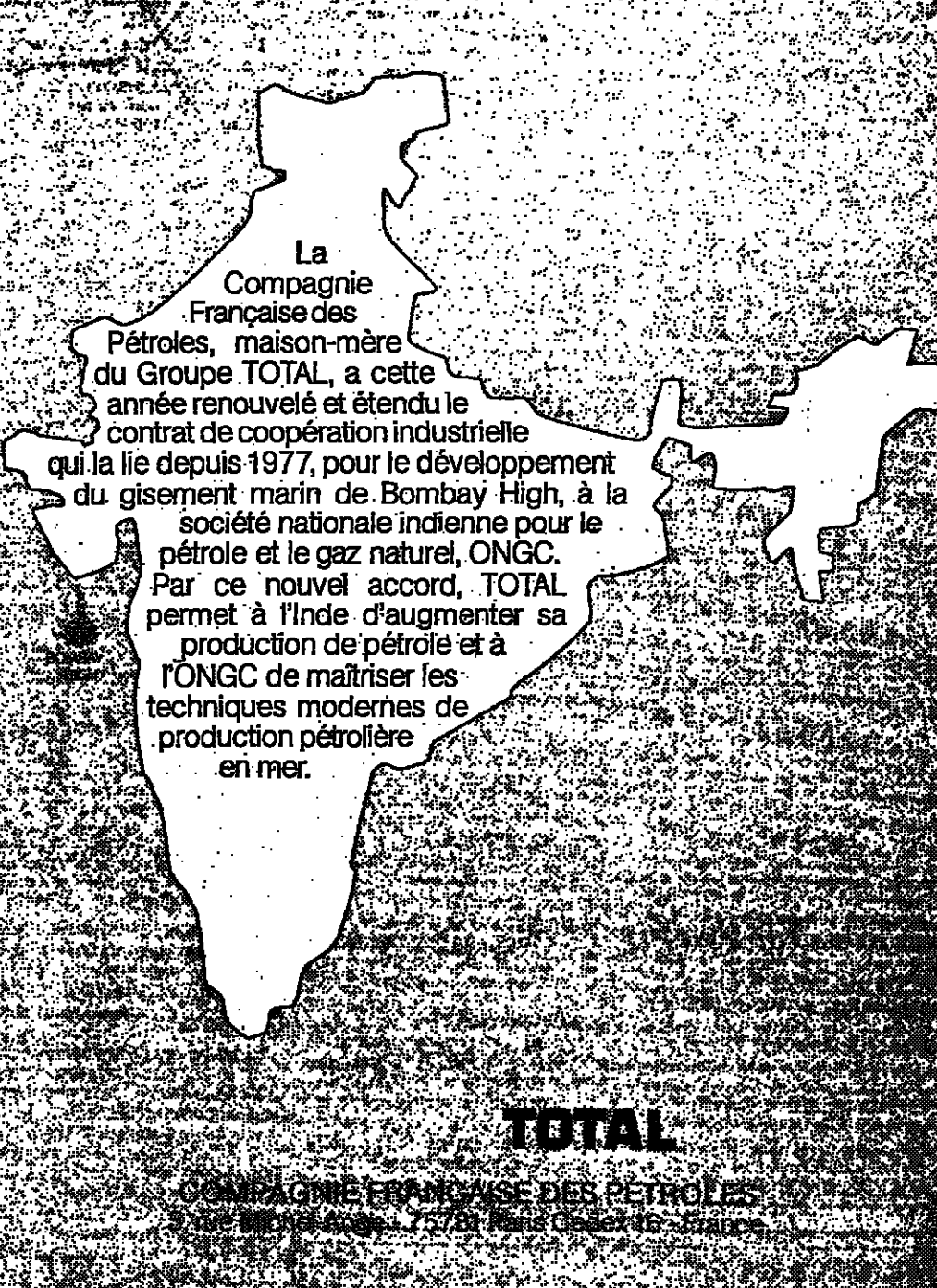
L'agriculture indienne est maintenant entrée dans l'âge de l'énergie chère et de l'engrais rare, ce qui complique singulièrement la tâche des entrepreneurs agricoles d'allure capitaliste, auxquels la révolution verte a réussi. Mais la politique agricole officielle n'a pas fon-

damentalement changé et rest toujours l'accent principal sur l'augmentation de la production, plutôt que sur la justice redistributive. La nouvelle priorité accordée au développement rural par Mme Gandhi au moment de l'état d'urgence (1975-1977), et réaffirmée avec éclat par la coalition Janata lors de son passage au pouvoir (1977-1980), demeure d'actualité. Les péripéties de la

conjoncture politique, toutefois, lui ont fait perdre beaucoup de sa vigueur. En attendant la ration journalière de l'homme du commun reste stationnaire, car un revenu annuel moyen de 190 dollars (en 1978) ne lui permet toujours pas de l'augmenter. En 316 millions d'Indiens vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté.

JACQUES POUCHÉPADASS,

TOTAL ET L'INDE : UNE COOPÉRATION EXEMPLAIRE.



La Compagnie Française des Pétroles, maison-mère du Groupe TOTAL, a cette année renouvelé et étendu le contrat de coopération industrielle qui la lie depuis 1977, pour le développement du gisement marin de Bombay High, à la société nationale indienne pour le pétrole et le gaz naturel, ONGC. Par ce nouvel accord, TOTAL permet à l'Inde d'augmenter sa production de pétrole et à l'ONGC de maîtriser les techniques modernes de production pétrolière en mer.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES
1, rue de la Harpe, 75001 Paris Cedex 13, France

« Le Monde » a publié ces dernières années deux suppléments : « Inde, pauvreté et volonté de puissance », les 27-28 janvier 1980 ; « L'Inde industrielle », le 22 novembre 1980, et deux « Dossiers et documents », en janvier 1975 et avril 1981.



Nous avons suivi notre idée.

Quatre points particuliers ont démontré que les doutes des concurrents sur l'Airbus Industrie et ses produits n'étaient pas fondés. Ils affirmèrent que l'A300 "Ne volerait jamais." Lorsqu'il vola ils ajoutèrent "Il ne sera jamais certifié." Lorsque ceci fut acquis, ils demandèrent "Qui l'achètera?" Lorsque nous avons reçu les premières commandes, ils insinuèrent alors "Ils ne le maintiendront jamais en service." Mais bien sûr, nous le faisons, et cela avec un

taux de régularité technique de 98,4% à la livraison. De plus, jusqu'à présent plus de 40 compagnies aériennes ont suivi notre idée. Et maintenant les concurrents demandent si nous serons en mesure de produire suffisamment d'appareils pour satisfaire la demande. De tels compliments ne sont pas souvent obtenus. Il n'est pas étonnant que l'A300 et l'A310 soient les jumeaux "Numéro Un" des appareils à double couloirs de service. Deuxième trimestre 1981. Basé sur les archives C.A.E.



PLURALISME RELIGIEUX ET LAICITÉ

Un programme généreux, un pari difficile

par VIOLETTE GRAFF (*)

MENAKSHIPURAM : un village du pays tamoul, dont le nom a fait le tour de l'Inde depuis que, en février dernier, quelque sept cents intouchables — les *harijans* du Mahatma Gandhi — s'y sont convertis en bloc à l'islam. Démarche de groupe qui est bien dans la ligne de ce qui se pratique au sein de la société indienne, où ce n'est pas un individu mais une communauté tout entière qui, ici et là, périodiquement, s'efforce de modifier le statut socio-religieux qui lui est reconnu dans un environnement donné. Un phénomène connu, donc, mais qui a cependant provoqué une onde de choc dans l'Inde subit encore les effets.

Pourquoi soudainement cette émotion ? Pourquoi ces contre-forts que l'on allume en toute hâte dans les milieux hindous qui se veulent « responsables » ? Et pourquoi enfin ces prolongements politiques, certes faibles, mais qui se dessinent malgré tout très clairement au fil des discours et des rassemblements qui ponctuent la vie nationale indienne ?

On ne peut rien comprendre, en réalité, à l'effet *Menakshipuram* si l'on ne se souvient tout d'abord qu'aucun Etat contemporain, et moins que tout autre une démocratie parlementaire, fragile de par sa nature même, n'est à l'abri des prises de conscience brutales et des interrogations dérangeantes (cf. « Copernic », en France, en octobre 1980).

Il faut se souvenir d'autre part que l'Inde, toujours travaillée par d'importantes forces centrifuges, connaît depuis plusieurs années une remontée inquiétante des tensions interconfessionnelles et inter-ethniques, ce qui n'a pas empêché rien d'étonnant si l'on prend la mesure de l'extrême diversité d'un sous-continent où cohabitent en symbiose étroite, mais sans avoir jamais véritablement fusionné, les descendants des tribus ou des peuples qui, depuis des millénaires, cultivent, bâtissent, pillent ou convertissent, ont investi cet immense espace géographique.

Quatorze langues officielles, deux langues nationales, dont l'une, l'anglais, est seulement tolérée, alors que l'autre, l'hindi, n'est encore parlée que par la moitié environ de la population ; une religion ethnique, l'hindouisme, système qui détermine le comportement de plus de cinq cents millions d'êtres, mais aux frontières fluctuantes duquel coexistent des minorités importantes dont certaines, à tort ou à raison, ont l'impression d'être victimes de discriminations graves (80 millions de musulmans,

100 millions de *harijans*, 45 millions de tribaux : la complexité des équations religieuses, sociales, linguistiques, a ainsi singulièrement pesé depuis trois décennies sur la démarche de dirigeants qui au moment de l'indépendance de l'Inde, en 1947, tout imprégnés qu'ils étaient de la grande tradition parlementaire britannique, avaient fait des partis aussi généreux que contradictoires. Ne se proposaient-ils pas en effet d'instaurer sans contrainte politique une justice véritablement égalitaire au sein d'une société où la tradition brahmanique avait « institutionnalisé l'inégalité » ? Et n'envisageaient-ils pas de pouvoir faire respecter les libertés dites fondamentales dans un régime pleinement « ouvert » alors que la modernisation se poursuivait qu'encourageait une compétition féroce pour le partage de ressources limitées ?

Leur pari concernant la laïcité de l'Etat n'était pas moins généreux ni riche d'illusions que les autres points de leur programme. Selon eux, et c'était là le fond du débat et du dialogue de sourds qui avait conduit la Ligue musulmane à formuler la théorie des deux nations (1). L'Etat devait et pouvait observer une neutralité absolue entre les diverses confessions représentées sur le sol indien. Les horreurs qui devaient accompagner le partage du sous-continent, en 1947, confrontation armée avec le Pakistan, nation refuge des musulmans, surgie du fait du ralliement du souverain hindou d'un Cachemire musulman à l'Inde, rien de cela ne devait entamer leur conviction. Bien au contraire, les minorités n'ayant plus guère d'autre choix, après la sécession des provinces à majorité musulmane, que de se mettre sous la protection expresse de l'Etat laïque, le « sécularisme » devenait véritablement acte de foi. C'est ainsi que la Constitution promulguée en 1950 garantissait à chaque Indien qu'il est un citoyen semblable aux autres, et qu'il ne doit y avoir aucune discrimination pour des raisons qui seraient fondées sur la langue, la race, la caste, etc. De même chaque citoyen, dans l'expression de ses convictions religieuses, est assuré d'une totale liberté de conscience et de profession, de pratique et de propagation de sa foi.

Qu'est-ce que cela veut dire cependant que de tels droits et de telles libertés (assortis de statuts collectifs concernant langues, cultures et écritures particulières), dans un pays où ce n'est pas seulement la foi religieuse, mais précisément aussi tous ses symboles, qui imprègnent chaque geste de la vie

quotidienne ? Où le problème qui se pose n'est pas celui d'une quelconque séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais celui de la crainte farouche, viscérale, qu'éprouve chaque communauté devant toute démarche qui pourrait menacer sa spécificité ? Et quel, dès lors, se crispe sur des privilèges et des tabous qui vont parfois à l'encontre de ses propres intérêts (2) ? Ainsi voit-on de malentendu en malentendu, car l'Etat ne peut bien évidemment pas tolérer, au nom d'un pluralisme religieux nécessaire, le développement de contestations, d'agitation, qui entravent le processus normal d'intégration nationale.

La montée des tensions dites « communales » (entre communautés religieuses ou ethniques) n'est certes pas chose nouvelle en Inde, mais il était jusqu'alors tentant de lui imputer aux seules manœuvres de l'impérialisme britannique. Or il faut bien voir que la tonalité profondément hindoue que nombre de nationalistes indiens ont donnée, au fil des ans, à l'expression de leur patriotisme n'a jamais été, n'est toujours pas, faite pour apaiser les craintes des minorités. Pas plus qu'il était tentant de voir, dans le nord-est du pays, les violences d'un Gandhi, malgré son éclectisme militant et courageux, que la fièvre assimilationniste des intégristes hindous. Il allait falloir la passion que le Pandit Nehru (le père de Mme Gandhi) mettrait à imposer ses vues personnelles pour que, contre toute attente, dans les années 50, après une première période difficile, les signes rassurants d'une certaine communauté tolérable et tolérante se multiplient. Apaisement, détente,

dont le Congrès se portait garant en maintenant un consensus politique et social qui n'était cependant pas sans ambiguïté. Car, au fil des élections générales, chaque caste, chaque échelon, chaque tribu, chaque communauté religieuse, allait faire l'apprentissage du régime parlementaire, prendre conscience de sa force politique et se transformer en groupe de pression d'autant plus impatient d'agir que le vote majoritaire à un tour ne permet guère aux minorités de se faire entendre — sauf à marchander leurs voix dans les Etats de l'Union où leur concentration démographique donne parfois à leurs bulletins l'occasion de jouer un rôle-clé (3).

D'où une multitude de conflits régionaux, linguistiques, communautaires, qui, les difficultés internes et d'ordre externe se multipliant, devaient prendre peu à peu un caractère de violence récurrent et préoccupant. En 1964 le Pandit Nehru disparaît, accablé par les réactions en chaîne qu'il provoquait un larcin sacrilège dans une mosquée de Srinagar particulièrement chère aux musulmans du Cachemire. Anandji, les Sikhs s'agitent. Dans le nord-est du pays, région stratégique sensible entre toutes, des tribus chrétiennes revendiquent leur droit à la différence (4). Il faudra des années pour que Mme Gandhi parvienne à assurer son pouvoir, à reprendre les choses en main. Cependant que le Parti du Congrès I patine dangereusement et décourage peu à peu l'électorat de déshérités musulmans, intouchables, qui lui avait permis jusqu'alors de dominer le champ politique indien.

Espoir passer d'une réconciliation

1977-1979. C'est une parenthèse déconcertante dans l'histoire contemporaine de l'Inde. Au lendemain d'un état d'urgence dont le caractère musclé a de prime abord, enrayé l'adhésion des classes défavorisées, qui se cabreront ensuite devant certains « excès », une vague populaire irrépressible porte au pouvoir une étrange coalition de partis d'opposition, à qui une longue méditation commune en prison a enfin permis de surmonter des divergences idéologiques et personnelles sérieuses. Musulmans et *harijans* ont basculé du côté des activistes hindous. Un espoir fou se dessine. Partout vers une réconciliation, une réconciliation moins artificielle que celle que les éléments laïques militants du Congrès ont tenté d'imposer, en ignorant souvent la sensibilité profonde des masses concernées ? Espérance vite déçue. Des émeutes sérieuses se produisent en divers points du pays. Flambées isolées, qui ne ressemblent en rien à certains holocaustes pas si anciens, mais qui révèlent précisément les vieux démons et qui démontrent surtout dramatiquement l'impuissance ou la partialité des polices locales.

Le reste, c'est l'actualité toute proche avec le retour triomphal de Mme Gandhi aux affaires. L'électorat musulman et *harijan* — encore lui — c'est pas étran-

ger à ce retour. Et, cependant, on sent un réel désenchantement. C'est que l'évolution de la situation internationale, les événements d'Algérie et d'Iran, l'espèce d'un instant exotisme, l'ébranlement d'un rapprochement avec le Pakistan, ajoutent encore aux tensions internes. C'est ainsi que les émeutes qui, à la fin du Ramadan de 1980, mettent aux prises des foules musulmanes avec les forces de l'ordre à Moradabad, en Uttar Pradesh, surprennent l'Inde, puis la choquent. Jusque-là les diverses communautés islamiques du pays avaient semblé échapper aux remises en question, aux révoltes, aux espoirs, aux inquiétudes, traversant l'*Umma* communautaire des croyants. Pourquoi alors cette brusque rébellion ? Devrait-on — ce fut la première réaction des autorités — y déceler la « main de l'étranger » ? Ou bien récoltait-on les fruits des intrigues d'éléments « obscurantistes » gagnés par la vague fondamentaliste venue du Proche-Orient ?

Sans doute l'émotion immédiate ne pouvait-elle que retomber après des mois de polémique autour de l'incident apparemment mineur — et classique — qui avait mis le feu aux poudres (un porc errant au milieu de la congrégation en prière). Mais toute prudence désormais à la propagation des rumeurs les plus absurdes. En particulier, le grand rassemblement islamique qui se tient à Hyderabad en février 1981 autour de la Jamaat-i-Is-

lami, une organisation politico-religieuse dont il est de bon ton de rappeler qu'elle a des sympathies pour les mouvements intégristes du monde islamique. Et la J.I.I. aura beau démentir, on retiendra seulement de cette réunion que son *amir* aurait appelé la population musulmane indienne à doubler en dix ans, ce qui la ferait passer de 100 millions à 200 millions d'âmes ! De là à dénoncer le taux de fertilité élevé des familles musulmanes, qui refusent généralement, en effet, toute contraception, et à s'inquiéter des mosquées et des écoles coraniques qui se multiplient sur le territoire national à l'initiative des pays du Golfe, il n'y a qu'un pas, vite franchi. Faut-il s'en étonner ?

Pensons encore une fois à « Copernic », et aux réactions de

tous ordres que l'attentat a provoqué en France. Un pays « sécularisé » depuis les décaissements de pratiques des amalgames surprenants. Que dire d'un continent où modernisation et tradition sont souvent irréductibles, et où, si les autorités ne sont pas constamment sur leurs gardes, il faut compter, comme récemment au Bihar, sur la seule présence d'esprit du premier ministre pour étouffer les flammes de l'émeute ? Le « sécularisme » n'est pas seulement une question de tolérance individuelle. C'est un exercice quotidien qui requiert tact et vigilance. Les populations en sont parfaitement conscientes. Aux politiciens de leur éviter les pièges de la désagogie.

(*) Chercheur au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.

COMBIEN SONT-ILS ?

(Recensement de 1971)
Population totale de l'Inde : 548 millions
(84 millions selon les premiers chiffres connus du recensement de 1981.)

Principales religions	Importance numérique (en millions)	% de la population	% d'augmentation 1961-1971
Hindous	433	82,7	23,7
Musulmans	61,5	11,2	30,8
Chrétiens	14	2,6	32,6
Sikhs	1,9	0,3	32,3
Bouddhistes	3,8	0,7	17,2
Jains	2,6	0,5	28,5

Traditions et changements

S' rares sont pour le lecteur les occasions de s'informer des développements récents de la recherche sur l'Asie du Sud moderne qu'il faut saluer la publication par les éditions du C.N.R.S. du volume intitulé *Asie du Sud, traditions et changements* comme un véritable événement (1). Ce volume rassemble les communications, dont certaines en français, présentées lors d'un colloque européen, qui s'est tenu à Paris en 1978.

Un thème principal, comme l'indique le titre, court tout au long de ce volume : celui de la tradition et du changement. Dans quelle mesure les sociétés sud-asiatiques modernes sont-

elles encore marquées par les structures et les valeurs traditionnelles ? Quel a été l'impact des transformations socio-économiques commencées à l'époque coloniale, et poursuivies depuis les indépendances ? Telles sont les questions essentielles auxquelles les intervenants se sont efforcés de répondre par une exploration des principaux domaines de la vie spirituelle et matérielle de ces sociétés : la science, la littérature, la religion, la politique, le travail, la santé et l'alimentation, tels sont les sujets traités, dans une perspective multidisciplinaire qui mêle les approches sociologique, anthropologique et historique à celle de l'indologie classique.

Une phase de transition complexe

De ces communications, malgré les différences de points de vue, se dégage l'idée que les sociétés d'Asie du Sud se trouvent dans une phase de transition complexe. Une tradition millénaire tente de survivre dans un environnement marqué par l'introduction de pratiques et d'idées nouvelles venues d'Occident.

Ainsi dans le domaine de la science médicale, l'étude de traités écrits dans les années 20 par un praticien « ayurvédique » permet à F. Zimmermann de montrer la contamination d'une discipline traditionnelle par des idées occidentales. En effet, dans ces traités, une pharmacopée restée presque entièrement conforme à la tradition classique de l'Ayurveda coexiste avec un système de diagnostic largement emprunté à l'Occident. Un processus d'acculturation est donc à l'œuvre, qui fait qu'une pratique médicale traditionnelle se maintient, mais qu'elle a perdu le fondement théorique qui en faisait un système cohérent.

Dans le domaine littéraire, la persistance de formes traditionnelles de récits populaires parlés ou chantés (comme les récits *bhojpuris* étudiés par C. Champion) contraste avec l'existence d'une « grande littérature » profondément influencée par les modèles occidentaux, dont la littérature bengalie (évoquée dans une communication de l'écrivain bengali A. Dasgupta) est l'exemple le plus achevé.

L'étude des idées religieuses fait aussi ressortir le choc entre la tradition hindoue et la vision occidentale chrétienne. La tentative de synthèse d'un Gandhi (dont les idées sur l'homme et la société sont évoquées par D. Rothermund) est, d'après C. Thomas, le signe d'une acculturation profonde.

Une série de communications sur le politique tentent de cerner de plus près le rapport entre tradition et changement dans les structures de pouvoir, saisies au niveau local. Pour M. Stern, étudiant un village du Rajasthan, c'est la continuité qui l'emporte.

La dominance de la caste des Rajputs, malgré l'abolition des États au niveau local et à même au tendance à se renforcer. A

la lutte des factions, liées au système des castes, ne s'est pas encore substituée la lutte des classes. C'est un point de vue plus nuancé que défend A. Chowdhury à propos du leadership villageois au Bangladesh. Si la dominance des paysans riches n'est pas remise en question, l'élite villageoise a connu certaines transformations internes, avec la montée d'hommes instruits n'appartenant pas aux lignages traditionnellement dominants. Une étude de M. Gaboriau sur les musulmans du Népal montre la persistance des phénomènes de dominance dans un contexte spécifique, à la fois hindou et islamique.

Plus marginales par rapport au thème central, d'autres communications ne manquent pas cependant d'intérêt. Elles portent sur les minorités (tribales musulmanes, chrétiennes), sur la nature du pouvoir d'Etat en Asie du Sud (peut-être des études, on retiendra celle de M. Zins sur le système congressiste et celle de V. Graft sur les rapports hindous-musulmans), sur l'histoire de la main-d'œuvre pendant la période coloniale (en particulier celle d'E. Meyer sur les rapports entre paysannerie et main-d'œuvre des plantations à Ceylan), les problèmes de nutrition et de santé, la place des États d'Asie du Sud dans la vie internationale (on remarquera la communication de C. Huttig sur les relations indo-américaines), et enfin sur les communautés originaires d'Asie du Sud dans le monde (dans ce dernier chapitre, trois articles intéresseront particulièrement le lecteur français : ceux de C. Barz et J. Nemo sur les Indiens de la Réunion, et celui de Singaravelou sur la politique de la France à l'égard des minorités indiennes des Antilles françaises).

Au total donc, un volume riche, inégal bien entendu et pas toujours très cohérent, mais plein d'aperçus fascinants sur la complexité des sociétés sud-asiatiques. Dans ces sociétés les structures semblent finalement avoir mieux résisté que les valeurs. Les idéologies occidentales ont pénétré en force, mais le champ social échappe encore largement à leur emprise.

CLAUDE MARKOVITS, C.N.R.S.

(1) Editions du C.N.R.S., 1980, 676 pages, 420 F.

INDIAN OVERSEAS BANK

40 années
d'expérience
bancaire
internationale

Boîte postale 3765
762 Anna Salai
Madras 600 002
Inde

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-2

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
273 F 442 F 511 F 789 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
453 F 822 F 1 241 F 1 629 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
388 F 661 F 945 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
doivent joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capital d'imprimerie.

503 من الأصل

LETTRE DE PURI

Centre balnéaire et lieu de pèlerinage

DEUX villes très distinctes et cependant intimement liées coexistent en Puri : la station balnéaire et le lieu de pèlerinage. Un collège hindou de Lourdes et de La Baule. C'est ce qui constitue d'emblée l'originalité et la renommée de cette fervente cité vishnouïte née aux onzième-douzième siècles et devenue, depuis l'indépendance, le lieu de villégiature favori des Bengalis de Calcutta et des Oriyas (langue et ethnie de l'Etat de l'Orissa) aisés de Cuttack et de Bhubaneswar. Pendant plus d'un siècle, Puri a été pour les Britanniques de l'Empire des Indes la ville du « Juggernaut », déformation du nom du dieu Jagannath, qui, passé dans la langue anglaise, désigne un poids écrasant et représentait au dix-neuvième siècle le comble du fanatisme hindou. En fait, tous les ans, au cœur de l'été, avant la mousson, se déroulait l'immense procession du rath yatra, au cours de laquelle les pèlerins vishnouïtes, au paroxysme de la transe, se jetaient sous les roues de l'immense char de Jagannath et se faisaient broyer. Cette mort extatique leur valait une forme de réincarnation supérieure. En 1850, les Anglais mirent un terme à cette pratique. Les gigantesques roues du chariot de Jagannath descendent chaque année la Grand Road

de Puri, mais, aujourd'hui, les fidèles se jettent sur le sol pour recueillir la terre sacrée foulée par le grand équipage de la divinité. Puri, l'un des quatre dham (porte sacrée) de l'Inde, est située dans l'Etat de l'Orissa, à 500 kilomètres au sud de Calcutta, sur le littoral de l'océan Indien. Les habitants de Calcutta appartenant aux classes moyennes et aisées tentent d'échapper la plus souvent possible à la congestion, à la chaleur et à la pollution de leur capitale. C'est pourquoi, d'octobre à février et de mars à juillet, les hôtels ne désemplissent pas et sont même comblés pendant les week-ends. En l'espace d'une nuit, les citadins bengalis passent d'une Métropole à la Fritz Lang à une petite gare de province aux quais fleuris de bougainvillées. Pas ou peu de voitures ; seul résonne dans l'air bleu le tintement des clochettes de rickshaws. Trois kilomètres de route en bordure de rivage mènent à la station balnéaire proprement dite : une large avenue ensablée bordée d'un côté par une juxtaposition hétéroclite d'hôtels, de l'autre par la mer. De l'établissement le plus simple au plus luxueux, une seule constante demeure : la vivacité des couleurs, à laquelle répond en période d'affluence l'intensité du bruit.

Subtile distinction de classes

Au sein de ce cubisme kitsch, une subtile distinction de classes s'opère entre la petite bourgeoisie et la bourgeoisie qui n'ont eu accès aux lieux et aux temps de villégiature que depuis les années 1947-1948, et la haute bourgeoisie qui a toujours pris ses moments de loisir quand elle le désirait. A Puri, cette dernière dédaigne généralement l'agglomération et se retire dans de vieilles maisons coloniales transformées en hôtels de luxe. Il existe dans cette ville une formule de séjour très répandue, particulièrement destinée aux classes moyennes : les « Holiday's Home », sorte de pension de famille réservées aux employés et aux cadres de compagnies privées ou nationales.

La vie balnéaire s'organise selon un rythme de loisir typiquement bengali. Le bed tea, première tasse de thé servi au lit avant le vrai breakfast, se prend un peu plus tard que d'habitude de sorte qu'il se confond avec le petit déjeuner. Jusqu'à une heure assez avancée de la matinée, les familles ou les jeunes couples en lune de miel, que Puri dispute à Srinagar, capitale du Cachemire, traînent nonchalamment en kurta et langi (chemise ample tombant sur un long tissu autour de la taille). Peu à peu,

le rivage s'anime et arbore les couleurs vives des femmes en sari. La plage, à Puri, loin d'être une étendue uniforme de corps nus, bruns et immobiles, revêt un air de fête champêtre. Les marchands de colliers, de coquillages, de batiks, d'articles en peau de serpent, de frères peintures sur feuilles de bambou ou des répliques de maithuna (sculptures érotiques) des temples de Jagannath et de Konarak, les vendeurs de thé chaud et de pékora, genre de feuilleté de pommes de terre, arpentent inlassablement les kilomètres de plage, allant d'un groupe de promeneurs à l'autre. Rires des femmes qui se baignent en sari, timidement agrippées au bras vigoureux mais guère plus téméraire de leur mari qui peut se permettre de ne porter qu'un long short en guise de mailliot de bain. Il n'est bien sûr pas question de bronzage après le bain, le teint clair étant par définition le critère de beauté et d'appartenance aux hautes castes.

Du rivage on passe insensiblement au cœur de la ville, en empruntant de petites rues encore mal dégagées du sable de la plage, bordées de palmiers et de vieilles maisons coloniales, pour la plupart délabrées, aux verandas et aux fenêtres béantes, ouvertes sur le

large. Déboucher sur Grand Road, à la tombée du jour, s'apercevoir au bout de cette immense avenue le haut shikara (tour) curviligne du temple de Jagannath donne d'emblée l'exacte mesure de la dimension sacrée et onirique de Puri. L'avenue qui monte lentement vers le sanctuaire est bordée d'une quinzaine de rangées de petits boutiquiers dont les étals découvrent un monde magique : bracelets de verre ou de coquillage formant de véritables piliers multicolores qui semblent soutenir les fragiles cahutes de toile, petits pots de bois peints et sculptés dans des noix de coco, soles Oriyas qui pendent aux embrasures des magasins, marchanda de fruits assés par terre, une lampe à pétrole éclairant des cônes de mangues, d'oranges ou de nashpaf (mélange de pomme et de poire), et, plus loin, sous une bâche tendue aux abords du temple, résonnant les khirtan, mélodies dévotionnelles, coupées par les brèves et vibrantes exhortations du prêtre.

Jagannath, avatar de Vishnou auquel ces chants sont destinés, était à l'origine un simple tronc d'arbre, emblème totemique vénéré par les autochtones Sarava. Il fut progressivement assimilé au panthéon hindou. Jagannath, toujours accompagné de son frère Balabhadra et de sa sœur Subhadra, est le dieu de l'Inde qui présente la morphologie la plus étonnante. Du tronc de bois original il a gardé la forme monolithique, mais ses yeux se sont démesurément élargis, dotés d'une fixité inquiétante. Il fait l'objet d'un rituel quotidien baroque et donne lieu à plusieurs grandes fêtes annuelles dont la plus réputée est celle du rath yatra au cours de laquelle il est amené en grande pompe dans le Temple du Jardin de la déesse Gundicha où il reste sept jours avant de réintégrer sa demeure. Une journée dans la vie de Jagannath requiert la présence de plus de trente brahmines ou Sevaks dont chacun est chargé d'une tâche spécifique. Entre 5 heures du matin et 1 h 30 de la nuit suivante, vingt-trois pûjâ (offrandes) lui sont dédiées.

Ces innombrables rites maternels consistent principalement à éveiller la divinité, à la vêtir, lui servir les différents repas du jour, à ouvrir, le matin et le soir, les portes du temple aux fidèles qui viennent déposer leurs offrandes de riz, de fleurs et d'encens. Pour le déjeuner, vingt-quatre plats différents sont offerts au dieu (au lieu des trente-deux nourritures qui lui étaient présentées naguère), après quoi suivent les rites de la sista. Les portes du temple sont closes jusqu'à 18 h 30, moment où les pèlerins venus de toute l'Inde et les estivants, joignant l'utile à

l'agréable, se pressent pour assister à la pûjâ du soir. Si ce dieu taillé dans le bois des jungles de l'Orissa est selon les innombrables brochures religieuses vendues aux portes du temple, le symbole de la compassion, le compagnon des pauvres, l'emblème de l'égalité entre les hommes, les brahmines qui officient dans le temple ne semblent pas être des exemples diligents et représentatifs de ces qualités. Ceux-ci, aussi cupides que les prêtres des

pièces de Kâlidâsha ou de Harsha, exercent une sévère discrimination envers les pèlerins : obéissants devant les généreux donateurs, méprisants face aux paysans pauvres et aux non-hindous. Ils extorquent religieusement quelques païses aux fidèles qui se rassemblent à l'entrée des différents sanctuaires. Lorsque la nuit est tombée et que la foule s'est dispersée, les Sevaks servent le dîner de Jagannath, repas moins copieux que la

déjeuner puisqu'il ne comprend que seize plats consistant principalement en une variété de gâteaux et de riz cuit à l'eau. Le dieu est ensuite couché aux accents de la Gita Govinda. A 1 heure du matin, les Sevaks purifient toute l'aire du sanctuaire ; c'est la dernière cérémonie consacrée à Jagannath qui, quatre heures plus tard, sera à nouveau réveillée pour une longue et douillette journée officielle.

CARISSE BEAUNE.

Indosuez vous conseille en Inde

BANGKOK - BOMBAY
COLOMBO - DACCA - HONG-KONG - JAKARTA
KARACHI - KUALA-LUMPUR - MANILLE
OSAKA - SEOUL - SINGAPOUR - TOKYO

Comme dans plus de 50 pays des 5 continents, INDOSUEZ est présente pour vous conseiller, vous assister dans l'implantation ou le développement de vos affaires

INDOSUEZ
BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

Paris

Siège Central :
44, rue de Courcelles, 75008 Paris - Tél. : 766.52.12 - Télex : INSU X 650409 F

Bombay

115 Mahatma Gandhi Road - Bombay 400023 - P.O. Box 685 - Bombay - 400001 India
Tél. : 275214 - 275274 - Adresse télégraphique : Suezborn - Télex : 2076 INSU
Directeur : Gérard DELAFORGE

Air-India vous accueille comme un Maharajah :

- un service **PREMIÈRE CLASSE** inégalable avec le confort du fauteuil-couche « **SLUMBERETTE** » ;
- nous anticipons vos moindres desirs ;
- votre satisfaction est notre seule raison d'être.



AIR-INDIA

Sur les cinq continents...
et en France à :

PARIS : 1, rue Auber, 75009 - Tél. : 266-90-60
NICE : Park Hôtel - Tél. (93) 87-83-25
LYON : Hôtel Sofitel - Tél. (7) 837-80-65

Inde

**Vous aurez toujours
de nouvelles splendeurs à découvrir
dans ce pays aux merveilles inépuisables**

L'Inde est à 10.000 kilomètres de chez vous. Peut-être même davantage... De l'autre côté de votre univers. Mais sans doute rêvez-vous déjà de vous y rendre...

Car ses villes, ses cultures et ses monuments sont très différents de tous ceux que vous aurez déjà vus. A chaque pas, vous serez confronté à des expériences nouvelles et éprouverez des impressions étranges.

L'Inde vous surprendra, vous étonnera, vous amusera, vous emplira de délices, mais par-dessus tout, elle vous enveloppera dans son mystère. Les habitants de l'Inde vous réserveront un accueil chaleureux et vous traiteront non pas en touriste, mais en ami.

Longtemps après, lorsque le souvenir des monuments, bazars parfumés, sites de montagnes et bords de mer se sera estompé, vous aurez encore présent à l'esprit l'excellent accueil reçu en Inde.

Réception toute chaleureuse et empreinte de la grande hospitalité de vos vacances indiennes, qui seront pour vous une expérience inoubliable.



Veuillez me faire parvenir des informations détaillées sur les vacances en Inde.

Nom

Adresse

Profession

OFFICE NATIONAL INDIEN DE TOURISME
8, boulevard de la Madeleine, 75009 PARIS, tél. 265-83-86

LES CÉRÉMONIES DU 11 NOVEMBRE

« L'ensemble de la communauté nationale doit se rassembler »

déclare M. Pierre Mauroy à Compiègne

M. Pierre Mauroy a présidé, mercredi après-midi 11 novembre, près de Compiègne, les traditionnelles cérémonies organisées sur les lieux mêmes où fut signé l'armistice de 1918. Il a déposé une gerbe au monument des Alsaciens-Lorrains, à l'entrée de l'allée menant à la clairière de Rothondes et observé une minute de silence devant la statue du maréchal Poch avant que le cortège officiel n'aille visiter le camp de Royallieu qui fut, de 1941 à 1944, un centre de triage vers les camps nazis de concentration.

Dans une allocution, prononcée à l'issue des cérémonies de Compiègne, le premier ministre a répondu au maître de cette ville, M. Jean Legendre (CNIP), ancien député, qui avait souligné que « cinquante ans après, les Français ne sont pas socialistes ». Le premier ministre a notamment déclaré : « L'ensemble de la communauté nationale doit se rassembler. Grâce aux soldats de la Grande Guerre, chacun d'entre nous comprend mieux ce qui nous unit en profondeur. La guerre peut détruire physiquement des socié-

tés. La crise, le chômage et la misère peuvent aboutir au même résultat. On l'a bien vu au lendemain de la première guerre mondiale quand ressurgit le spectre que nous croyions disparu. Le temps a passé, mais le souvenir reste qu'une société qui se désintègre, c'est à terme le chaos qui s'ouvre.

« La France doit préserver son indépendance et demeurer fidèle à ses alliances. Pour bâtir une paix durable, l'équilibre des forces est un préalable, et l'égalité de notre force de dissuasion nucléaire est indispensable. Cette attitude manifeste le sens que le sacrifice de ceux de 1914 a été bénéfique. »

Incidents divers

Les cérémonies du 11 novembre ont donné lieu à quelques incidents. À Blois, le maire de la ville, M. Pierre Sudreau (app. U.D.F.), ancien député, le préfet de Loir-et-Cher, Mme Yvette Chassagne, ainsi que MM. François Mortel (P.S.), député, et Yves Genet (U.D.F.), vice-président du conseil général, sont volontairement restés à l'intérieur des locaux de la préfecture tandis que se déroulait, à l'extérieur, la cérémonie militaire — salués à l'étendard et revus des troupes sous le commandement du colonel Basselein. L'origine de cet incident, qui est d'ailleurs passé inaperçu de la plupart des personnes présentes aux cérémonies — nous indique notre correspondant à Blois — remonte au 18 octobre.

Ce jour-là, devant le congrès départemental des médaillés militaires, le colonel Basselein avait évoqué les craintes de certains militaires après la victoire de la gauche au scrutin du printemps, « craintes heureusement dissipées », avait-il ajouté, puisque la force de dissuasion est maintenue, le service militaire toujours fixé à six ans et les combats de soldats interdits. Le sous-préfet de Vendôme, M. Yves Voirin, s'était publiquement étonné de cette déclaration qu'il avait jugée déplacée. Le colonel Basselein doit prendre sa retraite en février prochain avec, en principe, le grade de général.

À Alençon (Orne), une quarantaine de pacifistes ont défilé dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, d'inscriptions telles que « A bas toutes les armées » ou « Pourquoi sont-ils morts ? ». De même, à Nice (Alpes-Maritimes), des inconnus ont tracé à la peinture bleue et rouge sur le monument aux morts les mentions « L'armée, c'est le crime », « Bourgeois, Horne, même combat » et « l'insoumis ». Ces deux actions n'ont pas été revendiquées.

En Lorraine, deux anciens combattants sont morts, victimes de troubles cardiaques, au cours de banquets organisés par les anciens « poilus ». L'un à Charnes (Vosges), M. Alexandre Krenlenko, quatre-vingt-cinq ans ; l'autre à Nancy, M. Robert Petit, quatre-vingt-deux ans, doyen des anciens combattants de la région, qui a succombé au moment même où il évoquait les combats de 1917 devant Douaumont.

À Chantilly (Oise), le monument aux morts a été barbouillé, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 novembre, d'inscriptions telles que « A bas toutes les armées » ou « Pourquoi sont-ils morts ? ». De même, à Nice (Alpes-Maritimes), des inconnus ont tracé à la peinture bleue et rouge sur le monument aux morts les mentions « L'armée, c'est le crime », « Bourgeois, Horne, même combat » et « l'insoumis ». Ces deux actions n'ont pas été revendiquées.

LES FOURRURES MALAT

FABRICANT FOURREUR GARANTIE DE CONFIANCE ont la fourrure qu'il vous faut. Grand choix de prêt-à-porter en sur mesure. Vison, loup, renard, etc. Grand choix de chapeaux. Fourrages pour intérieur. Service après-vente - Tél. : 878-80-87 47, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro Le Faubourg

LE STATUT DES ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE NOIRE

Une reconnaissance française « au rabais » envers les tirailleurs sénégalais

La Haute-Volta, que les organisations internationales classent parmi les États les plus démunis de la planète, n'équilibre sa balance des paiements que grâce à l'aide internationale et à d'importants transferts de l'étranger. Ceux-ci proviennent, soit des sommes versées par les travailleurs émigrés, installés à titre plus ou moins temporaire dans des États voisins comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana, soit du paiement de pensions à d'anciens militaires ayant servi dans l'armée française.

Comme les Sars du Tchad pour l'ancienne Afrique équatoriale française (A.E.F.), les tirailleurs sénégalais (T.S.) ont, pour l'ancienne Afrique occidentale française (A.O.F.), obtenu la plus grande partie des effectifs des troupes coloniales françaises. Ceux que l'on appelait à l'époque les « tirailleurs sénégalais », parce qu'ils étaient recrutés dans le corps de troupes par Faidherbe, il fut d'abord constitué par des recrues originaires du Sénégal, ont participé aux deux dernières guerres mondiales, aux campagnes d'Afrique du Nord (en Algérie, notamment), et d'Indochine. C'est ainsi que l'ancien président Senghor Lamizana est un ancien combattant de la deuxième guerre mondiale, d'Indochine et d'Algérie. De son côté, le colonel Saye Zerbo, qui vient d'écarter ce dernier du pouvoir, a lui aussi combattu en Indochine et en Algérie.

la médaille militaire, 18 ans titre de la Légion d'honneur, etc.

Il existe en Haute-Volta quarante-cinq maisons du combattant, quatre-vingt-cinq sections d'anciens combattants, et le nombre des mutilés de guerre (1914-1918, 1939-1945, Indochine et Algérie) est de cent cinquante-quatre.

Depuis son accession à l'indépendance, en août 1960, la Haute-Volta, comme les autres États africains et Madagascar se trouve concernée par l'article 71 de la loi du 25 décembre 1959. Ce texte prévoit le remplacement des pensions, rentes ou allocations viagères, imputées sur le budget de l'État ou d'établissements publics, servies aux nationaux des pays et territoires ayant appartenu à l'Union française ou à la Communauté ou ayant été placés sous le protectorat ou sous la tutelle de la France, par des indemnités annuelles en francs. Celles-ci sont calculées sur la base de tarifs en vigueur à la date de leur transformation.

Les dispositions de l'article 71,

applicables à la Haute-Volta, ne le sont pas aux États qui n'ont jamais cessé d'appartenir à la Communauté — institution aujourd'hui tombée en désuétude, mais à laquelle ils n'ont pas dénoncé leur appartenance : Sénégal, République Centrafricaine, Congo, Tchad, Gabon, Madagascar.

Les pensions des ressortissants de ces six pays sont, contrairement à celles des Voltaïques, régulièrement augmentées par le jeu du rapport constant institué entre les pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et le traitement d'une catégorie de fonctionnaires. Ainsi, à chaque relèvement des traitements soumis à retenues correspond une augmentation corrélatrice des pensions d'invalidité et d'ayant cause.

Depuis le 1^{er} janvier 1962, en revanche, le montant des pensions servies aux Voltaïques était bloqué, comme c'est le cas pour les nationaux de Côte-d'Ivoire, du Bénin, et du Niger, et comme c'était le cas depuis le

1^{er} janvier 1961 pour les nationaux du Togo, du Cameroun, du Mali et de la Guinée. Une majoration de 5 % est intervenue le 1^{er} octobre dernier.

De telles différences de statut, établies entre des hommes qui ont servi la France dans des conditions identiques, apparaissent tout à fait arbitraires. Néanmoins, au seuil de la troisième décennie des indépendances africaines, rien ne permet d'affirmer que les pouvoirs publics français soient prêts à mettre fin aux inégalités. En effet, la décision de supprimer l'ensemble des pensions de réversion, adoptée le 1^{er} octobre dernier (2), suscite une inquiétude certaine dans toutes les capitales de l'ancienne Afrique française. Partout prévaut l'impresion que la parole donnée par la France n'est pas respectée, tandis que grossissent les rangs de ceux qui exigent que soit honorée « la dette du sang ».

PHILIPPE DECRAENE.

Le Super Service Europcar marque deux nouveaux points.

PARIS

48, rue de Berri, (1) 563.04.27, à deux pas des Champs-Élysées, en plein cœur du Paris des affaires et du tourisme.

16, place Jules-Ferry (Gare des Brotteaux) - (7) 824.79.87, pour vous accueillir dès votre descente du TGV.

LYON

A l'occasion de cette double ouverture, Europcar vous fera bénéficier de 100 km gratuits sur votre première location, dans l'une et l'autre de ces stations jusqu'au 31/12/1981.

Et, comme dans toutes les stations Europcar, vous y apprécierez notre Super Service. Premier loueur français, Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Partout, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Pour réserver, appelez votre station Europcar la plus proche, votre agent de voyages, ou encore notre Central Réservations à Paris au 645.21.25.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

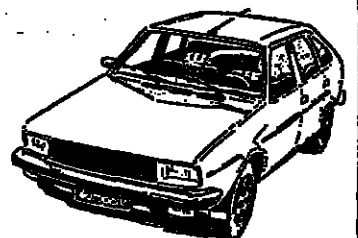
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'HABITAT

Envoyez 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 90 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

europcar location de voitures



VOUS VOYAGEZ SEUL ? ALLEZ EN AFRIQUE POUR MOINS CHER.

Sur vols réguliers AIR AFRIQUE

Vous voulez découvrir l'Afrique à tarif réduit, même si vous voyagez seul. Pour vous 2 Tarifs Découverte, au choix. Selon vos projets, l'un ou l'autre. « Explorer » : 33% de réduction ou le tarif « Visite » : 45% de réduction. Des Tarifs Découverte, il en existe 21, tous sur vols réguliers.

LES TARIFS "DECOUVERTE" AIR AFRIQUE

IL Y A UN TARIF POUR VOUS : ALLEZ VOIR AIR AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

POLITIQUE

Un semestre de pouvoir socialiste

(Suite de la première page.)

Force est toutefois de constater que la machine tarde à se dégraisser et que chômage et inflation continuent sur leur lancée ; que la réticence, sinon la résistance, d'une partie du patronat est confortée, autant que suscitée, par celle de certains milieux bancaires, voire administratifs. Bref, le gouvernement se heurte à des « blocages », selon l'expression de M. Paul Quilès. Ces blocages justifient sans doute l'« impatience » manifestée par M. Mauroy au cours de ses déplacements en province. Comment les surmonter ?

Il est toujours possible de suivre les clans des congressistes de Valence et de « couper des têtes ». Le gouvernement en a le pouvoir puisque, comme l'a rappelé M. Amicet Le Pors, il existe quelque quatre cents postes à la discrétion de l'exécutif. Outre l'effet déstabilisateur qu'un mouvement de trop grande ampleur peut avoir, il faut cependant savoir que les blocages ne se situent pas nécessairement au niveau des hommes, même s'ils sont encore animés par « la pensée Giscard », selon l'expression de M. Jean-Pierre Chevènement.

Peut-être se trouvent-ils aussi dans un « carcan » administratif dont les effets paralysants pour tout entrepreneur peuvent difficilement être passés sous silence. Tout l'effort des services du premier ministre n'est-il pas, précisément, de rendre un peu de souplesse à ce système ? Une fois coupées quelques têtes, l'obstacle sera-t-il durablement surmonté ?

Il ne le sera, pense le gouvernement, que si le nouveau pouvoir parvient à mobiliser.

En 1936, au moment du Front populaire, la mobilisation avait été spontanée : les effectifs de la S.F.I.O. avaient été multipliés par trois ; les syndicats, ou plutôt le syndicat (la C.G.T.), n'était pas en reste. Surtout, l'occupation massive des usines avait contraint le patronat à accepter les accords Matignon. Même si le P.S. a, aujourd'hui, accru ses effectifs (environ 25 %), même si l'espoir est réel, la victoire du 10 mai n'a pas suscité d'élan analogue. Peut-être faut-il voir là une

conséquence du long et lent engourdissement dans lequel le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing avait plongé le pays. Peut-être faut-il aussi considérer que les Français ont pris l'habitude d'attendre de l'Etat la solution de tous les conflits et la satisfaction de tous les besoins.

Débrouillez-vous

Ceux des socialistes qui ont conquis des municipalités détenues par la droite en 1977 ont rapidement analysé cet état d'esprit : « Nous avons voté pour vous, à vous de vous débrouiller », telle est la réaction dominante ; ni la vie associative, ni la participation à la vie locale, ni la prise de responsabilité, ne sont, au demeurant, contenues dans un bulletin de vote.

Il ne fallait donc pas compter sur une mobilisation spontanée. Reste la mobilisation organisée. Au départ, le propos du président de la République est on ne peut plus ambigu. Mais il porte en germe sa propre limite.

La méthode choisie n'était peut-être pas la meilleure. L'idée était d'agir vite, et en profondeur, dès le début du septennat. Parce que, pensait le gouvernement, le changement serait plus difficile à faire accepter si l'on tardait trop. On a donc voulu tout faire en même temps. Le programme de travail du Parlement a été surchargé, au point de contredire la volonté affirmée par le candidat

Mitterrand de « rééquilibrer les pouvoirs centraux » au profit du législatif. L'exemple du Sénat est à cet égard probant : le grand conseil des collectivités locales est contraint de discuter à la hâte, donc dans de mauvaises conditions, d'un texte qui le concerne au premier chef. La chambre d'enregistrement n'est pas loin.

M. Pierre Mendès France avait, en d'autres temps, choisi une autre méthode en traitant les problèmes l'un après l'autre, ne s'attaquant à une question que lorsque la précédente avait été résolue. Il est vrai que l'ancien président du conseil n'a tenu que sept mois.

Le fait de disposer de sept ans n'est pourtant pas un atout décisif lorsqu'il s'agit de mobiliser. D'un côté, le président de la République affirme qu'il faut savoir gérer la durée, donc que toutes les promesses ne peuvent être satisfaites rapidement ; d'un autre côté, le pouvoir demande aux Français une mobilisation à court terme.

A cette contradiction s'ajoute une difficulté inhérente à la nature du projet du chef de l'Etat. Comme ses prédécesseurs, M. Mitterrand en appelle au rassemblement de « toutes les énergies ». Il imprègne son discours d'une tonalité « union nationale » propre aux premiers magistrats de la Ve République. Mais tous n'avaient pas la même conception de l'union nationale.

Le général de Gaulle récusait les notions de gauche et de droite et se

posait à la fois en garant de l'ordre et du mouvement. M. Mitterrand se range délibérément dans le camp du mouvement et développe une conception sélective du rassemblement. Dès son intronisation, le 21 mai dernier, il avait salué la coïncidence enfin obtenue entre la « majorité politique » et la « majorité sociale ». Vision de « gauche » s'il en est, que celle qui consiste à faire ainsi référence à la « base de classe » qui l'a porté au pouvoir.

Les deux fractions de la bourgeoisie

Vision traditionnellement tournée vers la dénonciation de l'ennemi de classe, à laquelle M. Mitterrand a ajouté un contenu plus positif : on ne se contente plus de rassembler les « forces populaires » contre le capital, on s'efforce de constituer un « front de classe » autour d'un projet, celui qui a été défendu par le candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Faut-il alors « radicaliser » l'action du pouvoir pour éviter que des acteurs économiques ne cèdent à la tentation du « sabotage » ? Les congressistes de Valence semblaient le penser. Ne serait-ce que parce qu'il est plus facile, pour un parti politique, de mobiliser contre un adversaire que pour un projet.

Le langage officiel du parti, comme du pouvoir, reste cependant

celui du « compromis » qu'il faut passer avec ceux qui détiennent le pouvoir économique.

Les socialistes se heurtent en effet à un problème qui alimentait, jusqu'à présent, leurs débats théoriques : celui des alliances que la gauche peut nouer une fois conquis le pouvoir d'Etat. Certains socialistes plaident, traditionnellement, pour une alliance avec la fraction moderniste de la bourgeoisie (M.M. Rocard et Delors par exemple) ; d'autres (le CERES) souhaitent s'attacher la fraction nationaliste de cette bourgeoisie ; d'autres enfin privilégient des secteurs plus traditionnels : c'est le discours du chef de l'Etat, du président de l'Assemblée nationale ou du premier ministre en direction des P.M.I. et des P.M.E., qui doivent cesser d'être la « chair à pâté du grand capital ». Tous pourtant s'accordent pour reconnaître que la bataille de l'emploi se jouera dans les petites et moyennes entreprises. Mais la difficulté est d'ordre idéologique : les petits et moyens entrepreneurs constituent, de longue date, une clientèle de choix (voire la clientèle la plus stable) pour les partis de droite. Il est sûr qu'en définitive chacun sait que la seule arme efficace dans ce domaine sera la reprise économique.

On ne peut s'empêcher, à ce stade, de constater une réelle analogie entre le discours traditionnel du P.C.F. et celui du nouveau pouvoir. Le premier prône, de longue date, une alliance « antimonomopoliste », excluant la fraction « monopolis-

tiste » du patronat et ses relais dans la haute administration ; certains secteurs du patronat et de la haute administration ne sont-ils pas, aujourd'hui, la cible favorite du pouvoir ?

Le partage des rôles

C'est que le choix prioritaire du P.S. — et en ce sens le congrès de Valence marque une parfaite continuité avec le congrès de Metz — est de ne pas rendre de terrain au P.C.F. et, si possible, de continuer d'en gagner à ses dépens. Il doit être d'autant plus attentif que les communistes peuvent estimer que leur participation au gouvernement leur donne la capacité de réduire l'écart. En utilisant, au moment opportun, au besoin par la surenchère, une meilleure implantation dans les entreprises, via la C.G.T., elle-même reprise en main.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant qu'une sorte de partage des rôles entre le chef de l'Etat et le parti socialiste se soit instauré. D'autant que le premier est assuré de la durée et représente un électoral très large, tandis que le second doit satisfaire des intérêts plus limités et plus immédiats : il lui faut, au fur et à mesure des consultations électorales locales (1982 et 1983), puis nationales (1986 et 1988), confirmer son hégémonie au sein de la coalition gouvernementale.

Le chef de l'Etat et son gouvernement font donc valoir leur modération ; ils usent, en quelque sorte, de la carotte. Le parti joue sur un autre registre, celui de la radicalisation : le bâton n'est pas loin. Ce faisant, les socialistes prennent sans doute le risque d'une dramatisation souhaitée par l'opposition. C'est qu'un tel dispositif nécessite, pour être efficace, un dosage subtil.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Prochain article :

DOMINER, C'EST COMPOSER.

vous gagnez dans l'ordre.
vous gagnez dans le désordre.

tirage ce soir
à la télévision

ARLEQUIN
loterie nationale



GALERIES LAFAYETTE

APPRIVOISEZ
LE FROID.

Oubliez le blizzard et
vive la mode anti-froid
avec cette veste droite
pure laine vierge - 550 F
et ce pantalon pure
laine vierge - 235 F.

Woolmark. 100% pure laine vierge.

Galerias Lafayette



هكذا من الأصل

UN PROCÈS A NEW-YORK

Le père malgré lui

De notre correspondant

New-York. — Le tribunal de la famille de Manhattan a à connaître d'un cas bien étrange : celui de M. Frank Serpico, qui refuse de participer aux frais d'éducation d'un enfant qu'il a eu, en mars 1980, d'une hétérosexuelle de l'air, Mme Pamela P., sous le prétexte que celle-ci lui avait affirmé prendre la pilule contraceptive, alors qu'elle voulait, en fait, devenir mère.

M. Serpico est un ancien policier new-yorkais, dont les révélations avaient, en 1969, provoqué la formation d'une commission d'enquête sur la corruption de la police municipale. Ses aventures ont fait l'objet d'un film et d'une série de télévision à succès.

Revenu aux États-Unis, après plusieurs années passées dans une ferme qu'il a achetée aux Pays-Bas, M. Serpico affirme qu'il n'a eu avec Mme Pamela P. qu'un « échange sexuel » de courte durée et qu'il n'avait eues pas l'intention d'en avoir un enfant. Sa bonne foi ayant été surprise, il refuse d'avoir quel que soit à faire avec ce rejeton, aujourd'hui ou plus tard. Il précise d'ailleurs que son refus de la paternité est d'ordre philosophique : il serait volontiers père si pouvait être assuré que son fils jouisse de la liberté d'expression. « Mais, dans notre société, estime-t-il, les enfants n'ont aucun droit. »

Défense féministe

L'avocat de M. Serpico est une féministe connue, Mme Karen Decrow, ancienne présidente de N.O.W. (National Organiza-

tion for Women). Elle plaide que, tout comme les femmes, les hommes ont le droit de choisir d'avoir ou non un enfant : « C'est la logique féministe en pareil cas », Mme Decrow juge, d'autre part, que Mme Pamela P. appartient à la classe moyenne, à un « milieu » et est parfaitement capable de subvenir aux besoins de cet enfant.

Les défenseurs de M. Serpico estiment qu'il n'a pas plus de raison de participer aux frais d'éducation de cet enfant que ne l'est quiconque est amené, contre son gré, à devenir le père biologique d'un enfant non désiré. Et ils citent, à l'appui de leur thèse, plusieurs arrêts concernant l'insamblable arbitraire sans le consentement du mari. Un mariage nul contracté en toute connaissance de cause, ou la conception à la suite d'erreurs médicales ou pharmaceutiques.

Un premier juge a donné raison à M. Serpico, qui estime qu'il a été utilisé par Mme Pamela P. « comme une simple banque de sperme ». Mais Mme Pamela P. a fait appel. L'affaire a déclenché une vigoureuse querelle parmi les avocats féministes, dont certaines accusent Mme Decrow de « sexisme ». « Si M. Serpico ne voulait pas d'enfant, il n'avait qu'à se faire stériliser », déclare l'une d'elles, Mme Marjory Fields. Celle-ci estime que les arguments de Mme Decrow rejoignent le vieux stéréotype de la femme qui « ensorcelle » l'homme pour mieux le dominer.

NICOLE BERNHEIM.

« LE PEUPLE FRANÇAIS N'EST PAS ANTISÉMITES »
Souligne Mme SIMONE VEIL DEVANT L'UNION MONDIALE DU JUDAÏSME LIBÉRAL

Le congrès de l'Union mondiale du judaïsme libéral, qui s'est réuni du 8 au 9 novembre à Paris sous la présidence de M. Gérard Daudé (Estar-Tel), a demandé aux gouvernements et aux peuples d'Europe de condamner avec la plus grande clarté et la plus grande détermination les tentatives de résurgence d'un antisémitisme qui défigure l'histoire de

la civilisation occidentale. Il condamne les attaques contre les vies et les biens juifs et les maisons de prière à Paris, Vienne et Jérusalem. Le congrès a demandé aux « frères et sœurs des Eglises chrétiennes et à toutes les organisations qui se consacrent au bien de l'humanité de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour détruire ces démons ».

CORRESPONDANCE

L'affaire Matencio et la peine de mort

M. Daniel Mayer, ancien ministre, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous écrit : « Commentant le verdict condamnant Joël Matencio, bon nombre de confrères de la presse et de la radio ont cru bon d'affirmer que les jurés, ayant refusé toute circonstance atténuante, leur attitude, il y a quelques mois, avant qu'elle ne fut abolie, aurait abouti à prononcer la peine de mort. On ne saurait marquer avec plus de finesse la nostalgie qu'ils éprouvent à l'égard d'une pratique heureusement abolie. Mais le raisonnement, quel qu'il en soit, est sujet à caution. »

Il se peut, en effet, que certains jurés hostiles par principe à la guillotine ou considérant Joël Matencio comme un anomal n'aient pas invoqué les circonstances atténuantes, justement parce que la peine de mort est abolie, mais qu'ils fussent admettent pour ne pas faire tomber une tête.

Qui veut trop prouver ne prouve décidément rien.



pour les hommes grands
CAPEL est un grand homme

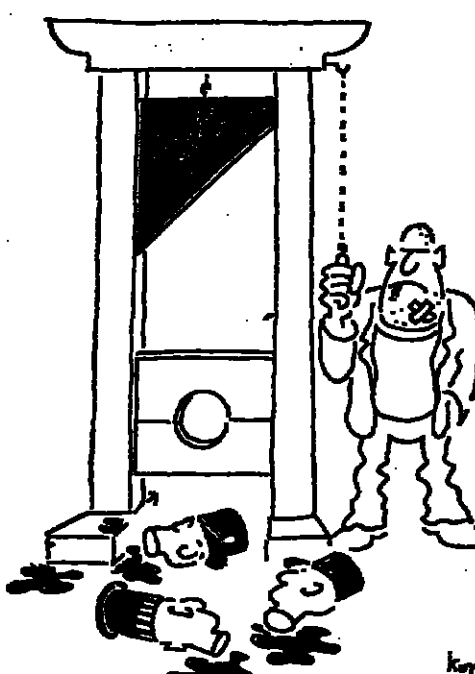
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maisons-Montparnasse Paris 15

JUSTICE

Le débat sur la sécurité des policiers et la protection des juges

La protection et le rôle des juges d'instruction sont au centre d'un débat qui s'est ouvert après l'assassinat, à Marseille, du juge Pierre Michel. Le 6 novembre, M. Badinter a indiqué que les magistrats qui le souhaitent pourront bénéficier d'une protection policière. M. Robert Badinter a aussi annoncé que les magistrats instructeurs pourront remettre, sous pli fermé, aux chefs de juridiction « l'état de leur réflexion, l'indication de leurs soupçons et le nom de ceux dont ils pensent qu'une menace mortelle peut venir ». Cette mesure, estime le ministre de la

justice, est de nature à prévenir des assassinats comme celui du juge Michel (« Le Monde » daté 8-9 novembre). Les déclarations de M. Badinter suscitent les « expresses réserves » du Syndicat de la magistrature. Celui-ci fait remarquer que la remise d'indications sous pli fermé « serait illégale dans la mesure où elle institutionnaliserait l'existence de dossiers parallèles ». Le Syndicat observe que la sécurité des juges d'instruction réside surtout dans la répartition de dossiers entre les magistrats, de manière telle qu'elle « évite de faire de certains d'entre eux la cible toute désignée de certains malfaiteurs ».



(Dessin de KONK.)

La Fédération autonome des syndicats de police demande à être reçue « d'urgence » par M. Defferre

Après le hold-up commis à Paris, le mardi 10 novembre, dans une agence de l'American Express, au cours duquel un gardien de la paix, M. Patrick Quevilly, et le sous-directeur de l'agence, M. Richard Weiss, ont été blessés, le premier très sérieusement, le second moins gravement (Le Monde du 12 novembre), les syndicats continuent à réagir vivement. Ainsi, M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), la plus représentative des organisations (1), a-t-il déclaré :

« Europe 1, ce jeudi matin, que la Fédération qu'il représente à l'intention de demander à M. Defferre de la recevoir d'urgence de manière à ce que soient exposés au ministre de l'Intérieur « l'insécurité des policiers et les suggestions qu'ils proposent ». An nombre des moyens réclamés par la FASP figurent, notamment, outre un accroissement des effectifs actuels — à maintes reprises, M. Defferre a déjà annoncé que six mille nouveaux policiers seraient recrutés en 1982 — l'augmentation des moyens matériels (véhicules, armement, matériel de transmission, etc.), l'instauration d'une action préventive suivie et, enfin, la refonte des méthodes de formation des élèves policiers, jugée encore insuffisante.

(1) La représentativité des différents syndicats de la police nationale a été reconnue par la commission paritaire administrative établie, actuellement, de la façon suivante (dernières élections professionnelles) :
FASP : 56,97 % ; U.A.P. : 19,38 % ; C.G.T. : 4,48 % ; F.O. : 3,48 % ; S.N.P. : 2,24 % ; C.F.D.T. : 1,28 % ; F.F.P. : 0,82 %
Commandants et officiers : S.O.C. (U.A.P.) : 55,88 % ; F.R.A.C.O.P. (FASP) : 44,05 %
Personnels en civil : 5 syndicats des commissaires (FASP) : 88,03 % ; F.O. : 4,81 %
Inspecteurs : S.N.A.P. (FASP) : 74,82 % ; F.O. : 10,51 % ; C.F.D.T. : 8,32 % ; F.F.P. : 0,22 % (liste commune).
Enquêteurs : S.N.A.P. (FASP) : 72,61 % ; F.O. : 8,89 % ; C.F.D.T. : 5,14 % ; C.F.D.T. : 6,75 % ; C.G.C. : 4,16 % ; C.G.T. : 2,12 %.

« Une conférence de presse de M. Defferre annoncée. — La conférence de presse que M. Gaston Defferre devait tenir, ce jeudi 12 novembre, à 12 heures, au ministère de l'Intérieur, pour présenter le projet de budget 1982 de la police nationale a été annulée, sans commentaire, ce même jour aux premières heures de la matinée. Aucune nouvelle date n'a été fixée. Le chapitre « police » du budget du ministère de l'Intérieur doit être examiné par l'Assemblée nationale à partir du mardi 17 novembre.

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE L'ENTREPRISE MIALET

Le maire (P.C.) de Vénissieux est inculpé de corruption passive

M. Marcel Houël, maire (P.C.) de Vénissieux, ancien député du Rhône, vient d'être inculpé de corruption passive par M. Jacques Seguin, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, juridiction à laquelle avait été transmis, en février 1980, le dossier d'une information judiciaire, ouverte à Lyon en novembre 1979, et qui avait alors entraîné l'inculpation, pour abus de confiance, de la société d'entreprise d'installations électriques, M. Louis Miallet (Le Monde du 9 février 1980).

Dès le début de l'enquête, l'examen des livres de paie de la société Miallet avait fait apparaître, parmi les salariés de l'entreprise, les noms de trois personnes qui, selon des témoins, n'y exerçaient aucune activité, mais appartenaient toutes au parti communiste avec des fonctions de permanence.

Un rapprochement avait été fait avec certains marchés conclus entre la Société Miallet et la ville de Vénissieux et pour l'obtention desquels les mêmes témoins assuraient que l'entreprise devait consentir à la municipalité le versement de ristournes sur le montant hors taxes des travaux à exécuter. Ces éléments amènent très vite le parquet de Lyon à estimer que le maire de Vénissieux était « susceptible d'être inculpé », ainsi d'ailleurs que M.M. Jean Caplevis et Camille Vallin, respectivement maires (P.C.) de Vaulx-en-Velin et de Givors (Rhône), mais pour lesquels l'affaire reste sans suite.

En application de l'article 681 du code de procédure pénale, il devait saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation pour qu'elle « désigne la chambre

d'accusation qui pourra être chargée de l'instruction ». En application de cette procédure, M. Jacques Seguin s'est rendu à Lyon, mardi 10 novembre, où il a entendu M. Houël et Miallet avant de notifier au maire l'inculpation de corruption passive.

Dans une déclaration qu'il a publiée, jeudi 12 novembre, M. Houël indique que les marchés passés par la commune de Vénissieux avec l'entreprise Miallet ont été « selon les normes en vigueur et dans le respect de la concurrence ». Et précise que « à aucun moment M. Miallet n'a bénéficié de quelque monopole que ce soit ».

Il ajoute que la ville de Vénissieux a employé plus de trente cents personnes et « a laissé la responsabilité et le risque de leurs affirmations à ceux qui voudraient accablés l'indice qu'il était nécessaire à une commune d'« emprunter » du personnel ».

POINT DE VUE

Solitude

par YVES KLENIEC (*)

L'INSTITUTION du juge d'instruction est à nouveau mise en question avec l'assassinat, à Marseille, du juge Michel. Certains, en effet, comme ce fut déjà le cas après la mort du juge Renaud, n'ont pas hésité à parler de « super-juge poursuivant le père lui-même et la France et ailleurs, hautement spécialisé et chargé des plus lourds dossiers ». Cela, sans doute était vrai pour ce qui concerne le juge Renaud. C'est partiellement exact pour le juge Michel.

Cela revient à s'interroger sur l'institution même de ce que le droit appelle encore la « juridiction d'instruction ». Car le juge d'instruction constitue aux termes de la loi une juridiction, en ce sens qu'il doit instruire à charge mais aussi à décharge. L'instruction dont il est esai n'est pas le prolongement de l'enquête policière : il n'est pas un super-policier ; autrement dit, s'il doit dégager les éléments d'accusation, il doit aussi les vérifier, en sorte que la présomption d'innocence qui s'attache à tout citoyen puisse triompher d'indices de culpabilité qui seraient insuffisamment précis et concordants.

Le juge d'instruction constitue donc à lui seul une juridiction, qui se veut autonome et indépendante. Cela requiert, de sa part, beaucoup de force de caractère, de personnalité, d'indépendance et, par voie de conséquence aussi, d'expérience.

La question qui se pose, est de savoir si, dans ce pays, le système mis en place est de nature à favoriser ces qualités essentielles chez un magistrat dont la responsabilité, rapetissée, est immense : n'est-on pas dit fort justement que le juge d'instruction était le personnage de la République qui jouissait du plus grand pouvoir : celui d'incarcérer, et donc de porter atteinte à la liberté et à l'honneur, de placer sous scellés, sous séquestre, et donc de paralyser toute activité.

Or, force est de constater que dans le système actuel les juges d'instruction sont les plus jeunes, les plus inexpérimentés, les plus inexpérimentés et donc les plus exposés à l'erreur, cela pour diverses raisons : d'abord ils font partie du système répressif qui, s'il est connu des mass media, est traditionnellement, par contre, méprisé par la hiérarchie pour qui, seul « le civil » est le droit noble, digne d'intérêt.

Par ailleurs, le juge d'instruction bénéficie de l'indice de rémunération le moins élevé de la hiérarchie : il suit de là que les magistrats qui bénéficient d'une certaine ancienneté et, par voie de conséquence, d'une expérience certaine reculent toute affectation à des postes d'instruction et, de fait, depuis de nombreuses années la chancellerie a pris le parti de nommer à ces fonctions de grande responsabilité de tout jeunes gens et jeunes filles dont les fonctions de juge d'instruction constituent la première affectation, alors qu'ils sortent frais émoulus, mais également inexpérimentés, de l'Ecole nationale de la magistrature de Bordeaux. Il en était ainsi du juge Michel à Marseille. Il en est ainsi de la quasi-totalité des juges d'instruction dans le pays.

Mais un autre danger guette le juge d'instruction : celui d'une trop grande spécialisation qui pourrait être la conséquence d'une affectation trop longue au poste qu'il occupe et qui l'amènerait à se convertir en super-policier et à transformer la juridiction qu'il est censé en une antenne dynamique du S.R.P.J. ou de la police antigang.

Un super-policier

Il est bon que la police, dont c'est la fonction, poursuive le criminel et débouque la culpabilité, mais il n'est pas bon dans un système démocratique que le juge se transforme en shérif.

La pratique des parquets, qui tend à attribuer à certains juges d'instruction la connaissance d'un certain nombre d'infractions commises non seulement dans la circonscription judiciaire où ils ont compétence mais également hors des limites de cette circonscription et même à l'étranger, correspond sûrement à une bonne méthode d'enquête policière. Elle n'est assurément pas un moyen de rendre la justice. Elle transforme le magistrat en fonctionnaire de police.

Il n'est ni préparé à ces fonctions, ni ne correspond pas à sa vocation, ni armé pour faire face aux nécessités de cette activité ni protégé lui-même, ainsi que malheureusement l'a révélé la fin dramatique du juge Michel.

Enfin, cette conception est une perversion du système à laquelle la démocratie ne peut s'accoutumer sans danger.

(*) Avocat à Aix-en-Provence.

LE PRÉSIDENT DES LIMONADIERS DE L'AUDE EST ÉCROUÉ

Carcassonne. — M. Pierre Pavanetto, quarante-quatre ans, président du Syndicat des limonadiers de l'Aude et président de l'Association sportive carcassonnaise, équipe nationale de Jeu à XIII, a été inculpé, mercredi 11 novembre, de contrefaçon de contrefaçon et d'achat d'alcool, et écroué à Carcassonne.

L'affaire a débuté le 5 juin par l'arrestation à la frontière andorranne de M. Jean Benmatti, cinquante-huit ans, ancien conseiller municipal de Carcassonne. Interpellé par un barrage douanier, M. Benmatti avait pris la fuite. Un tireur d'élite l'avait alors stoppé en creusant les pneus de sa voiture. L'ancien commissaire transportait une centaine de bouteilles de whisky provenant d'Andorre. Inculpé de contrefaçon, il avait été écroué à Poissy. Une perquisition dans sa villa de Cahilhac permit de récupérer plus de mille bouteilles. L'ancien commissaire travaillait, semble-t-il, à grande échelle et se rendait en Andorre deux fois par semaine depuis de nombreux mois. Au cours d'une récente perquisition, les enquêteurs ont trouvé une liste de clients sur laquelle figurait le nom de M. Pavanetto.

Interpellé lundi en qualité de témoin, M. Pavanetto, propriétaire d'un café et d'une boîte de nuit à Carcassonne, a reconnu au bout de trente-six heures, avoir écroulé dans ses établissements l'alcool de contrefaçon. (Corresp.)

« L'Humanité condamnée pour diffamation. — M. André Lajoux, directeur de la publication de l'Humanité, a été condamné, lundi 9 novembre, pour diffamation, à verser 5 000 F de dommages et intérêts à M. Yves Roucaute, auteur du livre Le P.C.F. et les sommets de l'Etat. Le quotidien est en outre condamné, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, à la publication du jugement dans ses colonnes ainsi que dans un autre quotidien du choix de M. Roucaute. Il est toutefois amnistié sur le plan pénal.

Le 6 février 1981, l'Humanité avait accusé M. Roucaute d'avoir effectué un « montage » et d'avoir donné une description exagérée et tendancieuse du chantage du programme commun par le P.C.F. en 1977, dans l'annexe de son livre consacré à une interview de M. Henri Stierdyniak dit Rami Bourges, administrateur de l'INSEE et l'un des trois responsables du chantage réalisé par le P.C.F.



CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maisons-Montparnasse Paris 15

ÉDUCATION

Querelle municipale à Plédran (Côtes-du-Nord)

Une élue socialiste peut-elle mettre son enfant à l'école privée ?

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Une élue socialiste peut-elle, sans se déjuger, mettre son enfant à l'école privée ? C'est la question de fond que soulève, à Plédran, commune de la banlieue de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), une querelle entre élus communistes et socialistes, survenue vendredi dernier, au conseil municipal, lorsqu'on a débattu du retrait des délégations de la quatrième adjointe socialiste, accusée d'avoir ainsi « renié sa profession de foi ».

La constitution d'une liste de gauche, lors des dernières élections municipales, à Plédran, n'avait pas été des plus faciles. Pas plus que la désignation des adjoints : entre les communistes majoritaires et les socialistes déclarés, le débat laissa quelques traces visibles au fil des réunions du conseil. L'affaire a éclaté avec la relation, dans le bulletin municipal d'octobre, d'une motion de l'amicale laïque dénonçant le retrait de l'école publique « du fils d'une adjointe » (en l'occurrence Mme Lohier) qui l'avait mise à l'école privée. La réponse vint de M. Lohier. Dans un tract intitulé « Vive la liberté », il rappelait que « le fils d'adjointe » avait aussi un père responsable, et il invitait chacun à « balayer devant sa porte ».

La guerre scolaire est promue à se réveiller en Bretagne. Les commentaires des uns et des autres attisant ce feu qui couve, le conseil municipal fut saisi. Malgré l'intervention du secrétaire fédéral du P.S., qui proposa sa médiation, malgré les quelques autres conseillers socialistes qui dénonçaient « un jugement sommaire dans lequel l'accusé n'aurait ni défenseur ni droit d'expression », la quatrième adjointe fut donc mise en accusation sous les applaudissements du public.

Finalement, M. Daniel Bailly, le maire (de tendance communiste), et le deuxième adjoint communiste ont jugé qu'un détail de réflexion s'imposait avant toute décision. « Pas question de nous désolidariser de notre camarade », dit M. Claude Samier, le secrétaire fédéral du P.S. des Côtes-du-Nord. Sa déclaration est un acte privé. Dans une région comme la nôtre, si on commençait une sorte de chasse aux sorcières des gens de gauche ayant des enfants dans le privé, ce serait la grande pagaille. Aucun parti de gauche n'y gagnerait. »

La preuve, dit M. Lohier, regardez dans le conseil municipal de Plédran. »

JEAN VIDEAU.

Cent trente millions d'enfants ne sont pas scolarisés

De notre correspondante

Genève. — Près de 130 millions de jeunes enfants non scolarisés risquent de s'ajouter aux 814 millions d'analphabètes (1) recensés en 1980 dans le monde, a averti M. Amadou Mahiar M'bow, directeur général de l'UNESCO, lors de l'ouverture de la Conférence internationale de l'éducation qui réunit, depuis le 10 novembre, à Genève, sous les auspices du Bureau international de l'éducation, des délégués de cent dix-huit pays.

On pourrait avoir, au premier abord, une impression de progrès : en 1960, 343 millions d'enfants et d'adolescents étaient scolarisés à divers niveaux ; aujourd'hui, on en compte 692 millions. Mais cette progression s'explique, en grande partie, par l'explosion démographique de ces vingt dernières années.

Dans les pays industrialisés, qui ont connu une baisse de la natalité, le nombre d'élèves des écoles primaires a diminué entre 1970 et 1975, alors que le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire et supérieur a légèrement progressé. Dans les pays pauvres, les taux de scolarité se sont élevés entre 1970 et 1980 de 57 %

à 79 % en Afrique, de 77 % à 84 % en Asie et de 82 % à près de 100 % en Amérique latine. Ces chiffres, cependant, sont à nuancer, par un nombre considérable d'enfants inscrits dans des écoles ne les fréquentant pas parce qu'ils sont réquisitionnés pour des travaux d'adultes.

Dans l'enseignement secondaire, où les chiffres sont plus significatifs, les taux ont grimpé pendant la même décennie de 11 % à 21 % en Afrique, de 29 % à 36 % en Asie et de 25 % à 45 % en Amérique latine. Pour l'ensemble du tiers-monde, ces taux ont progressé de 22 % à 32 % alors que dans les pays industrialisés, ils passaient de 70 % à 79 %.

Enfin, l'enseignement supérieur a aussi progressé : la proportion d'étudiants inscrits est passée en Afrique de 1,5 % en 1970 à 2,5 % en 1980, en Asie de 5,9 % à 6 % et en Amérique latine de 6,4 % à 15 %. Dans l'ensemble des pays du tiers-monde, cette proportion passe de 4,4 % à 7,3 % et dans les pays industrialisés de 25,4 % à 31,6 %.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Le Monde du 10 septembre 1980.

STAGES d'ANGLAIS à OXFORD

du 22-12-81 au 3-1-82 : bac, prépa H.E.C. et Sciences-Po, D.E.U.G., Licence, CAPES et Agrégation
Toute l'année formation continue
Oxford Intensive School of English
21, rue Th. Renaudin 75013 Paris - (1) 533.13.02

magazine littéraire

Tous les mois un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

Dossier de novembre :

GABRIEL GARCIA MARQUEZ

Entretiens, inédits, des études de Jean-François Fogel, Albert Besson, Jacques Gilard

Entretiens : ANDRÉ GLUCKSMANN

LA PASSION DE L'OCCIDENT

En vente dans tous les kiosques : 12 F.

HISTORIENS et GÉOGRAPHES

Il y a un an, l'attentat de Copernic condamné à Rennes.

Dossier : Que devient l'histoire grecque ? (F. RUZEY)

Sur le pouvoir au Moyen Age (M. ZIMMERMANN)

Bibliographie d'Agrégation et de CAPES :

Le monde romain de l'avènement de Valérien à la mort de Julien (A. CHASTAGNOL).

L'évolution économique de l'Allemagne, de la France et des États-Unis du milieu du XIX^e siècle à 1914 (J. BOUVIER, C. FOHLEN, L. DUPEUX)

La monarchie russo-scandinave (M. CABOURET, J.-P. PEULVAST et Y. VEYRET).

Les déserts (J. DEMANGEOT).

PRIX : 30 F
Chèque libellé au nom de A.P.E.G. (Association des professeurs d'histoire et de géographie) à envoyer : HISTORIENS - et GÉOGRAPHES B.P. 121 - 91001 EVRY CEDEX

DÉFENSE

A LA BASE AÉRIENNE DE COGNAC

La Ligue des droits de l'homme demande l'assistance d'un avocat pour un appelé sanctionné

De notre correspondant

Angoulême. — L'offensive déclenchée par la Ligue des droits de l'homme contre la sécurité militaire (le Monde, 26-27 novembre) a pris en Charente un tour nouveau. Le président départemental de la Ligue et un avocat de Bordeaux ont demandé — en vain — à être reçus par le commandant de la base aérienne de Cognac pour obtenir des éclaircissements sur le sort d'un appelé condamné à quarante jours d'arrêts.

Les faits remontent au 8 octobre. Jour de l'incorporation de la classe 81-10. Devant la gare, des militants C.F.D.T. distribuent aux recrues des tracts signés par le comité des soldats de la base aérienne 709 de Cognac et appelant au renforcement des comités de soldats dans les unités, en liaison avec les syndicats locaux. A l'arrivée d'un second train, des gendarmes interpellent les militants, relèvent leur identité et demandent aux appelés de rendre ces tracts.

La sécurité militaire ouvre une enquête. Elle se rend notamment chez certains des militants C.F.D.T. A l'intérieur de la base, l'enquête aboutit à l'identification de quatre appelés ayant participé à la rédaction des tracts imprimés avec l'aide de l'union C.F.D.T. Trois d'entre eux seront légèrement sanctionnés. M. Hans Schiller, le quatrième, est puni de quarante jours d'arrêts : trente pour les faits eux-mêmes et dix pour détention de munitions après la découverte dans son paquetage personnel de plusieurs balles.

Les jeunes appelés du contingent recevront tous, à compter du 1^{er} décembre, le texte du règlement de discipline générale dans les armées dont une nouvelle édition vient d'être conçue avec des illustrations du dessinateur humoristique Pien. A ce jour, ce règlement, dont les fondements remontent à 1975 mais qui, depuis, a été libéralisé, n'avait jamais été systématiquement distribué aux appelés.

La direction de la gendarmerie nationale et de la justice militaire prend désormais l'appellation de direction générale de la gendarmerie nationale, selon un décret du ministre de la défense paru au Journal officiel du mercredi 11 novembre. Par ses effectifs (plus de quatre-vingt mille hommes), la gendarmerie nationale est devenue une administration, de statut militaire, qui est l'équivalent d'une quatrième armée, dépassant, par exemple, les effectifs de la marine nationale (soixante-huit mille quatre cents hommes environ). De surcroît, le gouvernement a l'intention de confier à d'autres juridictions, civiles, les affaires relevant jusqu'à présent de la justice militaire.

A la demande de sa famille et sur l'incitation de la Ligue qui entend poser le problème du droit à l'assistance d'un avocat de tout appelé sanctionné, un avocat bordelais, M^{re} Gérard Boulanger, a tenté d'obtenir des informations sur les motifs précis de la sanction infligée à M. Schiller, en se présentant, accompagné de M. Guillaumet, président départemental de la Ligue des droits de l'homme, à l'entrée de la base aérienne de Cognac. La délégation n'avait pas pris rendez-vous avec les autorités militaires. M^{re} Boulanger a demandé à être reçu par le colonel Casames, commandant la base. La réponse négative arrivait au poste de garde cinq minutes plus tard, tandis que, depuis l'intérieur de la base, un militaire photographiait les visiteurs éconduits.

M. Bernard Vilette, député socialiste de la Charente, avait initialement donné son accord pour faire partie de la délégation. Il s'est finalement récusé, préférant saisir directement le ministre de la défense du problème posé. De son côté, M^{re} Boulanger a adressé au ministre de la défense une lettre ouverte : il y demande, notamment, l'annulation de la sanction prise contre M. Schiller.

MÉDECINE

LA RÉORGANISATION DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le décret fixant les attributions respectives de la direction de la santé et de la direction des hôpitaux est paru au Journal officiel du 11 novembre. M. Jacques Roux, qui a le titre de directeur de la santé (et non de directeur général comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 11 novembre), partage avec M. Jean de Kervastoué la responsabilité de la formation des personnels hospitaliers : c'est de ce dernier que relève, entièrement, en effet, comme nous l'avions indiqué, le recrutement. La gestion, les statuts de ces personnels. Il était donc logique qu'il contrôle aussi leur formation.

Une erreur de transcription nous a, d'autre part, fait écrire que le service qui relève de l'autorité de M. Roux assume des tâches « de conception » : il fallait lire « de conception ».

Se perfectionner, se apprendre la langue est possible en suivant LES COURS d'ANGLAIS DE LA BBC
Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BSCM 8, rue de Bani - 75008 Paris

RELIGION

Deux cent quarante prêtres au travail à la Mission de France

La Mission de France, fondée par le cardinal Suhard, a quarante ans. Mgr Jean Vinet, évêque en titre, en devenant président de la Conférence épiscopale, le comité épiscopal de la Mission de France, qui comprend sept membres, est présidé par Mgr Jean Remond, seul évêque de France à exercer régulièrement une profession (il est employé administratif dans une compagnie d'assurances à Paris).

La Mission de France est relativement peu touchée par la crise des vocations. Vingt et un prêtres ont été ordonnés depuis vingt et un ans. Une quinzaine d'autres le seront probablement d'ici à 1985. La moyenne d'âge est en baisse. Ils sont trois cents au total, dont 80 % (240) effectuent un travail salarié : conducteurs de tracteur, journaliers, laveurs de carreaux, employés de bureau, agents de marketing, cuisiniers ou serveurs dans l'hôtellerie, travailleurs du tourisme, sociologues, etc. Un livre collectif vient de paraître sous le titre Aujourd'hui la Mission de France. L'espérance interrogée, présenté par Pierre Gerbe et Ivan Daniel (1). Cet ouvrage voit surtout par ses témoignages qui expriment le parti pris des prêtres désirant

partager le destin des milieux réputés impénétrables à la foi et à l'Eglise. En tout, il y a en France un millier de prêtres ouvriers, mais on en parle si rarement que la plupart des gens ignorent leur existence. Quel pourrait être plus important que cette insertion de l'Eglise institutionnelle dans le milieu ouvrier ?

« Si Dieu, estimant les auteurs, crée l'homme à son image, les multiples images de l'homme ne sont-elles pas nécessaires pour découvrir quelques facettes du mystère de Dieu ? (...) La foi en l'homme se renouvelle dans la conviction que l'Esprit parle dans les profondeurs mêmes de l'athéisme profane. »

Au moment où la conférence de l'épiscopat français s'achève non sans mal à dégager des perspectives missionnaires, la Mission de France se trouve, par sa vocation spécifique, concernée de plein fouet. L'Eglise ne saurait trouver un deuxième souffle si elle se réveille incapable de rendre l'Evangile perceptible au monde de l'incroyance, dont les convictions ne manquent pas de fondement. — H. F.

(1) Editions du Centurion, 85 F.

UN COLLOQUE INTERNATIONAL A ROME

L'Europe à la recherche d'une « révolution de l'intelligence »

Correspondance

Rome. — Sur l'initiative de l'université catholique de Lublin (Pologne) et de l'université pontificale du Latran, à eu lieu à Rome, du 3 au 7 novembre, un important colloque international — réunissant des chercheurs de vingt-trois pays — sur « les communes racines chrétiennes des nations européennes ». Les deux universités voulaient ainsi donner suite à l'appel lancé, le 3 juin 1979 en Pologne, à Gniezno, par Jean-Paul II.

Il s'agissait, au travers de l'histoire et malgré les différences qui ont marqué les évolutions des Eglises d'Orient et d'Occident, de souligner leurs valeurs communes, qui sont à la base des nations de toute l'Europe. « un continent appelé à reconstruire son unité », a affirmé M. Virgilio Levy, vice-directeur de l'Observatoire romain et secrétaire général du colloque. « aussi bien pour sa propre survie que pour la contribution unique qu'il est en mesure d'apporter aux relations entre les autres continents ».

Le thème d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural n'est pas nouveau, mais l'originalité de ce colloque a été d'insister sur le fait que cette unité Est-Occident « peut devenir un fait concret, moins à partir des mouvements sociaux et politiques que d'une révolution de l'intelligence aujourd'hui assumée », a souligné M. Levy, ajoutant que le dialogue culturel rend évident les égalités de fond et le fait qu'il n'existe pas de Europe, mais une seule avec tous ses peuples ».

MARC SEMO.



LA LIBRAIRIE DU GLOBE

reçoit les abonnements aux revues soviétiques en russe et en français, notamment :

L'UNION SOVIÉTIQUE Faits et problèmes - Arts et lettres - Sciences et techniques - Sport	12 numéros : 50 F
SPOUTNIK Le "digest" de la presse soviétique.	12 numéros : 60 F
LETTRES SOVIÉTIQUES A travers les dernières œuvres des auteurs soviétiques, un panorama de la littérature des différents peuples de l'URSS.	12 numéros : 60 F
LA FEMME SOVIÉTIQUE Revue sociale, politique et littéraire éditée par le Comité des femmes soviétiques et le Conseil central des syndicats.	12 numéros : 50 F
LES NOUVELLES DE MOSCOU Les principaux événements de la vie en URSS relatés et commentés par les Moscovites.	52 numéros : 75 F
TEMPS NOUVEAUX Les faits et documents de la politique de l'URSS et du monde analysés par des spécialistes.	52 numéros : 80 F
LA VIE INTERNATIONALE Le point de vue soviétique sur tous les aspects de la politique mondiale.	12 numéros : 50 F

Envoi du catalogue contre 6 francs en timbres-poste

Librairie du Globe
SERVICE ABONNEMENTS
2, rue de Buci 75006 PARIS

Annales

Économies • Sociétés • Civilisations

Revue bimestrielle fondée en 1929 par Lucien FEBVRE et Marc BLOCH, publiée avec le concours du C.N.R.S.

Au sommaire du n° 3-1981

Clientèle et corruption au service de l'Etat, P. Veyne
LA CHINE : La Chine des Ming aux Qing, J. Garnier - La conjonction chinoise (XVII^e-XVIII^e siècle), M. Cartier.
HISTOIRE DEMOGRAPHIQUE : Mesure de l'espacement des naissances : controverse entre J. Khodak et J. Dupâquier, M. Lachiver - Sur l'âge des premières règles en France, E. Shorter - Populations d'Ancien Régime (comptes rendus).
LES SOCIÉTÉS AGRAIRES : L'Europe moderne : féodalité ou féodalisme ? M. Aymard - Les techniques agricoles en Flandre et en Brabant, M.-J. Tils-Deleu - La Châtellenie de Furnes, P. Vandeweyer - L'effacement au XVIII^e siècle, A. Corvol - Les confrères familiaux en Haute-Provence, A. Collomp - L'économie rurale (comptes rendus)

Au sommaire du n° 4-1981

INTER-SCIENCES : La sociologie : un débat, C. Davis - Tensions actuelles de l'histoire des sciences, P. Renoult.
L'analyse économique par la modélisation dynamique : le Languedoc-Roussillon, R. Pech et O. Marcant - Le sacrifice en Grèce, N. Loreux.
POLEMIQUES ET CONTROVERSES : Allergies cartabiles, M. Morneau.
SOCIÉTÉS URBAINES : Conscience de classe sous la Monarchie de Juillet, W.H. Sewell - Mariage, jeunesse et société à Orléans en 1911, A. Prost - L'histoire des villes (comptes rendus)

Le numéro : 45 F

Abonnement 1981 : France : 200 F ; Etranger : 250 F

ARMAND COLIN

سكزا من الأصل

Le Monde

LIVRES

Le roman policier et ses monstres sacrés

Simenon enquête sur son passé

le feuilleton

Georges Simenon vient, sur plus de sept cents pages et à soixante-dix-huit ans, de reponger par écrit en lui-même. Depuis 1972, il ne se servait presque plus que du magnétophone pour ses « Dictées ». Les « Mémoires intimes », énorme tombeau pour sa fille Marie-Jo, qui s'est tuée d'une balle de pistolet il y a trois ans, donnent peut-être enfin la méduse ciselée de l'écrivain Simenon.

Tout à tour Parisien de la place des Vosges, marie vivant sur les canaux européens, rancher

dans l'Arizona, patriarche maniaque en Suisse, collectionneur de destinées, de boutardes, de femmes et de maisons, qui est-il en vérité ? Les enquêteurs, biographes et exégètes, acharnés à percer son « mystère » sous le puzze d'une œuvre aussi vaste qu'un continent, ont perdu de vue ce qui fait de lui un maître légendaire en transformations : il a la précieuse innocence des créateurs.

Et si, pendant des heures, la pipe au bec, buvant des chopes de thé froid, il nous a joué,

dans sa petite maison rose de Lausanne, la comédie du retraité affable, ne nous y trompons pas. Ce déguisement ultime, son air bonhomme, la présence attentive de celle qui l'accompagne depuis vingt ans, Teresa, voilà les signes qui doivent abuser ceux qui n'ont pas su lire, au fil de ses vingt et une « Dictées », le message d'un homme décidé à regarder l'univers de sa fenêtre. Voici enfin Simenon, tel qu'il se révèle, ou se masque, dans l'entretien qu'il a accordé à Raphaël Sorin.

«Enfermé dans mes souvenirs, sans notes»

— Vous étiez devenu écrivain, cloîtré dans ce studio. Et puis, avec les Mémoires, vous surprenez encore.

— Les journalistes viennent me voir. Ils s'assoient en face de moi, comme vous. Et puis nous causons. Je leur montre mes pipes, sur cette cheminée. Chacune correspond à un moment de la journée. Je n'en ai pas d'autres ici. Celles que l'on m'envoie d'un peu partout sont dans des caisses, au garde-ménages. Les journalistes veulent aussi toucher le cadène dans le jardin. Nous sortons. Ensuite, presque tous, ils écrivent des choses incroyables sur moi. Ils parlent d'un Simenon que je déteste.

— J'ai commencé ces Mémoires le 18 février 1980, pour ma fille. J'écrivais huit heures par jour, assis au petit bureau là-bas. Enfermé dans mes souvenirs, sans notes. Le soir, à force d'avoir les jambes pliées, je pouvais à peine marcher. Teresa devait me conduire jusqu'à notre lit. C'était dur. Très dur. Je pleurais en écrivant. Les dernières pages, avant la nuit, étaient presque illisibles. Mon écriture se tassait comme moi. En novembre, pour taper le manuscrit terminé, il a fallu le microfilmer. On projetait les pages agrandies. La frappe a pris plus de quatre mois.

— Ce livre est une longue lettre que vous adressez à vos quatre enfants. Les célébrités et les grands événements en sont absents.

— J'ai toujours admiré Montaigne qui, pendant le siège de sa ville, Bordeaux, ne s'intéresse qu'à sa maladie de la pierre. Il en souffre et il le dit. J'avais écrit *Pédigree*, en 1941, parce qu'un médecin me donnait seulement deux ans à vivre. Ces *Mémoires intimes* sont le « Pédigree » de ma fille, de sa mère et de ces trois frères.

Les grands hommes ne m'impressionnent pas. J'ai souvent dit que je cherchais l'homme nu. Par-delà les classes ou les nations. Cette règle vaut aussi pour moi. En mettant dans mon dernier livre les lettres, les chansons et les poèmes de Marie-Jo, j'ai voulu rejoindre ma fille. J'ai trouvé, deux ans après sa mort, le ton de la confidence, sans le chercher. Je parle à l'oreille de mes enfants. Ils sont réunis autour de moi, tout petits : ils grandissent, ils souffrent, ils s'éloignent. C'est pour les rassembler que je me suis décidé à sortir de mon silence.

— Et pourtant, j'en ai croisé des gloires ! Depuis Foch à qui,

gamin, j'ai posé une seule question sibylline pour la *Gazette de Liège*. « Iras-vous à Varsovie ? » Il m'avait répondu : « Oui. » J'avais sauté dans son train spécial, en gare de Bruxelles. Ce fut mon premier scoop. Il fit la une de la presse mondiale. Foch allait signer la Petite Entente... Derrière, il y avait Dantzig !

— J'ai vécu dans le même hôtel que Hitler, à Berlin, juste avant l'incendie du Reichstag...

Chaplin ont fait connaissance chez moi. Bon. Mais je n'ai jamais cherché, comme Rubinstein, à collectionner des noms. J'ai eu ma période mondaine, mes années de grand reporter, ma part d'Amérique. A chaque fois, c'était la curiosité qui me poussait.

— Par exemple, dès mon arrivée à Paris, en 1922, j'ai rôdé dans Montparnasse, à cause de ma première femme, qui était

rixe. J'écrivais jusqu'à sept heures dans le même journal. Sous des pseudonymes, comme Jean du Perry ou Gém. Vous me voyez aborder Breton ou Aragon au café !

— J'étais lié avec Desnos et Youri. Lui, je l'avais connu à Paris-Sorbonne, chez Marie. Avec Man Ray aussi, à qui j'ai commandé une couverture pour un *Malgré*, chez Fayard, celle d'un *Crime en Hollande*. Magnifique ! Je l'ai retrouvé à Hollywood, pendant la guerre.

— En 1934, pourtant, vous devenez un auteur Gallimard. Et Gide vous courbe de fleurs.

— Gallimard a dit à Florent Fels qu'il voulait me voir. Tout le monde l'appelait « Gaston ». Il déjeunait avec ses écrivains ou les écrivains au bordel. Je lui dis : « Je ne vous appellerai jamais « Gaston » ni ne déjeunerai avec vous. Enfermons-nous dans votre bureau avec mon avocat et votre secrétaire. » Le contrat a été signé. Je n'ai jamais eu de problèmes avec lui. C'est Malraux qui a imaginé la couverture de mes romans pour Gallimard.

Ce poseur de Gide

— Gide avait été très emballé par le *Coup de lune*. Il a voulu me connaître. Gallimard m'a invité à l'une de ses fameuses garden-parties du vendredi. Tout ça, la crème des grands intellectuels parisiens. Benda en tête, était là. Gide m'a pris à part. « Quand avez-vous écrit votre personnage ? — Mon personnage, vous voulez dire ? — *Malgré* ? — Non, votre personnage à vous. Tout le monde se crée un personnage. — Eh bien ! pas moi. Je vous jure que je ne me suis jamais créé un personnage. »

— Je l'intriguais. Il n'a jamais réussi à écrire un seul vrai roman. J'étais, à ses yeux, le romancier brut, le phénomène. Il voulait que je lui révèle mon secret. Depuis j'ai ouvert un album de photographies de lui. Il pose comme *l'homme imaginaire*. Avec des chapeaux romantiques, un bréchet basque ou un casque colonial, la joue sur la main, des regards pénétrants. Le grand écrivain, quoi !

— Vous n'avez pas de recettes mais des trucs : les notes jetées au dos d'enveloppes jaunes, les crayons bien taillés...

— J'ai composé mes romans comme un artisan. Ils ont toujours la même chaise. D'abord j'ai appris à écrire vite, sur un billet quotidien pour la *Gazette de Liège*. Les petites notes de quatre sous m'ont montré tout ce qu'il ne fallait pas faire. Le pathos, la sensiblerie, le lyrisme facile... on ne trouve pas ça chez moi. Je ne supporte même pas le grand lyrisme, celui de Giono, par exemple. Ce n'est pas dans ma nature. Le bonhomme était pourtant fort sympathique.

— Il faut que vous sachiez que j'ai beaucoup lu jusqu'à vingt-huit ans. Les Russes. Gogol. Et il y a des romans qui m'ont laissé une impression extraordinaire : *Le Club des suicidés*, de Stevenson, ou *Les deux frères*, de Conrad. Et Faulkner, le plus grand des Américains. Mais je ne voulais pas être influencé par mes lectures. C'est la vie qui me nourrissait, comme elle nourrissait Cendrars. J'ai vu de près la misère, les bouges du monde entier. J'ai vu les riches et participé à leurs orgies.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 28.)



Bouquies Clode

Desins de Bérénice CLERVE.

J'ai retrouvé pour *Paris-Soir* une partie des bijoux de Stavisky... J'ai interviewé Trotsky sur l'île aux Princes, dans la mer de Marmara. Il avait l'air d'un comptable... Et je ne suis pas prêt d'oublier les yeux de tigre de Mustapha Kemal, un type invraisemblable, qui buvait deux litres de raki par jour.

— Vos amis n'étaient quand même pas n'importe qui : vous fréquentez Chaplin, Miller, Guinny, Pagnol, Renoir et Raimu.

— Je les aimais. Miller et

peintre. J'ai connu les vrais Montparnasse, Kialing, Vlamneck, Foulita et Zedkine. J'ai même vu Soutine quand il peignait son *Bœuf écorché*. Il avait pendu une moitié de bœuf falcidant dans son atelier. Les assistants dégringolaient. Et ça puait ! Je lui ai acheté une pelle.

— Mais l'avant-garde, les surréalistes, l'écriture automatique, ça ne me disait rien. Et je n'étais, à ce moment-là, qu'un pauvre fabricant honteux de petits contes « galants » pour *Frou-Frou*, *Paris-Plaisirs*, *Sou-*

venir de nous, ses lecteurs, et inconsciemment, de le remplacer. Aucune hypothèse, même si nous nous prenions pour Malgrat, n'épuisera l'effet terrible de cette entreprise de débailage. Mais, adossé à son œuvre, Simenon, soyons-en sûrs, vient de sauver le noyau dur, indestructible, qui, pendant plus de cinquante ans, l'a aidé à tenir le coup. Son ami Jean Renoir l'avait compris mieux que personne, parce qu'il lui ressemblait, et, dans un texte écrit en 1961, il le peignait tel qu'il est encore aujourd'hui : « Il n'est pas le père qui donne l'absolution, il est le pêcheur qui se trappe le front sur le banc du confessionnal. C'est un confessionnal très bien fréquenté. N'y pénètre pas qui veut. Dans ce confessionnal, Dostoïevski a débailé tout ce qu'il avait sur le cœur. » — R.S.

— *Mémoires intimes*, suivi de *Le Livre de Marie-Jo* de Georges Simenon. Presses de la Cité, 754 pages, environ 95 F.

Tombeau pour Marie-Jo

SIMENON se livrait peu dans ses romans. On se souvient de *Pédigree*, où il raconte ses seize premières années de *Lettre à ma mère* et des *Dictées*, divagations entrecoupées de réminiscences. Mais, de février à novembre 1980, pour comprendre ce qui s'est passé le 20 mai 1978, jour du suicide de sa fille Marie-Jo, il a tenté l'impossible : tout dire et sans tricherie.

Les *Mémoires intimes* sont une lettre familière, destinée d'abord à sa fille. Puis, sur le même ton uni, brisé parfois par l'émotion, par l'entêtement à tout démolir, ils s'adressent à ses fils, Marc, Johnny et Pierre. Avec des redites, des répétitions, ils remontent parfois loin en arrière, comme, par exemple, à ce soir de pluie, de misère et d'inquiétude où Simenon débarqua gare du Nord, en décembre 1922.

Enfermé dans un mausolée d'encre et de papier qui ne

ressemble à rien de connu, Simenon examine sous le regard de ses quatre enfants les points douloureux de son existence. Il n'en saute aucun, ne passe aucune « crise », dénombre les neurologues, psychanalystes ou psychiatres qui, bien sûr, n'ont rien pu faire. Il essaie surtout de faire revivre les moments heureux, depuis Marc, naissance après naissance, maison après maison, il convoque, pour ainsi dire, toute sa vie dans un long procès.

Il y a une victime : Marie-Jo. Une suspecte : Denise, sa mère, démolie par l'alcool et la folie. Des pièces à conviction — les cahiers, la correspondance, les agendas, les poèmes et les cassettes de la jeune morte, — qui, publiées à la suite des *Mémoires*, y ajoutent un second livre. Des témoins : le défilé des garçons. Un jury : les trois garçons. Et le juge ? Simenon refuse d'endosser cette dérogation. Il propose peut-être à cha-

Le dernier San-Antonio

Délivrez-nous du mâle !

DEVANT les éloges des intellectuels, Frédéric Dard prend des airs rougissants de journaliste remarqué par le château. Il tourne son bérêt sur son ventre (c'est une image) : mes « conneries » d'écrivain naïf de Bourgoin-Jallieu (Isère) ne méritent pas tant d'honneur, ces messieurs-dames sont trop bons, fallait pas... Ces assauts d'obséquiosité signalent, comme souvent, le comble de l'orgueil. En fait, aucune consécration ne saurait relever, à ses yeux, sa naissance dauphinoise et ses tirages mirobolants. Que la Sorbonne et la presse pensante se penchent sur lui, il n'en a, comme qui dirait, rien à cirer.

Ca le gênerait plutôt. Il est de ces best-sellers dont la vocation et le succès de parades autodidactes se sont affirmés contre l'établissement, sa vie, ses œuvres, sa morale et sa syntaxe. Il a besoin d'un ordre à complisser : d'ou son anarchisme de droite nostalgique des traditions à poigne et le fantasme, entretenu contre toute réalité, d'une armée de « grammairiens bilingues » l'empêchant d'enrichir une « langue-musée ». Bref, que Dard se cherche d'autres brevets de marginalité que le dédain des journaux réputés gardiens des bonnes mœurs littéraires : l'un d'eux va encore le couvrir de fleurs !

D'ABORD parce que son dernier livre, comme l'avant-dernier, n'abuse plus, précisément, des provocations faciles contre on ne sait quelle orthodoxie grammaticale. En quatre cent vingt pages, on ne compte pas dix calembours ! L'auteur, dirait-on, a mieux à faire : plus urgent. Il l'explique quelque part : être écrivain, ce n'est pas écrire des livres mais permettre à des livres de s'écrire. Dard leur court après sans jamais les rattraper : à l'image du temps, de la vie. Sans tomber dans le « blabla psychologique » dont il disait à ses débuts qu'il n'était pas son fort. San-Antonio n'hésite plus à s'intéresser en profondeur à ce qui fait être et agir ses personnages. Il lui arrive même d'écrire Grand Siècle : «... ainsi se comportent certains justes qui abandonnent l'injustice à ceux qu'elle n'effraie pas » (p. 384).

par Bertrand Poirot-Delpech

Puissent de telles remarques convaincre leur auteur, autant que nous-mêmes, qu'elles valent bien leur pesant de contre-pétardes.

Les professeurs qui consentiront à prendre Dard au sérieux, et non pas seulement le « phénomène San-Antonio », façon de ne le reconnaître qu'à demi, avec des pinces sociologiques, devront classer à part ses deux derniers titres. On ne sait encore s'il s'agit d'une « seconde manière » appelée à durer, mais le fait est que l'ambition de l'écrivain s'est amplifiée, de même que le nombre des pages, depuis *Y a-t-il un Français dans la salle ?* (1980), dont la suite paraît aujourd'hui. Après avoir montré le Mal à l'œuvre, avec la superficialité qu'exigent ses goguenardises naturelles, tout se passe comme si le romancier s'interrogeait, à travers la fiction folsonnante qui reste sa manière instinctive de philosopher, sur les racines de ce Mal. Il y a chez le nommé Eric, face au bonheur comme à la morale, une indétermination et un sens de l'expérience qui en font, en loubard tout des années 80, l'héritier (pas l'égal, je précise pour qu'on ne bricole pas une pub style dithyrambe et pavé de l'ours), ou l'héritier du Raskolnikov de *Crime et Châtiment* ou du Goetz du *Diable et le Bon Dieu*.

Il se trouve qu'Eric, ses commanditaires et ses victimes appartiennent au monde politique. On comprend que les auteurs de polars mélangent de plus en plus truauds et politiciens, vu les liens qui se sont tissés depuis vingt ans entre ces deux catégories socio-professionnelles. Sans mettre les leaders de tous bords dans le même... s.a.c., comme le fait Dard, car, enfin, de Ben Barkat au procès de Broglie en passant par le suicide de Boulin et la tuerie d'Aurélien, une certaine famille politique, du fait même qu'elle était aux commandes, a davantage défrayé la chronique criminelle, non ? C'est un fait que le pouvoir ne se conquiert, ni ne se conserve, sans salissures. Un fait, aussi, que ces messieurs font subir leurs caprices aux peuples, des princesses raciniennes aux bisbilles Pétain-de Gaulle ou Giscard-Chirac. C'est enfin une croyance solide, sinon avérée, que ces excellences portent aux choses du sexe un intérêt, faisant l'obsession. Autant de motifs à affoler San-Antonio !

Il ne faudrait pourtant pas que son dernier titre — *Les Clefs du pouvoir* — dans la boîte à gants — et que la couverture montrant une Marianne pendue haut et court fassent croire à un roman sur la gent politicienne. L'action pourrait aussi bien se situer chez des garagistes de Levallois ou au château d'Elseigneur. C'est l'histoire, vieille comme la famille, d'une succession.

(Lire la suite page 29.)

Stefan Zweig

titres parus chez STOCK

AMOK

LA CONFUSION
DES SENTIMENTS

LE JOUEUR D'ÉCHECS

Collection Bibliothèque Cosmopolite
(environ 28 F.)

FREUD

NIETZSCHE

Collection Stock + Plus
(environ 28 F.)

DEMANDEZ Gratuitement NOTRE CATALOGUE « VARIA »

LIVRES ANCIENS et MODERNES de novembre 1981

(Littérature, histoire politique et sociale, philosophie, voyages, sciences, religions, etc.)

ÉCRIRE ou TELEPHONER à LIBRAIRIE J.-J. LECROQ, 32, rue Colbert, 51100 REIMS - Téléphone: (26) 47-72-42

Jean Milet

Professeur à l'Institut Catholique de Paris

DIEU OU LE CHRIST ?

"Un livre remarquable..." Emmanuel Todd, *Le Monde*
"Des vues très intelligentes et stimulantes sur l'évolution des croyances..." Jacques Duquesne, *Le Point*

"Voici un essai original et perspicace d'analyse et d'interprétation de la crise actuelle vécue par l'Eglise..." P. Michel Riquet, *France-Soir*

Collection **POLEMIQUE**

ÉDITIONS DE TRÉVISE

François WEYERGAUNS **Macaire le Copte** roman

Un fou de Dieu
dans l'Égypte ancienne.

GALLIMARD

Tony Cartano **OPÉRA** ROMAN

"Le dernier livre de Cartano est un vrai bonheur. Lisez-le toute affaire cessante. OPÉRA est un livre nécessaire." *Pierre Lepape - Télérama*

"Cartano sort le roman des ritournelles connues... Oui, un vrai romancier brouille les pistes, sème les impasses, pose des sphinx à tous les carrefours et tue ses doubles pour survivre." *Patrick Grainville - V.S.D.*

"Ambitieux, OPÉRA est un roman réussi. Et Tony Cartano l'un des très rares romanciers français vraiment doués d'aujourd'hui." *J. J. Brochier - Magazine Littéraire*

ÉDITIONS BUCHET/CHASTEL

Sabina Spielrein **Entre Freud et Jung**

"Une histoire terrifiante, inquiétante, troublante - extraordinaire..." Catherine Clément, *Le Matin*

"Des documents tout à fait exceptionnels. Une femme extraordinaire..." Robert Maggiori, *Libération*

AUBIER

Édition française de Michel Guibal et Jacques Nobécourt

la vie littéraire

Max Frisch à Paris

Après les manifestations autour de Samuel Beckett, c'est un autre grand écrivain, depuis longtemps « nobélisable », qui est présenté au public parisien. Max Frisch n'occupe pas encore en France, il est vrai, la place importante qui lui est reconnue en Allemagne et aux États-Unis. Suisse de nationalité, cet écrivain de langue allemande, âgé de soixante-dix ans, qui vit à New-York, a commencé sa carrière de dramaturge sur les traces de Brecht, dont il fut l'ami, vers le fin des années 50 (*Monsieur Bonhomme* et *les Incendiaires*, *Andorra*). Il s'est rattaché aussi, dans ses romans (*Je ne suis pas Stiller*, *Homo Faber*), son journal (1946-1949, 1966-1971) et ses récits (*Montauk*), à une tradition égotiste qu'il a profondément renouvelée.

L'exception de *Stiller*, classique de la littérature « existentialiste », traduit chez Grasset, l'œuvre de Max Frisch est publiée en France chez Gallimard, qui va faire paraître son dernier récit, *Der Mensch erscheint im Holozän* (*L'Homme apparaît à l'holocène*), admirable méditation d'un vieil homme sur l'univers et la mort.

L'ensemble des manifestations, soutenues par la Fondation suisse de la culture « Pro Helvetia » (tél. : 271-44-50), se déroulent pendant quatre semaines aux :

— Forum-Cinéma, Les Halles : Max Frisch, *Journal I-III*, film de Richard Dindo. Séances quotidiennes jusqu'au 1^{er} décembre : projection spéciale, le 26 novembre, 20 heures, suivie d'un débat public avec le cinéaste et l'écrivain.

— Centre Pompidou, Beaubourg (petite salle) : Journées de lectures (romans et récits), par des comédiens, les 14, 15, 26 et 29 novembre, de 14 heures à 24 heures. — « Théâtre-portrait », mise en espace de l'œuvre dramatique, conçue par Gabriel Garran et Henri Delmas, le 16, 20 h 30. — Débat sur le théâtre de Frisch en France, avec notamment J.-C. François, G. Dumur et les metteurs en scène B. Carlucci, J.-P. Michel et A. Steiger, le 26, 18 heures. — « Situations », écritures, rencontre-débat entre l'auteur et les critiques littéraires F. Bondy, M. Contat, A. Gisselbrecht, H. Meyer, le 30, 20 h 30.

— Petit-Océan : *En chemin*, adaptation scénique du *Journal II*, par André Steiger, du 24 au 28 novembre, 21 h 30. — *Les Miroirs de l'écriture*, fragments des récits, mis en voix et en espace par Michel Simonot, du 1^{er} au 5 décembre, 21 h 30.

— Goethe-Institut (17, avenue d'Iéna, 16^e) : Dialogue des écrivains suisses alémaniques Otto F. Walter et Urs Jaeggi sur le rôle de Frisch dans la littérature de leur pays, 18 novembre, 20 h 30. — Lecture (en allemand) de *Holozän*, par l'auteur, le 24, 18 heures. — *Das Unglück-Accident*, adaptation cinématographique d'une « esquisse » de Frisch, par Georg Radanowicz, versions allemande, le 2, française, le 3 décembre, 20 h 30, suivies d'un débat avec le réalisateur.

Une coûteuse correspondance

Un jeune médecin italien vient d'acheter, lors d'une vente aux enchères, à Bari, trente-huit lettres du poète du dix-neuvième siècle Giacomo Leopardi, pour 42 millions de lires (210 000 F), annonce l'Agence France-Presse. Il s'agit d'une correspondance entre le grand Leopardi et son ami Antonio Ranieri, qui porte sur la fin de l'année 1832 et les premiers mois de l'année suivante. Contenus dans un album relié en peau, ces lettres témoignent de la véritable passion amoureuse que le poète nourrissait pour son correspondant, auquel il écrit « Amami, anima mia » (Aime-moi, mon âme). Les manuscrits ont été mis en vente à Bari par le duc Antonio Carafa, lointain descendant de Ranieri.

La poésie française vue par un professeur chinois.

Le plus savant connaisseur de notre littérature en Chine, M. Lo Ta-kang, né en 1909, professeur à l'université Peking de Pékin, membre de l'association des écrivains chinois, puis jeté aux camps de la révolution culturelle, où il écrivit en français des poèmes publiés dans la N.R.F., en septembre 1961, vient d'arriver à Paris. Après de longues études en France puis en Suisse (1933-1948) au cours desquelles il écrivit divers ouvrages sur la poésie chinoise (dont *Homme d'abord*, poète ensuite), il rentre dans son pays en

1947. Il y publia de nombreux articles sur les écrivains français du vingtième siècle. Après 1949, il devint professeur d'université, puis chercheur du plus haut niveau à l'Académie des sciences sociales. Mais ses qualités le désignent à la haine de la veuve Mao et de sa bande. Réhabilité, il est chargé de diriger l'ensemble de la littérature française pour la nouvelle Encyclopédie chinoise en gestation. Traducteur d'Eluard et des *Lettrés persanes*, d'Aragon et des *Essais littéraires* de Laforgue, c'est un écrivain autant qu'un savant. C'est pourquoi il est invité par le Collège de France à faire une conférence, le 24 novembre, à 17 heures. Il traitera de notre poésie : « Le dilemme concilier : réflexion sur la poésie française moderne ».

Profession : écrivain public

Les handicapés de l'orthographe sont légion. C'est sans doute pourquoi un des plus vieux métiers du monde, celui d'écrivain public, retrouve actuellement un nouveau souffle. Un écrivain public est cette personne qui écrit pour une autre lettre d'amour, curriculum vitae ou demande d'emploi. Qui vient le voir ? Des travailleurs immigrés, certes, mais aussi des cadres d'industrie, des enseignants, des techniciens. Et puis des solitaires et des anglophiles en proie à leurs chimères, à leurs déresses.

Pour mieux défendre leur profession qui n'a pas encore de statut précis, pour échanger leurs expériences et leurs soucis, une cinquantaine d'écrivains publics — en majorité des femmes — ont créé en avril dernier une « Chambre nationale des écrivains publics ». Ils se sont retrouvés récemment à Valence (Drôme) pour un mini-congrès autour de leur président Pierre Porte, écrivain public à La Sayne-sur-Mer, et de leur vice-présidente, Michèle Reverbel, écrivain public établie en échoppe à Valence. Durant ces deux journées fructueuses, les écrivains publics présents ont mis au point un code déontique qui fait notamment référence au secret professionnel. Un large échange de vues a eu lieu, qui a permis de mieux cerner le profil de l'écrivain public « idéal ». Puis on promit de se retrouver bien vite. On fit échange de plumes d'oie et de plumes sergent-major. — ANDRÉ LAUDE.

* Chambre nationale des écrivains publics, c/o Michèle Reverbel, 7, rue Briaux, 26000 Valence.

en bref

● LE JURY DES PRIX MÉDICIS français et étrangers, qui seront décernés le lundi 23 novembre au Cercle interallié, a retenu les œuvres suivantes :

— Pour le Médicis français : « La Sultane », de Catherine Clément (Grasset), « La Chute de l'Âge », de Claude Belarue (Belfond), « Le Testament amoureux », de Serge Rezvan (Stock), « L'Épave d'Edouard », de François-Olivier Rousseau (Mercure de France), « Grues », d'Éric Villeneuve (Masthead P.O.L.), « Vallée suspendue », de Bernard Waller (Gallimard).

— Pour le Médicis étranger : « Les Puissances des ténèbres », d'Anthony Burgess (Agora), « La Cité de la nuit écarlate », de William S. Burroughs (Bourgois), « Un homme », d'Orsana Rossini (Grasset), « Guerilleros », de V.-B. Naipaul (Albin Michel), « Le Jour de la comtesse » (Gallimard), « Le Transport de A.H. », de Georges Steiner (Julliard), « Le Choix de Sophie », de William Stryker (Gallimard).

● « RÉFÉRENCES » est le nom d'une collection au format de poche dans laquelle les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (21, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07) publiera des inédits et des rééditions fondamentales dans le domaine des sciences sociales, de l'histoire et de l'économie. On annonce pour la première livraison des ouvrages de Lucien Sfez (« Critique de la décision », d'Étienne Cartier d'Eusebe (Réformes et révolution chez les musulmans de l'empire russe, Bakharz, 1967-1968), de Pierre Benoit et René Léonard (Le Léon Bismarck et de gouvernement, 1936-1937) et de Guy Bots (« Crise du féodalisme »).

● PAROÏQUE. — Un album du jeune Camerounais Nicolas Silas intitulé « Paroïque », consacré à une série de photos d'immigrés de l'Afrique et des Antilles à Paris, vient de paraître. Une galerie de portraits qui n'ont en commun que la couleur de leur peau. « Il y a, écrit le préfacier Alfred Melon-Degras, les ministres et les présidents, les balafrés et les gais, les nâges étonnés, les nâges profs et les aveugles ; il y a ceux qui triment ou qui trichent dans le miroir ; il y a la vedette et le sportif, la pute et le saltimbanque, le couple mixte et le mariage, le négrophile et le négrophobe ». Introduction de J.-C. Fomoff (B.P. 63, 93802 Epinay-sur-Seine Cedex France).

● LES CONSEILS GÉNÉRAUX DE LA LOIREAINE élisent chaque année un prix spécial de 8 000 F, qui récompense l'auteur d'un ouvrage faisant ressortir la vitalité de la région par l'histoire ou l'économie. Le dépôt des candidatures doit être fait avant le 31 janvier prochain. (Renseignements auprès de la commission interdépartementale, 109, boulevard d'Haussmann, 54041 Nancy Cedex ; tél. : (8) 323-32-79.)

vient de paraître

Mémoires
MICHEL JUNOT : *l'illusion du bonheur*. — Le député européen et maire adjoint de Paris se penche sur son passé, des « années folles » aux années noires de l'Occupation. (La Table ronde, 288 p.)
ISABELLE, COMTESSE DE PARIS : *Tout n'est bonheur* (III). *Les chemins croisés*. — La comtesse de Paris conte sa vie familiale, du remariage de son père à la mort de son fils François en Algérie. (R. Laffont, 276 p.)

Récit
KERJEAN et RASTOIN : *Aventures sur l'Orénoque*. — Deux jeunes Français racontent les relations de voyage d'Alexandre de Humboldt empruntant l'itinéraire du célèbre géographe, à travers l'Amazonie. (R. Laffont, 294 p.)

Biographie
FRANÇOIS FEITO : *Henri Heine*. — La vie et l'évolution esthétique d'un des hommes les plus brillants du XIX^e siècle, médiateur sensible des cultures allemande et française. Réédition d'une biographie publiée à Liège en 1946. (Olivier Orban, 316 p.)

Critique littéraire
GERARD VALÉRY : *Albert Cohen ou la pensée de vie*. — Un essai sur l'œuvre d'Albert Cohen et une approche de l'homme, tout récemment, à travers ses écrits. (L'Âge d'homme, 171 p.)
DANIEL OSTER : *Monsieur Valéry*. — Le « mauvais esprit » de la III^e République, un intellectuel multiforme et allégre. Par un romancier et essayiste fidèle à l'homme valéryen. (Seuil, 184 p.)

Documents
WANDA PRZYBYLSKA : *Journal de Wanda*. — Wanda a douze ans quand elle commence son journal, qu'elle poursuit jusqu'à sa mort, tout pendant l'insurrection de Varsovie. Le cri de cette adolescente polonaise contre la haine et la guerre constitue un bouleversant témoignage. Présentation et traduction de Zofia Bobowicz. (Cane, 150 p.)

JACOBO TIMMERMAN : *Mémoires d'un « diapas »*. — Comment un journaliste argentin, juif et fier de l'être, enlevé par des soldats de son pays, subit, durant treize mois, des tortures d'une bestialité inouïe. Un témoignage sur l'antisémitisme des militaires argentins. Traduit de l'espagnol par Benito Pelegrin. (Maspero, 246 p.)

Essais
SAMIR AMIN : *L'Asie du sud-est*. — L'auteur considère la malaisie comme une étape non dépassée dans la transformation sociale du monde et montre les questions qui se posent aujourd'hui au pouvoir socialiste. (Éditions de Minuit, 150 p.)
JEAN-MARC LEVY-LEBLOND : *Épître de sel*. — La contribution du directeur de l'excellente collection « Science ouverte » du Seuil

en grand débat national sur la recherche. L'auteur propose trois confrontations : science et science, science et culture, science et politique. (Fayard, 298 p.)
ROGER GARAUDY : *Prophètes de l'islam*. — Un plaidoyer en faveur d'un dialogue entre l'Occident et l'islam. (Seuil, 184 p.)
JEAN-MARIE APOSTOLIDES : *Le Roi-machin*. — Comment le pouvoir politique se donne à voir dans les spectacles du temps de Louis XIV. L'auteur est professeur à Harvard. (Éditions de Minuit, 164 p.)

Société
PIERRE ROSANVALLON : *La Crise de l'État-providence*. — À partir de la situation française actuelle, un des meilleurs théoriciens de l'organisation propose sa contribution à la définition d'un modèle post-social-démocrate. (Seuil, 186 p.)
HENRI AMOUREUX : *Les Passions et les Haines*. — Dans ce cinquième volume de « La grande histoire des Français sous l'Occupation », Henri Amoureux retrace la période d'avril à décembre 1942, du retour au pouvoir de Laval à l'incrimination de la chasse aux juifs. (Robert Laffont, 550 p.)
GENERAL CHAMBE : *Rouge sans horizon*. — L'historien militaire analyse les conséquences de l'entrée de la Roumanie dans la Première Guerre mondiale et raconte les premières manifestations de la révolution russe. (Pion, 314 p.)

colloque

Les écrivains et l'affaire Dreyfus

PLUS de quatre-vingts ans ont passé. Loin d'être renvoyée aux oubliettes de l'histoire, l'affaire Dreyfus. Non qu'il y ait aujourd'hui beaucoup de personnes pour mettre en doute l'innocence de l'officier. Mais les problèmes débattus pendant cette tourmente agitent encore notre fin de siècle. Ainsi s'explique le succès qu'a remporté le colloque international sur les écrivains et l'affaire Dreyfus, organisé par le centre Péguy d'Orléans et son directeur, Gérard Leroy, avec le concours de l'université, les 29, 30 et 31 octobre. Une trentaine de communications, dues entre autres à Jacques Julliard, Angelo Prontera, Madeleine Rebérioux, Zeev Sternhell, Marcel Thomas et Nelly Wilson, apportèrent de riches éclairages, avec une passion toujours contrôlée par le désir de comprendre.

On vit défiler les grands noms attendus : Maurras, Jaures, Clemenceau, Alain, France, et d'autres moins connus : Herr, Saurès, Trautman. La figure de Barrès ne ressortit pas sans dommage d'un examen sévère de sa pensée politique, plus moderne que celle de Maurras en ce qu'elle est fondée sur une sociobiologie capable du pire. Sans que fût oublié le rôle capital de l'accusé, la célébration de Zola cède le pas à celle du véritable initiateur de l'affaire : Bernard Lazare. Des informations nouvelles mirent en lumière les attitudes contrastées d'un Valéry, antidreyfusard rationalisant l'injustifiable, et d'un Tchekhov, dreyfusard ami des droits de l'homme. Entre les deux, Romain Rolland, au-dessus de la mêlée, fit pitié figure.

On tenta de définir la notion d'intellectuel telle qu'elle se forme à l'époque, et l'on montra comment le rationalisme dreyfusard se nourrit aussi de mythes. Proust et Péguy fournirent l'occasion, à travers la *Recherche* et *Notre jeunesse*, d'observer l'entrée du dreyfusisme dans la littérature.

Les échos internationaux soulevés par l'affaire furent évoqués à travers la presse allemande, autrichienne, espagnole et italienne, le partage se faisant comme en France sur l'antisémitisme, le rôle de l'armée et la morale politique.

La recherche la plus originale fut celle amorcée dans le champ féministe, où le cliché s'opère entre dreyfusistes (Sévérine, Marguerite Durand, Clémence Royer) et antidreyfusardes (Gyp, Marie Maugeret, Marie Duclos) sans briser pourtant la notion toute neuve de « sororité ».

JEAN BASTAIRE

* LES « PRÉVOIES » DE JAURES, qui réunissent les textes fondamentaux du dirigeant socialiste sur l'affaire Dreyfus et publiés à l'échelle en 1980, sont réédités avec une préface de Madeleine Rebérioux. (Éditions du Signe, Le Billancourt, 91190 Gif-sur-Yvette. Envoi France contre 165 F.)

portrait Pierre Ga

Actes et mémoires du peuple



MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

MEMOIRE D'UN COMRADE

portrait

Pierre Gascar ou la métaphysique par les plantes

● Sept nouvelles sur « Le Règne végétal ».

Le nostoc, par temps sec, est invisible à l'œil nu : de la poussière le long du chemin. Mais un bon déluge, une lumière sombre, certaines conditions astrales et atmosphériques peuvent ramener des stocks de nostoc. Le nostoc n'est ni un moule ni un champignon qui ont mangé des grenouilles, comme le croyaient les paysans d'autrefois, ni un ingrédient pour pierre philosophale, comme l'espèrent les alchimistes. Le nostoc est globuleux, visqueux, infusé, translucide, laid et parfois dangereux : on peut glisser sur du nostoc. Qu'est-ce que le nostoc ? Tout simplement le sujet de la dernière nouvelle de Pierre Gascar dans *Le Règne végétal*, où nous découvrons qu'il s'agit du plus ancien végétal du monde, d'une algue bleue, la seule à survivre en dehors de l'élement liquide, et la seule qui durera plus longtemps que la dernière étoile. Quand le soleil deviendra rouge, avant de s'éteindre tout à fait, quand toute vie végétale aura disparu, seul le « crachat de lune », autre nom du nostoc, subsistera.

Le nostoc existe, Pierre Gascar l'a rencontré, comme il a ren-

contré les fougères, le champignon géant, le saule « pleurant », les bizarres herbes séchées, et chinoises, le blé et le pavot qui animent son dernier livre. À côté de ces plantes-personnages, il a connu des plantes de tous les jours qu'il a cultivées lui-même dans son jardin de curé, près de Beaume-les-Messieurs. Familier aussi des plantes d'album, il a passé des centaines d'heures à la bibliothèque du Muséum d'histoire naturelle. Il y fait en ce moment des recherches pour son prochain livre, une biographie sur Buffon, autre explorateur du monde végétal.

Depuis trois ans, Pierre Gascar a quitté le Jura — « Les jours devenaient trop longs » — et il habite en plein boulevard Montparnasse une maison qui semble sortie de ses livres avec son lierre en cascade, un vrai cerisier dans le jardin, une pelouse un peu usée, lail, le soleil et le cheveu gris anthracite, en pull-over bleu marine et chemise bien défil, « ce genre de physique neutre qui ne doit pas faire un malheur chez Pivrot. Dommage. Le nostoc pourrait devenir une vedette à « Apostrophes ».

Les sept nouvelles du *Règne végétal* sont des récits autobiographiques, où les plantes jouent toujours un rôle de révélateur. « Chaque histoire », dit Pierre Gascar, « montre le narrateur dans une situation difficile, en plein conflit intérieur ou extérieur. Chaque fois, plus ou moins consciemment, il cherche dans ce qui l'entoure une réponse, ou plutôt une raison supérieure qui ramènera ce qu'il vit à d'autres proportions, le réduira à l'essentiel. Dans la première nouvelle, par exemple, le narrateur l'importance que prennent les fougères pour un prisonnier. Les fougères, si le sait, existait déjà à l'ère primaire. Les forêts foisonnaient de fougères, hautes comme des arbres... Pour ce prisonnier que la mort menace, ces plantes représentent le temps immobile. Si le temps est immobile, la mort, d'une certaine façon, n'existe pas. Les fougères lui apportent la paix ».

Dans un autre récit, il décrit la lente mise à mort d'un saule pleurant devenu géant. La tronçonneuse, la hache, puis le poison : le saule est indéfectible. Plus on l'ampute de sa partie visible, et plus s'accroît sa vie

souterraine. Le narrateur, troublé par ce massacre, finit par comprendre que son malaise provient — en partie — d'une identification à l'arbre. « Je me forçais de la pensée que pour l'arbre coupé et pour l'homme vieillissant, l'approche de la mort ouvre une ère d'approfondissement. Que la connaissance de l'envers de la vie précède et soutient d'assez loin le moment où celle-ci prendra fin. Ce n'est pas une affaire de sagesse, de travail sur soi. C'est l'effet d'une loi naturelle... ».

Dans ce très beau livre-fort, Pierre Gascar nous montre que son besoin de nature va bien

au-delà d'une soif d'oxygène et de chlorophylle. Aux plantes, aux arbres, il cherche un sens, et veut lire « l'invisible dans le visible ». Il questionne le règne végétal à tous les temps présent, futur et passé très antérieur. Il le questionne et intensément que la réponse finit par lui être donnée, d'ordre plus métaphysique que physique. « Je saisis désormais — profit inattendu de cet été pluvieux — qu'il existe une « âme » et qu'elle est d'ici-bas ».

JACQUELINE DEMORNEK.
* LE RÈGNE VÉGÉTAL, de Pierre Gascar. Gallimard, 198 p. Environ 53 F.

La revanche de la princesse Palatine

L'AIDE au-delà du possible, grasse à pleine peau, sans charme aucun et bien décidée à ne pas tricher avec la nature, aussi rude de langage que d'aspect, c'est une rustaude qui débarque à la Cour de France, en 1671, toute en pleurs d'avoir quitté son Palatinat natal. Elle a dix-neuf ans, le roi vingt-huit. En dépit d'une opposition certaine entre eux, quand Mme de Maintenon aura pris une influence dont elle est jalouse sur son « grand homme », « Lisette » s'en ira bien avec Louis XIV, qu'elle amuse par sa franchise et ses « mots ».

Et la mort, dans tout cela ? Homosexuel notoire, ayant fait plusieurs enfants à Madame et donc rempli son rôle, Monsieur, frère du roi, retourne à ses mignons, ce qui n'est pas, pour son épouse, un crève-cœur.

Reste la Cour et son étiquette rigide, une vraie prison ; reste la guerre, toujours renouée, entre le pays natal et celui d'adoption, et il faut faire bonne figure quand le second écrase le premier ; reste la solitude terrible dans un vase clos où l'on se bouscule, chaque geste épi, chaque soupir commenté, les cancans marchant bon train et la calomnie plus vite encore. Madame écrit aux siens, qu'elle aime tendrement, une dizaine de correspondants auxquels, durant un demi-siècle, elle raconte sans fard ce qu'elle voit, entend, éprouve.

Dans ce flot, où souvent les anecdotes se répètent, il faut

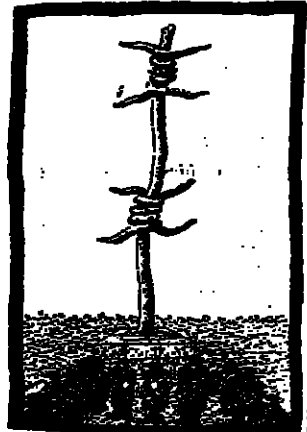
choisir. L'édition, traduite de l'allemand et annotée par Janglé en 1880, a servi de base à Pierre Gascar, qui y ajoute bon nombre des lettres fort importantes adressées à la duchesse-épouse Sophie de Hanovre (édition Rolland de 1883) et celles à Leibniz avec leurs réponses : un bel ensemble, vif, drû, regorgeant de ce bon sens qui est une vertu rare, au dix-septième siècle déjà.

Parce qu'elle est vraie et dit tout ou presque tout, la Palatine est un révélateur corréatif. Sous sa plume apparaissent, dans une hideur saisissante, les corruptions et les ignominies, la médiocrité des esprits, toutes les faiblesses invisibles du régime, mais qui, sournoisement, préparent sa chute. « C'est le premier document qui décrive la monarchie française et concourt, aujourd'hui encore, à ruiner en partie un mythe national », avance Pierre Gascar. Sur le mot de « mythe » — un mythe qui a duré mille ans et réalisé pas mal de choses, — on pourrait discuter, question d'opinion politique, pas d'histoire. On ne peut qu'applaudir, en revanche, quand est soulignée la virulence innocente de cette chronique : la grosse, allemande, si souvent n'ouïe par les courtisans, prend là sur eux une belle revanche.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.
* LÉTTRES DE LA PRINCESSE PALATINE, Préface de Pierre Gascar. Coll. « Le Temps retrouvé », Mémoires de France. 198 pages. Environ 55 F.

François Maspéro

Actes et mémoires du peuple



Varlam Chalamov
KOLYMA LA NUIT
(KOLYMA II)
introduction
d'Andrei Siniavski
« Livre capital, unique dans la littérature post-stalinienne sur les camps »
Pierre Daix
Prix Liberté du Pen Club 1981

Jean Allemane
MEMOIRES D'UN COMMUNARD
introduction
de Michel Winock
« Des pages pleines de cris de colère et d'élans de tendresse. »

Jos Phydime Michaud
KAMOURASKA, DE MEMOIRE...
Souvenirs de la vie d'un village québécois

Recevez notre bulletin GRATUIT en retournant ce bon

Nom _____

Adresse _____

François Maspéro

roman

Pierre-Jean Rémy mélomane

● Sous l'inspiration de Schubert

LES romans de Pierre-Jean Rémy continuent à se succéder à une vitesse vertigineuse. Comme ils ne se ressemblent ni par l'écriture, ni par la psychologie, ni par le ton, on peut conclure que le romancier se renouvelle et qu'il adapte à chaque sujet une matière littéraire à densité variable. Il y avait beaucoup de mystère et d'exotisme dans le *Sac du palais d'été*, portrait d'un Pékin disparu. Il y avait des tremblements intimes dans *Aza*, livre tout de pudeur et de retenue. Il y avait du flegme et de l'humour dans la *Vie d'Adrian Patney*, poète. A l'inverse, *Orient-Express* rappelait Dekobra ou Frontale, tandis que *Pendons* jouait aux coups de théâtre faciles et au mélodrame à coups d'œil. Sauf pour moi le monde multiplié, en des nostalgies wagnériennes, les images d'un mode en accord avec le génie de la musique.

C'est encore de musique qu'il s'agit dans *Un voyage d'hiver*, peut-être le livre le plus grave et le plus dense que Pierre-Jean Rémy nous ait donné depuis plusieurs années. Moins profuse, plus surveillée, plus moelleuse aussi, il applique remarquablement son mimétisme au génie des *Heder*, en particulier ceux de Schubert. Son roman est, en effet, divisé en partitions courtes, romantiques, tristes et radieuses à la fois, comme il convient à tout récit qui parle d'amour et qui ne peut éviter, à la fin, de suggérer la mort.

Le narrateur est un intellectuel soucieux de son confort : la littérature est sa profession ; l'obéissance, sa nature ; la musique, sa consolation. Il n'est ni heureux ni malheureux : il supporte bien ses limites. La femme qu'il rencontre un jour supporte, de son côté, les siennes : musicienne et chanteuse, elle ne prétend pas à la gloire et se range, malgré des aventures fréquentes,

presque interchangeables. Ces deux êtres ont en commun de ne se surpasser que devant un concert, face à une mélodie, dans la zone trouble où on se donne le temps de réfléchir abstraitement au peu qu'on est, bercé par tel ou tel compositeur du passé.

Le miracle se produit cependant : ces deux personnes sages finissent par s'accorder, malgré mille souvenirs, mille actes divers, mille obstacles. Paris est gris, et Vienne n'est pas moins grise : de ces deux grisailles, on peut, à la longue, faire une harmonie. Quelque chose se met à

vibrer, et le réel, si encombré, soudain s'écarte devant une passion qui en vaut de plus explosives, de plus contraignantes. D'un bout de l'Europe à l'autre, les amants, qui ne sont pas sans rappeler Lewis et Tréne, dans le roman du même nom de Paul Morand, parviennent à se retrouver et à se comprendre.

Commencé dans la composition, ce roman s'épanouit dans la rigueur veloutée, et parvient à une étrange et belle émotion.

ALAIN BOSQUET.
* UN VOYAGE D'HIVER, de Pierre-Jean Rémy. Gallimard, 306 p. Environ 59 F.

mission

éditions sociales

Michel Cloucard

LE CAPITALISME DE LA SEDUCTION

«Collection Problèmes»

«Un ministre du temps libre de Sibérie vous donnant des leçons de jouissance. Risible, non ?»

«Le Nouvel Observateur»

«Votre livre est un chef d'œuvre.»

Vladimir Jankélévitch

Derniers titres parus dans la collection Problèmes

Yvette LUCAS
LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Ivar ODDONE
REDECOUVRIR L'EXPERIENCE OUVRIERE
Vers une autre psychologie du travail ?
(présenté par Yves CLOT)

CAHIERS CONFRONTATION

sous la direction de René Major

6. LA SEXUALITE MASCULINE

Après tant de discours, de palabres, d'écrits sur la sexualité féminine, la sexualité masculine enfin interrogée.

J. Kristeva, C. Gaboria Infante, M. Montealegre, J. Rousseau-Dorjand, M. Nacht, S.R. Delany etc.

GEORGES BANU BERTOLT BRECHT

ou le petit contre le grand

AUBIER

Jacques-Pierre Amette et sa ville fantôme...

JACQUES-PIERRE AMETTE
Jeunesse dans une ville normande



AUX EDITIONS DU SEUIL

L'ISLAM à l'aube de son 15^{ème} siècle

Dernière religion révélée, mais aussi synthèse des messages olistes passés, l'islam rassemble à travers le monde dans une même communion de cœur et d'esprit, par-delà les distinctions de race et d'éthnie, plus d'un cinquième de l'humanité.

Près de huit cent millions d'hommes et de femmes célèbrent, à travers le monde, leur entrée dans le quinzième siècle de l'histoire — première date de la chronologie musulmane situant dans le temps la fuite du prophète Mahomet à Médine et sa portée mystique —.

Pour célébrer cet événement le «Courrier de l'UNESCO», dans un numéro double, illustré de 12 pages en couleurs, se propose, à travers les contributions de quatorze éminents islamologues du monde arabe, de l'Afrique et de l'Asie, de vous faire mieux connaître ce courant de la foi universelle qui a engendré une civilisation.

Le Courrier de l'Unesco

Revue mensuelle* internationale publiée en vingt-cinq langues, à travers le monde.

Abonnement 1 an : 44 F pour 11 numéros dont un double.
Abonnement 2 ans : 75 F.
Pour les éditions en français, anglais, espagnol et arabe adresser votre paiement (chèque bancaire, mandat, CCP Paris 12596-48F) libellé à l'ordre de la Librairie de l'Unesco, à l'UNESCO bureau D.082 (84) 7, place de Fontenay, 75700 Paris.
Ce numéro spécial sera offert gratuitement à tout nouvel abonné.
* Vendu également en kiosque.

S.O.S.
MANUSCRITS

chaque personne
est un livre qui s'ignore.
Des professionnels de l'écriture
à votre service pour corriger,
remanier ou rédiger le livre
que vous portez en vous ou que
vous détenez dans vos tiroirs.
S.O.S. MANUSCRITS
11 rue Boyer-Barret
75013 Paris - Tél. 341-17-27

Eve et Zep
GOLDMANN
Photographes de
Hed WIMMER

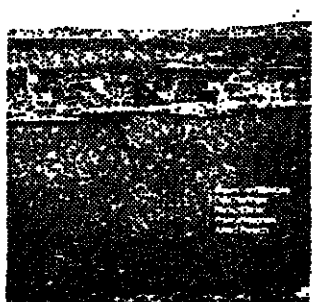


Par une parfaite synthèse du
texte, des citations bibliques,
des illustrations et des cartes,
cet ouvrage nous fait revivre
les quatre mille ans de l'histoire
et de l'art du peuple juif.

Un volume relié pleine toile en
format 30x24 cm, de 196 pages,
50 planches en couleurs, nom-
breuses illustrations, plans, cartes
et dessins en noir et blanc.

F. MAGNANI
A. PLETCH
J. KUHNER

La Méditerranée



Présenter, par le texte et par
la beauté des images, la Médi-
terranée, dans son unité et dans
la diversité des chefs-d'œuvre
artistiques de son passé comme
de son présent; faire revivre les
mythes de l'Âge d'or nés sur
ses rives, tels sont les buts des
auteurs de cet ouvrage essen-
tiel.

Un volume relié pleine toile en
format 30x24 cm, de 196 pages,
50 planches en couleurs, nom-
breuses illustrations, plans, cartes
et dessins en noir et blanc, 4 cartes hors-texte.

LA BIBLIOTHÈQUE
DES ARTS

au fil des lectures

romans

LES BRODERIES
D'ANNE-MARIE
SUPERVIELLE

Cloïde, une jeune fille à l'âme
pleine de monnaies, est un jour
arrivée par une petite annonce :
« Vous qui croyez aux hostesses à la
mer, qui vous voyez, venez nous
voir. Nous ne vous ferons point de
mal. Posez votre sac comme au
cours sur la banquette, 10, rue des
Héros. » Elle se rend à cette adresse :
c'est une grande maison où un jeune
homme découvert, Teddy, pour men-
surer une vie oisive, héberge des
inconnus de passage.

Tout se passe sur le mode du caprice
inoffensif jusqu'au jour où deux mé-
chantes, Jack et Jane, entrent dans
une chambre les deux rêves, Teddy
et Cloïde. C'est en fait comme si
chacun accomplissait ses rêves secrets.
Lois de chercher à s'enfuir, Terry et
Cloïde découvrent la peur, la passi-
vité, et, s'embrassant ensemble dans une
sorte de tendresse métaphysique, s'en-
trevoient longuement du diable et
du Bon Dieu.

D'abord gentiment baroque, le
roman progresse, l'air de rien, vers
une inquiétude gravité. Qu'elles sédui-
sent ou agacent, les broderies délicates
et insolites d'Anne-Marie Supervielle
ne laissent pas indifférent.

MONIQUE PETILLON.
★ Voulez-vous m'assassiner ?
d'Anne-Marie Supervielle, La Table
ronde, 184 p. Environ 53 F.

LES SORTILÈGES
D'ODILE MARCEL

Dans son premier roman, Odile Mar-
cel, philosophe, fille de philosophe
passée à l'art magique, révèle ses
sortilèges au lecteur éveillé : ce prêtre
au sourire, griffonneur de grimoire, qui
habite dans un mur de Saint-Sulpice ;
ce Paris souterrain où l'on descend par
la fontaine Médicis quand vient la
nuit, et ces sabbats, ces prodiges...

Cette fois, ce sont encore les mystères
de Paris. Adèle découvre ces merveilleuses,
fabuleuses, effrayantes visions que tout
le monde prend pour des contes, sauf
l'enfant qui s'initie avec terreur et
délices. L'Amazonie, vous croyez
d'abord que c'est tout bonnement le
pays des femmes : tout en haut d'une
maison penchée, toujours entre
Saint-Sulpice et Luxembourg. C'est ça
et bien plus encore : la forêt sauvage,
ses maléfices et ses bénéfices, le pays
non seulement des femmes, mais de
tous les autres animaux. Ça a com-
mencé par l'invasion des insectes. En
puis sont venus la couleuvre et le
cobra, le lynx et la marmotte, le puma
et le panthère sans doute, le lion
peut-être ; mais aussi le cerf, le sau-
gier. Tous vivent en paix dans la
« sauvage douceur » et « l'odeur
d'ambre » : le paradis terrestre à un
cinquième étage du sixième arrondis-
sement. Le paradis terrestre avec ses
surprises et ses complications.

Cat Adèle disparaît un jour, suivie
de ses bêtes. Il ne restera au cinquième
étage que toute la vieillesse du monde
qui soudain se défait. Et une enfant
obscurité qui se promène, mais un condi-
tionnel comme dans les jeux : « Plus
tard, je finirai par grandir... l'habi-
terais l'Amazonie. »

YVES FLORENNE.
★ L'Amazonie, d'Odile Marcel, Le
Seuil, 160 pages. Environ 43 F.

LE MAUVAIS RÊVE
D'AGNÈS PAVY

Comment vivre, dans le Paris
d'aujourd'hui, une femme en rupture
s'écrit, son fils et un drôle de zébre
néo-zélandais ? Agnès Pavy répond en
trente-six chapitres, mélange leurs
monologues, écoute les bruits de la
ville. Elle note aussi les conversations
de la rue ou fait le tour, en chambre,
de son malheur.

Du talent ? Elle en a à revendre.
Il en faut pour fixer le mauvais rêve
de la vie, « un rêve qui sue le sang
et qui hurle à l'oreille ». Du talent
et autre chose, d'assez rare, une sage
d'écriture avec les mots simples de tous
les jours et de filer la liane de
cette pauvre aventure.

Voyez au chapitre 16, « Le kiso-
que », comment deux pousins, Gigi et
Zaza, en vraies filles de Québec,
égrènent des vérités premières, la
pilule, le vélo, les types. Pavy boude
de main de maître leur petite comé-
die, et ça devient, en quelques pages,
tout à fait beau.

Paris aujourd'hui, du talent à
revendre, des vérités premières, des
clairs de poésie, avec ça, Agnès va
loin. On risque de trouver assés ce
qui, en fait, touche à toutes les
cordes sensibles des petits enfants de
ce siècle. Les questions immenses du
jour, comment sortir de la fosse aux
serpens du monde de la marchandise,
elle les effleure à peine, mais, comme
l'Australie de nos rêves est encore
lointaine, c'est beaucoup.

R. S.
★ Tu crois qu'on ira en Australie ?
d'Agnès Pavy, éditions B.P.S.,
203 p. Environ 39 F.

UNE FANTAISIE
POLITICO-POLICIÈRE

Un roman policier, qui tient de
l'exercice de style et du caualar pour
initié : c'est la forme qu'a choisie
Guy Konopnicki, ancien responsable
des étudiants communistes, pour expri-
mer les craintes que lui inspire l'anti-
tude de la gauche au pouvoir. Il résume
cette attitude ainsi : « La gauche
présente les notes laïques par la droite,
d'ins de pouvoir, par la gauche,
changer radicalement la société. »

Cette façon de promettre un chan-
gement d'autant plus radical qu'il est
davantage retardé et, en attendant, de
ménager la conservatrice, relève, selon
Konopnicki, d'une entente tacite entre
toutes les puissances pour durer en-
semble aux moindres frais. Le P.S., le
P.C., les groupes trotskystes, les syn-
dicalistes, le patronat et les autres en
prennent également pour leur grade.
L'auteur nous les montre tous d'accord
pour que rien ne bouge.

L'humour de Konopnicki le conduit
là où son sens politique, s'il avait le
dessus, lui interdirait de s'égayer ;
mais ce que l'analyse perd à ce jeu
est assuré de gagner pour le divertis-
sement : soucieux assuré à presque toutes
les phrases, jusqu'à un dénouement
qui, hélas ! ne tient pas les promesses
d'un suspense habilement créé.

PATRICK JARREAU.
★ Les bouillottes au feu, de
Guy Konopnicki, Editions Abou
Michel, 160 pages. Environ 39 F.

récits

LE RIRE
ET LA TRAGÉDIE
DU MELLAH

Enfant, quand je voulais voyager,
je m'échappais de la médina de Fès
et je montais au mellah. Je circulais
dans ces ruelles basses, guidé par la
voix d'un vieux sage qui, dans un
arabe dialectal truffé de mots hébreux,
rédigait son compte à Dieu et au dia-
ble. En lisant les nouvelles de Bou-
ganim Amal, j'ai compris que ce n'est
pas en Israël à l'âge de dix-huit ans, —
j'entends la voix de cet homme en
marge.

Avec un humour souvent noir,
Rahamim s'adresse à Dieu avec une
liberté de ton, avec une audace plus
belle que toute hérésie. Il rappelle que
si Dieu est mort (en Occident), « il
est mort dans un camp de concentra-
tion », son en tant que victime, mais
en tant que responsable qui a observé
le silence, et il lui dit : « Six millions
de juifs ont été massacrés en Europe
et tu n'as même pas levé le petit
doigt pour les sauver. » Ce même
Dieu a dû « intervenir à FOU »

pour créer l'État d'Israël, étonnant
qui plonge le mellah dans la per-
plexité, la confusion et la peur. « Ab
Sergent ! encore un de ces toars ! »,
commente-t-il. Rahamim changera :
il deviendra un idéologue opportuniste,
puis, saisi par le doute, sombrera dans
un délire étrange. Un juif d'Alaska,
viendra vider le mellah de son âme
et emmènera en Israël les fous et les
médians qui le peuplent.

Les nouvelles de Boughanim Amal
résument l'esprit, le rire et la ten-
sité de ces hommes du crépuscule
à qui on vient voler les vertus d'une
terre lointaine. En quittant le mellah,
ils savent qu'ils emmènent un nouvel
exil sans pour autant voir apparaître
le Messie tant attendu, voués à l'im-
possible oubli des racines natales.

TAHAR BEN JELLOUN.
★ Récits du Mellah, de Boughanim
Amal. Coll. « Judiques »,
J.-C. Lattès, préface d'E. A. E.
Mallé, 230 pages. Environ 30 F.

Claude de Driessen

un roman, un récit, un essai,
une épigramme, une nouvelle
un poème, un auteur de trente ans :

« RIEN A DEMI ! »

Editions SOPREP

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adresse manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

lettres étrangères société

UN ROSE ENNUI

Les romanciers homosexuels anti-
ciens semblent avoir un certain faible
pour les courses poursuites. Après
John Rechy et bien d'autres, Larry
Kramer se propose de nous raconter
quatre journées de la vie du dénommé
Fred Lammis qui craint d'entrer dans
sa quarantième année sans avoir connu
le véritable bonheur.

De saunas en gymnases, de bars en
boîtes de nuit, Fred cherche parmi
les 2556 596 homosexuels de New-
York (chiffre donné par Kramer) l'âme
frère de ses rêves. Trouvera-t-il ?
On peut se reporter tout de suite à
la dernière page du récit pour savoir
que le pauvre n'a pas le joyeux
anniversaire qu'il s'était promis.

Il faut trois cent soixante deux pages
à Larry Kramer pour nous le dire. Et
c'est long. Son roman n'est en effet
qu'un tissu de lieux communs, de vul-
garité gratuite, et d'insanités. L'édi-
teur français a cru bon de signaler
sur la couverture que ce « livre »
scandalise l'Amérique ». On croirait
plus volontiers qu'il l'a rasé.

BERNARD GENIES.
★ Fags, de Larry Kramer, Texte
français de Brice Mathieusent.
Ed. Les Presses de la Renaissance,
262 pages. Environ 75 F.

« Spirdon est terrible, c'est un do-
* ping naturel ! »
J. Barberon, Orléans (45) *

Spiridon
Revue
internationale
de course
à pied
créée en 1971

La plus complète et la plus illustrée des
revues existantes. 460 pages en 1980 ! En
vente par abonnement : 70 F (M. Bou-
quin, 13 B. avenue Chancy, 93340 Le
Raincy, CCF 11.144-221, Paris, Bou-
quin) ou à La Librairie des Sports, 10,
rue du Faubourg Montmartre, Paris 9e.

AU VASE
ETRUSQUE
LISTES DE MARIAGE
11, place de la Madeleine

LA PASSION
DE LA CUISINE

Il est sympathique, le héros d'Yves
Courrière, petit-fils de Marie Anbaride,
qui lui a transmis la passion de la
cuisine et le « don » : pour devenir
un grand chef, le « métier » compte,
le « don » encore plus, car c'est d'art
qu'il s'agit, on le voit dans les appren-
tissages d'Antoine. Comme après du
pâtisseries-limons. L'héroïne, c'est, au
Raban, sous la férule du chef des
« brigades », Julius Grand, et de Cha-
rolais, le « poisonner ».

De l'enfance courrière à sa réin-
sère dans le minuscule restaurant qu'il
a ouvert à Paris, la Comode, bientôt
lieu de rencontre de célébrités en nos
genres avec la « Nouvelle Cuisine »,
nous assisterons à la naissance et à
l'épanouissement d'une vocation. Nous
vivons, avec Antoine, dans l'envers du
décor, un milieu mal connu et pas-
sionnant, donc l'ignorance à la fois
fidèle et méthodique, aux heures de
pointe, est parfaitement rendue.

Domage qu'Antoine Cote manie
le style avec moins de grâce que, dans
ses « romans » (les casseroles), la
coccinelle ou le court-bouillon. Trop
de laisser-aller agace la lecture. Un
roman populaire, soit, mais fallait-il
pour autant l'écrire à la diable ?

G. G.-A.
★ La Foque dans les étoiles,
d'Yves Courrière, Flare, 362 pages.
Environ 63 F.

"L'HISTOIRE DES GRÈVES" ORIGINES ET FONDEMENTS IDÉOLOGIQUES.

Dans ce livre Gérard ADAM spécialiste des relations professionnelles au CNAM et à l'Institut des sciences politiques nous montre comment la grève et le syndicalisme sont des phénomènes liés à la révolution industrielle et au salariat. Il nous offre un panorama des différents aspects économiques, sociologiques et juridiques des grèves en France et dans les pays anglo-saxons en accordant une place particulière aux fondements idéologiques et à la politisation des syndicats français.

"L'histoire des grèves" est un ouvrage complet qui retrace l'histoire des conquêtes sociales et du mouvement ouvrier depuis ses origines et qui permet de mieux comprendre les rapports sociaux dans la France d'aujourd'hui.

Dans la même collection : La découverte de la Chine, Jacques BROSE. Histoire de la Corse, Roger CARATINI. L'Algérie des français, Pierre LAFFONT.

Bordas

histoire

Comment fut étouffé le «terrifiant secret»

● **L'historien américain Walter Laqueur dénonce la conspiration du silence autour de l'Holocauste.**

CHACUNE année sortent en librairie d'innombrables ouvrages consacrés au III^e Reich : littérature souvent malsaine et de qualité fort médiocre. Rien de tel cet ouvrage, où nous arrivons, sur le sujet, trois livres importants parmi lesquels le *Terrifiant Secret* fera date.

Dans cette étude exemplaire par son objectivité, Walter Laqueur, professeur au Centre de recherches et d'études stratégiques de Washington, établit en effet, pour la première fois, de manière irréfutable, un fait capital : à savoir que dès 1942 le monde entier disposait déjà d'informations substantielles sur l'extermination des juifs mais que par tout, ou presque, la nouvelle se heurta à un véritable mur du silence. Trente-six ans après la fin de la seconde guerre mondiale l'un des derniers tabous s'effondre ainsi, et personne assurément ne sort grandi de cette enquête, dont les conclusions feront certainement grincer les dents des ultimes survivants.

Les responsabilités des Allemands ? Au risque de raviver de vieilles plaies, l'auteur démontre, pièce en main, que, même si, à l'époque, seule une poignée de hiérarches connaissaient l'existence des chambres à gaz, il est invraisemblable qu'une grande partie de la population n'ait jamais eu vent de la sinistre rumeur, puisque de nombreux soldats avaient participé à l'élimination des juifs. A l'appui de sa thèse notre historien cite d'ailleurs cet avertissement de l'ancien gaullier de Pologne, au procès de Nuremberg :

« Il ne faut pas croire ceux qui prétendent qu'ils ne savaient rien. Un mot qui, soit dit en passant, aurait parfaitement pu s'appliquer à Mussolini, auquel le Führer expliqua, début 1942, le vrai sens de l'expression « solution finale » et qui, nota à la main en marge du mémorandum : « nulla osta » (nulle objection).

L'attitude des démocraties

Sans refaire le procès de Pie XII, Walter Laqueur souligne également, à bon droit, ce que l'on peut appeler, sans forcer l'expression, la complicité passive des pays et des organisations neutres. La Croix-Rouge, bien sûr, beaucoup trop prudente en l'occurrence, mais aussi la Suède, qui ne commença à souffrir mot de l'affaire qu'après que le vent eut tourné, et, enfin, la Suisse, qui à plusieurs reprises, par crainte de représailles allemandes, censura des journaux, comme le *National*, qui avaient publié des descriptions détaillées des camps de la mort.

Si regrettables qu'aient pu être de telles attitudes, que dire de celle des Anglo-Saxons, qui, en toute connaissance de cause, refusèrent soit de regarder la vérité en face, soit, l'ayant acceptée, de la divulguer à la face de l'univers ? A cet égard le dossier réuni par l'historien américain est aussi précis qu'accablant. Des exemples ? Ils abondent. En Grande-Bretagne, le *Daily Telegraph* ne fit qu'une allusion très discrète à l'Holocauste, épousant en cela l'opinion du Foreign Office, qui s'obstinait à nier la possibilité du génocide. Et ce en dépit d'un communiqué paru en octobre 1941 à Londres dans un journal de langue allemande, communiqué indiquant clairement que dans l'esprit du Führer tous les juifs arrêtés étaient promis au trépas.

De même aux Etats-Unis le président Roosevelt ne prêtait-il qu'une oreille assez distraite aux bruits inquiétants qui lui parvenaient, assez affaibli qu'il est vrai, puisque son ambassadeur en Suède lui communiqua un récit émanant d'un témoin oculaire avec ce commentaire : « Cette histoire est si invraisemblable que j'hésite à en faire l'objet d'un rapport officiel ». A Washington, de toute façon, certains milieux influents de

souhaitaient manifestement pas qu'une large publicité fût donnée à de telles informations. Après une déclaration de principe très vague, le 17 décembre 1942, aux termes de laquelle les gouvernements alliés condamnaient les crimes de Hitler, une chape de plomb s'abattit sur les nouvelles en provenance d'Allemagne, et très vite l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin fut prié de ne plus transmettre à des particuliers les renseignements dont il pouvait disposer. Walter Laqueur n'a donc pas tort de remarquer que, en dépit de ses sentiments très peu philo-sémites, le gouvernement polonais en exil eut une conduite plus positive que bien d'autres, puisque son représentant auprès des alliés, Edward Raczyński, présenta le 9 décembre 1943 un long rapport qui constituait l'étude de loin la plus complète sur la « solution finale ».

Pourquoi des hommes que tout opposait au nazisme agirent-ils d'une manière aussi légère, pour ne pas dire aussi coupable ? A l'évidence, les raisons n'étaient pas partout identiques. En Grande-Bretagne, les autorités craignaient, semble-t-il, avant tout que la découverte de l'horreur ne réussît à ranimer, par un « effet boomerang », un antisémitisme latent. Aux Etats-Unis, Roosevelt redoutait plus simplement et plus cyniquement que, à la suite de ces révélations, l'attention ne fût détournée de ce qui était à ses yeux l'essentiel : « la poursuite efficace de la guerre ».

Mais pour bien comprendre les erreurs de uns et des autres, il ne faut pas oublier, comme le souligne Walter Laqueur, que des informations fantaisistes avaient troublé les esprits que les Soviétiques minimisèrent délibérément dès le départ le nombre des juifs exterminés, et, enfin et surtout, que les organisations juives elles-mêmes mirent beaucoup de temps à admettre l'ampleur des massacres. Les journaux hébraïques de Palestine estimaient que les agences de presse rivalisaient à qui transmettrait les détails les plus horribles sur les atrocités, et les « rabbis miraculeux » qui parvenaient à sortir de l'enfer ne furent pas immédiatement crus, notamment par leurs coreligionnaires d'Europe centrale.

S'agissant de communautés menacées, éprouvées, vivant en quelque sorte dans un état second, une pareille réaction est explicable, et aujourd'hui il ne viendrait à personne l'idée de jeter la pierre à ces malheureux qui s'écroulèrent à un ultime espoir, au mépris des évidences. Bien plus grave, en revanche, reste le cas de ceux qui au quatrième coin du monde contribuèrent volontairement à étouffer le « terrifiant secret ». Sans doute en 1942 était-il trop tard pour empêcher l'irréparable mais, si un front uni s'était constitué, les hitlériens auraient peut-être été

(1) Nazis hongrois.

été à poursuivre leur projet satanique, et beaucoup de vies humaines auraient pu être sauvées.

La caractéristique sinistrement singulière du nazisme, Gunther Schwarberg, rédacteur au journal *Stern*, nous en donne une nouvelle preuve dans le volume très documenté qu'il vient de consacrer aux expériences médicales pratiquées par les S.S. sur des enfants, en vertu d'un ordre exprès de Hitler : celui-ci, en 1942, avait décidé « qu'en principe, s'il en allait du bien public, l'expérimentation sur l'homme était permise et qu'on devait à cet effet utiliser les prisonniers ».

A chaque page la honte éclate dans ce récit où l'on voit au camp de Neuengamme de prétendus médecins inoculer des bactéries tuberculeuses à vingt petits juifs âgés de cinq à douze ans. Epulés, martyrisés par d'incessants prélèvements, ils furent en fin de compte froidement pendus dans la nuit du 19 au 20 avril 1945 lorsque l'avance des armées anglaises se confirma. Et pour que nul témoin ne subsistât, des milliers d'autres déportés furent noyés ensuite au large de Hambourg. Seul survit aujourd'hui le bourreau, le S.S. obersturmführer Strippel qui demeure libre et impuni en R.F.A., au scandale des familles des victimes et de leur porte-parole M^{re} Klausfeld.

Tout aussi inoubtables sont les souvenirs d'Isabelle Vital-Thiery, une Hongroise d'origine juive, qui, après la disparition de son mari dans un camp et la mort de son père à Auschwitz, assista à Budapest au carnage de ses frères lorsque les Croix-flechées (1) entreprirent de les abattre jusqu'au dernier. Fax quel prodige réussit-elle à échapper aux tueurs en compagnie de ses deux enfants ? Aujourd'hui encore on s'interroge tant est extraordinaire l'histoire qu'elle nous raconte. Dans son aventure, la chance a pu jouer un rôle, mais plus encore son étonnante force de caractère et un courage qui, ensuite, lui permit de venir se réfugier en Suède grâce à l'appui du comte de Suède Wallenberg et aux importantes fonctions qu'elle occupa au sein de la Croix-Rouge suédoise.

ERIC ROUSSEL.

★ **LE TERRIFIANT SECRET. LA « SOLUTION FINALE » ET L'INFORMATION ETUOUFFÉE**, de Walter Laqueur. Gallimard, collection « Témoignages ». Traduit de l'anglais par Antoinette Roublon-Stevens, 250 p. Environ 55 F.

★ **ILS NE VOULAIENT PAS MOURIR : LES ENFANTS MARTYRS DE BULLENBURG DAMM**, de Gunther Schwarberg. Préface de Henry Kissinger, traduit de l'allemand par Catherine Casan et Henri Morgenstern. Presses de la Renaissance, 250 pages. Environ 45 F.

★ **LA VIE SAUVÉE**, d'Isabelle Vital-Thiery. Editions de Minuit, 168 pages. Environ 37 F.

Canaris ou l'apprenti sorcier

D E tous les grands dignitaires du III^e Reich, l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr, est l'un des plus mystérieux, et jusqu'à présent la plupart de ses biographes allemands s'étaient efforcés de le peindre sous les traits d'un opposant clandestin. Aujourd'hui, la monumentale et excellente étude que vient de lui consacrer Heinz Höhne, journaliste au *Spiegel*, démontre que cette appréciation rassurante mérite d'être fortement nuancée. Au départ, Canaris fut incontestablement séduit par Adolf Hitler issu de la grande bourgeoisie, officier de marine traditionnelle, mêlé à d'innombrables complots d'extrême droite contre la République de Weimar, comment ce nostalgique de la grande guerre perdue aurait-il pu ne pas être fasciné par l'homme qui promettait à son peuple de refaire de l'Allemagne une puissance de premier plan ? Peu sensible, certes, à l'idéologie, mais attiré par le nationalisme exacerbé de l'ancien caporal autrichien, le petit amiral se fit, au moins jusqu'en 1937, l'exécuteur fidèle de ses desseins : partisan résolu de l'Anschluss, on lui doit aussi, selon certains, l'invention de la célèbre étoile jaune.

Si la légende d'un Canaris antinazi a pu se développer, c'est seulement parce que, à partir de 1937, ce conservateur-né perdit quelques illusions. Militaire de la vieille école, il était en effet heurté par la vulgarité du milieu national-socialiste, scandalisé par certaines méthodes (telle

l'élimination des généraux Blomberg et Von Fritsch compromis à tort dans une affaire de meurtre), et son opposition irréductible au marxisme fit de lui un adversaire du pacte germano-soviétique. Convenu à partir de cette date que la guerre était perdue, en contact avec les Alliés, il souhaitait un effacement du dictateur, mais non l'écroulement du régime : le fait qu'il ait pu faire un instant cause commune avec Himmler contre les juifs jusqu'au boutisme prouve d'ailleurs assez bien quels étaient ses sentiments véritables.

Façonnant, riche de nombreuses pièces inédites, l'ouvrage de Heinz Höhne fait revivre de manière saisissante l'une des figures les plus ambiguës de l'histoire du vingtième siècle, un homme qui prépara la guerre avec ardeur avant de la déplorer et qui, empêtré dans ses intrigues, finit par être exécuté au lendemain de l'attentat de 1944. En marge de cette destinée singulière, notre confrère allemand ramène aussi à de justes proportions les qualités « professionnelles » de cet apprenti sorcier, qui, tout à sa conception romantique de l'espionnage, laisse (heureusement !) se développer dans ses services une indescriptible anarchie permettant ainsi à beaucoup d'antnazis de se placer — E.R.

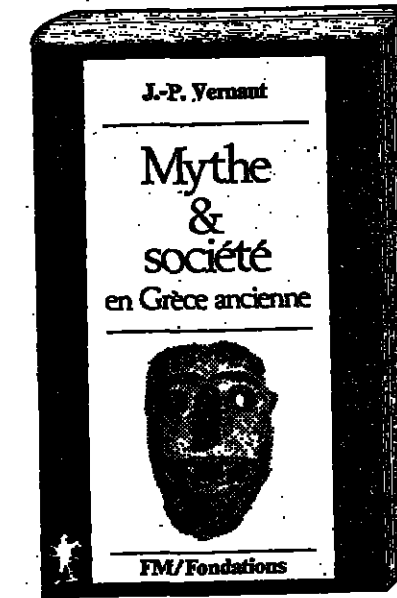
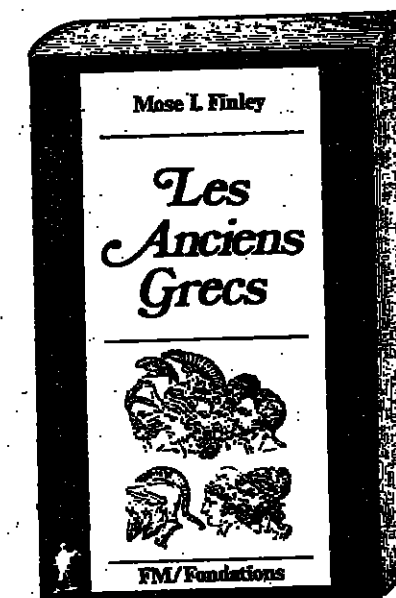
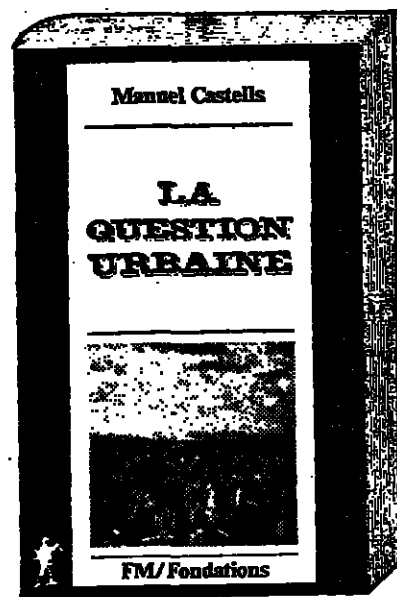
★ **CANARIS, LA VÉRITABLE HISTOIRE DU CHEF DES ESPIONNAGES MILITAIRES DU III^e REICH**, de Heinz Höhne. Editions de Minuit, 600 pages. Environ 75 F.

Une nouvelle collection aux éditions François Maspero

Fondations

Anthropologie, sociologie, pédagogie, histoire, politique

Des ouvrages devenus classiques
Les bases d'une culture fondamentale



- Yves Benot - Diderot, de l'athéisme à l'anticolonialisme : 55 F.
- Suzanne de Brunhoff - Etat et capital : 40 F.
- Manuel Castells - La question urbaine : 70 F.
- Marcel Detienne - Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque : 45 F.
- Maurice Dobb - Etudes sur le développement du capitalisme : - 65 F.
- Mary Douglas - De la souillure : 45 F.
- Mohamed H. Doudar - L'économie politique, une science sociale : 45 F.
- Moses I. Finley - Les anciens grecs : 45 F.
- Yves Lacoste - Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, passé du tiers monde : 55 F.
- Fernand Oury, Aida Vázquez - De la classe coopérative à la pédagogie institutionnelle : vol. I, 65 F, vol. II, 45 F.
- Jean-Pierre Vernant - Mythe et société en Grèce ancienne : 50 F.
- Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet - Mythe et tragédie en Grèce ancienne : 45 F.

François Maspero

Pour être informé des parutions des éditions François Maspero, en recevant gratuitement Livres parisiens, envoyez ce bon à :

Editions François Maspero
1 place Painlevé
75005 Paris

Nom _____
Adresse _____

étude



★ Dessin de GAGNAT.

Dashiell Hammett
ce dur à cuire

● Raconté par Richard Layman, son biographe, et Lilian Hellman, sa compagne.

L'EXÉCUTRICE testamentaire de Dashiell Hammett, Lilian Hellman, son amie durant les trente dernières années de sa vie, a toujours saboté les tentatives de biographies. En lisant le livre « prosaïque » de Richard Layman, ridiculement titré *Dash* par Fayard, on se dit qu'elle n'a pas tort. Hammett, comme Chandler ou Goodie, ne mérite pas d'être la proie des imbéciles. Avant la sortie du film improbable de Wim Wenders, on relira plutôt, même tronqué par Gallimard, le *Hammett* (1) de Joe Gore.

Pourtant, si l'on a le goût de l'ombre, quel roman noir que cette vie ! Les épisodes s'y enchaînent implacablement, tous mystérieux et pathétiques. Détective privé pour l'agence Pinkerton, à Baltimore et à San-Francisco, écrivain chic pour *The Smart Set* et « dur à cuire » dans *Black Mask*, romancier prolifique entre 1927 et 1934, avec *Motivations* et le *Falcon de Malte*, scénariste à Hollywood, communiste condamné à six mois de prison ferme pour avoir refusé de donner des noms, il meurt, ruiné, seul, miné par la tuberculose et l'alcoolisme.

Incapable de juger un homme ou un texte, le biographe niais se noie dans les détails, résume maladroitement les intrigues des nouvelles et des romans, perd le droit-fil d'une carrière si étrange. Sur le silence soudain qui succède aux années fécondes, il a même ce commentaire : « C'est l'absence, les femmes, l'argent et la célébrité qu'il faut accuser. » Jusques à quand faudra-t-il répéter que

(1) Série noire.

l'athisme de Proust ou la paresse de Beckett furent la condition de leur œuvre ? Hammett, sans ce qui allait le détruire, n'aurait pas écrit une ligne.

Sa légende de dandy brûlant ses valises l'un après l'autre, sa figure de martyr, son allure, risquent de faire oublier qu'il fut un écrivain conscient, cherchant sa voie et l'abandonnant. S'il admirait tant Simenon, c'est parce qu'il reconnaissait en lui un cas de malédiction surmontée. Plus faible, moins obstiné, ayant moins de choses à dire, il n'a pas su, ni voulu, se préserver. Il n'aura sauvé aucun meuble.

Le chapitre que Lilian Hellman lui consacre, à la fin de son autobiographie, *Une femme inachevée*, tombe à pic. S'il est subjectif et désordonné, il nous fait entrevoir le « vrai » Hammett, à partir de sa rencontre avec Lilian, dans un restaurant à Hollywood : « Les cinq jours de nocierie avaient défranchi son merveilleux visage, et sa silhouette très grande et maigre était fatiguée et légèrement affaissée. »

On comprend son mépris des épaulements intimes, son sens de l'honneur hâté des principes de chez Pinkerton, sa lucidité et sa ferveur envers le P.C. américain, sa désinvolture devant l'argent, sa curiosité qui l'entraînait des sagas irlandaises à la philosophie de Hegel. En terminant ses souvenirs sur la mort de Dashiell Hammett, à l'hôpital, Lilian Hellman elle-même échappe au pathos. Alors, oublions les biographies d'Hammett pour le retrouver dans ses livres.

R. S.

★ DASH, LA VIE DE DASHIELL HAMMETT, de Richard Layman, traduit de l'américain par Philippe Wilkman, Fayard, 336 pages, environ 79 F.

★ UNE FEMME INACHEVÉE, de Lilian Hellman, traduit de l'américain par Alain Lemoine, 234 pages, Stanké, 6, rue Saint-Florentin, 75005 Paris.

Des modèles
chinois ?

● Une anthologie de récits policiers de la Chine du quinzième siècle.

Sous le titre *Sept Victimes* pour un oiseau, André Lévy nous présente un ensemble de neuf récits chinois qualifiés de « policiers ». Il est de fait que ces histoires sont centrées tantôt sur une énigme, tantôt sur une enquête, ou qu'elles ménagent un suspens qui tient le lecteur en haleine. Cependant, qualifier ces contes de « policiers » ne peut se faire qu'en écartant le type occidental du genre.

L'auteur chinois a deux soucis principaux : tenir l'attention éveillée, rendre « croyable » l'incroyable et crédible l'incrédible. C'est donc l'inverse de la conception occidentale qui accepte l'invraisemblance dans la mesure où elle dramatise l'intrigue et la passion. Dans ces récits chinois, une multitude de petits faits vrais, de détails réalistes banalisent en quelque façon l'intrigue, tout en la rendant plus fascinante.

Robert Van Gulik, ce diplomate hollandais amoureux de la Chine, a laissé un traité capital sur l'érotisme chinois, mais aussi une série de romans policiers dont le personnage constant est le juge Ti Van Gulik, avant de mourir en 1967 et de devenir un personnage romanesque de Pierre-Jean Bemy, avait donné, en anglais, une anthologie de ces mêmes récits « policiers » chinois. Il jugeait qu'ils avaient précédé la naissance du genre en Occident, ce qui est vrai ; mais il supposait que le « policier » chinois avait été à l'origine du « policier » occidental, ce qui est peu probable. Bref, c'est à partir de ces récits fixés par écrit vers les quatorzième et quinzième siècles que Van Gulik a inventé son juge Ti et composé sa longue suite policière.

On voit, en outre, ce qui requerrait l'attention de Van Gulik lorsqu'il avait sous les yeux des pages comme celles de *Sept Victimes pour un oiseau* : chacun des contes s'aggrave de citations prises dans la poésie chinoise, ce qui fait intervenir un arrière-plan culturel essentiel à l'organisation même du récit. Enfin, l'érotisme joue un rôle considérable dans chacune de ces histoires.

Le lecteur d'aujourd'hui sera sensible surtout à l'étonnante finesse de ces récits, à l'ironie romanesque qui les parcourt de bout en bout, à l'étrange ivresse sensuelle dont ils regorgent. Il y découvrira l'image d'une certaine Chine et un tableau des mœurs du temps. Il y verra fonctionner la justice impériale, et il assistera à son triomphe, qui est la mort infiniment cruelle du coupable.

HUBERT JUIN.

★ SEPT VICTIMES POUR UN OISEAU, histoires chinoises. Traduction, notes et introduction par André Lévy, Flammarion, 235 pages, Environ 65 F.

★ CENTRE CULTUREL de la ROSE CROIX A.M.O.R.C. 199 bis, rue Saint-Martin
« LES FEMMES FRANÇAISES DANS L'HISTOIRE »
Samedi 14 nov. à 20 h. 30
Conférence publique
GAILLARD DECAUX
Part. 20 F - Tél. : 271-89-17

Simenon enquête sur son passé

(Suite de la page 23.)

« Mes trucs, comme vous dites, c'est de la frime. Nicolle, l'élève de Pasteur qui a découvert le vaccin contre le typhus, a écrit un essai génial sur la physiologie de l'invention. Il est introuvable mais lisez-le. Jeune homme, j'ai entendu un jour Duvernois dire une chose très émouvante : « Quand on ne peut plus buser, on ne peut plus écrire. Je me recopie. Je fais du Duxornois. » Il avait seulement soixante ans !

— Le Festival de Reims vient de vous rendre un hommage. Que pensez-vous du « polar » actuel ?

— « Polar », le mot m'agace. Je n'ai jamais fait de distinction entre les Maigret que j'écrivais pour mon plaisir et mes romans « durs ». Écrire un policier est relativement facile. On a une « rampe », l'intrigue, un mort, des suspects. Même si l'un des chapitres est faible, le lecteur continue jusqu'à la fin.

« Les jeunes romanciers américains me lancent parfois un clin d'œil en passant, un petit bonjour de loin qui me fait plaisir. Par exemple, ils mettent le nom de Lucas (l'adjoint de Maigret) dans leurs histoires. D'ailleurs, ce qu'écrivait McBain avec son cycle de Carrella et Meyer Meyer ressemble beaucoup à ce que je faisais autrefois.

« Après les premiers Maigret, Xavier Guichard, un grand policier qui avait arrêté Bonnot, m'a invité au quai des Orfèvres. Je ne connaissais que les commissariats de quartier. Plus tard, en 1937, j'ai écrit un reportage dans *Paris-Soir*, « Police secours ou les Nouveaux Mystères de Paris ». Je voulais tracer la carte du meurtre et de la violence par arrondissement. Je passais la nuit avec les agents, à attendre les appels. Grâce à ma voiture grand sport très rapide, j'étais souvent sur les lieux avant la police. J'ai découvert au bout d'un mois d'enquête que chaque secteur a sa « spécialité ». Dans le seizième, tentatives de suicide aux somnifères. Dans le dix-huitième, « défenestrations » ; les gens âgés et pauvres se tuent en sautant par la fenêtre. Place d'Italie, un « Bercy », tapage d'ivrognes.

● Une exposition consacrée à Georges Simenon et organisée par le Centre culturel de la communauté française de Belgique à Paris se tiendra 127-129, rue Saint-Martin, à partir du 4 décembre.

● *Mystère magazine*, qui a joué un rôle important dans la découverte de la littérature policière en France pendant plus de trente années, reparait dans une nouvelle formule après une interruption de deux ans.

Une grande partie de l'ancienne équipe collabore à la nouvelle formule, qui se veut, comme par le passé, « terre d'accueil » de tous les auteurs. On retrouve Luc Geislin à la rédaction en chef, Maurice-Bernard Endrebe et Georges Rieben, etc., au comité de lecture du mensuel. Marc Bourges-Maumoury est le directeur de la publication.

An sommaire du premier numéro, daté décembre, on relève des chroniques sur les livres et les films, des entretiens avec Eric Ambler, Alex Varoux et Honoré Gevaudan, des documents, une enquête sur l'espionnage de la vie privée et cinq nouvelles inédites, etc. (En librairie : 12 F.)

Le roman policier

— Avez-vous dit votre dernier mot dans *Mémoires intimes* ?

— Je terminais ma dernière « dictée », *Destinée*, par cette phrase : « Je ne conçois pas qu'il me soit possible de vivre en me taisant. » Ces *Mémoires* achevés, j'espère être enfin en paix avec moi-même.

J'ai essayé de comprendre, sans porter de jugement. Vous avez passé quelques heures avec nous et je me suis laissé aller à un débailage déconstruit de souvenirs, ce qui est le propre et, peut-être, la raison d'être des vieillards. D'habitude, nous allons marcher pendant deux heures. Je regarde les nouvelles à la télévision. Je lis le journal. Toutes mes affaires passent par mon secrétaire en ville. Je signe un minimum de cinq contrats par semaine. Cinq producteurs, en dix jours, se battent maintenant pour avoir les droits de la *Chambre bleue*, un roman dont on a très peu parlé. Quatre autres se dis-

putent les *Fantômes du chapelier*, que doit réaliser Chatrol, avec Aznavour. On m'écrit du Japon, de Russie. Des étudiants, des inconnus.

« Ici, je n'ai rien gardé. Pas un seul exemplaire de mes livres. Je n'en supporte plus la vue. J'ai donné mes costumes, mes chapeaux, les accessoires, à une troupe de théâtre de Lausanne. Mes tableaux sont au garde-mebles.

« L'université de Liège abrite le Centre Georges-Simenon. On y conserve ma correspondance, mes documents, tous les livres écrits sur moi, presque toutes les thèses, toutes les traductions de tous mes livres, beaucoup de films. Aucune feuille ne doit sortir du Centre. Tout est à consulter sur place.

« J'attends la mort. C'est, certes, un moment assez désagréable à passer, mais elle ne m'impressionne pas spécialement. »

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

Règlements de comptes

CETTE petite femme insignifiante, les cheveux tressés en bandeau, l'œil petit, mobile et guère tendre, et qui, alors, signait Denise (pas encore Denyse), la présentation vint plus tard. Georges Simenon nous la présente, à Michel Simon et à moi, un soir de juin 1952. C'était chez Lassere, nous mangions des moules et des frites !

Avec une fausse modestie elle m'indiquait : « Oh ! je ne suis qu'une petite Canadienne un peu sotte ! »

Plus tard, dans son livre *Un oiseau pour le chat*, elle donnera d'elle une autre image. Pas sotte du tout la secrétaire à 3 000 dollars par mois (une somme à l'époque). *Un oiseau pour le chat*, c'était un règlement de comptes, mais, après tout, on sait qu'il n'y a pas de grand homme pour sa femme, surtout si elle a commencé par être sa secrétaire.

J'ai revu Denise Simenon plus tard, à Epalinges, dans cette monstrueuse maison dont elle avait dessiné les plans : la maison de sa névrose. Elle régnait. Il est des régnes plus ou moins heureux.

Et voilà que, sous le pseudonyme d'Odile Dessane, Denyse (avec un « y ») Simenon publie le *Phallus d'or*.

« Toute ressemblance avec un ou des personnages ayant existé ne serait dans ce roman que pure coïncidence », indique-t-on, selon la formule consacrée. C'est donc par hasard que le « Vieux » habite à Lausanne une petite maison rose avec celle qui a remplacé la narratrice, comme Simenon. Par hasard, qu'il a eu d'un premier mariage un fils marié à une comédienne, comme Simenon. Par hasard, qu'il a, de son second mariage, deux garçons et une fille qui s'est suicidée, comme Simenon ?

Personne ne saurait s'y tromper mais la bienheureuse petite phrase permet de jouer l'innocence. Il ne s'agit ici que d'un roman, voyons ! Un roman sur

une famille dont tous les membres se haïssent cordialement, et la mort du « Vieux » fait de celle du père Goriot une sortie à l'eau de rose.

On imagine difficilement tant de haine allée à tant de mauvaise foi.

Aujourd'hui paraît le dernier livre de Georges Simenon qui a mis d'autre part fin à ses *Dictées* : *Mémoires intimes*. Cette œuvre bellement et tragiquement humaine est suivie du *Livre de Marie-Jo*. La fille de Georges et de Denise, on le sait, s'est suicidée il y a quelques années. Plais toujours ouverte pour Simenon : ses cendres ont été semées dans le jardin de la petite maison de Lausanne.

Mémoires intimes est en quelque sorte une réponse au *Phallus d'or*. N'en déplace à la petite Canadienne devenue accusatrice abusive, car rien n'est si simple, n'est-ce pas ? Et peut-être seule la sincérité excuse la haine, la haine boom-rang !

Si le héros du *Phallus d'or* n'est qu'un mythe, sa famille née de l'imagination d'une femme malheureuse, cela en dit long sur son être profond. Si ce veut être une autobiographie, n'est-ce pas plus significatif encore ?

« Que Simenon soit aujourd'hui notre plus grand romancier, c'est ce que demain je ne serai plus seul à dire », écrit André Glid. C'est lui aussi qui l'a constaté : « On ne fait pas de littérature avec de bons sentiments. » Seulement, si Denise Simenon se cache cette fois sous un pseudonyme, elle ne nous empêchera pas de lui dire qu'en la circonstance ces mauvais sentiments n'ont pas réussi à faire de bonne littérature.

COURTINE.

★ LE PHALLUS D'OR, d'Odile Dessane. Encre, 212 p. Environ 49 F.

Le fonds de l'université de Liège

L'université de Liège possède un fonds de l'université de Liège qui est un des plus riches de l'Europe. C'est le cas de l'université de Liège qui a vu Georges Simenon lui faire don d'un vaste ensemble de documents relatifs à son œuvre et à sa carrière. Par ce geste, le romancier manifestait une fidélité à sa ville natale en même temps qu'il saluait le travail accompli sur son œuvre par une équipe groupée autour du professeur Piron au cours d'une année d'enseignement. Depuis lors existe à Liège un Fonds Simenon (bibliothèque générale de l'université, 1, place Cockerill, 4000 Liège) qui offre à la consultation des chercheurs et des amateurs une riche réserve de documents comprenant dossiers et manuscrits des romans, traductions, correspondances, documents filmiques et photographiques, etc. Parallèlement s'est créé un Centre d'études G.-Simenon que dirige Maurice Piron et qui se donne notamment pour objectif de stimuler les recherches sur l'auteur de Maigret et sur son œuvre.

Une première expression des ressources offertes par le Fonds Simenon est le tout récent *Une Simenon*, publié dans la collection « Dossiers Media » par Fernand Nathan-Éditions Labor. Il est l'œuvre de cinq auteurs,

tous Liégeois et donc proches du Centre Simenon, qui ont tenu le pari d'appliquer certaines méthodes universitaires d'analyse à un écrivain qui, par son statut, est sans doute plus du côté de la littérature populaire que du côté de la littérature « cultivée ». Agrémenté d'illustrations, l'ouvrage contient cinq études substantielles qui tentent de couvrir l'œuvre entière, mais en s'attachant aux romans dits psychologiques plus qu'aux romans policiers. Ces études, signées Cl. Goethel-Mersch, J. Dubois, J.-M. Kinkenbergh, D. Racelle-Latin, Chr. Delcourt, vont d'un examen de la position de classes du romancier à une interprétation de son écriture en référence à une esthétique assembleur. Elles s'interrogent également sur la genèse d'une œuvre englobant plus de deux cents titres, et sur le substrat personnel que cette œuvre recèle. L'ouvrage met en question certains des mythes qui entourent la personne et la production de Simenon et, par là notamment, il tend à rompre avec une critique de célébration. Il est un peu un test sur la façon dont l'œuvre simenonienne résiste aux approches d'une critique actuelle. Aux lecteurs de *Une Simenon* de dire si l'auteur de Pedigree résiste bien à l'épreuve. — J. D.

Publicité

Parce qu'une loi va interdire les prix Fnac
sur tous les livres...

La Fnac attire en effet votre attention sur la loi qui, votée en août dernier, va lui interdire, au 1^{er} janvier prochain, de vendre quelque livre que ce soit aux prix Fnac jusqu'alors pratiqués.

Sur le prix de vente public (qui sera désormais fixé par l'éditeur), aucune remise ne pourra plus

excéder 5 %. Ainsi, un livre actuellement vendu à la Fnac 97,60 F verra son prix passer à 114 F... (Et cela dans le meilleur des cas, puisque des éditeurs envisagent par ailleurs de majorer leurs prix de 10 à 15 %).

Donc, pour vos livres... n'attendez pas trop !

هكذا من الأصل

et ses monstres sacrés

A.D.G. n'aime pas
Alain Fournier

FACILE de lui bériller le poil : il suffit de lui parler du *Grand Meaulme*. L'un des deux Alain Fournier devra s'effacer devant l'autre. On imagine ce que le petit Fournier — Tourangeau de surcroît — a pu maudire la fâcheuse idée que ses parents ont eue de le prénommer comme le « grand ». D'où ce goût pour les pseudonymes : paraplumes, Alain Camille, Alain -Truus-Galloux et, plus ramassé, est A.D.G. qui clique comme un sigle de multinationale.

Quand ces initiales apparurent la première fois, en 1970 sur la célèbre couverture de la *Série noire*, des commentateurs attribuèrent la paternité de la *Divine surprise* soit à un « super truang », soit à un auteur familier de la supercherie littéraire, tel Queneau.

Auteur de quatorze *Séries noires*, d'adaptations télévisées et de bandes dessinées d'un goût plus ou moins douteux, A.D.G., trente-quatre ans, n'a rien du super truang, costaud et coureur de cloacres. Au contraire, rien n'accroche dans ce petit homme rond, au visage rond et orné de lunettes carrées et d'une belle moustache courbe. Cela explique-t-il son goût pour la provocation ?

« Je suis de droite », proclame-t-il d'emblée. Et pour fixer solidement les points sur les « i », il ajoute : « Et même d'extrême droite ». Comme il excerce aussi les fonctions de conseiller de direction à l'hebdomadaire *Mitula*, cette précision n'était sans doute pas utile.

« M. Jadis »

Il fait partie d'une couvée de six enfants, d'une famille qui s'inspire de préceptes socialistes de Léo Lagrange. Très tôt, il assume son rôle de vilain petit canard : à douze ans, il est volontaire pour une école d'enfants de troupe, attiré par « le prestige de l'uniforme ». Plus tard, il sera réformé.

Il interrompait des études classiques en troisième. Il affronta le métier de cuisinier durant quinze jours au bout desquels on « le jette à la porte par la peau des fesses ». Pendant deux ans, M. Alain Fournier est employé de banque. Il adhère à la C.G.T. parce qu'il n'y avait qu'un seul autre membre au redoutable syndicat. A deux, on est tranquille. Il se souvient avec émotion du « *coffre-fort enterré d'été, près des arches* ».

Il participe, dans le même temps, à l'activité d'un groupe de douze poètes qui se donne un beau nom légèrement antithétique : « Jeune force poétique française ». Il apprend ainsi l'édition à compte d'auteur et devient, pour l'occasion, Alain Drex-Galloux « parce que ça sonne bien ».

Puis Alain Fournier se marie et s'en va faire le bouquiniste à Blois. Il a vingt ans et « n'est pas doué pour les affaires ». Etre de droite — même d'extrême — ne vous fait pas adopter à coup sûr par l'argent. Ces temps-ci, par exemple, il paie mensuellement les conséquences d'une distraction : il avait oublié de rembourser sa déclaration de revenus. Les alibis de l'homme de droite ne collent pas à son personnage. Ainsi quand, sortant de sa communauté de poètes, il vint à Paris, avec « les cheveux longs jusqu'à » — ce n'est plus le cas, — il dut convaincre un interlocuteur qu'il n'était pas un gauchiste, mais bien un homme de droite (d'extrême).

Dans son bureau s'accumulent les livres. Sur une collection complète des œuvres de Céline, y compris les pamphlets antisémites, se dresse une carte postale représentant un buste de l'auteur de *Mort à crédit*, par Arno Breker. Mais Céline n'est plus son auteur favori. On ne prend pas A.D.G. en défaut. Il préfère les Jacques Laurent des *Corps tranquilles*, et surtout Nabokov, celui de *Feu pâle*.

Il écrit ses romans policiers en six jours. Il se lève à l'heure où les Parisiens sont encore endormis, sort son chien Giskar, puis s'installe devant la machine à écrire jusqu'au soir. Il lui faut de l'action et une histoire, le plaisir de raconter. Non, il n'écrit pas de roman romanesque : « C'est trop chiant ».

A.D.G. aime la vie, la fête. Il y a peu, il a passé une journée, pour l'ivresse, au commissariat « littéraire » de Saint-Sulpice. Il évoque Antoine Blondin, il se souvient avec ravissement de l'incartade saint-sulpicienne : « *J'étais M. Jadis* », dit-il révérencieusement.

BERNARD ALLIOT.

Délivrez-nous du mâle !

(Suite de la page 23.)

HORACE TUMELAT, président du « parti la plus française de France » (entendez : la plus à droite), sent-il, en cet hiver 1980, la montée de la gauche, ou bien celle de l'âge (soixante et un ans) ? Il a décidé, en tout cas, de passer la main. Finis les rêves d'Elysée et la tenture aux cheveux. Avant de devenir promoteur ou d'écrire ses Mémoires, il met, comme on dit, de l'ordre dans ses affaires. Entre autres, il se venge d'une journaliste de gauche tendancieuse cashmère (Eve), congédie son emmerdante épouse, reprend à son côté, ou plutôt à ses pieds, comme une chienne, la petite maîtresse brûlée au visage dans le tome précédent (Noëlle), et obtient d'elle qu'elle pardonne à l'incendiaire, son ex-secrétaire Ginette, qui meurt en prison d'un cancer inopérable.

Le tout est manigancé avec un cynisme assez immonde mais qui n'excède pas, au fond, l'honnêteté moyenne. Si Tumelat semble monstrueux, c'est qu'en bon fils du peuple — père breton pétri en mer, enfance en galoches — il ne s'embarrasse pas d'apparences bourgeoises, qu'ayant fait son deuil de toute ambition il n'a plus rien à perdre, et que, de nos jours, les mauvais coups, ça ne se planque plus, ça se « revendique ». Qu'il veuille couvrir d'eau bénite ses dernières crapuleries relève du caprice tartuffe ou peut-être, en secret, d'un pari pascalien sur l'éternité. (« Qui n'est pas croyant ! », pense Dard.)

Au vrai, ce patriarche à la Gabin n'est pas le personnage principal du livre, pas plus que la belle journaliste qu'il s'est juré de perdre. Le vrai héros est son porte-coton, exécuteur des basses œuvres, continuateur et fils plus que spirituel : Eric. Pourquoi ce dernier accepte-t-il un tel rôle ? Parce que son père, le merveilleux Charles, lui a volé son amour d'enfance, l'idéale Marie. Au lieu de vivre en Ardèche au paradis de la ferme familiale, il va chercher à se venger de cette déposition originelle par tous les moyens : la moto de course, l'ambivalence sexuelle, le chantage, le meurtre, le sadisme et les sacrilèges variés, de préférence envers ce à quoi il n'ose plus croire, le pur amour.

Ce révolté sans cause style *Orange mécanique*, que la journaliste, tombée dans ses rêves, aura raison de trouver « pathétique », et en qui Gérard Depardieu ferait merveille, n'est pas affublé par hasard de tant de malices. Il pose à lui seul l'antique et insoluble question, remise en vogue par le vacillement des valeurs admises : faut-il se conduire par routine, pour quel choix de faire le bien plutôt que le mal, tellement plus fascinant ?

La réponse, ce n'est pas dans la vie qu'on la trouvera. Telle que Dard la voit, la « garce » ne sait que faire tomber les cheveux et les seins. Dès la naissance elle ta miltonne déjà une agonie tachin-tachin. La mort, il n'y a que ça qui l'intéresse. D'ailleurs, la Terre entière s'est éteinte, inexorablement foutue. Si l'homme s'y maintient, c'est parce qu'il s'y trouve, j'y suis j'y reste, et, par bouffées, à cause de deux ou trois choses pas déplorables : le jour qui se lève, une rencontre saignante, le « cul ».

Et encore, ce « cul » — appelez-le l'« instinct », nous sommes dans un journal comme il faut, que diable ! — incite au mal plus qu'au bien. C'est lui qui pousse les parents à nuire aux enfants et change ceux-ci, d'angelots à ballons rouges, en chiens et chiennes. L'amour secrets malheur et tyrannie (c'est toujours Dard qui pense). Si les hommes règnent sans titre et si les femmes rampent, c'est la faute à la nature, voyez les cerfs de Lapoue, aucun M.L.F. n'y pourra rien. Femmes, enfants et civilisations ne marchent, ne sont heureux, qu'à coups de pompes dans les niches...

POUR bien faire, faudrait-il supprimer ce sexe, par ailleurs source de moments bénis, et unique avant-goût du ciel ? Tout « macho » qu'il paraisse, Dard n'est pas loin de le suggérer. Sa prière de mac pourrait se dire : « Délivrez-nous du mâle ! ». Ce n'est pas sans raison qu'Eric hésite sur son désir autant que sur sa morale. « Saint à ardoise noire », il va au bout de l'ignoble « pour voir » des fois que le ciel, ou la nature, se rebifent enfin, et le tirent de l'incertitude où ils nous ont jetés étourdiment.

Non, Dard n'est pas Dostoïevski, ni Sartre. Mais ses histoires de coups fourrés et ses parties de fesses à l'air relèvent, mieux que la plupart des romans cravatés, nos temps de jungle.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* LES CLEFS DU POUVOIR SONT DANS LA ROUTE A GANTS, de San-Antonio. Fleuve noir, 212 pages, environ 50 F.

100 millions d'exemplaires

Le commissaire principal San-Antonio, avec un trait d'union et tous ses aventures intrinsèques, est né discrètement en octobre 1949 chez un petit éditeur lyonnais, dans *Egales-tu son compte*, que vient de rééditer les Editions du Fleuve noir. L'année suivante, en décembre, sort le premier titre de la série « *Fleuve noir* » : *Laissez passer la fille*.

Le titre, prémoniteur, du premier chapitre de ce vrai premier San-Antonio : « Un bon début ». Un début un peu lent du reste, un seul titre en 1950, en 1951, en 1952, et des tirages modestes : 10 000. Mais la mayonnaise prend : quatre titres en 1953, cinq en 1954.

Ce sera désormais, avec quelques années creuses cependant, la vitesse de croisière de l'inimitable commissaire : un livre par saison, quatre par an. La formule trouve son public et les tirages s'envolent : 50 000 vers 1955, 200 000 dix ans plus tard, 400 000 dans les années 70, 600 000 (vrais !) aujourd'hui.

Sans préjudice des cycles parallèles, celui en particulier de l'immonde Bérurier, nous en sommes donc, avec ce *Régles-tu son compte* ressuscité, au cent septième San-Antonio. Comme les réimpressions vont bon train dans le même temps, le commissaire doit « peser » à cette heure

dans les 100 millions d'exemplaires vendus.

Personne n'ignore aujourd'hui que l'auteur des San-Antonio est Frédéric Dard. Mais ce secret de Polichinelle n'a jamais été officialisé dans la collection elle-même. Les San-Antonio ne sont, au pied de la lettre, que des épisodes successifs de l'autobiographie du commissaire.

A lire

● *San-Antonio, Je le jure*. Recueillies et transcrites par Sophie Lannes, 200 pages de confidences de Frédéric Dard. Un beau livre, dont la chaleur, la pudeur, l'intelligence, font tout pardonner à San-Antonio : ses obsessions, ses outrances, ses outrages au bon goût, sa naïveté, sa cruauté, son déballage et l'en passe (224 p., Stock, 1978).

● *De René Boviatis*, professeur de philosophie et auteur d'une thèse sur l'humanisme de Bergson, *L'Humanisme de San-Antonio*. Pourquoi pas ? Sans être convaincant — on trouve tout ce qu'on veut trouver dans une œuvre aussi démesurément incohérente. — René Boviatis donne du commissaire (en fait, de son créateur) une image sympathique (la Pensée universelle, 1979). — J. C.

L'ORANT

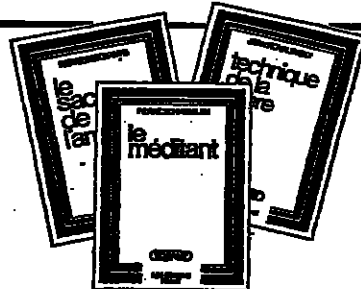
Une authentique collection initiatique est née
Avec des auteurs qui apportent une réponse et des clés à la quête de nos contemporains

Pierre Deschamps Le sacre de l'Amour 32 F
Jean Kovalsky Technique de la prière 32 F
Pierre Schnebelin Le Méditant 27 F

L'ouvrage de Pierre SCHNEBELIN, créateur de plusieurs stations d'été, témoigne que les exigences de l'initiation ne sont pas incompatibles avec celles d'une vie professionnelle.

Editions FRANT
80, rue de Valenciennes 75015 PARIS - TEL. : 701.24.03

distribué par ELIPSE
25, rue de France 75230 PARIS CEDEX 08 - TEL. : 644.38.34



jean-françois
coatmeur



"L'auteur sait ce que signifie véritablement un mot à qui on a fait dire souvent n'importe quel : suspense."

JEAN MARTEL / LE PAYSAN LIBRE

roman / denoël

laurence oriol



ma
jeunesse
assassinée

"Un roman fort, qui dérange." FRANÇOISE DUCHET / ELLE
"Seize petits chapitres qui s'emboîtent et nous captivent inéluctablement."

JEROME GARCIN / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"Les premières victimes, ici, sont les coupables... La finesse de l'étude de mœurs et la fermeté du style."

JACQUES JABRY / LIRE

"Laurence Oriol frappe ici, au rythme haletant des grands professionnels de la fiction, les touches du désespoir."

MICHEL GROSJEAN / L'ESPRESSO

GABRIEL
VIRE DU VIN PERDU
MATZNEFF

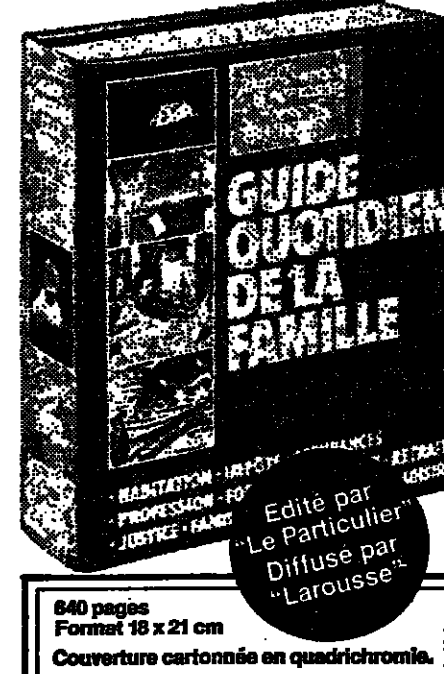
ROMAN

Etonnant,
détonant,
superbe.

Philippe SOLLERS
Le Monde.



La Table Ronde



640 pages
Format 18 x 21 cm
Couverture cartonnée en quadrichromie.

VOTRE LOGEMENT...VOS
IMPÔTS...VOTRE ARGENT...
VOTRE PROFESSION...VOTRE
RETRAITE...VOS LOISIRS...

Le "guide quotidien de la famille"
vient de paraître !

Ce guide, véritable encyclopédie de la vie quotidienne vous apportera les réponses aux questions que vous vous posez chaque jour. Vous consulterez en maintes occasions cet ouvrage complet et détaillé.

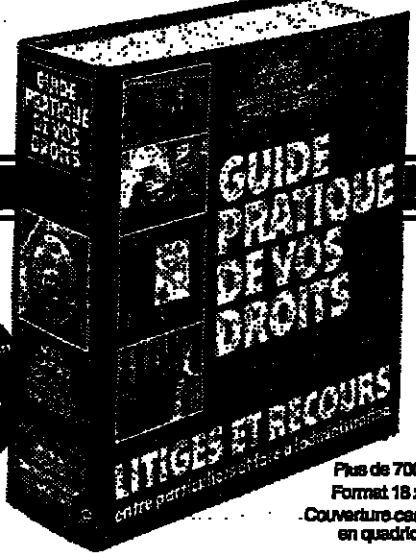
Sommaire : Votre logement, votre maison - Vos assurances - Vos impôts - Cartes, permis, documents et modèles d'actes - Services publics et administratifs - La Justice - Argent, biens et placements - Votre vie professionnelle - Protection sociale et retraite - Vie quotidienne - Loisirs et vacances -

EGALEMENT DISPONIBLE :
LE GUIDE PRATIQUE
DE VOS DROITS

Un ouvrage complet et détaillé pour défendre vos droits... régler vos litiges entre particuliers ou avec l'administration... connaître les recours qui s'offrent à vous.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Édité par
"Le Particulier"
Diffusé par
"Larousse"



Plus de 700 pages
Format 18 x 21 cm
Couverture cartonnée en quadrichromie

MAÎTRISEZ LES FORCES
QUI TRAVAILLENT L'OCCIDENT AUJOURD'HUI :

L'UTOPIE DE THOMAS MORE

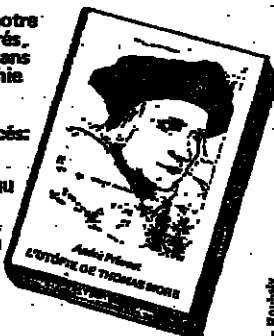
POUR LA PREMIÈRE FOIS :
LE TEXTE AUTHENTIQUE,
LA CLÉ DU MYTHE,
LE SECRET DE SA PUISSANCE OPÉRATIONNELLE.

Édition prestigieuse du Maître-livre de notre
temps, reliée en toile de soie, titres dorés,
deux portraits de More par Hans
Holbein, Prix Bordin de l'Académie
française, Mars 210 F. env.

Pour offrir Exemplaïres d'artour dédiés :
Hors commerce :
- Lin doré, sur le plat griffe de More au
fer, Custode, 160 F. franco.
- Cuir pleine peau, tranche-tête dorée
signée, Édition numérotée, limitée à
250 exemplaires, 400 F. franco.

André PREVOST
Docteur en lettres

Écrire pour spécimen gratuit et commander à A. Prevost, 16 av. des Fines
59170 La Madeleine. Joindre chèque ou C.C.P. 146261 Z. L'Lib 74. (20)55.28.16



A PEKIN, AVEC TEILHARD DE CHARDIN. 1939-1946



par
DOMINIQUE WANG

1981 - année du centenaire
de Teilhard de Chardin -
c'est l'année qu'a choisie
Dominique Wang pour
publier ce livre : de 1939 à
1946, à Pékin, elle va vivre
dans la familiarité de Pierre
Teilhard de Chardin.
Teilhard, dans la petite
société cosmopolite que la
guerre retient ici prisonnière. Ses jours, ses travaux,
sa lucidité, son optimisme, sa gravité, son humour...
Un témoignage unique.

ROBERT LAFFONT

OFFRE EXCEPTIONNELLE
UN METRONOME ÉLECTRONIQUE GRATUIT
(Promotion de poursuite l'entraînement après la stage)
pour toute inscription avant le 31/12/81

savez-vous bien lire?

- Lorsque vous lisez,
- Sentez-vous une vibration des cordes vocales ?
- Déplacez-vous un mouvement incontrôlé des lèvres ?
- Prononcez-vous mentalement les mots ?
- Effectuez-vous de fréquents retours en arrière ?
- Sacralisez-vous tout document, du fait même qu'il soit imprimé ?

Si vous répondez par oui à une ou plusieurs de ces questions
nos stages de lecture rapide et efficace vous intéressent
que vous soyez simple particulier, responsable de formation
ou cadre d'entreprise...

Contactez-nous ! G.E.I.C.A. FORMATION
(documentation gratuite sur demande)
40, rue d'Argout - 75002 Paris
296-41-12

lettres étrangères

Pour relire Chesterton

● Un esprit para-
doxal épris de vérité.

CHESTERTON, ce « journa-
liste » célèbre en son temps
pour sa « compulsion » et ses
paradoxes, n'a pas encore
parmi nous l'audience qu'il mé-
rite. On sait qu'il a écrit des
romans policiers, — avec le
fameux prêtre-détective, le père
Brown — ou se souvient vague-
ment de lui comme d'un auteur
de romans, et il viendrait à
peu de gens l'idée de le prendre
au sérieux comme écrivain, pré-
cisément parce que ce n'est pas
un écrivain sérieux. Deux étu-
des pourtant qui viennent de lui
être consacrées, plusieurs réédi-
tions de ses œuvres, donnent
l'occasion de réviser ce jugement
hâtif et de revenir à un auteur
à demi oublié, injustement, mal-
gré l'estime que lui témoignent
un Borges ou un Auden par
exemple.

C'est qu'on peut être sérieux,
bien évidemment, de deux ma-
nières : par le style et le ton,
ou par le propos de l'intention ;
et si le style de Chesterton, pres-
que systématiquement paradoxal,
abonde en épigrammes, facéties,
piroquettes et jeux de mots, ce
style est au service d'une pensée
essentiellement sérieuse, disons
d'une pensée tout court.

Malgré une importante œuvre
imaginative sur laquelle le livre
de Ribstein attire justement
l'attention, Chesterton, comme
le héros de ce merveilleux récit
qu'est le *Homme Judd*, est pas-
sionnément épris d'un certain
nombre de vérités qui lui paraissent
mériter d'être passionné-
ment défendues, car elles sont
trop souvent abandonnées dans
le champ des controverses comme
des héros sans champion.

Ce combatant simpliste par-
fois les choses en un dualisme
fondamental qui est le propre
des combats. Les duals qui, selon
l'excellente formule de Ribstein,
sont « l'expression romanesque
du dualisme », remplissent ses
récits. Mais si l'épée du dielliste
brille, ce n'est pas qu'il fagite
en esthète, pour le plaisir de
produire des éclats de lumière,
c'est qu'il se bat avec la man-
nière d'énergie et d'agilité. Ainsi
paradoxes et jeux de mots, et
jusqu'aux alliterations qu'il
affectionne, ne sont que l'ex-
pression d'une pensée qui se
démène. Style de bouffon de
cour, disait de lui un critique
qui le connaissait bien. Mais la
fonction du bouffon n'est-elle
pas de dire aux hommes leurs
vérités, la vérité ?

Le sérieux de Chesterton n'est
pas sérieux, mais un raffinement
de critique qui chargerait des

fantaisies d'un poids qu'elles ne
sauraient porter. D'abord Ches-
terton n'est pas toujours un
bouffon : il suffit de lire ses
poèmes — et c'est un poète non
négligeable, ses biographies,
ses essais, et même ses contes
pour s'en persuader et perce-
voir au contraire son intensité.
Ensuite il faut bien compren-
dre sa gaieté : ce n'est pas celle
d'un optimiste (espèce qu'il avait
en horreur), ou alors il s'agit
d'un optimisme conquis sur le
nihilisme et le désespoir ; l'an-
goisse, le cauchemar, la folie
affleurent sans cesse dans son
œuvre — Borges a très bien vu
cela — et l'humour est non seu-
lement, comme le dit Ribstein,
défense contre l'environnement
de cette angosse, ramène à la
folie, mais signe même de santé
de l'esprit. Si le « sérieux rend
fou », comme le dit Chesterton
lui-même, l'humour n'exorcise
pas seulement la folie, mais ma-
nifeste qu'on en est à la dis-
tance qu'il faut pour ne pas
s'y engouffrer.

Cette attitude n'est d'ailleurs
possible selon lui que parce qu'en
fin de compte elle correspond à
la nature des choses, qu'elle est
justifiée métaphysiquement. Si
l'on préfère, c'est une affirma-
tion métaphysique, et l'expres-
sion très exacte de son christia-
nisme, de ce sentiment qu'il a
d'être « un homme » de ses
héros, « une impossible » bonne
nouvelle » formule qui résume
à merveille et la raison de sa
joie et celle de ses paradoxes.

Enfin cet humour, ces para-
doxes sont des moyens que Ches-
terton emploie pour tenter de
faire voir ce qu'il voit : c'est en
effet avant tout un homme de
vision — un voyant et non un
visionnaire, comme le dit très jus-
tement Christiane d'Haussey, car
il s'agit toujours de percevoir le
réel, et parfois dans le réel le
surréal. Ainsi le soudain éclair
de l'intuition — niché « au creux
d'un essai sur le fromage » ou
dans quelques autres bien impor-
tantes — vient frapper le lecteur
et l'éveiller de sa trop fré-
quente torpeur.

Pas sérieux, Chesterton, ce
« franc-tireur de la pensée », se-
lon l'heureuse définition de
Christiane d'Haussey ? Il ne faut
pas oublier que, selon lui, si les
anges volent, c'est qu'ils se pen-
nent à la légèreté.

IRÈNE FERNANDEZ

★ G.K. CHESTERTON, CREATON
ROMANESQUE ET IMAGINATION,
par Max Ribstein. Éditions Laffont, 1981.
296 pages, Environ 160 F.
★ LA VISION DU MONDE CHEZ
G.K. CHESTERTON, par Christiane
d'Haussey. Didier Érudition, 1981.
46, rue du Faubourg-Montmartre, 75001-
Paris.

L'œuvre en français

— Gailhard : CHAUCER (Col-
lection blanche) ; CE QUI CLO-
CHE DANS LE MONDE (Mond-
entier) ; FATHER BROWN, LA
SAGESSE DU PÈRE BROWN,
LE SECRET DU PÈRE BROWN
(Mond-entier), 1973 ; LE POÈTE
ET LES LUNATIQUES (Mond-
entier), 1975 ; LES ÉPIGRAM-
MES, 1978 ; LE NOUVEAU JUD-
DI, UN CAUCHEMAR (Mond-
entier et Folio), 1979 ; LE NA-
POLEON DE NOTTING-HILL
(Mond-entier), 1980 ; LE CLUB
DES MATHÉMATIQUES, 1980.
— Dominique Martin-Morin :
L'HOMME ÉTERNEL et S. THO-
MAS DU CRÉATEUR, 1976.
— L'Âge d'Homme : SURVIVANT,
1981 ; LA SPHÈRE ET LA CROIX,
1981 ; LE SCANDALE
DU PÈRE BROWN (à paraître).

La vie sexuelle d'un professeur japonais

« ATTENTION, chef d'ou-
vre ! » : cet avertisse-
ment mériterait de
figurer sur tous les exemplaires
de l'ouvrage de Mori Ogai :
Vie sexuelle, admirablement
traduit par Aminé Okada et qui
paraît dans la collection
« Comnaissance de l'Orient »
(série japonaise).

Une sexualité retracée avec
précision, pudeur et humour
l'appritissage érotique à la
fin du dix-neuvième siècle, d'un
professeur de philosophie, Kani
Shizuka. Ce dernier, après
avoir publié une thèse assez
singulière sur l'étude compa-
rative de la philosophie indienne
non bouddhique et de la phi-
losophie grecque présocratique,
s'est voué exclusivement à son
enseignement. Néanmoins,
comme il fit beaucoup, il est
étonné de voir la place sexualité
dans les œuvres de son épo-
que. Intrigué par ce fait, il en
vient à se demander si lui-
même, indifférent au sexe, ne
serait pas atteint d'une dispo-
sition anormale qu'il nomme,
en latin, frigidity.

En outre, lorsqu'il apprend
que les psychiatres eux-mêmes
soutiennent que « chaque instant
de la vie d'un homme participe
du désir sexuel », les doutes
qu'il nourrit à son égard s'en
trouvant renforcés. Comme,
simultanément, il veut à écrire
quelque chose « sans marcher
sur les traces de ses prédé-
cesseurs », il décide de raconter
l'histoire de sa vie sexuelle. Il
saura de cette manière si elle
est normale ou non.

Confession d'une extrême
froideur et d'une sublimité
totale. Vie sexuelle vaine !
Mori Ogai les pairs amis de
sa carrière : publiés en 1909,
ce récit fut interdit et son
auteur, brillant fonctionnaire
du service médical de l'armée
japonaise, reçut un blâme du
ministère de la guerre.

Kani Shizuka est à l'autour
Mori Ogai ce qu'Adolphe est
à Benjamin Constant : on dou-
te, une fois le récit achevé,
Mori Ogai les commentaires bri-
vement. Il note qu'un être sans
passion n'est pas apte à pro-
duire une autobiographie et
que Kani Shizuka, enfant déjà,
avait une trop parfaite cornes-
sance de lui-même : il n'était
pas impuissant, mais « il avait
douté le livre de ses désirs
et l'avait tué ».

« Pour ma part, écrit Mori
Ogai, je ne crois pas qu'il y ait
une œuvre d'art, quelle qu'elle
soit, qui ne soit une auto-
justification. Car toute vie
humaine est autojustification,
comme l'est également l'exis-
tence de tout organisme vivant. »
Raresment, autojustification auto-
parallèlement assurée l'intérêt du
lecteur : cette Vie sexuelle,
avec son détachement hautain,
son absence de pathos et d'épi-
trophisme sur soi, son élégance
formelle, tranche singulièrement
avec les « confessions » des
écrivains occidentaux. On sent
que le christianisme n'est pas
passé par là.

ROLAND JACCARD

★ VITA SEXUALE, de Mori
Ogai. Gailhard, « Comnaissance
de l'Orient », Trad. du japonais
par A. Okada, préface d'Étiem-
ble, 166 pages.

LE PETIT MOURRE: LA MÉMOIRE DE L'HISTOIRE EN UN SEUL VOLUME.



Le Petit Mourre est un dictionnaire complet avec 1728 pages
et 12000 entrées. Par ordre alphabétique vous saurez tout sur
les personnages historiques, les hommes politiques et chefs
d'État. Tout également sur les systèmes et mouvements poli-
tiques, les batailles, les pays. Véritable mémoire
visuelle de l'histoire universelle, le Petit
Mourre nous offre 2600 illustrations et
photos, pour faire encore mieux vivre
l'histoire.

Le Petit Mourre, la mémoire vivante de l'his-
toire du monde entier sous forme d'un
usage pratique à con-
sultation et acces-
sible à tous.

jean-pierre delarge **Bordas**

مكتبة من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

NOUVEAUTÉS À BATIMAT

Du vendredi 13 au dimanche 22 novembre, Batimat s'installe au Parc des expositions de la porte de Versailles. Ce salon biennal, devenu en vingt-deux ans le premier au monde dans sa catégorie, est le point de rencontre de tous les professionnels de la construction.

Ce salon permet aussi à ceux qui ont un problème d'équipement ou de rénovation à résoudre de trouver — en un seul lieu — les interlocuteurs spécialisés. De nombreuses nouveautés sont présentées dans les diverses sections du salon, en particulier pour les économies d'énergie (par une meilleure isolation), la protection électronique contre le vol et le confort sanitaire.

Un nouveau complexe de doublage de mur, pour isolation thermique et acoustique, associe une plaque de plâtre et de la laine de roche volcanique (« Piacolaine », Piacoplatre). Pour isoler des combles perdus, dont l'accès est difficile, un procédé consiste à pulvériser la laine de roche granulée pour réaliser une couche d'isolant uniforme (Rockwool-Isolation). Pour isoler des laies vitrées, des stores vénitiens ont des lames thermo-isolantes qui s'orientent soit vers la fenêtre (pour éviter les fuites de calories en hiver), soit vers la pièce pour se protéger de la chaleur en été (« Thermo-stop », Hunter-Douglas). Par ailleurs, l'É.D.F. réunit sur son stand plusieurs procédés d'isolation, notamment par l'extérieur, avec démonstrations de leur mise en œuvre.

Pour la rénovation de maisons anciennes, des menuiseries extérieures en aluminium anodisé, ton bronze foncé, s'adaptent à

des fenêtres à linteau en bois ou à petits bois (« Rustic », DURSAPT). Un système de commande à distance permet la manœuvre de volets traditionnels, dits « à la française », sans ouvrir la fenêtre. Un circuit électronique incorporé assure l'ouverture et la fermeture de l'un ou de tous les volets d'une maison (« Soy », Confort Expansion). Pour une meilleure protection des immeubles, un portier électronique est doté d'un système vidéo (avec mini-caméra dans chaque appartement) qui permet de voir qui demande à entrer (Néophone).

Dans l'importante section sanitaire, de nouveaux lavabos et vases sont décorés de motifs assortis à des carreaux de céramique (Jacob Delafon, Villeroy et Boch). La nouvelle génération des robinets mélangeurs ou mitigeurs est équipée de têtes à disques céramiques (supprimant les joints classiques) et permet un réglage du débit plus précis (Ailla-Doulon, Hansa, Pish, Posh). À Mousson présente une robinetterie de lignes contemporaines, également à plaquettes en céramique. La sécurité électrique dans la salle d'eau est améliorée avec de nouveaux appareils : interrupteur différentiel protégeant les prises de courant (Saco) et plafonniers et appliques d'éclairage (Pancor) pouvant être posés à proximité d'une baignoire.

JANY AUJAME.

★ Porte de Versailles, du 13 au 22 novembre. Tous les jours de 9 h. 30 à 18 h. 30, le vendredi 20 novembre jusqu'à 21 h. Entrée : 15 F. Les mardi 17, mercredi 18 et jeudi 19 novembre, l'entrée est réservée aux porteurs de cartes professionnelles ou d'invitations.

INTERCLIMA. — Après un accord conclu avec Batimat, tous les matériels de chauffage, climatisation et régulation sont présentés, cette année, par Interclima qui ouvre ses portes le 13 novembre mais les fermera deux jours plus tôt que Batimat, le 20 novembre.

Ce salon technique du chauffage et de la climatisation est destiné surtout aux professionnels mais il accueille aussi le public. Celui-ci pourra s'informer sur les possibilités de remplacement des chaudières classiques par des appareils polycombustibles ou par des pompes à chaleur, ainsi que sur les nouvelles techniques de chauffage à basse température s'adaptant aux diverses énergies, dont le solaire, la biomasse ou la géothermie. Les systèmes de régulation et de récupération des calories seront également représentés.

★ Porte de Versailles, hall Victor, du 13 au 20 novembre. Tous les jours de 9 h. 30 à 18 h. 30. Entrée : 15 F.

CHASSE AUX TRÉSORS. — Pour se débarrasser de meubles et objets ou en acquérir d'occasion, la formule du « dépôt-vente » se développe. Récemment ouvert, près de la porte de Vincennes, le Dépôt-vente de Paris — à une préférence pour tout ce qui est ancien. Le vendeur fixe son prix (après conseils éventuels) et celui-ci est abaissé de 10 % chaque mois suivant la marge de 20 % revenant à ce dépôt-vente est calculée sur le prix de vente réel (et non sur celui de départ) ; il n'y a aucun droit fixe d'exposition. Les objets mis en dépôt sont assurés contre le vol et l'incendie.

★ Dépôt-vente de Paris, 81, rue de Lagny, 75020 Paris. Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 h. 30 à 19 h. 30.

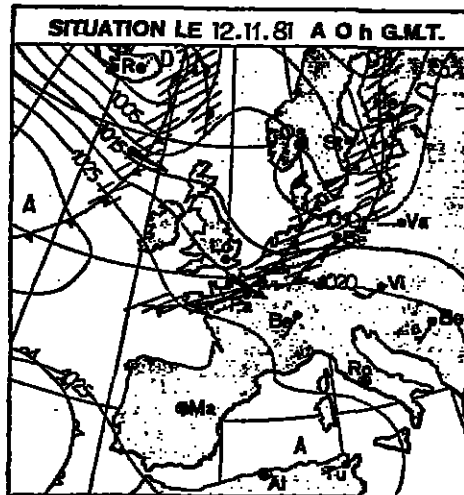
APPRENDRE LA CUISINE. — Passant des Halles à la rive gauche, Katherine Bourret a transféré son école de cuisine dans une petite rue face au Pont-Neuf. Les cours ont lieu tous les après-midi (sauf le mercredi, réservé aux enfants), de 14 h. 30 à 17 heures et les élèves emportent les plats réalisés avec les ingrédients fournis sur place. Chaque séance coûte 275 F.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Claude Joffe.

Imprimé au « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX^e.
1980

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 97437.

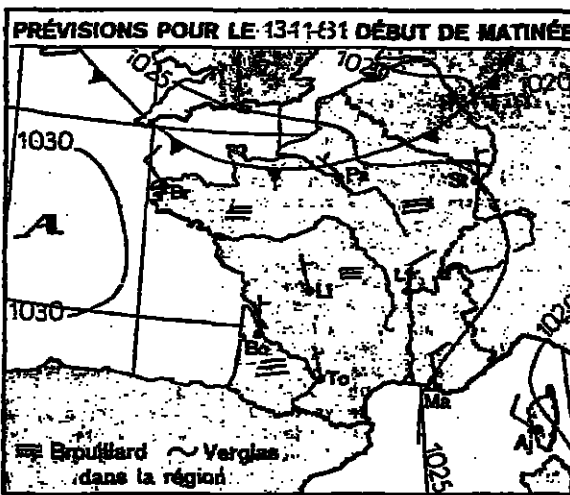
MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 12.11.81 À 00h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 12 novembre à 00 heures et le vendredi 13 novembre à 00 heures :

Des masses d'air froid recourraient encore jeudi matin la moitié sud de la France. Elles s'écarteront vers la Méditerranée et de l'air plus doux et humide, venant du nord-ouest, s'installera sur la Normandie, le Nord, la région parisienne et le Nord-Est. Partout ailleurs, le ciel sera nuageux et faiblement pluvieux le matin sur la Normandie, le Nord, la région parisienne et le Nord-Est. Partout ailleurs, le ciel sera nuageux et faiblement pluvieux le matin sur la Normandie, le Nord, la région parisienne et le Nord-Est.



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE À 00 HEURE (G.M.T.)

Le jeudi 12 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1012 millibars, soit 766,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) : Albi, 13 et 7 ; Angoulême, 12 et 6 ; Bordeaux, 11 et 5 ; Bourges, 10 et 4 ; Brest, 12 et 6 ; Clermont-Ferrand, 11 et 5 ; Dijon, 3 et -1 ; Grenoble, 4 et 0 ; Lille, 7 et 1 ; Lyon, 9 et -4 ; Metz, 12 et 6 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 4 ; Pau, 10 et 4 ; Perpignan, 12 et 6 ; Rennes, 10 et 4 ; Strasbourg, 2 et 0 ; Tours, 10 et 4 ; Toulouse, 11 et -3 ; Poitiers, 11 et 5 ; Reims, 11 et 5 ; Saint-Étienne, 11 et 5 ; Valenciennes, 11 et 5 ; Versailles, 11 et 5 ; Yverdon, 11 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

TEMPS LIBRE

PHOTO ET ENREGISTREMENT. — Le centre régional Temps libre, jeunesse et sports Poitou-Charentes propose, dans ses installations audiovisuelles, un cycle de trois stages de formation dans le domaine de la photographie et de l'enregistrement sonore.

★ Centre régional temps libre, jeunesse et sports Poitou-Charentes, château de Boivre, Vendeuvre-sur-Bard, 86000 Poitiers. Tél. : (49) 33-31-34, 33-31-35, 33-31-36.

VIE QUOTIDIENNE

GUIDE D'ACHATS. — La revue « Comprendre » vient de publier son numéro spécial annuel repertoriant les multiples appareils pour la maison, les loisirs (photo, musique), le bricolage et le jardinage. Plus de trois mille appareils sont classés par gamme de prix, avec des tableaux comparant leurs caractéristiques et leurs performances.

★ « Guide 1982 de vos achats », 29 F, en kiosque ou au siège de la revue, « Comprendre », 112, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 297-52-30.

VIVRE À PARIS

LES ENFANTS À L'HEURE JOYEUSE. — Sous le titre « Novembre, l'heure joyeuse », une exposition est organisée, jusqu'au 29 novembre, les mardi, jeudi, vendredi, de 13 h. 30 à 18 heures, et les mercredi et samedi, de 10 h. 30 à 18 heures, à l'intention des enfants auxquels sont proposées aussi des animations diverses.

★ Ville de Paris, bibliothèque municipale pour la jeunesse, heure joyeuse, 9-13, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. Tél. : 225-59-54.

SPORTS

ESCRIME

Les Soviétiques boudent les championnats d'Europe

De notre envoyé spécial

Foggia. — Cent trente-sept escrimeurs, représentant dix-huit nations, participent, du 11 au 15 novembre, à Foggia (Italie), aux premiers vrais championnats d'Europe (organisés jusqu'en 1939, ils étaient, à l'époque, ouverts à tous et tenaient lieu de championnats du monde). Le titre féminin a été gagné par la fougarienne italienne Annarita Spavaccini, championne du monde des moins de vingt ans, à Southbend (États-Unis) en 1979. Elle a nettement dominé, en finale, sa compatriote Dorina Vaccaroni. La championne du monde, l'Allemande de l'Ouest Cornelia Hanisch, a obtenu la médaille de bronze, alors que la mieux placée des Françaises, Véronique Brouquier, a terminé sixième.

M. Gian Carlo Brusati, le président de la Fédération internationale d'escrime (FIE), a annoncé officiellement que les championnats du monde 1982 se tiendront, du 15 au 27 juillet, à Rome.

En escrime, les meilleures individualités sont européennes. Le palmarès des championnats du monde de Clermont-Ferrand (le Monde du 14 juillet) est à cet égard particulièrement éloquent : vingt-trois des vingt-quatre médailles distribuées étaient revenues à des tireurs du Vieux Continent. La Chinoise de République populaire Luan Jiale, dixième de l'épreuve au fleuret, constituant l'heureuse exception. Quatre mois après cette démonstration, et à l'11-11, le besoin d'organiser ces championnats d'Europe dont les résultats ne pouvaient de toute évidence, que confirmer la hiérarchie établie.

Les Soviétiques ont répondu par la négative. Aucun de leurs champions n'est à Foggia, malgré le prix que l'U.R.S.S. attache d'ordinaire à la course aux médailles. Il va de soi que le tournoi des Soviétiques, valant pour quatre titres à Clermont-Ferrand, porte un rude coup à ces championnats d'Europe. Sous prétexte que les absents ont toujours tort, M. Brusati entend cependant renouveler l'expérience.

L'obstination de la FIE aura pour effet de ne pas mécontenter les nations de modeste réputation dans le domaine de l'escrime qui réclament à cor et à cri la création de cette nouvelle compétition. D'après elles, la présence de trois tireurs par arme et par pays, au lieu de cinq aux championnats du monde, devait leur offrir davantage de chances de se mettre en vedette. Nul doute qu'elles ne soient satisfaites, malgré le renouveau des Soviétiques, mais aussi des Allemandes de l'Est, souvent très brillantes, une seule fougarienne, inconnue des spécialistes, la Bulgare Dilyana Lakova, s'est classée parmi les seize premières sans pour autant vraiment sortir de l'anonymat. Il y a du reste gros à parier que les tournois à l'épée (ce jeudi), au fleuret masculin (samedi) et au sabre (dimanche) se dérouleront dans une atmosphère plus favorable aux étrangers.

Doublement avec les championnats du monde, bouderie des Soviétiques.

JEAN-MARIE SAFRA.

D'un sport à l'autre...

AUTOMOBILISME. — Ferrari, qui utilisait depuis quatre ans les pneus Michelin en formule 1, a signé un contrat de trois ans avec Goodyear.

BASKET-BALL. — Les trois équipes françaises engagées dans la coupe Korac se sont qualifiées, mercredi 11 novembre, pour les quarts de finale. Orthez, qui avait été battu à Anderlecht 93 à 86 au match aller, s'est imposé 83 à 72. Limoges et Tours, qui avaient un avantage respectif de 29 points (106 à 77) et de vingt-huit points (98 à 70), sur Salonique et El Ferrol (Esp.), ont préservé leur qualification en concédant des courtes défaites, 88 à 77, et 100 à 96.

TENNIS. — L'équipe de France féminine a été battue 3 victoires à 0 par la Grande-Bretagne en huitième de finale de la coupe de la Fédération, organisée à Tokyo. Sue Barker bat Corinna Vancini, 4-6, 6-2, 10-8. Virginia Wade bat Catherine Tanvier, 6-2, 6-3. Sue Barker-Virginia Wade battent Catherine Tanvier-Sophie Amato, 6-1, 6-1, 6-2.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 14 NOVEMBRE

« La rue de Varenne », 14 h. 30, 77, rue de Varenne, Mme Zujovic.
« Les grands personnages de l'histoire de France racontés aux enfants », 14 h. 30, grilles du Panthéon, Mme Broussais.
« Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, Mme Allaz.
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.
« Hôtel de Caumont », 16 h. 45, 72, rue de Varenne, Mme Zujovic (Casse nationale des monuments historiques).
« Mosquée de Paris », 15 h. 15, place du Palais-de-l'Érmitage (Approche de l'art décoratif musulman).
« Musée Carnavalet », 11 heures, 23, rue de Sévigné (Arcueil).
« La Banque de France à l'Hôtel Gaillard », 15 heures, 1, place Malesherbes (Paris et son histoire).
« Quelques paléo-ethnologues et châteaux des Guise à Arcueil », 15 heures, sortie gare d'Arcueil-Cachan R.E.R. B (Paris plurielle et insolite).
« Quartier Saint-Sulpice », 15 h., métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).
« Exposition Léon-Spillert », 15 h. 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

13 h. 30 : Hôtel Scitell, 8-12, rue Louis-Armand : « La connaissance du Védā ».
14 h. 30 : Palais de la Découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. H. Bour : « Table ronde sur les hormones naturelles et de synthèse ».
15 h. : 26, rue Bergère : « L'illumination à l'époque médiévale et spirituelle hindoue ».
14 h. 45 : 84, rue du Rocher, M. le Duc de Castries : « La Tour de Babel ».
M. H. Bour : « L'Amour complice de l'histoire ».
M. P. Lépine : « Pourquoi le nucléaire ? ».
16 h. 30 : 7, rue Danton, M. G. Pégand : « L'histoire de la pensée ».
17 h. 30 : 23, rue de Valenciennes, M. H. Bour : « Créativité » (Psycho-intégration).

CONCOURS

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. — Un concours sur titre est ouvert à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Bas-Rhin pour le recrutement d'un médecin à temps complet de protection maternelle et infantile.

Les candidatures sont à adresser, avant le 30 novembre, à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Bas-Rhin, cité administrative P.B. 2028 F, 67070 Strasbourg Cedex.

XXXV^e SALON PHILATÉLIQUE D'AUTOMNE

Du 13 au 15 novembre 1981 - 39, av. de Wagram, 75017 Paris

Manifestation philatélique au cours de laquelle le Grand Prix de l'Art Philatélique Français sera attribué au plus beau timbre-poste français de l'année, le Grand Prix de l'Art philatélique européen sera décerné au plus beau timbre-poste européen et le Grand Prix Jean-Goujon récompensera l'œuvre personnelle d'un maître-graveur ou d'un dessinateur de timbre-poste après avis du ministre des P.T.T. Enfin, le jury, composé de personnalités du monde philatélique, littéraire, artistique (dont MM. Pierre-Yves Trépolet et Mathieu) et journalistique devra décerner le Grand Prix des Nations africaines et Malgache francophones et des Territoires d'Outre-Mer de la République française.

Il faut noter aussi que les graveurs et dessinateurs de timbre-poste sont invités à y signer leurs œuvres. Le Grand Prix de l'Art philatélique français sera attribué au plus beau timbre-poste français de l'année, le Grand Prix de l'Art philatélique européen sera décerné au plus beau timbre-poste européen et le Grand Prix Jean-Goujon récompensera l'œuvre personnelle d'un maître-graveur ou d'un dessinateur de timbre-poste après avis du ministre des P.T.T. Enfin, le jury, composé de personnalités du monde philatélique, littéraire, artistique (dont MM. Pierre-Yves Trépolet et Mathieu) et journalistique devra décerner le Grand Prix des Nations africaines et Malgache francophones et des Territoires d'Outre-Mer de la République française.

Tous renseignements : Salon philatélique d'Automne, tél. : 236-42-53

Le Monde

culture

DANSE

«Esplanade», de Paul Taylor, salle Favart
Fugue, vol et fanfare

L'Opéra-Comique a pris jusqu'au 21 novembre — une dizaine de soirées — le relais du palais Garnier, momentanément clos, pour présenter les ballets de l'Opéra dans un programme de danse moderne, dont une création du chorégraphe américain Paul Taylor, intitulée *Esplanade*, constitue l'originalité. Un spectacle qui aurait certainement fait recette sur notre première scène, mais qui n'a attiré place Boieldieu, pour la première, lundi 9 novembre, qu'une demi-salle. Preuve flagrante que les trois quarts du public de l'Académie nationale est attiré par la splendeur du monument et qu'il serait stupide de vouloir le désaffaiblir.

En attendant, tout est frais, allégre, virevoltant, rondes folâtres et sarrabandes débridées, dans cette *Esplanade* que traversent à toute vitesse six jeunes filles en jupe et sandales légères, allées à trois garçons en tee-shirt sur deux concerts pour violon de Jean-Sébastien Bach. La partie de cache-cache est rompue un moment par des répétitions ou des marches à quatre pattes, nullement inesthétiques.

Mais la fugue reprend son vol et les couples retrouvent ce tourbillon aérien, les mains brassant l'espace très haut au-dessus de la tête, figures de l'écho du style fluide que Paul Taylor avait personnalisées, déjà d'une manière remarquable dans

Auréole (présenté en lever de rideau et inscrit au répertoire de l'Opéra depuis mai 1979). On assiste pour finir en fanfare à une débouche de roules-boules et de ballets de parterre prestement escamotés au milieu des entrées et sorties endiablées des... coureurs à pied — car il s'agit autant de course à pied que de danse. A ce jeu à perdre haleine, nos ballerines, singulièrement Mlle Viviane Descoutures, qui possède le plus beau physique théâtral qu'il m'ait été donné de voir, font merveille. Il est bien révolu le temps où ce malheureux Gene Robinson, titulaire d'une classe de jazz à l'Opéra, se voyait snobé par ces demoiselles, celles-ci ayant trop peur de démolir leur précieuse technique classique.

Au tableau d'honneur d'*Esplanade*, les solistes virtuoses de l'orchestre, MM. Pierre Doukan, Roland Daugareil et Serge Blanc, fermement dirigés par M. André Girard. Le programme affiche comme temps fort Vasiliev, hommage de John Neumeier à Nijinsky, créé au palais Garnier il y a un an, que je persiste à ne guère priser, malgré l'interprétation saisissante de Patrick Dupond.

OLIVIER MERLIN.

* Salle Favart, à 20 heures. *Auréole*, jusqu'au 14 novembre. *Vasiliev* et *Esplanade*, du 17 au 21 novembre.

Andy Degroat au Centre Georges-Pompidou
Plaisir de la connivence

Voilà un des spectacles les plus réconfortants de cet automne parisien. Andy Degroat nous rappelle opportunément que la danse est avant tout un bonheur de vivre, une connivence.

Rope Dance Translations ouvre le programme simplement pour rappeler que, en 1974, le jeune Andy Degroat, plus familier des boîtes à disco que d'une quelconque formation technique, avait trouvé plaisant de tourner inlassablement sur une musique de crinolin de Michel Galasso, entraînant dans son vertige pseudo-chamannique toute une cohorte de néophytes. Cela ne faisait pas très sérieux, mais peu à peu, derrière l'adepte désinvolte du « spinning », un chorégraphe s'est révélé, fantasque et imprévu, mais obstiné et de plus en plus sûr de lui.

Il y eut les envois d'oiseaux migrants d'*Eisenstein on the beach*, les parours éperdues de *Red Notes* sur un texte de Gerrard Stein, le somptueux *Dance des évents* et un *Portrait* de danseurs, qui est la plus belle preuve d'amitié qu'un chorégraphe puisse donner à ses interprètes saisis dans leur vérité profonde.

On peut revoir ces ballets au Centre Georges-Pompidou et aussi des choses nouvelles, très diffé-

rentes, comme si le temps avait affiné l'imagination du chorégraphe : *Gravy* est une œuvre un peu pesante en raison sans doute de la partition de Julius Eastman, qui évoque l'angoisse apocalyptique de notre temps. Mais quel plaisir radieux procure *Thin Ice* (glace mince). On croirait voir des poneys sauvages évoluer l'un de l'autre et de la liberté : la toute petite Viviane Serri avec le grand Jon Harriet, Harry Sheppard, souple et drôle, Jean Guisard « prêt » par l'Opéra de Paris, roulant savoureusement des épaules dans un numéro narcissique qui, pris au second degré, rappelle qu'Andy Degroat sait être cruel dans l'humour.

Ce qui frappe le plus chez lui, c'est sa lucidité et sa distanciation. Chacun de ses ballets est une référence à la sensibilité du moment (le « spinning », la danse de cour, la marche, le répertoire), mais toujours présentée avec un clin d'œil — ne serait-ce que cette marche funèbre pour le « post-modern », enlevée par toute la compagnie dans un immense éclat de rire.

MARCELLE MICHEL.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 15 novembre (Festival d'automne).

VARIÉTÉS

AU PALAIS DES SPORTS

Les voyages de Bernard Lavilliers

Bernard Lavilliers est un chien fou du spectacle, une sorte d'anti-héros, d'anti-star qui aime les grands éclats musicaux, qui s'y plonge par désir de fraternité, pour s'adresser à ce qu'il y a de plus résistant et de plus fort chez les autres, pour les aider à sortir d'eux-mêmes, à se dépasser.

Lavilliers a conservé de son enfance passée dans le monde ouvrier la chaleur, le goût du vécu, le besoin de nouveaux espaces, de soleil et de liberté. Et puisque la vie a parfois des odeurs de mort, il a rêvé d'une autre planète, loin de certaines illusions, habitudes, démissions, soumissions, certitudes. Il a commencé une errance à certains moments pathétiques. Il est devenu un homme de rencontres, un voyageur qui cherche à entrer à l'intérieur d'une communauté, à se pénétrer de son âme, à connaître sa mémoire, à s'imprégner de ses couleurs, de ses odeurs, à jouer le jeu du partage avec des gens qui transpirent, souffrent et survivent grâce à la musique.

Les images et les sons restituent ses voyages, la sensua-

lité des matières et le dialogue avec des gens fragiles et de contradiction, mais aussi l'ambiguïté du regard de celui qui se place entre le reporter et le conteur. Car Lavilliers reconstruit, recrée des histoires, mêle à tel point les éléments fictifs et réels que ceux-ci parviennent à se fondre. La chanson de-

vant alors une ivresse de mots qui se nourrit d'une musique faite de « violence et de sang, d'ignorance et de prophétie ». Bernard Lavilliers aime l'ouvrage bien fait. Habitué du Palais des Sports, il a eu le temps de se familiariser avec le feu et avec ses possibilités. Ainsi, le spectacle qu'il présente actuellement est remarquable par la qualité de sa mise en scène, par le beau travail effectué avec les lumières. Le jeune public qui remplit tous les soirs le vaisseau de la porte de Versailles ne s'y trompe pas et apprécie en connaissance de cause le déroulement du show et l'exemplarité de sa finition. Lavilliers, lui-même a éliminé de son interprétation une rigidité qui, autrefois, pouvait susciter un malaise. C'est un chanteur flamboyant, à la démarche féline, qui lance des bouffées de voyage et de lyrisme, joue avec les variations de couleurs, avec les silences poétiques, avec les émotions et le non-dit. C'est un auteur-compositeur inspiré dont les dernières chansons (*Betty*, *Eldorado*, *la Malédiction du voyageur*, *C'est du rock'n'roll*), toujours portées par l'enthousiasme, sont magnifiques.

CLAUDE FLOUTER.

* Pour des raisons techniques, la représentation du dimanche 15 novembre est annulée à été annulée. Les billets seront valables pour le spectacle de 20 h. 30, le même dimanche.

* Palais des Sports, 20 h. 30.

JOSÉ AFONSO AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Auteur-compositeur d'une chanson (*Grandola, Vila moreira*) célèbre en 1974, au moment de la « révolution des œillets », le Portugais José Afonso travaille sur le patrimoine musical populaire de son pays, ressuscite des chansons traditionnelles vieilles de plusieurs siècles, donne une nouvelle fraîcheur à des ballades paysannes que les temps actuels tendent à faire disparaître, compose lui-même de magnifiques chansons où il chante les utopies de la « révolution des œillets », mais

aussi le sort du Portugal et la Galicie. Avec la collaboration de quatre musiciens exploitant d'une manière heureuse une diversité d'instruments — certains artisanaux, d'autres modernes, en traversant l'Océan, instruments traditionnels du Nord-Est brésilien, — José Afonso a juste le temps, en une heure de récital, de nous offrir quelques odeurs, quelques couleurs d'un univers riche et fraternel. — C. F.

* Théâtre de la Ville, 18 h. 30, jusqu'au 14 novembre.

DERNIÈRE LE 15 NOVEMBRE

TCA AUVERGNIENS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE
833.16.16
MONSIEUR DE POURCEAUGNAC
MOLIÈRE
MISE EN SCÈNE DE PHILIPPE ADRIEN

ARTS

ACQUIS PAR LE MUSÉE DE CLEVELAND

Un tableau de Poussin
a été exporté frauduleusement

Première découverte des récentes exportations illicites d'œuvres d'art, et non des moindres : un tableau de Poussin est sorti de France illégalement et se trouve aujourd'hui au musée de Cleveland. Il s'agit de la *Madone à l'escalier* (1648), peinture dont l'existence est bien connue des musées de France puisqu'elle appartenait à Mlle Thérèse Bernin-Mouron, nièce de Paul Jamot, l'ancien conservateur en chef du Louvre.

Un doute planait sur son attribution : est-elle un authentique Poussin, ou une copie ? Car il en existe une seconde version à la National Gallery de Washington, qui l'avait acquise peu après la seconde guerre mondiale. Anthony Blunt, le spécialiste anglais de Poussin, pensait que la version de Washington est la bonne, tandis que, pour le spécialiste français Jacques Thuillier, c'est au contraire la *Madone* de Bernin-Mouron qui est l'authentique.

Les conservateurs du Louvre n'ont jamais pu se prononcer sur ce tableau, étant donné qu'il n'a jamais été exposé depuis son arrivée en France au début du siècle, après avoir été acheté en Angleterre, et ne leur a jamais été soumis pour examen. Or, pendant l'été 1980, M. Sherman Lee, directeur du Cleveland Museum of Art, s'adresse à M. Hubert Landais et lui demande si ce tableau, à l'attribution discutée, recevrait un permis d'exportation. La réponse du directeur du Louvre fut : on vous le dira lorsqu'il nous sera présenté pour examen, examen qui n'eut jamais lieu puisque le tableau a quitté la France sans doute en janvier 1981. Les gens du Louvre ne l'ont appris que quelques mois plus tard. Or tout tableau quittant l'Hexagone doit être accompagné d'un permis d'exportation.

Aujourd'hui, entre Cleveland et Washington, il n'est plus question que de l'authenticité des deux Poussin. Or on sait bien qu'à cette époque de sa vie Poussin ne peignait pas de versions différentes d'un même tableau. L'un des deux est donc sans doute une copie ancienne, et une copie non autographe. Si le musée de Cleveland a acheté la *Madone à l'escalier* comme un Poussin authentique, il a dû le payer à peu près au prix qui fut

celui du Poussin (*la Sainte Famille*) acheté récemment à Londres par deux musées à la fois, Norton Simon et Getty, soit environ 20 millions de francs. Les conservateurs du Louvre sont ulcérés : qu'un musée avec lequel ils entretenaient de bons rapports, comme celui de Cleveland, se soit prêté à une affaire d'exportation illicite, ce n'est pas dans l'éthique des grands musées du monde. Ils s'en sont d'ailleurs expliqués dans une lettre que publie le numéro de novembre du *Burlington Magazine*. Quant à l'affaire d'exportation frauduleuse — et sans doute du non-rapatriement de l'argent versé (le tableau aurait été déclaré à son entrée aux États-Unis pour un prix très bas), — elle regarde les douanes, qui ne s'intéressent pas seulement au transfert illégal de pièces d'art.

JACQUES MICHEL.

MORT DU PEINTRE
JEAN SOUVERBIE

Nous apprenons la mort, le 6 novembre, à Paris, du peintre Jean Souverbie, membre de l'Académie des beaux-arts. Il était âgé de 99 ans.

[Né le 21 mars 1891 à Billancourt (Seine), Jean Souverbie, après avoir été élève de J.-P. Laurens et de Maurice Denis, fut surtout influencé par Braque, dont il interpréta la fin des années 20. Son œuvre se situe dans un style décoratif d'ailleurs de nombreuses décorations murales (de la rotonde du Musée des travaux publics, en 1929, et du palais de Chaillot, en 1937, aux paquebots de la Compagnie générale transatlantique, après 1945), ainsi que des décors pour l'Opéra. Professeur à l'École nationale supérieure des beaux-arts de 1945 à 1962, où il forma les élèves pour le Prix de Rome, il avait été élu membre de l'Académie des beaux-arts en 1946.]

■ Une des six ou sept répliques du « Balcon de Rodin » produites par le fondeur de l'artiste, et le 11 novembre chez Koller, à Zurich, pour la somme de 500 000 francs suisses (environ 1,5 million de francs). Le nom du vendeur n'a pas été révélé, ni celui de l'acheteur.

CINÉMA

Réactions après la mort d'Abel Gance

La mort d'Abel Gance (« Le Monde » du 12 novembre) suscite les réactions de circonstance. Pourtant, cette fois, les hommages rendent un son un peu particulier, tant il paraît incroyable que notre époque n'ait pas su, n'ait pas voulu, donner à un créateur dont elle reconnaissait l'importance les moyens de travailler.

■ M. PIERRE MAUROY : « Il avait à la fois le sens de l'épopée et le lyrisme du mythe. Il savait ressusciter, avec des images muettes et des techniques nouvelles, la beauté de l'histoire et

de ses grands hommes. Alors qu'il avait tant lutté contre les guerres et qu'il avait tenté de les vaincre, il meurt à la veille du 11 novembre, qui commémore l'armistice. L'histoire, pour son dernier rendez-vous, lui aura été fidèle. »

■ M. JACK LANG : « Cinéaste visionnaire, il a suivi le chemin donné par Louis Delluc en 1917 et n'a jamais cessé de voir trop grand (...). Cette heure où tant d'hommes pleurent sa disparition, il ne faut pas oublier son aventure fut la plus savante, un chemin de croix et que, sur ce long parcours, il connut surtout la misère ou l'indifférence. Que cette leçon-là ne soit pas son plus oubliée, et que ses héritiers d'aujourd'hui sachent donner leurs chances aux vrais talents de demain. »

■ NELLY KAPLAN : « Je regrette essentiellement qu'on ait attendu si longtemps pour lui retrouver le talent. On l'a laissé pendant des décennies sans lui donner les moyens de s'exprimer. Abel Gance était un homme d'une culture absolument universelle. Rien de ce qui était humain et même surhumain ne lui était étranger. Aucun obstacle technique ne lui faisait peur, et quand il avait besoin de quelque chose pour la réalisation de ses films, et qui n'existait pas, il l'inventait. »

■ Le Cinéma Festival du film fantastique s'ouvre ce jeudi 13 novembre, au Grand Rex, par la projection du film de David Hemmings « The Survivors », en présence du réalisateur et de son interprète, Robert Powell. Puis, suivra un court métrage français et en hommage à Lucie Fulci, « Le Chat noir ». Jusqu'au 22 novembre, à raison de deux séances par soir, sont présentés trente-deux longs métrages, dont dix-huit en compétition (1, boulevard Foissonnière, Paris 17).

■ Les obèques de Jean Burtche (« Le Monde » du 11 novembre) auront lieu le 15 novembre à Paris, dans la matinée, au cimetière parisien de Bagneux. Le service religieux est à 10 h. 30, à l'église Saint-Antoine (66, avenue Ledru-Rollin, 12e).

10 ou 24 Novembre
15 ou 17 Décembre
Théâtre Municipal

LE ROI LEAR de William Shakespeare
mise en scène Michel Dubois

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

CLAUDE BRASSEUR MRS DUFFY
NATHALIE BAYE JACQUES DUTRONC

L'OMBRE ROUGE
de ANDREA FERREOL
UN FILM DE JEAN-LOUIS COMOLLI

Jean-Claude CAMUS
Gilbert COULLIER
présentent

au Nouvel Hippodrome de Paris (Porte de Pantin)
Spécialement aménagé
en théâtre
pour

**IRREVOCABLEMENT, MALGRÉ LE TRIOMPHE
DERNIÈRE LE SAMEDI 21 NOVEMBRE**

Barpara

SOIRÉE A 20 H 30 TOUS LES JOURS
SAUF DIMANCHE MATINÉE 17 H
LOCATIONS : toutes agences, FNAC, EUROPE 1
et par téléphone au 720.60.79
PRIX SPÉCIAUX POUR COLLECTIVITÉS

هكذا من الأصل

SPECTACLES

TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.-Tun.) : Richelieu, 2 (233-56-70).
TARZAN L'HOMME SINGE (A. v.f.) : Cinéac Italiana, 2 (236-80-77).
THE ROSS (A. v.o.) : Bonaparte, 6 (339-15-12).
LA TRAGÉDIE D'UN HOMME RIDICULE (R.) : v.o. : Molière, 1 (250-43-99) ; Hautefeuille, 6 (632-78-38) ; Gaijmont Champs-Élysées, 2 (339-04-47) ; FILM St-Jacques, 14 (339-08-42) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (337-38-43) ; Français, 6 (170-35-82) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Pathe, 14 (232-18-33) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

FILM NOUVEAU

MAX FRISCH, Journal I-III, Film suisse de Richard Dindo, Forum Cinéma, 1 (237-53-74).

UNE AFFAIRE D'HOMMES (Fr.) : Gaumont les Halles, 1 (297-49-70) ; Berliet, 2 (732-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Ciné-Palace, 2 (234-07-70) ; Montparnasse-3, 6 (344-14-77) ; Colisée, 6 (339-20-48) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15 (624-43-27) ; Ciné-Pathe, 18 (522-45-01).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Orléans, 6 (333-39-83) ; Paramount-City, 6 (333-43-76) ; Publicis-Madison, 6 (333-43-76) ; Paramount-Opéra, 6 (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13 (330-18-33) ; Paramount-Montparnasse, 14 (339-90-10).

VOTRE ENFANT MINTERESSE (Fr.) : Saint-Servin, 2 (354-30-41).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A.) : v.o. : Luxembourg, 6 (633-07-71) E. sp. : v.f. : Paramount-Montparnasse, 14 (239-90-10).

Les grandes reprises

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.o.) : Elysées Point-Show, 9 (235-07-20) ; Marbeuf, 8 (325-18-43) ; v.f. : 3 Hausmann, 9 (770-47-55).
LA BATAILLE D'ALGER (Fr. v.o.) : Balto, 19 (507-57-51).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-71).
2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (633-97-77).
H. SP.
LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.o.) : 3 Hausmann, 9 (770-47-55).
FELINI ROMA (R. v.o.) : Vendôme, 2 (732-97-52).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.) : Cinécho Saint-Germain, 6 (633-10-82).
GO WEST (Chercheurs d'or) (A. v.o.) : Nickel-Ecoles, 5 (325-72-07).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Tempeliers, 9 (772-94-50).
JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.o.) : La Banque de l'Image, 5 (328-45-01).
MACABAND COW-BOY (A. v.o.) : Saint-Germain-Village, 5 (632-53-74) ; Studio Logos, 6 (354-36-14).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Logos, 6 (354-36-14).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Logos, 6 (354-36-14).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Studio Logos, 6 (354-36-14).

JUDINOT EXPRESS (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 5 (277-50-23) ; Quaiestrie, 9 (633-79-30) ; Gaumont-Ambassade, 8 (339-18-08) ; Paradiens, 14 (339-23-11).
V.F. : Berliet, 2 (732-60-33) ; Copr, 2 (508-11-89) ; Ciné-Pathe, 18 (522-45-01) ; Images, 18 (522-45-01).

MON ONCLE (Fr.) : Champollion, 9 (354-31-60).
MONSIEUR PYTHON (Barré Graal et la Vie de Brian) (Ang. v.o.) : Ciné-Ecoles, 5 (354-20-12).
SOUPIES (A. v.o.) : Olympia-Halles, 4 (278-34-15) ; Olympia, 14 (542-67-42).

STROMBOLI (R. v.o.) : Action Christline bis, 9 (325-47-16) ; Action Lafayette, 9 (878-80-50).
TAXI DRIVER (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-82-56).
THE BEAVIS BROTHERS (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (325-78-17).

Les séances spéciales

AMARCORD (R. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-10) ; L. 20 h.
LE SAL DES VAMPIRES (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (633-97-77).
BARBEROUSSE (Jap. v.o.) : Essentiel, 13 (707-28-04) ; D. 20 h.
BONNIE AND CLYDE (A. v.o.) : Calypso, 17 (360-30-11) ; V. S. 34 h.
STUDIO GALANDE (R. v.o.) : 16 h. 35.
BUCK ROGERS (A. v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42) ; 20 h. 20.
BUFFET FROID (Fr.) : Calypso, 17 (360-30-11) ; 22 h. 15.
CALIGULA (R. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14) ; 22 h. 10.
CARRIE (A. v.o.) : Calypso, 17 (360-30-11) ; 22 h. 10.
CASANOVA DE FELINI (R. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-10) ; V. S. 34 h.

LES CHEVAUX DE PEG (Sot. v.o.) : Tempeliers, 9 (772-94-50) ; V. 20 h. 20.
LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI (A. v.o.) : 16 h. 35.
LA CITE DES FEMMES (R. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14) ; 18 h. 15.
DE L'INFLUENCE DES RAYONS (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 5 (277-50-23) ; 18 h. 20.
DELIVRANCE (A. v.o.) : Studio Logos, 6 (354-36-14) ; 18 h. 20.
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It.) : 20 h. 15 ; 22 h. 15 ; 24 h. 15 ; 26 h. 15 ; 28 h. 15 ; 30 h. 15 ; 32 h. 15 ; 34 h. 15 ; 36 h. 15 ; 38 h. 15 ; 40 h. 15 ; 42 h. 15 ; 44 h. 15 ; 46 h. 15 ; 48 h. 15 ; 50 h. 15 ; 52 h. 15 ; 54 h. 15 ; 56 h. 15 ; 58 h. 15 ; 60 h. 15 ; 62 h. 15 ; 64 h. 15 ; 66 h. 15 ; 68 h. 15 ; 70 h. 15 ; 72 h. 15 ; 74 h. 15 ; 76 h. 15 ; 78 h. 15 ; 80 h. 15 ; 82 h. 15 ; 84 h. 15 ; 86 h. 15 ; 88 h. 15 ; 90 h. 15 ; 92 h. 15 ; 94 h. 15 ; 96 h. 15 ; 98 h. 15 ; 100 h. 15 ; 102 h. 15 ; 104 h. 15 ; 106 h. 15 ; 108 h. 15 ; 110 h. 15 ; 112 h. 15 ; 114 h. 15 ; 116 h. 15 ; 118 h. 15 ; 120 h. 15 ; 122 h. 15 ; 124 h. 15 ; 126 h. 15 ; 128 h. 15 ; 130 h. 15 ; 132 h. 15 ; 134 h. 15 ; 136 h. 15 ; 138 h. 15 ; 140 h. 15 ; 142 h. 15 ; 144 h. 15 ; 146 h. 15 ; 148 h. 15 ; 150 h. 15 ; 152 h. 15 ; 154 h. 15 ; 156 h. 15 ; 158 h. 15 ; 160 h. 15 ; 162 h. 15 ; 164 h. 15 ; 166 h. 15 ; 168 h. 15 ; 170 h. 15 ; 172 h. 15 ; 174 h. 15 ; 176 h. 15 ; 178 h. 15 ; 180 h. 15 ; 182 h. 15 ; 184 h. 15 ; 186 h. 15 ; 188 h. 15 ; 190 h. 15 ; 192 h. 15 ; 194 h. 15 ; 196 h. 15 ; 198 h. 15 ; 200 h. 15 ; 202 h. 15 ; 204 h. 15 ; 206 h. 15 ; 208 h. 15 ; 210 h. 15 ; 212 h. 15 ; 214 h. 15 ; 216 h. 15 ; 218 h. 15 ; 220 h. 15 ; 222 h. 15 ; 224 h. 15 ; 226 h. 15 ; 228 h. 15 ; 230 h. 15 ; 232 h. 15 ; 234 h. 15 ; 236 h. 15 ; 238 h. 15 ; 240 h. 15 ; 242 h. 15 ; 244 h. 15 ; 246 h. 15 ; 248 h. 15 ; 250 h. 15 ; 252 h. 15 ; 254 h. 15 ; 256 h. 15 ; 258 h. 15 ; 260 h. 15 ; 262 h. 15 ; 264 h. 15 ; 266 h. 15 ; 268 h. 15 ; 270 h. 15 ; 272 h. 15 ; 274 h. 15 ; 276 h. 15 ; 278 h. 15 ; 280 h. 15 ; 282 h. 15 ; 284 h. 15 ; 286 h. 15 ; 288 h. 15 ; 290 h. 15 ; 292 h. 15 ; 294 h. 15 ; 296 h. 15 ; 298 h. 15 ; 300 h. 15 ; 302 h. 15 ; 304 h. 15 ; 306 h. 15 ; 308 h. 15 ; 310 h. 15 ; 312 h. 15 ; 314 h. 15 ; 316 h. 15 ; 318 h. 15 ; 320 h. 15 ; 322 h. 15 ; 324 h. 15 ; 326 h. 15 ; 328 h. 15 ; 330 h. 15 ; 332 h. 15 ; 334 h. 15 ; 336 h. 15 ; 338 h. 15 ; 340 h. 15 ; 342 h. 15 ; 344 h. 15 ; 346 h. 15 ; 348 h. 15 ; 350 h. 15 ; 352 h. 15 ; 354 h. 15 ; 356 h. 15 ; 358 h. 15 ; 360 h. 15 ; 362 h. 15 ; 364 h. 15 ; 366 h. 15 ; 368 h. 15 ; 370 h. 15 ; 372 h. 15 ; 374 h. 15 ; 376 h. 15 ; 378 h. 15 ; 380 h. 15 ; 382 h. 15 ; 384 h. 15 ; 386 h. 15 ; 388 h. 15 ; 390 h. 15 ; 392 h. 15 ; 394 h. 15 ; 396 h. 15 ; 398 h. 15 ; 400 h. 15 ; 402 h. 15 ; 404 h. 15 ; 406 h. 15 ; 408 h. 15 ; 410 h. 15 ; 412 h. 15 ; 414 h. 15 ; 416 h. 15 ; 418 h. 15 ; 420 h. 15 ; 422 h. 15 ; 424 h. 15 ; 426 h. 15 ; 428 h. 15 ; 430 h. 15 ; 432 h. 15 ; 434 h. 15 ; 436 h. 15 ; 438 h. 15 ; 440 h. 15 ; 442 h. 15 ; 444 h. 15 ; 446 h. 15 ; 448 h. 15 ; 450 h. 15 ; 452 h. 15 ; 454 h. 15 ; 456 h. 15 ; 458 h. 15 ; 460 h. 15 ; 462 h. 15 ; 464 h. 15 ; 466 h. 15 ; 468 h. 15 ; 470 h. 15 ; 472 h. 15 ; 474 h. 15 ; 476 h. 15 ; 478 h. 15 ; 480 h. 15 ; 482 h. 15 ; 484 h. 15 ; 486 h. 15 ; 488 h. 15 ; 490 h. 15 ; 492 h. 15 ; 494 h. 15 ; 496 h. 15 ; 498 h. 15 ; 500 h. 15 ; 502 h. 15 ; 504 h. 15 ; 506 h. 15 ; 508 h. 15 ; 510 h. 15 ; 512 h. 15 ; 514 h. 15 ; 516 h. 15 ; 518 h. 15 ; 520 h. 15 ; 522 h. 15 ; 524 h. 15 ; 526 h. 15 ; 528 h. 15 ; 530 h. 15 ; 532 h. 15 ; 534 h. 15 ; 536 h. 15 ; 538 h. 15 ; 540 h. 15 ; 542 h. 15 ; 544 h. 15 ; 546 h. 15 ; 548 h. 15 ; 550 h. 15 ; 552 h. 15 ; 554 h. 15 ; 556 h. 15 ; 558 h. 15 ; 560 h. 15 ; 562 h. 15 ; 564 h. 15 ; 566 h. 15 ; 568 h. 15 ; 570 h. 15 ; 572 h. 15 ; 574 h. 15 ; 576 h. 15 ; 578 h. 15 ; 580 h. 15 ; 582 h. 15 ; 584 h. 15 ; 586 h. 15 ; 588 h. 15 ; 590 h. 15 ; 592 h. 15 ; 594 h. 15 ; 596 h. 15 ; 598 h. 15 ; 600 h. 15 ; 602 h. 15 ; 604 h. 15 ; 606 h. 15 ; 608 h. 15 ; 610 h. 15 ; 612 h. 15 ; 614 h. 15 ; 616 h. 15 ; 618 h. 15 ; 620 h. 15 ; 622 h. 15 ; 624 h. 15 ; 626 h. 15 ; 628 h. 15 ; 630 h. 15 ; 632 h. 15 ; 634 h. 15 ; 636 h. 15 ; 638 h. 15 ; 640 h. 15 ; 642 h. 15 ; 644 h. 15 ; 646 h. 15 ; 648 h. 15 ; 650 h. 15 ; 652 h. 15 ; 654 h. 15 ; 656 h. 15 ; 658 h. 15 ; 660 h. 15 ; 662 h. 15 ; 664 h. 15 ; 666 h. 15 ; 668 h. 15 ; 670 h. 15 ; 672 h. 15 ; 674 h. 15 ; 676 h. 15 ; 678 h. 15 ; 680 h. 15 ; 682 h. 15 ; 684 h. 15 ; 686 h. 15 ; 688 h. 15 ; 690 h. 15 ; 692 h. 15 ; 694 h. 15 ; 696 h. 15 ; 698 h. 15 ; 700 h. 15 ; 702 h. 15 ; 704 h. 15 ; 706 h. 15 ; 708 h. 15 ; 710 h. 15 ; 712 h. 15 ; 714 h. 15 ; 716 h. 15 ; 718 h. 15 ; 720 h. 15 ; 722 h. 15 ; 724 h. 15 ; 726 h. 15 ; 728 h. 15 ; 730 h. 15 ; 732 h. 15 ; 734 h. 15 ; 736 h. 15 ; 738 h. 15 ; 740 h. 15 ; 742 h. 15 ; 744 h. 15 ; 746 h. 15 ; 748 h. 15 ; 750 h. 15 ; 752 h. 15 ; 754 h. 15 ; 756 h. 15 ; 758 h. 15 ; 760 h. 15 ; 762 h. 15 ; 764 h. 15 ; 766 h. 15 ; 768 h. 15 ; 770 h. 15 ; 772 h. 15 ; 774 h. 15 ; 776 h. 15 ; 778 h. 15 ; 780 h. 15 ; 782 h. 15 ; 784 h. 15 ; 786 h. 15 ; 788 h. 15 ; 790 h. 15 ; 792 h. 15 ; 794 h. 15 ; 796 h. 15 ; 798 h. 15 ; 800 h. 15 ; 802 h. 15 ; 804 h. 15 ; 806 h. 15 ; 808 h. 15 ; 810 h. 15 ; 812 h. 15 ; 814 h. 15 ; 816 h. 15 ; 818 h. 15 ; 820 h. 15 ; 822 h. 15 ; 824 h. 15 ; 826 h. 15 ; 828 h. 15 ; 830 h. 15 ; 832 h. 15 ; 834 h. 15 ; 836 h. 15 ; 838 h. 15 ; 840 h. 15 ; 842 h. 15 ; 844 h. 15 ; 846 h. 15 ; 848 h. 15 ; 850 h. 15 ; 852 h. 15 ; 854 h. 15 ; 856 h. 15 ; 858 h. 15 ; 860 h. 15 ; 862 h. 15 ; 864 h. 15 ; 866 h. 15 ; 868 h. 15 ; 870 h. 15 ; 872 h. 15 ; 874 h. 15 ; 876 h. 15 ; 878 h. 15 ; 880 h. 15 ; 882 h. 15 ; 884 h. 15 ; 886 h. 15 ; 888 h. 15 ; 890 h. 15 ; 892 h. 15 ; 894 h. 15 ; 896 h. 15 ; 898 h. 15 ; 900 h. 15 ; 902 h. 15 ; 904 h. 15 ; 906 h. 15 ; 908 h. 15 ; 910 h. 15 ; 912 h. 15 ; 914 h. 15 ; 916 h. 15 ; 918 h. 15 ; 920 h. 15 ; 922 h. 15 ; 924 h. 15 ; 926 h. 15 ; 928 h. 15 ; 930 h. 15 ; 932 h. 15 ; 934 h. 15 ; 936 h. 15 ; 938 h. 15 ; 940 h. 15 ; 942 h. 15 ; 944 h. 15 ; 946 h. 15 ; 948 h. 15 ; 950 h. 15 ; 952 h. 15 ; 954 h. 15 ; 956 h. 15 ; 958 h. 15 ; 960 h. 15 ; 962 h. 15 ; 964 h. 15 ; 966 h. 15 ; 968 h. 15 ; 970 h. 15 ; 972 h. 15 ; 974 h. 15 ; 976 h. 15 ; 978 h. 15 ; 980 h. 15 ; 982 h. 15 ; 984 h. 15 ; 986 h. 15 ; 988 h. 15 ; 990 h. 15 ; 992 h. 15 ; 994 h. 15 ; 996 h. 15 ; 998 h. 15 ; 1000 h. 15 ; 1002 h. 15 ; 1004 h. 15 ; 1006 h. 15 ; 1008 h. 15 ; 1010 h. 15 ; 1012 h. 15 ; 1014 h. 15 ; 1016 h. 15 ; 1018 h. 15 ; 1020 h. 15 ; 1022 h. 15 ; 1024 h. 15 ; 1026 h. 15 ; 1028 h. 15 ; 1030 h. 15 ; 1032 h. 15 ; 1034 h. 15 ; 1036 h. 15 ; 1038 h. 15 ; 1040 h. 15 ; 1042 h. 15 ; 1044 h. 15 ; 1046 h. 15 ; 1048 h. 15 ; 1050 h. 15 ; 1052 h. 15 ; 1054 h. 15 ; 1056 h. 15 ; 1058 h. 15 ; 1060 h. 15 ; 1062 h. 15 ; 1064 h. 15 ; 1066 h. 15 ; 1068 h. 15 ; 1070 h. 15 ; 1072 h. 15 ; 1074 h. 15 ; 1076 h. 15 ; 1078 h. 15 ; 1080 h. 15 ; 1082 h. 15 ; 1084 h. 15 ; 1086 h. 15 ; 1088 h. 15 ; 1090 h. 15 ; 1092 h. 15 ; 1094 h. 15 ; 1096 h. 15 ; 1098 h. 15 ; 1100 h. 15 ; 1102 h. 15 ; 1104 h. 15 ; 1106 h. 15 ; 1108 h. 15 ; 1110 h. 15 ; 1112 h. 15 ; 1114 h. 15 ; 1116 h. 15 ; 1118 h. 15 ; 1120 h. 15 ; 1122 h. 15 ; 1124 h. 15 ; 1126 h. 15 ; 1128 h. 15 ; 1130 h. 15 ; 1132 h. 15 ; 1134 h. 15 ; 1136 h. 15 ; 1138 h. 15 ; 1140 h. 15 ; 1142 h. 15 ; 1144 h. 15 ; 1146 h. 15 ; 1148 h. 15 ; 1150 h. 15 ; 1152 h. 15 ; 1154 h. 15 ; 1156 h. 15 ; 1158 h. 15 ; 1160 h. 15 ; 1162 h. 15 ; 1164 h. 15 ; 1166 h. 15 ; 1168 h. 15 ; 1170 h. 15 ; 1172 h. 15 ; 1174 h. 15 ; 1176 h. 15 ; 1178 h. 15 ; 1180 h. 15 ; 1182 h. 15 ; 1184 h. 15 ; 1186 h. 15 ; 1188 h. 15 ; 1190 h. 15 ; 1192 h. 15 ; 1194 h. 15 ; 1196 h. 15 ; 1198 h. 15 ; 1200 h. 15 ; 1202 h. 15 ; 1204 h. 15 ; 1206 h. 15 ; 1208 h. 15 ; 1210 h. 15 ; 1212 h. 15 ; 1214 h. 15 ; 1216 h. 15 ; 1218 h. 15 ; 1220 h. 15 ; 1222 h. 15 ; 1224 h. 15 ; 1226 h. 15 ; 1228 h. 15 ; 1230 h. 15 ; 1232 h. 15 ; 1234 h. 15 ; 1236 h. 15 ; 1238 h. 15 ; 1240 h. 15 ; 1242 h. 15 ; 1244 h. 15 ; 1246 h. 15 ; 1248 h. 15 ; 1250 h. 15 ; 1252 h. 15 ; 1254 h. 15 ; 1256 h. 15 ; 1258 h. 15 ; 1260 h. 15 ; 1262 h. 15 ; 1264 h. 15 ; 1266 h. 15 ; 1268 h. 15 ; 1270 h. 15 ; 1272 h. 15 ; 1274 h. 15 ; 1276 h. 15 ; 1278 h. 15 ; 1280 h. 15 ; 1282 h. 15 ; 1284 h. 15 ; 1286 h. 15 ; 1288 h. 15 ; 1290 h. 15 ; 1292 h. 15 ; 1294 h. 15 ; 1296 h. 15 ; 1298 h. 15 ; 1300 h. 15 ; 1302 h. 15 ; 1304 h. 15 ; 1306 h. 15 ; 1308 h. 15 ; 1310 h. 15 ; 1312 h. 15 ; 1314 h. 15 ; 1316 h. 15 ; 1318 h. 15 ; 1320 h. 15 ; 1322 h. 15 ; 1324 h. 15 ; 1326 h. 15 ; 1328 h. 15 ; 1330 h. 15 ; 1332 h. 15 ; 1334 h. 15 ; 1336 h. 15 ; 1338 h. 15 ; 1340 h. 15 ; 1342 h. 15 ; 1344 h. 15 ; 1346 h. 15 ; 1348 h. 15 ; 1350 h. 15 ; 1352 h. 15 ; 1354 h. 15 ; 1356 h. 15 ; 1358 h. 15 ; 1360 h. 15 ; 1362 h. 15 ; 1364 h. 15 ; 1366 h. 15 ; 1368 h. 15 ; 1370 h. 15 ; 1372 h. 15 ; 1374 h. 15 ; 1376 h. 15 ; 1378 h. 15 ; 1380 h. 15 ; 1382 h. 15 ; 1384 h. 15 ; 1386 h. 15 ; 1388 h. 15 ; 1390 h. 15 ; 1392 h. 15 ; 1394 h. 15 ; 1396 h. 15 ; 1398 h. 15 ; 1400 h. 15 ; 1402 h. 15 ; 1404 h. 15 ; 1406 h. 15 ; 1408 h. 15 ; 1410 h. 15 ; 1412 h. 15 ; 1414 h. 15 ; 1416 h. 15 ; 1418 h. 15 ; 1420 h. 15 ; 1422 h. 15 ; 1424 h. 15 ; 1426 h. 15 ; 1428 h. 15 ; 1430 h. 15 ; 1432 h. 15 ; 1434 h. 15 ; 1436 h. 15 ; 1438 h. 15 ; 1440 h. 15 ; 1442 h. 15 ; 1444 h. 15 ; 1446 h. 15 ; 1448 h. 15 ; 1450 h. 15 ; 1452 h. 15 ; 1454 h. 15 ; 1456 h. 15 ; 1458 h. 15 ; 1460 h. 15 ; 1462 h. 15 ; 1464 h. 15 ; 1466 h. 15 ; 1468 h. 15 ; 1470 h. 15 ; 1472 h. 15 ; 1474 h. 15 ; 1476 h. 15 ; 1478 h. 15 ; 1480 h. 15 ; 1482 h. 15 ; 1484 h. 15 ; 1486 h. 15 ; 1488 h. 15 ; 1490 h. 15 ; 1492 h. 15 ; 1494 h. 15 ; 1496 h. 15 ; 1498 h. 15 ; 1500 h. 15 ; 1502 h. 15 ; 1504 h. 15 ; 1506 h. 15 ; 1508 h. 15 ; 1510 h. 15 ; 1512 h. 15 ; 1514 h. 15 ; 1516 h. 15 ; 1518 h. 15 ; 1520 h. 15 ; 1522 h. 15 ; 1524 h. 15 ; 1526 h. 15 ; 1528 h. 15 ; 1530 h. 15 ; 1532 h. 15 ; 1534 h. 15 ; 1536 h. 15 ; 1538 h. 15 ; 1540 h. 15 ; 1542 h. 15 ; 1544 h. 15 ; 1546 h. 15 ; 1548 h. 15 ; 1550 h. 15 ; 1552 h. 15 ; 1554 h. 15 ; 1556 h. 15 ; 1558 h. 15 ; 1560 h. 15 ; 1562 h. 15 ; 1564 h. 15 ; 1566 h. 15 ; 1568 h. 15 ; 1570 h. 15 ; 1572 h. 15 ; 1574 h. 15 ; 1576 h. 15 ; 1578 h. 15 ; 1580 h. 15 ; 1582 h. 15 ; 1584 h. 15 ; 1586 h. 15 ; 1588 h. 15 ; 1590 h. 15 ; 1592 h. 15 ; 1594 h. 15 ; 1596 h. 15 ; 1598 h. 15 ; 1600 h. 15 ; 1602 h. 15 ; 1604 h. 15 ; 1606 h. 15 ; 1608 h. 15 ; 1610 h. 15 ; 1612 h. 15 ; 1614 h. 15 ; 1616 h. 15 ; 1618 h. 15 ; 1620 h. 15 ; 1622 h. 15 ; 1624 h. 15 ; 1626 h. 15 ; 1628 h. 15 ; 1630 h. 15 ; 1632 h. 15 ; 1634 h. 15 ; 1636 h. 15 ; 1638 h. 15 ; 1640 h. 15 ; 1642 h. 15 ; 1644 h. 15 ; 1646 h. 15 ; 1648 h. 15 ; 1650 h. 15 ; 1652 h. 15 ; 1654 h. 15 ; 1656 h. 15 ; 1658 h. 15 ; 1660 h. 15 ; 1662 h. 15 ; 1664 h. 15 ; 1666 h. 15 ; 1668 h. 15 ; 1670 h. 15 ; 1672 h. 15 ; 1674 h. 15 ; 1676 h. 15 ; 1678 h. 15 ; 1680 h. 15 ; 1682 h. 15 ; 1684 h. 15 ; 1686 h. 15 ; 1688 h. 15 ; 1690 h. 15 ; 1692 h. 15 ; 1694 h. 15 ; 1696 h. 15 ; 1698 h. 15 ; 1700 h. 15 ; 1702 h. 15 ; 1704 h. 15 ; 1706 h. 15 ; 1708 h. 15 ; 1710 h. 15 ; 1712 h. 15 ; 1714 h. 15 ; 1716 h. 15 ; 1718 h. 15 ; 1720 h. 15 ; 1722 h. 15 ; 1724 h. 15 ; 1726 h. 15 ; 1728 h. 15 ; 1730 h. 15 ; 1732 h. 15 ; 1734 h. 15 ; 1736 h. 15 ; 1738 h. 15 ; 1740 h. 15 ; 1742 h. 15 ; 1744 h. 15 ; 1746 h. 15 ; 1748 h. 15 ; 1750 h. 15 ; 1752 h. 15 ; 1754 h. 15 ; 1756 h. 15 ; 1758 h. 15 ; 1760 h. 15 ; 1762 h. 15 ; 1764 h. 15 ;

	Laqne	Laqne.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Laqne	Laqne.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	37,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur métallurgiste

GRAND GROUPE ELECTROMECHANIQUE FRANCAIS

recherche pour proche Banlieue Nord Paris
INGENIEUR METALLURGISTE

De formation Grandes Ecoles ou universitaire (doctorat 3^e cycle), le candidat est âgé de plus de 30 ans. Il lit, parle et écrit l'anglais. De niveau IIIA ou IIIB il doit avoir notamment grande compétence :
• dans le choix des matériaux selon les impératifs de construction des machines.
• dans l'approvisionnement de pièces de forge, de fonderie et de "semi-produits".
• en soudage.
Il est responsable de l'approbation des procédures concernant tant les procédés spéciaux que les spécifications générales des contrôles non-destructifs. Il s'assure de la formation et de la qualification des personnels de contrôle.
Déplacements de courte durée en Europe essentiellement.
Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 4990-M à Mamrègès qui transmettra.

Mamrègès
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Responsable des ventes France et exportation

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son secteur produits en acier inoxydables le promoteur de sa gamme et l'animateur de son réseau de ventes en France et à l'étranger.

Au-delà du dynamisme, du goût pour les voyages, de la pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand, les "armes" suivantes permettront d'atteindre les objectifs de la fonction :
• formation supérieure,
• expérience confirmée de la vente de produits standard,
• capacité éprouvée d'animation d'agences stockistes en France et à l'étranger.
Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **170.000 F +**

Ecrire sous réf. WD 195 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

Carrières Industrielles JEUNES INGENIEURS de PRODUCTION

Plus une industrie est exigeante (lieu continu, installations complexes, technologies modernes), plus les hommes qui produisent doivent être performants. Cette Division (8 usines - 7 500 personnes en France), de l'un des premiers groupes industriels français, attache une importance primordiale au recrutement de ses ingénieurs. De la qualité de ceux-ci dépendent les performances à venir. Pour renforcer ses structures de production, elle crée trois nouveaux postes pour des hommes désireux de réaliser une partie de leur carrière en production.

Après une période de formation aux techniques spécifiques (verre creux) dans des fonctions déjà opérationnelles, ces ingénieurs évolueront rapidement dans une unité industrielle pour y prendre des responsabilités (humaines - techniques - économiques) plus larges.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs ayant acquis impérativement une courte expérience (2-3 ans) en fabrication. Ils veulent maintenant aller plus loin. Négocier et disponibles, leur carrière les amènera à occuper des fonctions dans différentes usines réparties sur tout le territoire national.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 42122 à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

egor

BANQUE PARIS 8ème recherche pour son Service BOURSE

un cadre confirmé (No 1)

Diplômé d'études supérieures, de CULTURE ANGLAIS, et ayant déjà une première expérience de Bourse de France. Il sera chargé de l'assistance et du développement de la clientèle étrangère.

un jeune cadre (No 2)

Diplômé d'études supérieures commerciales, parlant COURAMMENT l'anglais et ayant déjà une première expérience dans les domaines financier ou boursier. Il sera chargé des opérations de bourse et d'arbitrage à Paris. Ces 2 postes comportent des possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo, salaire actuel et prétentions en précisant le No du poste choisi (1 ou 2), sous référence 14.220 à CONTESSÉ et Cie, 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Université de Paris XI
I.U.T. de St Germain
Le département GEA 2 recherche pour des T.O. en 1^{er} année UN SPECIALISTE DE L'INFORMATIQUE DE GESTION
Tél. 860-05-83 (poste 38).

Organisme intercommunal recherche RESPONSABLE GESTION ET SOCIO-EDUCATIF
Expérience req. : 18 (75) 39-42-70.

Agence de voyages PARIS CENTRE recherche

H. ou F.
EXPERIMENTÉ pour devenir adjoint du chef d'agence et participer au développement de l'agence. Ecrire avec C.V., photo et prêt sous le n° T 030243 M, à M.C.C. des ULS, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

COMPTABLE
jeune et dynamique, 2 ans d'expérience P.M.E., libre immédiatement pour comptabilité générale. Organisme artistique situé Paris-14 recherche souv. T. 633-51-26 pr R.V.

La M.C.C. des ULS recherche un animateur permanent à plein temps. Diffusion culturelle (travaux de recherche et organisation d'activités culturelles : musique, théâtre, expositions, etc.). Participation nationale aux relations extérieures (Publicité...). Connaissance SINGULIERE offerte. Cadre d'un travail d'équipe incluant des bénévoles. Env. C.V. avant le 24/11/1981 à M.C.C. des ULS, 24, rue de Courcelles, 91940 LES ULIS - 807-48-04.

Pour renforcer ses équipes techniques Notre Société, spécialisée dans l'étude, le développement et la fabrication de produits de haute technicité, recrute

Plusieurs INGENIEURS I et II

Diplômés Grande Ecole exclusivement, de formation mécanique, électronique et physique électronique (ENSA, ENST, ESE, ENSI, ISEP) Intéressés par des postes d'avenir permettant une évolution de carrière.

Orientation en fonction des aspirations personnelles. Formation assurée par l'entreprise.

Lieu de travail : PARIS SUD

Ad. C.V., photo (retournée) à n° 14.597 CONTESSÉ

Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel de passage propose à un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

de créer pour sa filiale française, le poste de

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION ET METHODES

Il se verra confier la mise en place totale du service et devra immédiatement prendre en charge :

1. L'organisation et la mise en œuvre des procédures nécessaires.
2. L'amélioration des produits existants.
3. L'industrialisation des produits nouveaux dès leur conception, cela en étroite collaboration avec les services de production et d'études.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience d'au moins 4 à 5 ans dans un service industrialisation d'une entreprise de fabrication de matériel électronique en moyenne série. La connaissance de la langue anglaise serait appréciée. Lieu de travail : Banlieue Est 94.

Adressez votre C.V. détaillé sous référence 7.473 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75008 Paris, qui transmettra.

Société Industrielle proche banlieue Sud de Paris recherche

DIRECTEUR
SERVICES EQUIPEMENT ET SERVICES GÉNÉRAUX - Dépend de la Direction Générale. - Arts et métiers ou équivalent. - Homme d'exp. indépendante. - Investissements, matériels, installations. - Entretien général. - Service clientèle. - Sécurité des biens. Envoyez C.V. détaillé, manuscrit et photo n° 74.105 à PUBLIALE S.P. 153, 75002 Paris Cedex 02.

Ecole privée du 10^e arrdt recherche

PROFESSEUR
en sciences naturelles chimie et biologie (classe 1^{re} FS) 2 jours semaine mardi, mercredi, expérience en aptitudes à l'enseignement exigées. Téléphone : 246-41-40.

FUT LIMOGES
recrute

ANIMATEUR
ADJOINT DE DIRECTION exp. V. CAPASE ou DEFA même en cours souhaité. Envoyez C.V., références, prêt et photo (retournée) à APLIT, 2, avenue Vincent-Auriol, 87100 LIMOGES.

Emplois régionaux
Entreprise commerciale du meuble et électroménager de Perpignan recherche

Comptable gestionnaire de haut niveau. Expérience dans domaine souhaitée. Diplôme B.T.S. ou équival. Ecr. avec C.V. et photo à Neuva, n° 2414/88, B.P. 442, 66004 Perpignan.

P.-D.G. - P.M.E. Edition rech.

BRILLANT SECOND
préférence formation photo à PARIS recherche M. CID - S. rue de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

Administrateur de biens à PARIS recherche

GESTIONNAIRE
CONFIRMÉ pour syndicat, possibilité devenir rapidement PRINCIPAL. 13^e mois, vacations + frais. Ecrire sous réf. n° 2034/N, 5, r. Alex-Dumas, 75011 Paris.

RECHERCHE 50 ETUDIANTS (FRANCE ENTIERE)

• Etudes médicales ou para médicales
• Bons vendeurs
• Horaires souples
• Rémunération élevée
• Travail sur les lieux d'étude.

Ecrire à JOUP Hervé MARC 70, rue Moufflard 75265 PARIS CEDEX 05

information divers

Emplois et carrières de la fonction publique FRANCE-CARRIERES chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

occasions

MOQUETTE PURE LAINE PRIX POSE
75 F. TTC - Tél. : 898-81-12.

propositions diverses

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

capitaux propositions commerciales

SOCIÉTÉ SUISSE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE cherche

DISTRIBUTEUR

régional ou national pour ses cours de langues Nous cherchons organisation ou personnalité ayant compétence et exp. pour la mise en place d'un réseau de vente national. Nous accueillons toute proposition, même de Société ou personnes travaillant déjà dans la vente par correspondance ou par démarchage.

Très bonne rémunération assurée par la vente de produits de haute qualité, déjà très connus. Env. C.V. à : Sté Privée de Participations Case Postale 184 1211 - GENEVE 3

VOTRE SIÈGE SOCIAL
LOYER 150 à 300 F./MOIS
TELEX, SECRETARIAT
SERVICES GÉNÉRAUX
AGÉCO 294-95-28
R.C. PARIS 319.127.080.

Dans grande ville de Province 100 km PARIS, à vendre SISE SOCIAL, DE SOCIÉTÉ : bureaux 378 m² environ avec terrain 4.400 m², possibilité 22.700 m². Vente en particulier. S.C.I. en cours de formation. PARTS à partir de 100.000 F. RAPPORT 12 F. Indes. Ecrire sous le n° 030185 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

280 SEL Décembre 77 boîte automatique, climatisée, peinture métal gris, intérieur cuir, 1^{er} main 130.000 km, très bon état. Prix : 75.000 F. Perret, 764-19-47 à partir de 15 h.

Cause départ Outre-Mer Cède voiture de Direction BMW 723 IA modèle août 1978 68.000 km, moteur, freins, pneus neufs. Prix à débattre. Tél. : 288-06-70 (rue Bur.).

PORCHE Carrera 2.7 L. 1973 Blanche. Prix : 40.000 F. Téléphone : 370-78-22.

divers

PRIX CHOC
du 1/11 au 22/11
millésime 82
LANCIA
Coupe 1300 - 2000
HPE 1600 - 2000
336.38.35 +

L'immobilier

A Megève, Mont d'Arbois

Investir dans la pierre, c'est mieux à tous points de vue ! Dans la résidence "SKI et GOLF" au pied des pistes, en bordure du golf, tennis privé, appartements du studio au 4 pièces, dans des chalets de grande tradition. Livraison avant Noël 81. Crédit neige UCB CFEC, possible sur 15 ans.

BREDERO
montagne
36 rue Tronchet 69008 LYON

Je souhaite recevoir gratuitement la documentation Ski et Golf.
NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ Ville _____
Tél. bureau _____
Tél. personnel _____
Envoyez ce coupon à "BREDERO" 36 rue Tronchet à LYON 69008 ou téléphonez au (7) 888.12.25.



emploi international (et départements d'Outre Mer)

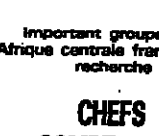
Importante Société d'Ingénierie ayant pour vocation la fourniture d'ensembles industriels en France et à l'étranger recherche

chef de section informatique

Rattaché au Chef du Département, il sera Responsable de la section "Technique Informatique Scientifique" et devra coordonner et animer une équipe de 5 ingénieurs.

Outre la parfaite connaissance du matériel CDC - systèmes SCOPE et NOS, des connaissances du matériel IBM seront appréciées. Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole (MINES - CENTRALE - ENSTA...), ayant une expérience minimum de 5 années dans une fonction similaire et dans les domaines de calculs numériques et graphiques.

Envoyez lettre manuscrite + CV détaillé + prétentions sous référence 6640 à nos carrières 48 rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.



emploi international

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CHEFS COMPTABLES
qualifiés
président B.P. ancien régime ou DECS, connaissances plan CCAM souhaitées. Prière adresser C.V. et prétentions à M. Gouhan, B.P. 18, 41700 CONTRES.

Emplois régionaux
Entreprise commerciale du meuble et électroménager de Perpignan recherche

Comptable gestionnaire de haut niveau. Expérience dans domaine souhaitée. Diplôme B.T.S. ou équival. Ecr. avec C.V. et photo à Neuva, n° 2414/88, B.P. 442, 66004 Perpignan.

RECHERCHE 50 ETUDIANTS (FRANCE ENTIERE)
• Etudes médicales ou para médicales
• Bons vendeurs
• Horaires souples
• Rémunération élevée
• Travail sur les lieux d'étude.

Ecrire à JOUP Hervé MARC 70, rue Moufflard 75265 PARIS CEDEX 05

سكزا من الأصل

SCIENTENCES

UN COLLOQUE A MONTPELLIER

Quel avenir pour les réseaux locaux de télécommunications ?

Montpellier. — Des réseaux locaux ? C'est la question que l'Institut de développement pour l'aménagement des télécommunications (IDATE) a choisie comme thème de ses Journées internationales qui ont récemment réuni, à Montpellier, plus de quatre cents personnes, industrielles, universitaires et représentants de l'administration.

Les réseaux locaux sont des réseaux de transmission de données mis en œuvre à l'abri du monopole des télécommunications, destinés à interconnecter des ressources matérielles ou logicielles hétérogènes : téléphone, télécopie, téletexte, vidéo, son, haute fidélité stéréophonique, visioconférence, télé-alarme, télé-surveillance...

Actuellement, plusieurs types de réseaux existent, par exemple le réseau téléphonique commun, les réseaux spécialisés Transpac, les circuits de télévision par câble (dans les régions frontalières ou les zones d'ombre), mais nous vivons une époque charnière. L'évolution de la technologie annonce l'arrivée de réseaux très performants qui permettront d'intégrer tous les services connus et de venir sur les mêmes lignes et de les gérer grâce à des

De notre envoyé spécial

autocommutateurs électroniques privés, qui sont de véritables petits ordinateurs, ou aux terminaux, qui seront pourvus eux-mêmes d'une certaine « intelligence ».

Ces réseaux locaux peuvent être installés dans des administrations, des entreprises (réseau de bureau), intégrés, contrôlés des processus industriels ou dans des sites résidentiels (villes câblées, projet de fibres optiques à Biarritz, la différence entre réseaux professionnels et réseaux grand public ayant tendance à s'estomper grâce à l'intégration des services. Selon les services demandés, différents types de supports peuvent être utilisés avec des capacités de transmission différentes : les câbles coaxiaux ou les fibres optiques.

Réseau local ne signifie pas réseau isolé. Bien qu'ils correspondent à des réseaux locaux, les réseaux locaux peuvent être connectés entre eux par des passerelles d'accès (soumises, elles, au monopole des télécommunications puisqu'elles ne sont plus dans le domaine privé), comme Transpac ou, dans quelque temps, les réseaux de satellites de télécommunications, pourvu qu'il y ait compatibilité entre les réseaux eux-mêmes, ainsi qu'entre les modes de transfert et de consultation de données. Si tout le monde

s'est accordé, au cours de ces journées, à reconnaître la nécessité de la normalisation, il semble que les buts de ces processus soient différents suivant les personnes concernées. Certains intervenants ont rappelé qu'il fallait faire vite pour éviter que les industriels imposent leurs normes au public, comme l'a fait Philips pour les vidéos, ou comme est en train d'essayer de le faire Xerox pour les réseaux locaux d'entreprises avec son système Ethernet. D'autres la question de la normalisation dans les réseaux locaux, c'est le rôle de l'industrie française dans la « reconquête du marché intérieur » qui a été évoqué. Face à Xerox, l'Institut national de la recherche en informatique et automatique a conçu son propre réseau local, Danube (projet Kayak), mais les industriels français, en particulier Thomson, ont préféré adopter Ethernet.

L'avenir de la T.V. par câbles

Autre enjeu évoqué : les réseaux grand public, qui laissent une large place à la télévision par câble qui s'est développée considérablement aux États-Unis. L'enjeu est important pour l'administration des télécommunications. Dans un réseau local large bande, les services télématiques ne représentent qu'une part très faible de la consommation des ménages. De même, la téléphonie n'intéressera par forcément des abonnés situés à quelques kilomètres les uns des autres.

En revanche, la télévision, qui apportera un plus à un réseau local multivocaux, a un bel avenir devant elle : on prévoit quinze millions d'abonnés à de tels réseaux locaux en l'an 2000. Seront-ils un vecteur de la communication dans les immeubles ou les quartiers ? Quelle sera la production et avec quels moyens financiers ? A l'heure où l'existence des radios locales privées est, de fait, remise en question, quel type de financement imaginer pour la mise en place de ces nouveaux réseaux ? Il faut laisser passer un peu de temps avant d'être sûr du diagnostic, a déclaré M. Jean-Louis Missika, enseignant à l'université Paris-IX, mais les premiers signes semblent indiquer qu'il existe un consensus dans l'ensemble de la classe politique pour se méfier de ce type de communication. « Propos nuancés par M. Yves Stourdzé, chargé d'enseignement à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, qui a noté « la prise en compte par le gouvernement actuel des risques que présente la cession de la production intellectuelle ».

Autre point évoqué durant ces trois journées : la nécessité de préparer des cadres juridiques où l'on intègre le poids des élus locaux, des administrations, et celui du pouvoir central sur l'échelon local, ainsi que de définir clairement le financement des projets.

Alors qu'on en reste, aujourd'hui, à une stratégie technique qui ne peut être définie que par les industriels ou la direction générale des télécommunications, il existe déjà une pratique sociale des réseaux, rappelle une participante en citant l'utilisation du téléphone, du courrier, de la photocopie et des réunions. Ces approches pluridisciplinaires du problème des réseaux locaux auront été l'un des aspects importants de ces journées de l'IDATE. Une approche qui fait des trente chercheurs de cet institut un creuset unique où l'on s'efforce de croquer des « chemins possibles pour les prochaines décennies » en tenant compte des contraintes institutionnelles et sociales.

HENRI PIERRE.

RICHARD CLAUDUD.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

ENTRETIENS E.S.C.P. - PLUS CONSULTANTS

LA FORMATION DES ÉQUIPES COMMERCIALES

Rencontre entreprises-formateurs-concepteurs

LE JEUDI 26 NOVEMBRE 1981

avec la participation d'Yvon GATTAZ

P.D.G. de la S.N.C.F. - Président d'ETIC

• Efficacité de la formation des équipes commerciales ; présentation d'une étude réalisée au printemps 1981 dans les entreprises.

• Ateliers avec la collaboration de 15 entreprises témoins (Ball Equipment, Ceteron, Darty, Datazab, Fisher Price, Heineken, J.C.S., Johnson, Manpower, Massey Ferguson, Merck Sharp Dohme, Pfizer, Renault, S.N.C.F., Yves Rocher).

• Démonstrations de matériels et de techniques nouvelles : vidéo, téléphone, micro-informatique, télématique.

Renseignements : Groupe E.S.C.P., 79, avenue de la République, 75011 PARIS
Tél. 365.38.08, poste 1133

RÉGIONS

La réintroduction du lynx dans les forêts vosgiennes

On attend le feu vert de l'environnement

Reverra-t-on des lynx dans les forêts vosgiennes ? Ce petit félin, de 12 à 15 kilos, nocturne et fort discret, vivait dans nos forêts jusqu'au début du siècle dernier. Sa réintroduction est à nouveau évoquée en Alsace et dans les Vosges. Selon notre correspondant à Epinal, Yves Collin, l'affaire alimente les conversations et fait l'objet d'articles et de mises au point dans la presse locale.

Depuis plusieurs années, un groupe de naturalistes et de chasseurs milite pour que des quelques couples de lynx dans le massif vosgien, entre le Donon et la vallée de Masevaux, dans un secteur de 30 kilomètres de long. Il s'agit de leur offrir de réelles conditions de vie, à l'abri de la chasse, comme on le fait pour un monument historique.

L'idée est en effet séduisante. Elle peut avoir aussi son utilité : nourrir en partie de chiens errants, chats hantés, martres et autres hermines qui peuvent être porteurs de rage. Sa présence serait donc un facteur de régulation de la faune sauvage, comme on le fait pour un monument historique.

Aussi les forestiers sont-ils partisans de la réintroduction du lynx. Ces grands animaux causent donc moins de dégâts aux plantations d'arbres.

ABATTOIR GÉNANT DANS LES YVELINES

Une entreprise de Saint-Arnould-en-Yvelines, florissante au point d'envisager d'embaucher une dizaine de personnes, se trouve menacée de fermeture par ses voisins. Spécialisée dans l'abattage de porcs, le CADY (Centre d'abattage des Yvelines) va dès la mi-novembre fermer ses portes. Les habitants du village de Yvelines ne rapportent pas son arrêté rendant exécutoire les décisions de justice et ordonnant la fermeture des abattoirs.

Quatre jours par semaine, les camions viennent, la nuit, y décharger deux cent cinquante porcs dont les cris déchirants réveillent le voisinage. Entre 3 et 5 heures du matin, suivant les jours, l'abattage commence. Poussés vers les laboratoires où ils sont sacrifiés, les cochons redoublent de hurlements.

« C'est infernal », explique Mme Fredouille, une enseignante à la retraite installée dans le voisinage. « Aux cris des porcs et au sifflement des camions s'ajoutent les odeurs et les mouches. La décision de fermeture des abattoirs prise en janvier 1973 par le tribunal administratif de Versailles a été confirmée en juillet 1974 par le Conseil d'Etat ».

Chaque contre-attaque effectuée par un huissier avant 6 heures du matin, M. Fouchet, le propriétaire de l'abattoir, se trouvait en infraction mais payait les 3 000 F d'amende. « Je n'avais pas le choix », dit-il. « Dans notre métier il faut travailler tôt pour être en fin de nuit à Rungis. Si je commence à abattre à 6 heures du matin comme le veut le tribunal, je suis condamné à l'arrêt de la ferme. »

CONTRE LE BRUIT DES TRANSPORTS

Sur l'initiative de plusieurs dizaines d'habitants de Paris, le 35 octobre, a été créé un Comité de liaison des victimes du bruit des transports (C.L.V.B.). Celui-ci réclame le « gel » des projets routiers contestés par les populations et le lancement d'un programme de protection contre le bruit : déviations routières, murs anti-bruit, déplacement de certains aéroports civils et militaires. Les associations demandent au gouvernement de combattre les nuisances dues au bruit des transports routiers, aériens et ferroviaires, dont sont victimes « dix millions de Français ».

(1) 31, rue d'Anglemont, 75010 Paris. Tél. : 246-94-47.

UN NOUVEAU PALAIS RÉGIONAL A ORLÉANS

Un nouveau palais pour les assemblées régionales a été inauguré, le 7 novembre, à Orléans. Édifié au pied de la cathédrale Sainte-Croix, dans le style des constructions des dix-huitième et dix-neuvième siècles qui avoisinent le parvis, le bâtiment conçu par l'architecte Christian Languet, et dont la construction a coûté près de 50 millions de francs, a une longueur de 70 mètres, possède une vaste salle en hémicycle pour les assemblées et de nombreux bureaux sur cinq niveaux.

d'opération. Au cours de ces dernières années, des lynx ont été relâchés en Tchécoslovaquie, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Yougoslavie et en Autriche. Personne ne s'en est plaint, bien au contraire.

En France, le principe de la réintroduction a été admis. Depuis deux ans déjà, le Conseil national de la chasse et le Conseil national de la faune sauvage ont donné un avis favorable. Le ministère de l'environnement a signé un contrat avec l'université de Strasbourg pour étudier les modalités de l'opération. Le World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la faune sauvage) est disposé à verser l'achat de six couples de lynx à raison de 12 500 francs par couple. Les animaux seraient capturés en Tchécoslovaquie où ils subiraient une première quarantaine. Puis ils seraient placés en France dans un enclos privé pour une seconde quarantaine. Enfin, ils seraient lâchés vers le mois de février, peu avant l'époque du rut.

Les animaux seraient munis de mini-émetteurs permettant aux scientifiques de suivre leurs déplacements. Les lynx ont besoin d'un espace vital de 10 000 à 20 000 hectares. Ces territoires boisés peuvent être facilement trouvés aux confins de trois départements : le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et les Vosges. Techniquement, les modalités de la réintroduction sont donc au point. Reste à obtenir l'adhésion des chasseurs et des chasseurs locaux. Les premiers ne souhaitent pas que, sous prétexte de proté-

ger les lynx, on classe en réserve naturelle de trop grande surface, ce que les naturalistes admettent : ils ont abandonné le projet de créer une réserve de 20 000 hectares dans le massif vosgien.

Quant aux chasseurs, ils craignent que les carnassiers ne se comportent comme des « braconniers à quatre pattes » et ne déclinent les hautes de champs et de chertevilles. Les observations faites dans les pays voisins devraient les rassurer. Trois couples de lynx ne prélevaient, bon an mal an, qu'une trentaine d'animaux malades ou blessés sur un cheptel qui, dans la région considérée, se monte à neuf cents chamois et sept mille chevreuils.

Pour tenter de lever les dernières réserves, les naturalistes ont mené une active campagne d'information. Quinze mille personnes ont assisté à des conférences sur le sujet et les maires des quarante communes concernées ont été contactés. « Nous ne donnerons notre feu vert, dit-on à la direction de la protection de la nature, à Paris, que lorsque les études préparatoires seront achevées et que la concertation en cours aura débouché sur un consensus général ». Ces conditions seront-elles réunies pour le mois de février 1982 ? On continue à le penser sérieusement dans les vallées vosgiennes. Dans ce domaine, la France serait alors à l'unisson des autres pays d'Europe.

MARC AMBROISE-RENDU.

Faits et projets

GROGNE CHEZ LES ARCHITECTES DU FINISTÈRE

Une centaine d'architectes et d'entrepreneurs du bâtiment ont défilé dans les rues de Châteaulin (Finistère), vendredi 6 novembre. Ils protestent contre le choix d'une entreprise parisienne par le conseil municipal pour la construction d'un collège. Le syndicat du Finistère, le département de Châteaulin fait fi du problème du chômage en refusant de confier du travail aux architectes finistériens et aux entreprises locales.

En fait, l'affaire est plus complexe. Elle est née d'une différence d'interprétation entre les cinq architectes mis en concurrence pour présenter des plans et la ville.

Quant au patronat du bâtiment, qui doit affronter une crise qui va en s'accroissant, il ne peut pas être associé à ces travaux qui auraient permis à certaines entreprises de franchir une passe difficile. « Nous ne pouvons pas penser que les relations professionnelles soient de qualité supérieure à celle de nos régions », a écrit l'Union patronale du bâtiment et des travaux publics du Sud-Finistère à la municipalité.

Le conseil municipal qui est dirigé par M. Jacques Le Guyader-Després (U.D.F.), comprend vingt-trois conseillers municipaux dont deux P.S. — (Corresp.)

AVIGNON REFAIT SA PLACE

Les travaux destinés à moderniser et à transformer en zone piétonne la place de l'Horloge, à Avignon, ont commencé et dureront huit mois.

Les voitures ne pourront plus circuler devant l'hôtel de ville et le théâtre municipal, un équipement sanitaire très complet et qui faisait défaut dans cette partie du centre-ville sera aménagé. L'ensemble de ces transformations coûtera 12 500 000 F dont 35 % subventionnés par l'Etat dans le cadre des opérations « ville moyenne ».

Ce projet de financement a été adopté au conseil municipal par la majorité socialiste de la municipalité d'union de la gauche, présidée par M. Henri Duffaut, sénateur et maire socialiste, mais il a été contesté par les élus communistes.

Au nom du groupe communiste, Mme Landau a estimé pour sa part que le projet, qui est très coûteux, est trop cher. Le dossier sera recouvert par la poussière ou caché par les terrasses des cafés.

Le but est de rendre la place aux Avignonnais et aux touristes, en la transformant à un coût raisonnable, au lieu de la laisser se transformer en « un lieu de campagne plus que douteux ».

Les hôteliers vendéens contre le blocage des prix des services : l'assemblée générale des hôteliers et restaurateurs de Vendée, le président de la fédération hôtelière, M. Blouard, a tenu des propos sans ambiguïté à propos du blocage des prix des services : « Nous n'avons rien à perdre dans cette affaire et nous n'appliquons pas le blocage des prix qui constitue un retour à un régime périmé. L'assemblée a décidé à l'unanimité d'adopter cette attitude ».

TRANSPORTS

M. CLAUDE DES PORTES ENTRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIR FRANCE

M. Claude Des Portes, conseiller-maire à la Cour des comptes, a été nommé au conseil des ministres de mardi administrateur d'Air France en remplacement de M. Christian Lherm, président de chambre à la Cour des comptes et dont le mandat venait à expiration.

Le conseil d'administration d'Air France compte dix-sept membres, dont deux sont des fonctionnaires désignés par le ministre chargé de l'aviation civile. C'est à ce titre qu'a été nommé M. des Portes. Sa nomination met fin aux rumeurs qui avaient couru sur une possible entrée de M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., au conseil d'administration de la compagnie nationale. M. Charles Fiterman, ministre des transports, a, la semaine dernière (le Monde du 6 novembre), formellement démenti une telle éventualité qui, dans le cas précis de la nomination de M. Lherm, n'aurait eu aucun fondement juridique puisque M. Juquin n'est pas fonctionnaire de l'aviation civile.

[Né le 4 juillet 1913 à Verdery (Marne), entré à la Cour des comptes en 1938, M. des Portes a notamment appartenu au cabinet de M. Jean Longchambon, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique en 1954, et de M. René Soulié, secrétaire d'Etat à l'information en 1957. Il a été président de la commission des marchés de l'aviation civile et de la B.A.T.F.]

Une accumulation de difficultés

Les techniciens travaillent d'arrache-pied pour mettre en place le matériel électronique de remplacement, acheminé de Californie, pour permettre à la navette de décoller avec un peu moins de trois heures de retard, à 16 heures (heure française). Il s'agit d'un équipement qui code numériquement les informations transmises par les instruments de vol. Ces signaux numériques sont ensuite transmis aux ordinateurs de la navette ou diffusés vers les stations au sol.

Columbia aurait pu voler avec un seul de ces équipements. Mais le lancement exigeait le bon fonctionnement de l'ensemble. C'est pourquoi, en attendant la mise en place et la vérification d'un nouvel équipement pris sur la navette Challenger en cours de construction, le compte à rebours a dû être arrêté. Apparaissant les techniciens ont régit un problème de fuite dans le réservoir d'hydrogène liquide, permettant ainsi son remplissage. L'accumulation de ces difficultés met évidemment à l'épreuve les nerfs des responsables du lancement, qui redoutent les réactions sceptiques, sinon hos-

● Le quatrième essai en vol du lanceur européen Ariane a été repoussé du 14 au 19 décembre. Ce nouveau report n'a rien à voir avec la charge utile de la fusée — le satellite européen de télécommunications maritimes Mares-A — responsable du précédent glissement de la date de tir. C'est en fait une conséquence de la grève de dix jours que les personnels du centre spatial de Toulouse ont récemment déclenchée. Le satellite, qui est arrivé lundi 9 novembre, à Kourou (Guyane), devrait être lancé de nuit.

552 من الأصل

Le Monde

économie

SOCIAL

Après les mesures sur le financement de la Sécurité sociale

Notre action s'exerce dans le cadre de la majorité souligne M. Lajoinie (P.C.)

L'humanité revient, jeudi 12 novembre, sous le titre : « Les salariés paient, la relance trébuchant », sur le relèvement d'un point de la cotisation des salariés à la Sécurité sociale. Le quotidien du P.C.F. cite la déclaration faite mercredi, sur Radio-Montecarlo, par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

« Cette ponction sur les salaires est économiquement mauvaise, déclare M. Lajoinie. Cela va porter un coup à la relance et pas contribuer à la lutte contre le chômage qui est l'objectif numéro un. Il s'agit d'une action d'écoulement dans le cadre de la majorité. Nos critiques vont dans le bon sens, dans le sens d'améliorer ce système de Sécurité sociale qui est une grande conquête nationale, dont les communistes ont été à l'origine. Et nous n'avons pas l'impression de mener une quelconque querelle contre le gouvernement, mais au contraire de vouloir à mettre en place une politique juste qui corresponde à ce qu'attendent les Français. »

Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., avait déclaré le 10 novembre, que le relèvement de la part salariale avait été sanctionné par les travailleurs lors des élections présidentielles et législatives.

« Au cours des cinq dernières années, déclarait-elle, la participation des salariés a augmenté de 21 % et celle des patrons de 4 % seulement. Et, dans le même temps, une pression constante

était exercée sur les prestations et les droits sociaux. »

Mme Bertrand ajoutait : « Faire payer le patronat en fonction de ses profits est la seule solution juste et efficace. Le décalage de 3,5 points des cotisations patronales va dans ce sens, mais ce n'est pas suffisant. Le décalage total aurait permis d'assurer plus efficacement la situation financière de la Sécurité sociale, et ce sans pénaliser les petites entreprises qui, ayant en général de petits salaires, ne sont pas concernées par le décalage. Le plan social est actuellement de 5750 F. »

« Il faut, en effet, comme le souligne le conseil des ministres, engager une réforme fondamentale des structures de la Sécurité sociale de son rôle dans le système de santé et de l'assistance de son financement. »

« Il est urgent que la totalité des profits interviennent dans l'assiette du financement, ce qui suppose de tenir compte de la valeur ajoutée des entreprises. Il est urgent de démocratiser la Sécurité sociale, d'en retirer la gestion au patronat, et de la confier aux assurés sociaux. »

« M. JOSPIN (P.S.) : « Les décisions ont été prises par le gouvernement tout entier. » M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a souligné mercredi 11 novembre que les décisions concernant le financement de la Sécurité sociale « ont été prises par le gouvernement tout entier. »

Concernant l'attitude des communistes sur ce point, il a estimé, au micro de Radio-Montecarlo, « qu'on ne peut pas approuver des mesures dans le cadre du gouvernement et ne pas les approuver en tant que tels. » « On estime, dit-il, que la situation de nuance, de degré, il ne faut pas que certaines limites soient dépassées. » A la question : « Avez-vous l'impression que ces limites sont dépassées ? », M. Jospin a répondu : « Non, ce n'est pas mon impression. Nous avons une grande politique de réformes qui est en train de se mettre en place. Tout ne peut pas être la rose, on ne peut pas se partager les roses et vouloir laisser les épines à certaines. »

« UNAF : « Rattrapper le temps perdu. » — L'Union nationale des associations familiales estime que par le relèvement des cotisations de la Sécurité sociale, le système d'achat du revenu du travail est amputé. Selon l'UNAF, « 10 % des ressources de la Sécurité sociale ont été perdues à cause du chômage qui atteint maintenant deux millions de personnes, voici le vrai problème. Elle ajoute que « la restitution du pouvoir d'achat des prestations sociales doit se poursuivre pour rattrapper le temps perdu et pour rompre avec des pratiques qui marquent la compensation des charges familiales du signe de l'assistance. »

« La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) : « Il est inadmissible que le prétendu déficit de la Sécurité sociale serve de prétexte à de nouvelles ponctions sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Les arrières des dettes patronales, le montant de la T.V.A. sur les produits pharmaceutiques et les constructions hospitalières, les dettes de l'Etat et des collectivités locales, représentent près de 28 milliards, soit l'équivalent du déficit évalué pour 1981-1982. »

« LA LETTRE DE LA NATION » : UN PLAN DE PANIQUE POUR SAUVER LES MEUBLES

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R. du jeudi 12 novembre, Pierre Chassagny recense les critiques adressées au plan de financement de la Sécurité sociale qui toutes « se confondent dans la virulence », et il ajoute : « Il manque toujours une protestation : celle du président de la République. Un des thèmes de la campagne présidentielle socialiste avait été le plafonnement à 42 % du produit intérieur brut des prélèvements fiscaux et sociaux. L'engagement n'a pas été tenu sur le plan fiscal. Il est maintenant rompu sur le plan social et c'est aux alentours de 45 % du PIB que va se situer le total des prélèvements obligatoires en 1982. »

« Mais, dit-il se dédite, comment le président de la République pourrait-il protester puisque l'ampleur prévisible du déficit de la Sécurité sociale tient pour une large part à des décisions gouvernementales prises en application des engagements électoraux du président et du parti socialiste ? (...) La lutte contre les inégalités ne devait-elle pas commencer par une réforme en profondeur de la Sécurité sociale, de son mode de financement et de ses méthodes de gestion ? Cette réforme, le R.P.R. la propose depuis longtemps et avait reproché au précédent gouvernement comme à l'actuel de ne procéder qu'à un « colmatage ». Mais était-ce une raison suffisante pour prendre le problème à l'envers, se précipiter sur des réformes de structure dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles pouvaient attendre, et négliger une réforme si importante pour la vie des Français qu'il faut aujourd'hui un plan de panique pour sauver les meubles ? »

RÉGIME GÉNÉRAL DES SALARIÉS

Évolution des taux de cotisation

Le décret fixant les nouveaux taux de cotisation au régime général d'assurance-maladie et vieillesse des salariés (tableau ci-dessous) est soumis au conseil d'administration des caisses. Les nouveaux taux de cotisation seront appliqués à la date du jour de publication du décret et porteront sur tous les traitements versés aux salariés à partir de cette date.

	1-1-1979	1-8-1979	1-1-1980	1-2-1981 (1)	11-81
ASSURANCE-MALADIE					
Salariés					
— jusqu'à plafond....	1 %	1 %	0 %	0 %	0 %
— sur totalité du salaire	3,50 %	4,50 %	5,50 %	4,50 %	5,50 %
Employeurs					
— jusqu'à plafond....	2,95 %	3,95 %	4,95 %	3,95 %	4,95 %
— sur totalité du salaire	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %
ASSURANCE-VIEILLESSE					
Salariés					
— jusqu'à plafond....	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %
— sur totalité du salaire	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %
Employeurs					
— jusqu'à plafond....	3,20 %	3,20 %	3,20 %	3,20 %	3,20 %
— sur totalité du salaire	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %
PRESTATIONS FAMILIALES					
Employeurs					
— jusqu'à plafond....	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %

(1) Pour l'assurance-maladie, les taux de cotisation sont, pour les fonctionnaires : salariés : 5,75 % ; employeurs : 4,50 % sur la totalité des rémunérations moins certaines primes, et 5,50 % au-dessus du plafond. Pour les salariés agricoles : salariés : 4,50 % ; employeurs : 4,50 % sur la totalité des rémunérations, 6,50 % en dessous du plafond.

LES DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES EN FAVEUR DES PERSONNES AGÉES

Une série de mesures positives

Ainsi que l'a annoncé M. Joseph Franchesch, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, la France s'apprête à consentir un large effort en faveur des retraités. Dès l'an prochain, sept mille lits d'hospices seront reconvertis, grâce à un doublement des crédits en 1982. Ce n'est là que la première tranche d'un programme qui vise à rénover les établissements en une douzaine d'années, au lieu d'un quart de siècle (Le Monde du 12 novembre).

Outre la majoration des retraites avant loi Boulin (trois cent mille bénéficiaires), du taux de réversion des pensions de veufs et de veuves (un million de bénéficiaires) et du minimum vieillesse (un million huit cent cinquante mille bénéficiaires), le conseil des ministres du 10 novembre a mis au point une série de dispositions en faveur des personnes vivant en hospice ou en maison de retraite.

Dès l'an prochain, sept mille lits d'hospices seront reconvertis. Il y a actuellement deux cent cinquante mille lits de maisons de retraite et d'hospices publics, dont certains sont installés dans des conditions qui ne peuvent être tolérées plus longtemps. Un effort très important de modernisation et de reconstruction doit être fait : alors que seulement 150 millions ont été consacrés à la rénovation des hospices en 1981, le projet de loi de finances prévoit un montant de 300 millions de francs pour 1982.

A ce niveau des crédits, et malgré le doublement de l'année 1982,

temporaire. Le secrétaire d'Etat a annoncé qu'il avait été chargé d'élaborer pour le début de l'an prochain un projet de loi garantissant les droits des locataires des foyers-logements. Des conseils de résidents « seront rendus obligatoires dans les maisons de retraite, afin que les personnes âgées participent directement aux décisions qui les concernent. »

Sur le plan des ressources, M. Franchesch a annoncé l'extension de l'allocation-logement à deux mille bénéficiaires supplémentaires, l'augmentation d'un demi-part du quotient familial en cas d'hébergement au domicile d'un ascendant titulaire de la carte d'invalidité, et une augmentation similaire pour les titulaires — ou leurs veuves — d'une pension de guerre ou de la carte de combattant âgés de plus de soixante-cinq ans, dont les revenus n'excèdent pas le limite supérieure de la sixième tranche, fixée à 25 %.

D'autre part, à partir du 1^{er} janvier, la carte verte de la S.N.C.F. sera délivrée aux hommes des soixante-deux ans au lieu de soixante-cinq ans actuellement (soixante ans pour les femmes).

Enfin, et ce n'est pas la moins significative des nouvelles mesures décidées par le gouvernement — les personnes âgées seront représentées « dans tous les organismes officiels qui les intéressent », notamment, à partir du 1^{er} janvier, dans les conseils économiques régionaux. Dans les jours qui viennent, a encore précisé M. Franchesch, le président de la République désignera lui-même des personnes âgées, « de qualité », comme membres du conseil économique et social. Autant de mesures qui, sans conteste, s'inscrivent parmi les projets les plus progressistes du gouvernement dans le domaine de la Sécurité sociale. — J. B.

F.O. prépare un dossier sur la pénétration des communistes dans l'appareil d'Etat

Forces ouvrières va publier dans quelques semaines un dossier sur la pénétration des communistes à l'intérieur de l'appareil d'Etat, a annoncé M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, le 11 novembre. Auparavant, le syndicat (dont il fut l'appel d'Etat inscrit au parti socialiste depuis 1980) avait déclaré qu'il était en « très bons termes » avec l'actuel gouvernement et qu'il lui « parlait très librement ».

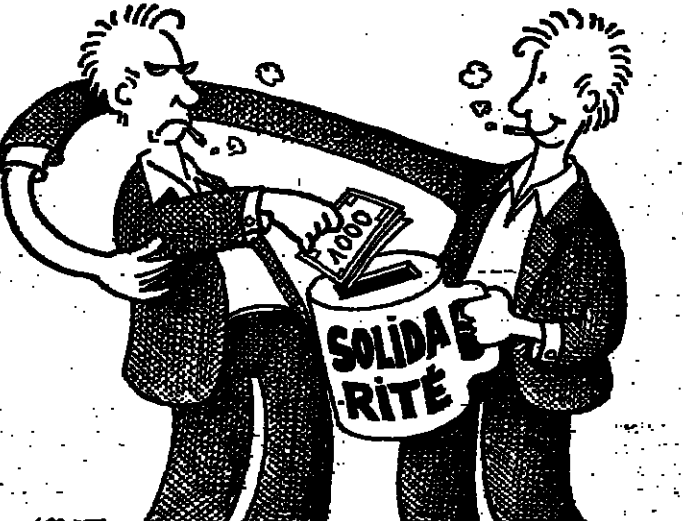
Toutefois M. Bergeron n'a pas encore reconnu les ministres communistes « qui officient » dans des secteurs comme les hôpitaux, la fonction publique, où F.O. est particulièrement bien implantée, et les journalistes évoquent la déclaration solennelle par laquelle les dirigeants de F.O. ont condamné l'entrée des communistes au gouvernement.

La centrale de M. Bergeron s'est toujours refusée depuis à tout commentaire sur cette attitude. Mais elle a montré sa vigilance en présentant comme des dispositions prises par des ministres communistes, telles que la circulaire sur le droit de grève dans les hôpitaux, contre laquelle F.O. a exercé un recours en Conseil d'Etat — et la faculté de tenir des réunions politiques dans les locaux de l'administration. « Nous pensons que, par conséquent, ils le peuvent, les commu-

nistes placent leurs gens, ce qu'ils ont toujours fait, y compris au lendemain de la guerre. Mais cela non plus, ce n'est pas nouveau », a encore dit M. Bergeron, tout en affirmant son rejet de toute chasse aux sorcières. « Mes désaccords avec les communistes ne sont ni personnels ni mineurs. Mes désaccords portent sur la pénétration des partis politiques dans les syndicats et dans la vie professionnelle. »

« Ses craintes ont quelques raisons de se manifester en marge de différentes réformes en cours comme la décentralisation, qui placera des fonctionnaires sous le contrôle des autorités politiques locales, comme les « droits nouveaux » des travailleurs dans les entreprises nationalisées. »

Dans une confédération où se côtoient toutes les opinions, les syndicats syndicalistes aux gauchistes, la méfiance ne vise pas seulement les communistes, mais il est sûr qu'ils reviennent plus fréquemment que quiconque dans la collimation. JOANNE ROY.



(Dessin de FLANTU.)

L'IMMOBILIER BIEN CONÇU SE VEND BIEN.

Dans une conjoncture difficile pour la vente d'appartements, de maisons individuelles et de résidences secondaires, FRANK ARTHUR réalise de remarquables performances.

Le sérieux qui préside à la conception et à la réalisation de chacun de ses programmes, du choix du terrain au détail des prestations, est pour l'acquéreur, une garantie et une sécurité.

Réalisations Frank Arthur dans la région parisienne.

SAINT-MANDE
Résidence Sainte-Marie
Dans un quartier résidentiel de Saint-Mandé, tout près du Bois de Vincennes, du centre commercial Albert 1^{er}. Du studio au 6 pièces. Bureau de vente et appartement meublé sur place : 40 avenue Sainte-Marie, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mardi. Tél. 875.56.54.

ROUILL-MALMAISON
Résidence Albert 1^{er}
Des petits immeubles avec jardins privés, balcons ou terrasses à 300 mètres du RER et du centre commercial Albert 1^{er}. Du studio au 6 pièces. Bureau de vente : 87 avenue Albert 1^{er}, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mardi. Tél. 708.40.46.

LA CELLE-SAINT-CLOUD
le Parc des Bruyères
Des maisons individuelles de 5, 7 ou 8 pièces, spacieuses et confortables dans un parc boisé à l'ouest de Paris. Bureau de vente et maison meublé : 60 avenue de la Jonchère, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mercredi. Tél. 969.35.07.

BOULOGNE
Résidence des Abondances
Des petits immeubles de qualité sur jardins, dans un des quartiers privilégiés de Boulogne. Du studio au 5 pièces. Bureau de vente : 31, rue des Abondances, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mardi. Tél. 605.79.91.

ROSNY-SOUS-BOIS
Résidence des 1000 Possibles
Accessible facilement par le R.E.R. (station Val de Fontenay) un programme qui présente un excellent rapport prix-qualité (pièce de table en façade). Du studio au 5 pièces. Bureau de vente sur place : 85, rue Lavastrie, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mardi. Tél. 875.56.54.

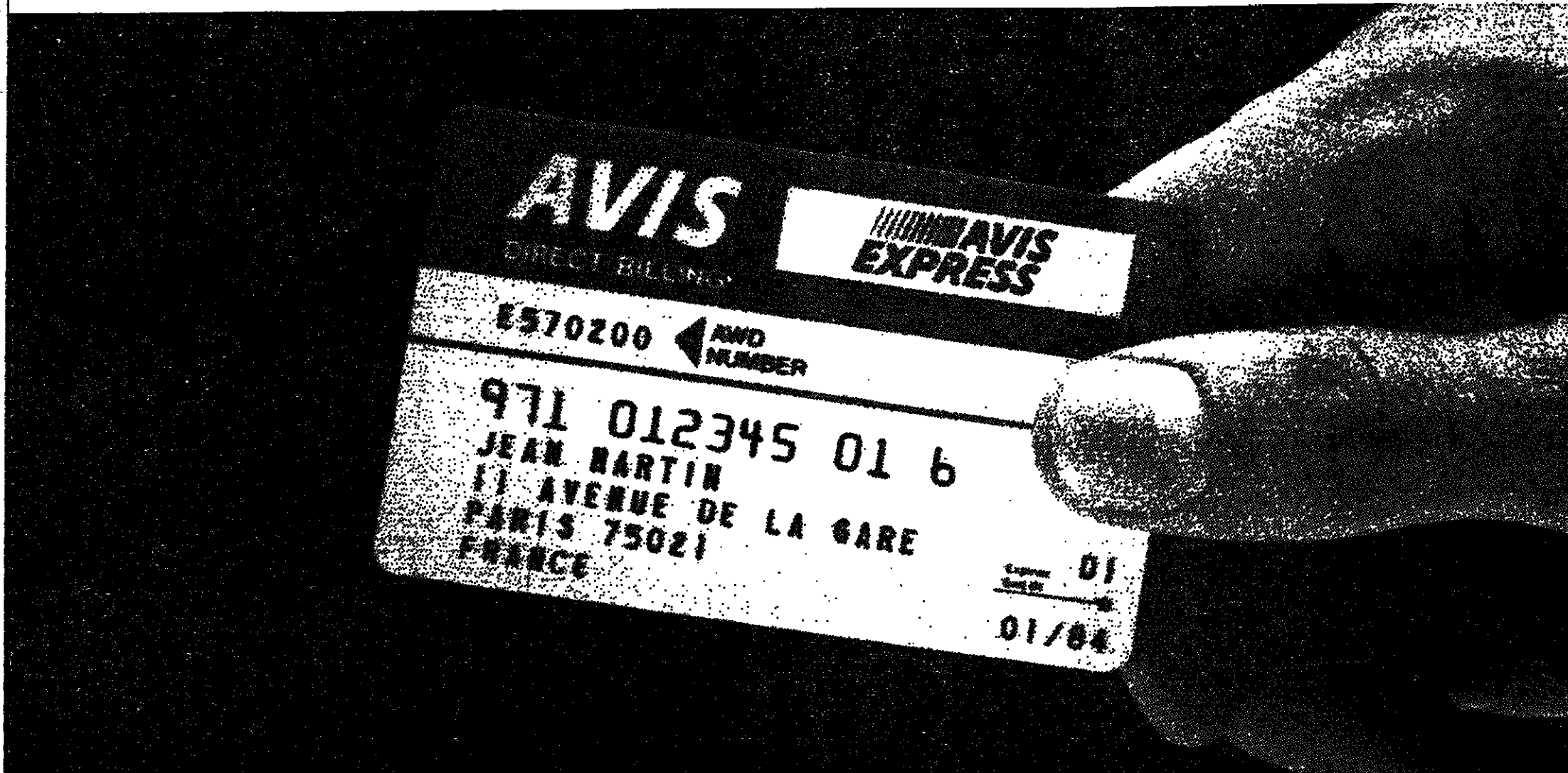
CERGY-PONTOISE
Résidence des Bourgognes
Au cœur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, un programme idéal pour l'investissement ou le plaisir. Studios et 2 pièces habitables immédiatement. Bureau de vente sur place : avenue de la Poste-Ouvrier tous les jours de 14 h à 19 h, sauf le mardi. Tél. 030.00.51.

FRANK ARTHUR
134, Bd Haussmann, 75008 Paris
562.01.69

AVIS Pour ceux dont le temps est trop précieux pour être gaspillé à remplir toujours les mêmes papiers, Avis a créé un service spécial: la carte Avis Express. Cette carte contient toutes les informations qui vous concernent. Ainsi quand vous venez louer une voiture, vous n'avez qu'à nous donner votre carte. Nous la passons

dans l'ordinateur et en quelques secondes tout est arrangé.

Montez dans votre voiture Avis. Evidemment la voiture aura été contrôlée avant, elle sera propre à l'extérieur comme à l'intérieur et aura rarement plus d'un an, car c'est ce que vous attendez d'une voiture Avis.



Je n'ai pas de temps à perdre en formalités. N'avez-vous pas une solution plus rapide?

AVIS loue des voitures Opel.
Opel Kadett



LOCATION DE VOITURES
LOCATION DE CAMIONS



مكثراً من الأمل

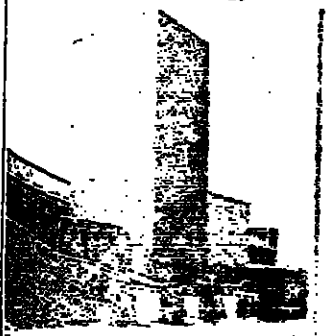
LA C.G.T. ET LA C.F.D.T.
NONOIENT A L'OCCUPATION
DE PEUGEOT A SOCHAUX

LES GREVISTES OCCUPENT
CERAMER
DEPUIS SEPT SEMAINES

DSM: une applica

DSM
EN A

Non, il ne s'agit pas d'un
Mais nous sommes bien
présentement à Muscie
naturel, la vedette est bi
et mis au point par DSM
chimique mondiale.



A Paris d'une...
Lorsque DSM - French Gate
Mises - pas d'...
DSM - pas d'...
DSM - pas d'...

SOCIAL

MARCHÉ COMMUN

AGRICULTURE

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. RENONCENT A L'OCCUPATION DE PEUGEOT A SOCHAUX

(De notre correspondant.)

Belfort. — La C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé, mercredi 11 novembre, de renoncer à l'occupation de l'usine Peugeot de Sochaux prévue pour jeudi matin. Deux éléments ont prévalu : d'une part, le « casouillage » de mardi dernier — deux cents salariés avaient essayé sans succès de bloquer les chaînes de carrosserie pour précipiter l'occupation du centre de production — et d'autre part la très faible participation à la réunion de mercredi matin au cours de laquelle l'occupation devait être préparée. Deux cent cinquante à trois cents personnes seulement se sont retrouvées à Sochaux. La C.G.T. et la C.F.D.T. veulent maintenant relancer le mouvement revendicatif « dans la pratique et pas seulement dans les votes ».

Des négociations devaient débuter, jeudi matin, dans l'usine de carrosserie. Deux délégués étaient prévus pour le lendemain. Le C.G.T. et la C.F.D.T. demanderont aux grévistes de sortir de l'usine afin d'éviter les pressions de l'encadrement et afin de rassembler un plus grand nombre de personnes. « Ce sera l'épreuve de vérité », commente un militant cégétiste. — P. M.

LES GRÉVISTES OCCUPENT CERAVER DEPUIS SEPT SEMAINES

A Tarbes, les deux usines Cera-ver, filiale de la C.G.E., mille quatre cents personnes, sont maintenant occupées depuis sept semaines, après l'annonce de sept cent cinquante licenciements. Des militants C.G.T. ont envahi le 10 novembre les locaux de la chambre de commerce qui avaient été mis à la disposition de la direction. Plusieurs centaines de manifestants, à l'appel de la C.F.D.T., de P.O., et de la C.G.C., ont exprimé le mécontentement de ces syndicats qui n'ont pas été consultés en même temps que la C.G.T. par le ministre de l'Industrie.

A l'usine chimique de Bousens (Haute-Garonne), c'est aussi pour faire obstacle aux licenciements que des grévistes ont, du 10 au 11 novembre, retenu, durant dix-huit heures, trois membres de la direction dans leurs bureaux.

En revanche, le travail a repris dans le Val-d'Aisne chez Hutchinson à Persan-Beaumont (cinq cents personnes), et chez Quillery, filiale de Peugeot, à Argenteuil.

En Haute-Saône

LE SUICIDE DE DEUX CHOMEURS

(De notre correspondant.)

Vesoul. — « Un brave gars. » Tel apparaissait à ses camarades d'atelier Gabriel Dubol, un solide agriculteur de 130 kg, devenu manœuvre à l'usine Mischler de Freigney, près de Vesoul. Travailleur, responsable, ce « Gaby » père de cinq enfants, qui avait longtemps habité une H.L.M., venait de se faire construire une belle petite maison. Mais l'usine Mischler (huileries métalliques), rachetée par le groupe Lambert, a menacé, au lendemain du 9 mai, de fermer ses portes, puis a été démantelée. La société qui a repris l'établissement de Freigney ne l'a pas réembauché cet été, contrairement à son épouse.

Alors, à cinquante-trois ans, Gabriel Dubol a été profondément déprimé. On l'a retrouvé dans sa cave, étranglé avec une ficelle. Et il a été porté en terre, lundi 9 novembre, par les « Mischler » — ceux qui ont été repris et ceux qui ne l'ont pas été — et ses anciens patrons.

Le même jour, un autre ouvrier de cinquante-trois ans, père de six enfants, que Gabriel ne connaissait pas, René Beclier, s'est pendu dans son garage à Radon, également en Haute-Saône. En arrêt de travail depuis treize mois pour cause de maladie, il s'était entendu signifier par son employeur, la semaine précédente, que son contrat était interrompu.

Apprenant ces deux suicides, la C.G.T. a demandé une audience au préfet : « Le chômage est responsable. »

En 1980, dans les cinq cités urbaines du département, police-scours a dénombré 48 suicides et tentatives de suicide pour 80 000 habitants ; de septembre 1980 à septembre 1981, le chômage a progressé de plus de 97 % en Haute-Saône, dépassant aujourd'hui les 8 000 demandeurs d'emploi non satisfaits pour une population active de 45 000 personnes. — A. V.

La Commission condamne les aides publiques accordées aux sidérurgies française, belge et italienne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les aides accordées, ces derniers mois, par la France, l'Italie et la Belgique à leurs sidérurgies sont contraires au code des aides de la CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Telle est la position qu'a prise, le 11 novembre, la Commission européenne, appliquant ainsi la décision adoptée par les Dix en juin dernier d'exercer un contrôle strict sur les crédits consentis par les gouvernements aux maîtres de forges européens.

Les autorités de Bruxelles viennent, en outre, d'infliger une amende de 2,2 millions d'ECU (13 millions de francs) à l'entreprise allemande Kloeckner, qui a dépassé les quotas de production fixés au titre du plan anticrise. Elles s'apprêtent à sanctionner, pour les mêmes raisons, une dizaine d'autres firmes dans plusieurs États membres, y compris en France.

Au début de l'année, l'État français a consenti à Usinor et à Sacilor des aides de fonctionnement et la Compagnie française des aciéries spéciales (créée par Usinor et Cresson-Loire) un prêt de démarrage pour un montant total de 1,5 milliards de francs. Le gouvernement de M. Barre n'avait pas notifié à la Commission, comme le prévoient les règles de la CEEA, le programme de soutien avant sa mise en œuvre.

À la demande de Bruxelles, le gouvernement de M. Mauroy a fourni le 30 août les informations qui avaient été demandées. La procédure est entrée en vigueur. La Commission peut, cependant, à tout moment, suspendre la mise en œuvre de la demande d'explication concernant les aides accordées. Autrement dit, de fortes pressions pèsent sur leur compatibilité avec les règles de concurrence du Marché commun au moins pour une partie des aides. La procédure entamée par la Commission peut conduire l'État devant la Cour européenne de justice si Paris ne se conforme pas à la décision finale des autorités de Bruxelles.

L'Italie, qui a également accordé des aides de fonctionnement à Italsider, est dans le même cas. En ce qui concerne la Belgique, l'infraction est plus grave : l'État belge a consenti des prêts à ses sidérurgies alors que la Commission avait déjà manifesté ses réserves sur le programme envisagé.

La sanction décidée la semaine dernière contre Kloeckner, qui a dépassé de 28 000 tonnes son quota de production pour le premier trimestre de cette année, est le premier cas d'infraction que constate la Commission depuis le contingentement autoritaire de la production d'acier, en octobre 1980 (déclenchement de l'état de crise manifeste au titre

de l'article 58 du traité CEEA). D'autres amendes devaient suivre, mais on fait déjà valoir dans l'entourage de M. Davignon, le commissaire responsable du secteur, qu'elles ne seraient pas de la même nature que celle appliquée à l'entreprise allemande : celle-ci, qui a toujours respecté la légalité de l'application de l'article 58, s'étant livrée à une « véritable provocation ». Les dépassements qui devraient être constatés dans les prochaines semaines seront, estime-t-on à Bruxelles, essentiellement dus aux contraintes des techniques de la production d'acier plutôt qu'à la volonté délibérée des sidérurgistes. Aussi, concluent les milieux communautaires, la Commission sera amenée, au pire, à décider des amendes de toute façon beaucoup moins lourdes que celle décidée pour Kloeckner.

MARCEL SCOTTO.

La Cour de justice européenne a rejeté, mercredi 11 novembre, un recours que lui avait soumis l'I.B.M. en mars dernier contre la Commission européenne. Celle-ci a engagé, en décembre 1980, une procédure juridique contre l'I.B.M. pour infraction à la réglementation européenne sur la concurrence. La firme multinationale était accusée d'abus de position dominante. Elle doit maintenant fournir des applications écrites à la commission sur les faits qui lui sont reprochés. Au vu de ces réponses, la commission décidera des sanctions pécuniaires qu'il conviendra ou non d'infliger.

CRÉE POUR FREINER LES IMPORTATIONS ITALIENNES

La taxe sur les vins de coupage menace aussi la viticulture corse

De notre envoyé spécial

Bastia. — Un huissier de justice s'est présenté chez le préfet de la région Corse, le mardi 10 novembre, à Ajaccio, requis par le Centre corse des jeunes agriculteurs de l'île, afin de lui faire « respectueusement sommation » d'appliquer la loi sur les terres incultes. Au lendemain de ce nouvel épisode de la lutte des agriculteurs corses pour les questions foncières (le Monde du 23 octobre), une délégation de membres des cabinets de Mme Cresson et de M. Colruyt est arrivée à Bastia. Elle doit rencontrer, ce jeudi 12 novembre et vendredi 13, les représentants de l'agriculture de l'île, afin d'en faire rapport au ministre. Le problème des terres incultes et des grands domaines que des jeunes agriculteurs corses entendent réaménager a forcé, dans la nuit, la mise en œuvre de la loi sur les terres incultes, le principe a été adopté par l'Assemblée nationale.

À quelques jours de la venue de la délégation ministérielle, dont la date d'arrivée est plusieurs fois reportée, la tension est brusquement retombée. « On se sent à des choses difficilement perceptibles », affirme M. Antoine Laschi, président du Centre départemental des jeunes agriculteurs de Haute-Corse. Mais cela peut repartir aussi vite.

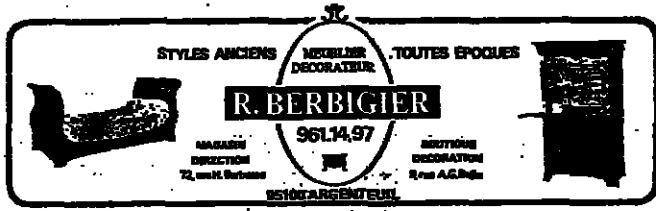
Pour les agriculteurs corses, jusqu'aux respectueux dans leurs divergences internes, de l'état de grâce, le changement tarde à venir. Que certains aient voulu forger un peu la main des pouvoirs publics du continent en occupant plusieurs domaines viticoles ne fait guère de doute. Mais, au-delà du problème de la redistribution équitable des terres, se profile celui du statut particulier de l'île et de l'agence foncière, dont les principes de fonctionnement précisés par M. Defferre dans son discours du 6 août à Ajaccio inquiètent des agriculteurs corses.

Dans la même région que l'Italie

Quant à la taxe de coupage, elle révolte les viticulteurs. Pour rendre cette taxe acceptable par la Communauté et, bien sûr, l'Italie, le gouvernement a prévu de l'appliquer en fonction des zones viticoles délimitées par la Communauté. Or, la Corse se trouve dans la même région que l'Italie.

Mais le coup porté à la viticulture n'est pas jugé d'un mauvais œil par tous les agriculteurs. Une partie du syndicatisme alsacien et lorrain, vers les terres de plaine, sont favorables à une réduction du vignoble, réduction déjà largement entamée avec les primes d'arrachages, mais que l'application de la taxe pourrait accélérer. Le mouvement coopératif, toutefois, a réagi : la Fédération régionale des caves coopératives, qui représente sept cent trente-six familles de producteurs et un volume commercialisé de 715 000 hectolitres, a dénoncé officiellement que soit annulée, pour la Corse, l'effet de la taxe sur les vins de coupage. Avec cette affaire, le ministère de l'Agriculture entre de plain-pied dans les complications et les difficultés de l'agriculture corse.

JACQUES GRALL.

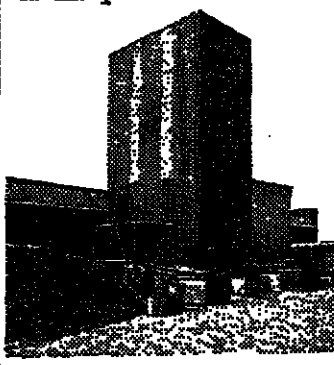


DSM ACTUALITES

DSM: une application inattendue de procédés originaux...

DSM: CYCLONE EN ALABAMA

Non, il ne s'agit pas d'un super-film américain. Mais nous sommes bien aux USA, en Alabama, très exactement à Muscle Shoals. Et dans ce décor naturel, la vedette est bien un « cyclone », inventé et mis au point par DSM, le n° 15 de l'industrie chimique mondiale.



A partir d'une technique éprouvée. Lorsque DSM — Dutch State Mines — jusqu'aux années 60, extrayait le charbon du sous-sol des Pays-Bas, il fallait, avant de le livrer, enlever les pierres du combustible. Pour cette opération les services de recherche de DSM mirent au point un appareil basé sur la force

centrifuge et la densité des produits à séparer, ceux-ci passant à travers un tourbillon : un « cyclone ».

Des améliorations successives ont déjà permis des utilisations inattendues, telles que, dans le Sud-Ouest africain, pour séparer terres, boues... et diamants.

... trier les constituants d'une voiture après qu'elle ait été réduite en « petits morceaux ».

Récupérer parmi ces « petits morceaux », ces fragments, les métaux ferreux, pas de problème avec un aimant puissant. Mais après ? Si on ne veut pas trier à la main tout ce qui reste : caoutchouc, plastiques, métaux non ferreux. C'est là qu'intervient le nouveau cyclone de Stamlicarbon, cette filiale de DSM chargée de la diffusion du procédé à travers le monde. Un atelier automatique avale d'un coup les fragments de

voiture et successivement : un cyclone à eau sépare des métaux non ferreux les substances « légères » telles que : caoutchouc, textiles, plastiques, bois. Puis, les métaux non ferreux sont traités dans des cyclones à liquide dense qui, eux, séparent l'aluminium des autres métaux.



Quelques chiffres situent la valeur et la précision du procédé DSM : il peut trier des fragments allant jusqu'à 1 mm ; en traitant 6 tonnes de fragments par heure, on récupère 2,6 t de caoutchouc, plastiques, etc ; 2,2 t d'aluminium ; 1,2 t d'autres métaux (cuivre, zinc, etc.).

DSM apporte ainsi la solution du triage automatique de ces énormes quantités de substances que représentent les millions de voitures qui, chaque année, vont à la « casse ». Déjà plusieurs « cyclones DSM » de ce type sont en service aux Pays-Bas, aux USA et, bientôt, ailleurs dans le monde. Comme vous n'avez pas manqué de le constater, nous avons plaisir à parler des trouvailles de nos services de recherche.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houlliers d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté principalement

SEPT GRANDS SECTEURS :	
Engrais :	ammoniac, acide nitrique, urée, produits azotés, engrais complexes, etc. ;
Produits chimiques :	acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélanine, etc. ;
Plastiques :	éthylène, propylène, polyéthylène hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc. ;
Produits chimiques industriels :	méthanol, formaldéhyde, résines, benzyl, butyl, etc. ;
Energie :	production et exploitation de gaz naturel, recherche de gaz et pétrole ;
Transformation des plastiques :	emballages, articles ménagers, etc. ;
Construction :	briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc. ;

En termes de chiffre d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont les 2/3 des ventes sont réalisées hors des Pays-Bas. Au total : 30.000 employés dont les 3/4 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 18 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques et produits chimiques
- les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction

Pour toute information : DSM-FRANCE Immeuble Périssud 5, Rue Lejeune 92120 MONTROUGE

DANS TOUTES LES LANGUES DU MONDE DSM VEUT DIRE CHIMIE



AUTOMOBILE

L'industrie américaine est frappée de plein fouet par la récession

De notre correspondant

Washington. - L'automobile est frappée de plein fouet par la récession qui sévit aux Etats-Unis. Elle vient de connaître son plus mauvais mois d'octobre depuis 1958, avec des ventes en baisse de 27,2 % par rapport au même mois de l'année dernière.

Pour avoir une vue exacte de la situation, il faut se reporter aux dix premiers mois de l'année. Les cinq constructeurs nationaux (General Motors, Ford, Chrysler, American Motors et Volkswagen-U.S.A.) ont vendu 5 416 550 voitures, soit 2,5 % de moins qu'en 1980. Une année qui pourtant avait été catastrophique. De surcroît, depuis le printemps dernier, Detroit bénéficie de la « limitation volontaire » des exportations de voitures japonaises aux Etats-Unis.

Trop cher

La faiblesse des ventes ne peut être imputée à un manque de dynamisme commercial. Depuis des mois, les consommateurs américains sont submergés de publicité en fa-

veur de l'automobile et d'offres alléchantes. Ils peuvent bénéficier de crédits ou de rabais exceptionnels. Pour certains modèles, Chrysler est allé jusqu'à baisser ses prix de 1 000 dollars (5 600 F). Plus personne aux Etats-Unis ne songerait maintenant à acheter une voiture au tarif officiel.

Les raisons de la crise ? Il y en a trois, déclarait récemment M. Lee Iacocca, P.D.G. de Chrysler : « Les taux d'intérêt, les taux d'intérêt et les taux d'intérêt ». Ceux-ci sont passés en effet, pour l'achat d'une automobile à crédit, de 11 % en 1978 à 18 % aujourd'hui. Sans un net assouplissement de la politique monétaire fédérale, cet obstacle continuera à peser sur les ventes.

Mais des enquêtes d'opinion montrent qu'il ne faut pas surestimer ce facteur, comme le font les patrons de Detroit. Le public américain est surtout sensible à l'état général de l'économie, qui incite à reporter des dépenses non essentielles. Nombre d'acheteurs potentiels conservent

leur vieille voiture. En attendant des jours meilleurs.

Il faut dire que les prix n'incitent pas à acheter, comme l'indiquent aussi les enquêtes. En 1978, le prix moyen d'une automobile américaine était de 6 500 dollars. Il est aujourd'hui de 10 000 dollars. D'autres produits d'usage courant ont suivi la même progression, mais cela se ressent moins, précisément parce qu'ils sont courants : quatre ou cinq années s'écoulent entre l'achat de deux voitures par la même famille, la différence de prix est alors fort bien perçue.

Trop cher ? Les constructeurs américains se déclarent innocents. Nos ouvriers, soulignent-ils, sont - de loin - les mieux payés de l'industrie américaine, leurs salaires dépassent de 80 % ceux de leurs homologues japonais. Et ils travaillent moins. En dix ans, une auto fabriquée aux Etats-Unis revient à 1 500 dollars de plus que de l'autre côté du Pacifique.

Mais, à prix égal, les acheteurs américains ont tendance à choisir des véhicules étrangers, lesquels leur apparaissent mieux finis, malgré les nouveaux produits lancés à Detroit depuis un an. Sur 100 voitures vendues aux Etats-Unis, 27 sont de fabrication étrangère, et, sur les 27, on en compte 21 « made in Japan ». Le vieux schéma des « belles américaines » contre les « petites japonaises » s'estompe, car Detroit produit maintenant de petites voitures, tandis que Toyota et ses concurrents commencent à élargir leur gamme.

Quand les salariés achètent l'usine

En 1980, l'industrie américaine avait enregistré 4,2 milliards de dollars de pertes (environ 23 milliards de francs), un record absolu. La situation est meilleure si l'on peut dire : au cours des trois premiers trimestres de cette année, le déficit global de General Motors, Ford et Chrysler n'a été que d'un milliard de dollars (environ 5,50 milliards de francs).

Seul G.M. (plus de 40 % du marché) pourrait faire des bénéfices au quatrième trimestre et aussi pour l'ensemble de 1981. Mais à quel prix ? Le premier fabricant mondial d'automobiles a été contraint, le mois dernier, de vendre... à ses salariés une usine du New-Jersey. C'était ou la vente ou la fermeture. Ford est en train de tenter, avec moins de succès, une opération semblable. Ford qui a provisoirement arrêté, la semaine dernière, six de ses usines de montage pour éviter la surproduction...

Les regards se tournent, une fois de plus, vers Chrysler. Cette société au bord de la faillite avait engagé en 1980 l'opération de la dernière chance, grâce à d'importants prêts garantis par le pouvoir fédéral. Elle ferma des usines, licencia de nombreux salariés, lança sur le marché des voitures plus petites à grand renfort de publicité et réussit enfin, au deuxième trimestre de cette année, à gagner 12 millions de dollars (environ 65 millions de francs). L'euphorie a été de courte durée : 149 millions de dollars de pertes (800 millions de francs) au troisième trimestre. On commence à se demander si Chrysler ne va pas devoir réclamer la dernière tranche de prêts garantis (300 millions de dollars) qui lui ont été proposés.

Exceptionnellement le Syndicat des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) avait accepté de revoir son contrat chez Chrysler et de renoncer à divers avantages acquis. C'était offrir à la société 600 dollars environ par voiture produite. General Motors et Ford demandent à leurs salariés les mêmes sacrifices. Le syndicat ne veut pas en entendre parler, mais il pourrait se trouver bientôt devant un choix très difficile : plus la récession dure, plus le patronat peut imposer un gel - sinon une diminution - des salaires.

D'énormes investissements ont été prévus par les constructeurs américains pour améliorer leur production. General Motors, par exemple, envisage de dépenser 40 milliards de dollars (230 milliards de francs) d'ici à 1985. Le numéro un de l'automobile veut multiplier par quatre le nombre de ses robots, généraliser la traction avant et battre des records de faible consommation d'essence. Ce programme est-il compromis ? On affirme que non. Mais il est clair que les plans initiaux devront s'adapter à la conjoncture. Déjà, G.M. a retardé la construction d'une usine de 500 millions de dollars (2,70 milliards de francs) dans le Michigan.

Quelque 6 millions et demi de voitures américaines seront sans doute vendues aux Etats-Unis cette année. On est loin des 10 millions de 1973. Ce niveau pourrait-il être atteint de nouveau, demandait récemment l'hebdomadaire U.S. News au P.D.G. de General Motors, M. Roger Smith ? Réponse : « En 1990, le marché mondial sera de 30 millions de véhicules, contre 30 millions aujourd'hui. Il y a beaucoup de pays qui se trouvent au même stade que les Etats-Unis en 1925. De ce point de vue, tous les pays veulent être comme les Etats-Unis. Et nous allons les y aider ». En 1990, peut-être... Mais l'an prochain ?

ROBERT SOLÉ.

Les syndicats néerlandais renoncent à s'opposer à la fermeture de Ford-Amsterdam

De notre correspondant

Amsterdam. - Les syndicats néerlandais ont abandonné leur action pour la sauvegarde de l'usine Ford-Amsterdam après que la direction ait menacé de demander le sursis de paiement. La faillite qui en serait résultée aurait mis en danger de licenciement immédiat plus de 1 200 salariés. Ainsi se termine une lutte entre les syndicats soutenus par les autorités amsternoises et la direction de Ford-Amsterdam. Celle-ci affirme que les dettes de ces derniers mois s'élèveraient à quelque 2 millions de florins (environ 4,6 millions de francs) par semaine. La société Ford-Etats-Unis avait, en outre, menacé de ne plus verser les indemnités de licenciement si l'usine n'était pas fermée avant le 30 novembre.

La direction de Ford-Amsterdam, installée dans la capitale néerlandaise depuis 1933, avait décidé au mois d'avril dernier de fermer l'usine fin septembre. Les syndicats, arguant que la direction n'avait pas suffisamment étudié les possibilités de survie, procédèrent alors à des occupations qui devaient amener la direction à engager une action en référé contre les syndicats et le comité d'entreprise.

En juin, le tribunal d'Amsterdam enjoignit au personnel d'évacuer

l'usine. Mais, en même temps, la direction de Ford-Amsterdam, dont la société mère détient 95 % des actions, se voyait légalement obligée de tenir compte des résultats d'une enquête de la chambre d'entreprises de la cour de justice d'Amsterdam avant de prendre une décision définitive sur l'avenir de l'usine.

Les syndicats estimaient alors avoir gagné une bataille, mais la direction ne tarda pas à souligner qu'elle n'acceptait pas qu'une instance judiciaire lui donne l'ordre de continuer la production dans le seul but de sauvegarder les emplois des salariés.

C'était au tour de la direction de remporter une victoire quand, le mois dernier, la cour de justice d'Amsterdam était obligée d'attendre les résultats de l'enquête de la chambre d'entreprises mise en place pour juger le fond des conflits industriels. Les résultats de l'enquête ne seraient pas connus au début de ce mois comme il avait été annoncé, mais beaucoup plus tard.

L'affaire Ford avait dans un premier temps donné espoir à ceux qui croyaient pouvoir opposer le droit néerlandais à une grande entreprise multinationale.

RENÉ TER STEEGE.

AUTOMATIQUE - DIRECTION ASSISTÉE - 80 ch
HONDA ACCORD
 Visiote 82:
 240 F
JAPAUTO
 Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51

LA RELANCE INDUSTRIELLE, PASSE PAR LA SOUS-TRAITANCE, ET SON PLUS GRAND RENDEZ-VOUS MONDIAL ANNUEL.

10-20 novembre 1981
LYON

midest

- Un RECORD d'exposants (2.000 de 17 pays) et de surface (25.500 m² de stands)
- 43 secteurs industriels
- 35.000 visiteurs attendus

Réunions techniques

HORAIRE :
 16 Novembre : 13 h - 18 h
 20 Novembre : 9 h - 17 h
 17 - 18 - 19 Novembre : 9 h - 18 h

A envoyer à M.I.D.E.S.T.,
 Parc des Expositions, Quai Achille-Lignon
 69458 LYON CEDEX 3 Tél. (7) 894.10.00 Téléc. 310.673

La firme _____
 Rue _____
 Code Postal _____ Localité _____

Attention M _____

demande sans engagement l'envoi de :

- ☐ dépliant (s) MIDEST 81
- ☐ exemplaire (s) du catalogue (chèque JOINT de 40 F port compris) envoi à partir du 22/10
- ☐ carte (s) d'invitation gratuite (s)
- ☐ fiche (s) réduction 20 % SNCF
- ☐ programme (s) des réunions techniques
- ☐ documentation MIDEST 82 (Strasbourg 4-8 Octobre)

La M.I.D.E.S.T. est financée par le P.D.R. 1981-1983

CIC. Voici où retirer 5000 F, déposer vos chèques, vérifier votre compte... jour et nuit.



VOICI LES PREMIÈRES ADRESSES DU LIBRE-SERVICE MOA.

- Paris 1^{er} - 300, rue Saint-Honoré
- Paris 3^e - 201, rue du Temple - 45, rue de Turbigo
- Paris 4^e - 1/3, rue de Sévigné. Début 82.
- Paris 6^e - 57, rue de Rennes - 6, boulevard Saint-Michel
- Paris 7^e - 2, bd Raspail (angle rue du Bac) - 16 ter, avenue Bosquet
- Paris 8^e - 3, place Clichy - 48, boulevard Malesherbes - 66, rue La Boétie
- Paris 9^e - 64, rue de la Chaussée d'Antin - 8, boulevard de la Madeleine - 98, rue Saint-Lazare - 17, boulevard Haussmann. Banque Transatlantique
- Paris 10^e - 93, rue La Fayette
- Paris 11^e - 210, boulevard Voltaire - 134, avenue Parmentier - 89, boulevard Voltaire
- Paris 12^e - 4, rue du Fg-Saint-Antoine - Gare de Lyon - 193-197, rue de Bercy. Début 82.
- Paris 13^e - 111, avenue d'Italie. Début 82.
- Paris 14^e - 97-99, av. du G. Leclerc. Début 82. - 202, boulevard Raspail.
- Paris 15^e - 88, avenue de Breteuil - 280, rue de Vaugirard
- Paris 16^e - 1, rue de la Pompe. Début 82.
- Paris 17^e - 50 bis, av. de la Grande Armée - 35 bis, rue Jouffroy - 54, rue de Prony - 6, place des Ternes
- Paris 19^e - 125, avenue Jean-Jaurès
- 91 Massy - 39, avenue Carnot. Début 82.
- 91 Massy - Super Centre Paris-Sud 58, pl. de France. Début 82.
- 92 Boulogne - 153, bd J.-Jaurès. Début 82.
- 92 Clichy - 78, bd J.-Jaurès. Début 82.
- 92 Courbevoie - Centre Charras, rue Baudin. Début 82.
- 92 La Garenne-Colombes - 4, pl. J.-Baillet
- 92 Levallois-Perret - 36 ter, rue Rivay
- 92 Neuilly-s-Seine - 28, rue de Chartres
- 92 Puteaux - 1, rue Bellini.

CIC. 40 guichets libre-service. 24h sur 24. 7 jours sur 7.

TÉLEX PARTAGÉ
 ETRAVE SERVICE TELEX - PARIS ☎ 345.21.62

Pour disposer du CIC jour et nuit il suffit d'ouvrir un compte au CIC.

ODOUL AGENT GÉNÉRAL
Garde-meubles
 208 10-30
 16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

La banque de toutes les heures. CIC. Jour et nuit.

مركز من الأصل

FISCALITÉ

LA DISCUSSION SUR L'IMPOSITION DES ŒUVRES D'ART

Toute mesure de contrainte supplémentaire mettrait en péril notre patrimoine nous déclare M^e Tajan

Le président de la République, qui est intervenu au moment de la discussion, à l'Assemblée nationale, du projet de budget pour 1982, a obtenu que les antiquités, les objets de collection et les œuvres d'art ne soient pas retenus dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes. La loi de finances,

actuellement en discussion au Sénat, doit faire l'objet de nouveaux amendements concernant les transactions sur le marché de l'art.

Parmi ceux qui avaient le plus vivement critiqué les mesures envisagées, M^e Jacques Tajan, militant socialiste et associé gérant

de la première étude française de commissaire-priseur, avait, dans des lettres adressées aux ministères intéressés et à l'Élysée, souligné les risques d'une stérilisation du marché de l'art français. Il nous a donné son avis sur l'ensemble des problèmes soulevés par ces textes.

« Quelles pouvaient-elles être les conséquences des mesures initialement envisagées ?

— Ces mesures, inspirées par un esprit dogmatique, auraient eu pour conséquences certaines d'inciter les possesseurs d'objets d'art à les dissimuler, à les expédier vers l'étranger, à les vendre à Londres, New-York, Genève ou Monaco. Conséquence indirecte : toute activité officielle, publique et transparente, risquait d'être anéantie au profit d'un marché occulte échappant à tous contrôles et à toute imposition. Notre secteur d'activité, qui emploie ou procure du travail à cinquante mille salariés ou sous-traitants, aurait connu, à son tour, le chômage.

— Le trésor public aurait perdu des recettes substantielles puisque les ventes aux enchères publiques procurent, annuellement, à travers les droits d'enregistrement, les taxes départementales et communales et autres taxes, des recettes de l'ordre de 200 millions de francs. Pour l'ensemble des activités liées directement ou indirectement au marché de l'art en France, les recettes de l'État peuvent être évaluées à 1 milliard.

— Comment expliquez-vous que l'on ait pu proposer de telles mesures ?

— Je comprends qu'un ministre du budget, animé d'une conscience socialiste, considère comme nécessaire de corriger les inégalités supérieures en matière de patrimoine. Il

a donc voulu chercher des ressources fiscales chez ceux qu'il tient pour des privilégiés. Du même coup, il a énoncé les mesures destinées à sanctionner les tricheurs. Cela conduisait à instaurer toute une politique d'inquisition.

— Le texte proposé risquait de provoquer d'énormes méfaits sans véritable contrepartie, de telle sorte que l'intérêt fiscal aurait finalement été nul pour la collectivité. C'est ce qu'a parfaitement compris le président de la République, dont l'intervention décisive s'inscrit dans l'optique d'un socialisme réaliste. Il a manifesté sa volonté de laisser tranquilles les collectionneurs pour qu'ils puissent continuer, chacun à sa façon, à enrichir le patrimoine artistique français, qui serait mis en péril par toute nouvelle mesure de contrainte.

— Quel était, selon vous, le sens des mesures envisagées pour lutter contre la fraude fiscale ?

— Demander de régler par chèque les achats supérieurs à 5 000 F, c'est vouloir photographier le citoyen. De même, exiger des compagnies d'assurances la communication des noms de ceux qui auraient déclaré des objets d'art, de collection ou des antiquités pour un montant supérieur à 100 000 F, c'était développer la délation et vouloir mettre les Français en fiches.

— De plus, on n'aurait pas compris que de telles dispositions ne s'appliquent pas aux fourrures, à la haute couture, aux croisières exotiques, à tout achat de luxe qu'on aurait pu continuer de payer en espèces. Car, enfin, pourquoi un collectionneur d'objets d'art serait-il obligé d'avoir un compte bancaire, faute de quoi il ne pourrait pas acquiescer un objet de plus de 500 000 F ? Pourquoi le monsieur qui voudrait offrir une baguette de 5 500 F à une dame ne pourrait-il pas le faire avec discrétion, mais serait contraint de le payer par chèque ? Et pourquoi le même monsieur, s'il voulait offrir une fourrure de 5 500 F, ne serait-il pas soumis à la même loi ? Une telle discrimination serait inacceptable.

— Je voudrais aussi me faire le défenseur des propriétaires de demeures anciennes. Dans ce domaine, il serait également injuste de pénaliser des gens de toutes conditions, au prix d'efforts considérables, ont choisi un mode de vie parfois ascétique pour sauver des vieilles pierres. Comme les petits collectionneurs, ils contribuent à défendre et à enrichir une part du patrimoine artistique de la France, et ils méritent d'être épargnés. Il faudrait, pour eux tous, rechercher des aménagements.

— On voit bien le caractère intempestif des mesures énoncées. Pour être logique, il aurait fallu les appliquer à tout l'ensemble du marché de l'art. C'était alors mettre en place un système d'information sur tous les achats et porter gravement atteinte à nos libertés.

La concurrence anglaise

— Le risque d'inquisition fiscale vous semble-t-il écarté ?

— Pour l'instant, la loi n'est pas votée. L'Assemblée nationale devra se prononcer après la discussion du Sénat. A mon sens, les mesures proposées par M. Laurent Fabius ne pouvaient se justifier que si l'on faisait entrer les biens artistiques dans la composition de la fortune. Mais elles n'ont aucune raison d'être retenues, dès lors que les antiquités, les bijoux et les objets d'art sont exemptés de cet impôt.

— Si, comme on peut le penser, les antiquités et les objets d'art n'entrent plus en compte dans cet impôt, d'autres recettes fiscales seront certainement recherchées. N'est-il pas déjà question de doubler certaines taxes sur les ventes ?

— On en revient au problème de la fiscalité qui pèse sur les ventes publiques françaises. Nous sommes victimes vis-à-vis de nos concurrents anglais d'une disparité statutaire, réglementaire et fiscale qui crée une situation de concurrence déloyale. Il serait désastreux d'aggraver cette

inégalité et de creuser encore l'écart avec nos concurrents.

— Dans quel sens devrait, selon vous, agir le gouvernement ?

— Il faut revenir à l'esprit du traité de Rome qui prévoit la libre circulation des objets d'art à l'intérieur de la Communauté. Faut-il rappeler que le Conseil de l'Europe peut justement interdire les discriminations qui tendent à fausser la concurrence ? Il est permis d'espérer qu'un gouvernement socialiste, qui a l'intention de développer la coopération européenne, veillera à établir une concordance entre le statut des commissaires-priseurs français et les autres organisateurs de ventes publiques.

— Dans cet esprit, il faudrait diminuer les 7 % de droits d'enregistrement qui pèsent sur les seules ventes françaises. Cette privation relative de recettes serait largement compensée par une nouvelle croissance du marché de l'art français. Si les officiers ministériels que nous sommes n'avaient pas à supporter encore d'autres charges, telles que le droit de suite, la taxe sur les plus-values et la bourse commune, ils seraient en mesure de fabriquer un service de la même qualité que celui des Anglais. Nous demandons

une parité de traitement fiscal qui pourrait, par l'assujettissement à la T.V.A., se substituer à la taxe sur l'enregistrement qui n'est plus adaptée aux conditions modernes de notre activité. Il serait encore souhaitable de donner aux commissaires-priseurs une compétence nationale qui ne soit plus seulement limitée à la commune et au département : ils pourraient alors exercer leur activité où bon leur semble. Un autre moyen de rentabiliser les études serait de revoir les tarifs des commissaires-priseurs, qui n'ont pas changé depuis vingt-cinq ans. Nous ne cessons de demander la modernisation de notre statut professionnel.

— Le monopole des commissaires-priseurs tel qu'il existe est en fait une illusoire protection qui nous fait subir des contraintes de tous ordres. Tout ce qui nous est interdit est permis à nos concurrents : publicité, avance d'argent aux vendeurs, garantie de prix, appel à des capteurs extérieurs... Il nous est impossible de continuer à accepter toutes ces disparités.

Propos recueillis par F. GERSAINT.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (S.O.N.E.D.E.)

Alimentation en eau potable de Sfax réseau de distribution

Avis d'appel d'offres internationaux

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance DEUX APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX :

APPEL D'OFFRES N° 1

LOT A 1 : FOURNITURE DE TUYAUX ET PIÈCES SPÉCIALES
SOUS-LOT A 11 : Fourniture de 25.100 ml de tuyaux en béton précontraint ou en fonte ductile de DN compris entre 400 mm et 800 mm.
SOUS-LOT A 12 : Fourniture de 3.500 ml de tuyaux en fonte ductile de DN 400 mm et 500 mm.
SOUS-LOT A 13 : Fourniture de 34.400 ml de tuyaux de DN compris entre 150 mm et 300 mm en amiant ciment classe C.

APPEL D'OFFRES N° 2

LOT B : TRANSPORT, POSE DE CONDUITES, CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART
LOT 1 : Pose de 36.100 ml de conduites de DN compris entre 150 mm et 300 mm en amiant ciment.
LOT 2 : Pose de 30.300 ml de conduites de DN compris entre 400 mm et 800 mm en béton précontraint et en fonte ductile.
LOT 3 : Construction de trois réservoirs semi-enterrés de capacité 5.000 m³ chacun.

Ces appels d'offres s'inscrivent dans le cadre d'un projet financé partiellement par la Banque Islamique de développement. Les entreprises qui désirent participer à ces appels d'offres pourront se procurer les dossiers auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service Marchés) à compter du 9 novembre 1981 contre paiement de la somme de :

— Cinquante (50) dinars pour le dossier 1 ;
— Cent (100) dinars pour le dossier 2.
Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 15 janvier 1982 à 10 heures, ou 23, rue JAWAHER-LAL-NEHRU, MONTFLEURY TUNIS. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

BATIMATEMCO

Toutes les qualités plus une

Nos bungalows de chantier font partie du paysage industriel. Les 20 000 unités fabriquées depuis 8 ans dans nos ateliers de Mussidan, en Périgord, forment aujourd'hui plus de la moitié du parc locatif français.

Nombre d'entreprises du B.T.P. font, ainsi, depuis longtemps, confiance à nos matériels, parfois sans même connaître notre nom.

Pour elles, nous avons conçu et construisons les séries Acotel, Écotel et Écorex. Elles ont toutes les qualités habituelles de nos produc-

tions : fiabilité, robustesse, souplesse d'utilisation, plus une : leur prix.

Vendus directement par nos soins, ces bungalows présentent le meilleur rapport qualité/prix du marché.

Pour vous doter, à la source, du meilleur matériel, nos services commerciaux vous attendent dans le cadre du Batimat 1981 au stand n° 505 Zone A1, du 13 au 22 Novembre.

BATIMAT
PORTE DE VERSAILLES
STAND N° 505 - ZONE A1
TEL. 557 57 07

ATEMCO

Le Français n°1 de la Construction Mobile.

Rue de la Gare BP 34 24400 Mussidan
Téléphone 16 (53) 81 04 80. Téléc 570 193

Le Monde

documents et documents

N° 10 octobre

L'INDUSTRIE FRANÇAISE FACE A LA CRISE

LA POLITIQUE PSYCHIATRIQUE

Le numéro : 4,50 F
(dix numéros) : 45 F

Atelier de poterie

LE CRU ET LE CUIZ

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
RUE LACEPEDE, PARIS-13
Téléphone (1) 50131 207-83-82

AFFAIRES

ÉCARTANT PROVISOIREMENT L'ACCORD AVEC LE JAPONAIS J.V.C.

Le gouvernement demande à Thomson d'envisager une stratégie européenne pour développer l'électronique grand public

Le groupe Thomson, qui fait partie des sociétés nationalisées, a été invité par les pouvoirs publics à reconsidérer sa stratégie dans le domaine de l'électronique grand public.

Industrie lourde par l'ampleur des capitaux qu'elle mobilise, l'industrie de pointe par les incessantes mutations technologiques de l'électronique, l'industrie de masse, car elle s'adresse à des centaines de millions de consommateurs, l'électronique grand public devient, peu à peu, le domaine réservé du Japon. Face à des firmes nippones qui s'appuient sur un solide marché intérieur, une productivité, une capacité d'innovation et une organisation sans égales — renforcées par leur accès aux États-Unis — l'industrie européenne a bien du mal à survivre. La Grande-Bretagne est déjà passée, avec armes et bagages, dans le giron japonais. En Allemagne fédérale, la situation des constructeurs de téléviseurs, chaînes hi-fi et autres magnétoscopes, ne cesse de se dégrader. Hormis le géant européen Philips, qui n'est pas, lui non plus, exempt de difficultés, le groupe Thomson était un des seuls à avoir tenté de se maintenir à niveau et de constituer un « front européen » face à l'offensive généralisée des Japonais. Mais, confronté à des problèmes de financement, des investissements et n'ayant pas mis à temps sur le développement industriel de nouveaux produits, la volonté de résistance du groupe a, peu à peu, faibli.

Au printemps de 1981, ce changement de stratégie apparaissait au grand jour avec l'annonce d'un

accord entre la société japonaise J.V.C. (Japan Victor Co., filiale de Matsushita) et trois groupes européens : le français Thomson, l'anglais Thorn-EMI et l'allemand A.E.G.-Telefunken. L'idée était de constituer à parts égales (25 % pour chacun des associés) un groupement industriel chargé de gérer les fabrications de trois usines, chacune étant spécialisée sur un produit. Thorn-EMI devait fabriquer les futurs lecteurs de vidéodisques selon la technologie J.V.C. ; A.E.G.-Telefunken construisait, dans son usine de Berlin, des magnétoscopes selon le procédé J.V.C. (le V.H.S.) et Thomson-Brandt aurait en charge les caméras spécialisées pour les magnétoscopes. Chacun des trois groupes européens devait acheter les matériels fabriqués dans ces usines pour les revendre ensuite sous sa propre marque. La nouvelle chaîne hi-fi de Thomson-Brandt figurait également dans l'accord de commercialisation.

Cet accord, négocié dans les premiers mois de 1981 et annoncé entre les deux tours de l'élection présidentielle, était soumis à l'approbation des autorités françaises. Or, déjà, les équipes du président élu avaient une nette orientation de Thomson. N'était-ce pas « baisser les bras », s'abaissant pour les nouveaux produits aux technologies du Sud-Est asiatique ? Ces inquiétudes, des doutes, la nouvelle équipe en charge de ce dossier industriel les partageait peu ou prou. En attendant de se faire une idée plus précise, il fut demandé à Thomson de suspendre à la signature de l'accord.

Ce réexamen de la stratégie de Thomson dans un cadre plus global, mené tant par la « mission filière électronique », rattachée au ministère de l'Énergie, de la recherche et de la technologie, que par le ministère de l'Industrie et le « délégué » du gouvernement auprès du groupe nationalisable, a débouché sur des « propositions » qui ont été notifiées aux dirigeants de la firme.

Du côté d'A.E.G.-Telefunken

Dans l'état actuel des choses, l'accord avec J.V.C. ne doit pas être signé. En revanche, les négociations avec A.E.G.-Telefunken, qui connaît, on le sait, de très graves difficultés, seraient poursuivies. Actuellement, Thomson commercialise sous sa marque les magnétoscopes V.H.S. de J.V.C., qui sont importés du Japon. La société française s'approvisionnerait à l'avenir et prioritairement auprès de la future usine de Berlin d'A.E.G.-Telefunken. Les conditions d'une coopération dans les produits blancs (réfrigérateurs, lave-vaisselle, etc.) entre les deux groupes seraient également examinées.

Dans le même temps, Thomson est invité à effectuer un nouveau tour de piste pour étudier les possibilités de coopération en matière de produits futurs (magnétoscopes de la prochaine génération, vidéodisques) avec les groupes européens Philips et Grundig. Des contacts pourront être également pris avec Sony. Considéré comme « le moins japonais parmi les japonais », ce groupe serait

prêt à discuter d'une normalisation des standards pour les futurs matériels vidéo. Il a d'ailleurs déjà adopté les techniques Philips pour les vidéodisques et le disque audiodigital. L'idée des pouvoirs publics n'est pas tant de faire de grands accords spectaculaires que d'inciter des coopérations ponctuelles s'appuyant, si possible, sur un « laboratoire européen commun ». A ce sujet, le tour d'horizon mené ces derniers mois dans les divers centres de recherches publics ou privés — notamment ceux de Thomson — ont montré qu'il existait en France un gisement technologique important en matière d'électronique grand public. Reste à l'exploiter, tant sur le plan industriel que commercial.

Quel avenir pour Videocolor ?

Le groupe, comme les pouvoirs publics, va, en tout cas, devoir intégrer une dimension supplémentaire dans la mise en place d'une nouvelle stratégie. La situation, très mauvaise de Videocolor, le second fabricant européen de tubes de T.V. couleur. Les pertes de la société ont connu cette année une brutale accélération, et le montant de la note devrait dépasser les 300 millions de francs. Le groupe américain R.C.A. en butte lui aussi à de sévères difficultés, a décidé de se retirer de Videocolor — la société mère de Videocolor, dont il détenait 49 %, Thomson possédait 51 %. La négociation a eu lieu la semaine dernière. R.C.A. sort donc du capital d'Europacolor, mais, comme le tenait des pertes prévisibles et de la situation du bilan, il est acquis que le groupe américain versera une somme équivalente à « sa part dans les pertes de Videocolor ». Il est

prévu le maintien de liens techniques entre les deux sociétés.

Les dirigeants de Thomson ont, de leur côté, l'intention de fermer l'une des trois usines de Videocolor — celle d'Ulm (R.F.A.) — qui appartenait autrefois à A.E.G.-Telefunken. Cette usine perd 180 millions de francs environ par an et fabrique neuf cent mille tubes d'un certain type (90%). L'idée de Thomson est de transférer les productions sur les deux autres usines de Videocolor (Agnani, près de Rome, et à Lyon). « Mieux vaut deux usines qui tournent à plein que trois à moitié », dit-on. Sans doute ! Il reste qu'il faudra un certain temps pour installer à Lyon le à Agnani des lignes de montage pour les tubes 50" fabriqués à Ulm. Ce délai ne sera-t-il pas mis à profit par les Japonais pour récupérer les clients de l'usine d'Ulm ? En outre, est-il de bonne politique, au moment où on entend louer la carte européenne, de sacrifier la seule usine allemande de tubes, qui vient de surcroît d'A.E.G.-Telefunken ?

Certes, les pouvoirs publics de tutelle n'ont pas interdit à Thomson de procéder à cette fermeture d'Ulm. D'ailleurs l'unanimité est loin d'être faite sur ce chapitre dans les différents ministères. Car, à travers Videocolor, c'est encore une fois toute la future politique d'écran, T.V. et de terminaux qui est en jeu. La prochaine génération de tubes de T.V. sera « tous azimuts », c'est-à-dire que le même écran, à la définition plus fine, servira tout à la fois d'un écran classique T.V. et de terminal informatique. Un marché potentiel mondial qui se chiffre en centaines de millions de tubes. C'est dire que les enjeux sont d'importance et que l'avenir de Videocolor ne saurait laisser indifférent ni Thomson, ni les pouvoirs publics, ni les autres groupes européens de l'électronique.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

ÉTRANGER

Aux Pays-Bas

Le gouvernement veut instituer un « prélèvement de solidarité » pour la création d'emplois

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement néerlandais envisage un « prélèvement de solidarité » pour la seule année 1982, dont les fonds seront destinés à la création d'emplois.

Pendant la longue et laborieuse formation de la coalition gouvernementale de centre-gauche, la mise au point d'un plan pour l'emploi avait été une condition sine qua non de la participation du parti socialiste (P.V.D.A.). Un différend entre ce parti, les chrétiens-démocrates et les libéraux de gauche portant sur le financement de ce plan avait provoqué, en octobre, la chute du second gouvernement Van Agt, trente-cinq jours après son installation. La semaine dernière, deux négociateurs socialistes avaient réussi à rassembler les trois partenaires autour d'un projet qui consacre en 1982 1 milliard de florins (1) à la lutte contre le chômage.

Le « prélèvement de solidarité » constitue une nouvelle expérience qui devra rapporter, selon le gou-

vernement, 500 millions de florins, soit la moitié de la somme engagée dans la lutte pour l'emploi. Toutefois, au sein du gouvernement, les ministres ne sont pas encore arrivés à un accord concernant la forme que devra revêtir le « prélèvement de solidarité ». Les partisans de mesures fiscales temporaires sur les salaires et les revenus, d'un côté, les adeptes d'une augmentation de la T.V.A., de l'autre, devront trouver un compromis avant le 18 novembre, quand le gouvernement publiera sa déclaration de politique générale, plus de quatre mois après les élections législatives.

Le gouvernement compte pouvoir créer en 1982 quelque soixante mille nouveaux emplois, notamment dans la fonction publique et dans le secteur de la construction. Les Pays-Bas comptent actuellement environ quatre cent quarante mille chômeurs, soit près de 10 % de la population active. — R.T.S.

(1) 1 florin = 2,30 F.

ÉNERGIE

SNELL ET BP RÉDUISENT LEUR CAPACITÉ DE RAFFINAGE

Shell a annoncé le 11 novembre la suppression de huit cents emplois — 400 dans le raffinage et 400 dans l'industrie chimique — à la fermeture d'unités de traitement de pétrole brut dans les cinq années à venir. Cette politique, indispensable pour faire face à la surcapacité structurelle de l'Europe occidentale, ne nécessitera pas de licenciements.

D'autre part, la filiale allemande de BP (Deutsche BP) entend réduire de 2,5 millions de tonnes sa capacité de raffinage dans la Ruhr. Cette décision entre dans un plan général de réduction des capacités de 21 millions de tonnes par un investissement de 14 millions de tonnes. BP, dont les unités de distillation simple n'ont tourné qu'à 64 % cette année, a

déjà perdu 600 millions de marks depuis le 1^{er} janvier en R.F.A.

En France, les pouvoirs publics préparent les grandes lignes de la politique pétrolière. Prévue pour le conseil des ministres du 25 novembre, les décisions pourraient être retardées de quelques semaines. Pour ce qui est du raffinage, il semble acquis toutefois que le gouvernement mettra au point une formule automatique de répercussion sur les prix des produits pétroliers des éléments du coût de l'approvisionnement national. En contrepartie, les compagnies pétrolières devraient s'engager à effectuer aucun licenciement (à respecter l'équilibre régional de l'emploi) et à entreprendre des investissements précis de conversion.

HONDA ET BRITISH LEYLAND VONT LANCER EN COMMUN UNE VOITURE

Tokyo (A.F.P.). — Honda et British Leyland ont annoncé jeudi 12 novembre à Tokyo, leur décision d'approfondir leur coopération en mettant au point ensemble une nouvelle voiture dont le lancement est prévu en 1985.

La lettre d'intention, signée jeudi par Honda et B.L. pour la mise au point sur une base d'égalité d'un modèle commun, est le « débouché logique de la bonne coopération qui s'exerce déjà avec la Triumph Acclaim, version de la Ballade de Honda construite sous licence par B.L. », a déclaré M. Raymond Horrocks, président de B.L. Cars Group, au cours d'une conférence de presse.

Le modèle envisagé est celui d'une voiture de catégorie moyenne située entre la Jaguar de B.L. et l'Accord de Honda. Il sera construit au Japon et en Grande-Bretagne. La commercialisation sur le marché nord-américain se fera par les réseaux des deux compagnies.

M. Horrocks a rappelé que la collaboration sur la Triumph Acclaim (troisième génération) conception japonaise montée et commercialisée en Grande-Bretagne) a permis de sauvegarder deux mille emplois. Quatre semaines après son lancement, a-t-il ajouté, l'Acclaim se classe déjà au cinquième rang des modèles les plus vendus aux États-Unis.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U. ...	5,3870 5,3900	+ 70 + 100	+ 150 + 200	+ 430 + 500
\$ can. ...	4,6910 4,6960	+ 120 + 80	+ 180 + 110	+ 230 + 88
Yen (100) ...	2,4530 2,4570	+ 170 + 200	+ 340 + 380	+ 1060 + 1150
D.M. ...	2,5280 2,5300	+ 90 + 110	+ 190 + 230	+ 620 + 700
Florin ...	2,3000 2,3040	+ 50 + 70	+ 120 + 180	+ 410 + 490
F.S. (100) ...	15,0350 15,0500	+ 220 + 80	+ 300 + 350	+ 1400 + 870
F.S. ...	3,1560 3,1620	+ 155 + 190	+ 290 + 350	+ 870 + 1000
L. (1 000) ...	4,7260 4,7310	+ 300 + 240	+ 620 + 520	+ 1730 + 1890
£ ...	10,5200 10,5300	+ 0 + 70	+ 90 + 130	+ 480 + 780

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 3/4	11	10 1/2	11	10 1/2	11	11 1/4	11 5/8
\$ E.-U. ...	12 1/2	14	12 3/8	14	12 5/8	14	12 7/8	14 1/4
Florin ...	12 1/4	14	12 1/2	14	12 1/2	14	12 1/2	14 1/4
F.S. (100) ...	12	14	12	14	12	14	12	14
F.S. ...	5	5 1/2	9	9 1/2	9 3/4	10 1/4	9 3/4	10 1/4
L. (1 000) ...	15	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
£ français ...	16 1/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

M. GÉRARD, Joilliers
Département brillant
8, avenue Montaigne, PARIS - 8^e
Tél. : 122-70-06
Prix d'un brillant rond
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
12 novembre : 122.163 F.T.T.C.
+ commissions 4,90 %

Jean MASSON, Directeur Général de BERNARD JULIET PISTON (et Président de SYNTEC RECRUTEMENT), prend la direction générale de BERNARD JULIET CONSEILS, et dirige ces deux unités. Bernard JULIET, Président du Groupe, assure l'expansion de sept sociétés du GROUPE BERNARD JULIET (130 personnes, 15 millions de C.A. en 1980), et le développement de nouvelles activités.

CORRESPONDANCE

Les archives de la banque

M. J. Bouquier, professeur d'histoire économique, nous écrit : J'ai lu avec un vif intérêt l'interview de M. Pierre Moussa (jadis mon condisciple) dans le Monde du 2 octobre. J'en fais mon profit, en tant qu'enseignant.

Je me donne la liberté de ne retenir de ce texte qu'un point tout à fait particulier. Pierre Moussa évoque « la caricature » que « l'on veut donner de Paris ». J'en conviens. En tant qu'historien, chercheur, et responsable de directions de recherches, je fais remarquer qu'il n'y aurait pas « caricature » (laquelle a plus d'un siècle d'âge...) si les grandes banques françaises avaient, d'ailleurs, qu'elles ne l'ont fait et ne le font, ouvert plus libéralement, plus franchement, leurs archives aux chercheurs universitaires. Elles nous ont certes aidés, et nous les en remercions. Mais dans des limites étroites, mesurées.

Si leur image de marque a trop longtemps été négative, elles en portent une part de responsabilité. Les mythes se nourrissent de l'ignorance et de l'attitude même des banquiers.

La formule de Pierre Moussa : « J'espère que les historiens montreront que Paris, du temps qu'il était purement privé, a tout de même largement ouvert pour l'intérêt général » me remplit d'aise. « Mais, cher ami, lui dirais-je, il ne tient (ou ne tenait) qu'à vous... »

« Ne planquez pas votre argent en Suisse »

Nous avons reçu le texte suivant de M. Paul Brunin :

Rien n'est plus dangereux que de placer irrégulièrement son argent en Suisse !

Eh oui, je suis bien placé pour en rendre compte, elle risque de le conserver.

Peut-être pas de votre vivant, mais vos enfants, et plus vraisemblablement encore vos petits-enfants, risquent d'être assés un jour ou l'autre.

Au moment des successions, en effet, ils ont des trucs pour se sucrer au passage, et pas avec le dos de la cuillère. Votre seule garantie, à ce moment-là, serait l'aide que pourrait vous apporter votre pays. Mais si cet argent est parti dans des conditions irrégulières, vous n'avez plus aucun recours.

Aussi méditez, aussi répréhensible puisse être le pouvoir politique en France, croyez-moi, ne planquez pas votre argent en Suisse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'emprunt étant entièrement souscrit, cet avis est publié à titre d'information.



EMPRUNT C.I.O.
150 MILLIONS DE F.
Intérêt indexé sur le taux des obligations
Coupon semestriel : T.M.O. + 0,10 %
1^{er} coupon : 17,40 %. Durée 8 ans.
Cet emprunt est essentiellement destiné à financer l'expansion des P.M.E. et P.M.I. des régions de l'Ouest.

CRÉDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
133 ANS DE RÉGION
groupe C.I.C.
Note d'information tirée par la C.O.E. disponible sans frais. Voir SL143 du 13 octobre 1981. Notice légale : R.A.L.O. du 9/11/80.

LES M

PARIS

10 NOVEMBRE

Nouvel affaiblissement
Repli de l'or

COURSE DE PARIS

VALEURS	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e
1 ^{re} course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
3 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
6 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
7 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
8 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
9 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
10 ^e course	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

مكثا من الأصل

